

## UNE INNOVATION EN RFA

### Les Verts vont entrer dans un gouvernement régional

#### La Hesse en vert et rouge

L'événement, en soi, est historique : pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne, le parti Vert, écologiste et pacifiste, fait son entrée dans un gouvernement régional, celui du Land de Hesse.

Le ministre-président social-démocrate, M. Holger Börner, dirigera donc un cabinet dont le ministre de l'Environnement, M. Joscha Fischer, était à la tête des manifestations contre l'extension de l'aéroport de Francfort, durement réprimées, il y a cinq ans, par ce même Holger Börner.

Il n'aura pas fallu moins de trois ans de tractations pour que puisse se constituer cette « majorité à gauche des chrétiens-démocrates » souhaitée par l'ex-chancelier Willy Brandt à la veille des élections au Bundestag en 1983.

Et pourtant Frédéric Nietzsche aurait qualifié d'« intempérative » cette coalition. En effet, elle survient à un moment où le SPD, lassé sur le plan national de l'immaturité politique du parti Vert, a choisi de se lancer à la reconquête du pouvoir à Bonn en ne comptant que sur ses propres forces.

Sous la houlette de M. Johannes Rau - qui a lui-même donné le ton en remportant une éclatante victoire en Rhénanie-Westphalie sans faire la moindre concession aux écoles-pacifistes - la social-démocratie allemande s'emploie, en vue des élections législatives de 1987, à reconquérir un électeur centriste allergique au style et aux thèmes politiques incarnés par les Verts.

Le « modèle de Wiesbaden », ville où siège le gouvernement du Land de Hesse, va désormais se trouver au centre du débat politique en RFA.

La coalition au pouvoir à Bonn gèrera les moindres faux pas du gouvernement régional pour brandir devant l'opinion publique l'épouvantail du « chaos rouge-vert » qui menacerait le pays tout entier s'il faisait école.

La fraction « dure » du parti écologiste, majoritaire dans les instances fédérales, fera tout, de son côté, pour faire échouer cette expérience. Elle estime, en effet, que les « realpolitiker » de Hesse, inspirés par un Dany Cohn-Bendit converti aux charmes de la politique politicienne, risquent de perdre leur âme en entrant dans le système.

Mais c'est le Parti social-démocrate et son candidat chancelier Johannes Rau qui se trouvent dans la situation la plus délicate : il leur est maintenant difficile d'expliquer par quelle ruse de la dialectique il est possible de dire « non » aux Verts à Düsseldorf et à Bonn, et « oui » à Wiesbaden.

Enfin, cette accession des Verts à la notabilité gouvernementale, qui leur donne un nouveau poids dans le pays, est de nature à raviver les inquiétudes de ceux qui, au sein de l'alliance atlantique, avaient vu sans déplaisir s'essouffier le mouvement pacifiste outre-Rhin. L'accord conclu à Wiesbaden vient à point pour rappeler aux partenaires de la RFA que le déclin électoral du parti Vert ne signifie aucunement la fin des interrogations des Allemands sur le destin de leur nation divisée.

Réunis en congrès le dimanche 27 octobre à Neu-Isenburg, près de Francfort, les Verts de Hesse ont approuvé, à une majorité des deux tiers, l'accord de gouvernement conclu avec le Parti social-démocrate au plan régional.

Aux termes de cet accord, le gouvernement, dirigé par M. Holger Börner (SPD) comprendra un ministre et deux secrétaires d'Etat, membres du Parti écologiste. L'ancien député au Bundestag, M. Joscha Fischer, détiendra le portefeuille de l'Environnement et de l'Énergie. Il sera assisté par un secrétaire d'Etat, M. Karl Kerschgens, président du groupe parlementaire des Verts au Parlement de Wiesbaden, la capitale du Land de Hesse.

M. Marita Maibach sera, elle, secrétaire d'Etat chargée des problèmes féminins, un poste créé dans le gouvernement régional à la demande du parti écologiste.

Les instances nationales du Parti Vert avaient fait connaître à la veille du congrès leur opposition à tout accord de gouvernement avec le SPD.

## LE PREMIER FACE-A-FACE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

### M. Fabius et M. Chirac ont exclu les extrêmes de leurs projets gouvernementaux

La face-à-face télévisé entre M. Fabius et M. Chirac, - une heure vingt-sept minutes de débat dimanche soir 27 octobre sur TF1 - a été souvent vif : au premier ministre qui l'interrompait à plusieurs reprises pour l'accuser « de dire n'importe quoi », le président du RPR a répondu en lui reprochant de « tricher » et en le qualifiant de « roquet ».

D'entrée, M. Chirac a exclu de « s'associer à un gouvernement où il y aurait des hommes de l'extrême droite » et a brisé le tableau d'un pays déçu, affaibli et inquiet.

De son côté, M. Fabius, après avoir réaffirmé les grandes lignes de la politique de son gouvernement, notamment en matière d'emploi, a insisté sur les conséquences néfastes à ses yeux d'une politique de dénationalisation et de la promesse, faite par M. Chirac, de supprimer l'autorisation administrative de licenciement. Il a lui aussi exclu de gouverner avec les communistes.

En fin de débat, MM. Chirac et Fabius se sont notés avec sévérité : « Des positions plus négatives que je ne le pensais », a dit le premier ministre ; « un langage de petit vieux », a dit le maire de Paris.

## Au-delà des chiffres

par ANDRÉ FONTAINE

NOAH-McEnroe. Chirac-Fabius. Même combat ? Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit certes de gagner. Mais au terme il n'y a pas de coups bas, alors que le fair play déserte de plus en plus les toutes politiques. Le premier ministre d'avant-hier et celui d'aujourd'hui ont passé trop de temps dimanche à s'accuser réciproquement de mensonge ou de tricherie. Ce genre d'arguments impressionne pourtant de moins en moins les Français.

A-t-on oublié le sondage Paris-Match-EVA (1) qui a suivi l'affaire Greenpeace ? 61 % de nos compatriotes sont convaincus, non sans raison, qu'on leur a raconté des histoires. Aux yeux de 64 % d'entre eux, il n'y a pas là, pour le président

de la République, motif à démissionner. Même jugement, à 59 %, concernant Laurent Fabius. Ces chiffres sont à comparer avec les cotés de popularité de l'un et de l'autre, qui sont très largement au-dessous. Quant à Charles Hernu, à qui l'on a fait porter le chapeau en l'accusant, en public et en privé, d'être un vain désinvolte, il a pu mesurer, dans le Rhône, à Toulouse et ailleurs, que son « image », comme on dit aujourd'hui, n'en avait aucunement souffert.

Nos compatriotes seraient-ils donc devenus indifférents à la vérité ? Le fait est qu'instruits par l'expérience ils n'attendent pas de

ceux qui les gouvernent ou aspirent à les gouverner un mot de franchise. A la limite, ils s'en méfient plutôt, craignant qu'il ne dissimule l'hypocrisie ou la naïveté. Et ils n'arrivent toujours pas à comprendre pourquoi les Américains ont ignominieusement chassé un de leurs meilleurs présidents, lequel, en mentant, il est vrai, comme un arracheur de dents, n'avait fait que suivre l'exemple de son prédécesseur et les règles immuables de la politique, telles qu'elles ont été fixées depuis longtemps, entre autres, par Machiavel et par Shakespeare.

(Lire la suite page 10.)

(1) Paris-Match-EVA, 4 octobre 1985.

## PRIVATISATIONS DANS LA CAPITALE

### Les brouillons du maire de Paris

De la distribution de l'eau à l'impression du bulletin municipal officiel, en passant par l'accueil des familles des défunts et la collecte des ordures, seize tâches d'intérêt collectif sont accomplies à Paris par des entreprises privées. Quatorze d'entre elles ont subi cette privatisation au cours des trois dernières années. Promettant de dénationaliser s'il parvenait au pouvoir, Jacques Chirac fait ses brouillons à l'Hôtel de Ville.

Ce basculement a déjà entraîné la non-création ou la suppression de plusieurs centaines de postes dans les effectifs municipaux. Bien que le bilan comptable soit beaucoup plus difficile à établir, il se solde, affirme-t-on à l'Hôtel de Ville, par plusieurs dizaines de

millions de francs d'économie. En agissant ainsi, M. Chirac a inversé un courant plus que centenaire. Les élus de toutes tendances et les hauts fonctionnaires qui ont administré la capitale depuis le second Empire ont pratiqué une sorte de socialisme municipal.

Paris, ville-phare, devait montrer l'exemple dans tous les domaines : propreté, transports, hygiène, sécurité, assistance aux plus démunis ; etc. A chaque besoin nouveau, on a répondu en créant un service municipal. Le statut particulier de la capitale que les préfets tenaient en tutelle a renforcé encore cette tendance. Les fonctionnaires se méfiaient des sociétés privées.

Paris est aujourd'hui la ville la plus « administrée » de France : quarante mille fonctionnaires y pouvaient. Lorsqu'il a empoigné ce formidable levier après son élection, en 1977, Jacques Chirac en a été satisfait. A l'époque, le RPR était encore partisan de l'intervention massive de la puissance publique. Il n'était pas question de mettre en cause un service municipal ; bien au contraire, on embauchait.

Tout a changé avec la victoire de la gauche en 1981. « Moins d'Etat, moins d'impôts, davantage de liberté », tels sont les nouveaux slogans de l'opposition. On s'aperçoit alors que l'administration parisienne est lourde, coûteuse, figée et d'une médiocre productivité. On commence à

prosperer dans les tréfonds de la grande maison des « gisements d'économie à exploiter ». Bien entendu, on en trouve. Certains services sont obsolètes, et en refusant tout changement, les syndicats les condamnent encore davantage. Et puis, d'autres besoins s'expriment : pour les satifaire, pourquoi ne pas se tourner vers les entreprises privées ?

En vérité, Jacques Chirac n'a rien inventé. Dès 1972, les préfets et le conseil municipal confiaient à Jean-Claude Decaux (encore inconnu) le soin de doter Paris d'un réseau convenable de 1 800 autobus, de les entretenir et de « se payer sur la bête » en y posant des affiches publicitaires.

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 12.)

## LA SUCCESSION DE M. NYERERE EN TANZANIE

### Le maître d'école lâche sa baguette

Les Tanzaniens se sont réunis aux urnes, le dimanche 27 octobre, pour confirmer le choix de leur unique qui a désigné M. Mwalimu Nyerere à la succession du président Nyerere. Les résultats seront annoncés mardi. M. Nyerere avait décidé de ne pas se représenter à l'élection présidentielle. Avec son départ, c'est une page de l'histoire de l'Afrique orientale qui est tournée.

De notre correspondant en Afrique orientale

Dar-Es-Salaam. - Le mwalimu - le maître d'école - lâche sa baguette. De son plein gré. Il ne se retire pas, il s'éloigne seulement. Il va s'asseoir au fond de la classe, prêt à bondir de sa chaise si quelqu'un y a. Ses vingt millions d'élèves, qui l'aimaient bien même s'ils ne comprenaient pas toujours ses leçons, s'étaient faits à l'idée qu'il ne les lâcherait pas de si tôt. Déjà près d'un quart de siècle à leur service, pourquoi pas davantage ?

Lui, Julius Nyerere, soixante-trois ans, en grande forme, en a

jugé autrement. Le mwalimu a tout dit, il a « converti » son programme. Il a donc décidé de passer la main et de s'en aller vivre dans son village natal de Butiama, près du lac Victoria, où le parti dont il reste le président lui a construit « une jolie petite maison ». Leçon de choses : aux paysans alentours, il montre comment travailler un champ avec une charrue tirée par des bœufs. Mais personne ne croit vraiment à ce retour à la terre.

Cette terre - le mwalimu avait vu juste - c'était le seul, le vrai capital dont la Tanzanie disposait pour accéder à une vie meilleure. Constatation de bon sens, inscrite, en février 1967, dans la fameuse déclaration d'Arusha qui suscitait tant d'espérance. Surtout à l'étranger. Les observateurs attentifs du tiers-monde s'attachèrent alors de ce visionnaire qui avait su dégager une « troisième voie » de développement, socialiste certes, mais authentiquement africaine.

Nourri de christianisme social à la Mounier - il s'était converti au catholicisme à l'âge de vingt ans - de socialisme utopique à la Proudhon - il est diplômé de

## Le sort des juifs soviétiques

L'éventuelle reprise de l'émigration accueillie avec prudence en Israël.

PAGE 3

## Hold-up à Marmottan

Neuf toiles impressionnistes volées par cinq gangsters.

PAGE 11

## M. Nakasone : « Achetez étranger »

Le Japon s'efforce de limiter son excédent commercial.

PAGE 34

## Plus de crédits pour la culture

Le budget de M. Lang en augmentation de 15 %.

PAGE 13

## Ouverture en Indonésie

Un dirigeant soviétique à Djakarta pour la première fois depuis vingt ans.

PAGE 5

## Le Monde

### ÉCONOMIE

La constance de la contrainte extérieure  
La chronique de Paul Fabra  
Pages 29 à 32

Débats : construction (2) ● Etranger (3 à 6) ● Politique (7 à 10) ● Société (11 et 12) ● Culture (13) ● Communication (15) ● Economie (34 à 39)

Echecs (16) ● Programmes des spectacles (14 et 15) ● Radio-télévision (15) ● Informations Services : Météorologie ; Mots croisés ; Loto (16) ● Carnet (16) ● Annonces classées (17 à 27)

## Philippe Alexandre & Jacques Delors



### EN SORTIR OU PAS

"C'est un événement politique." Le Point

"Une approche corrosive." The Wall Street Journal

"Ça risque de faire mal." Le Canard enchaîné

GRASSET



# débats

## CONSTRUCTION

**Le Conseil national de la construction, qui représente vingt-deux organisations professionnelles, rend public, le mardi 29 octobre, son « projet pour l'avenir de la construction ». Jacques Danon, qui est l'un de ses inspirateurs, explique comment redonner vie à ce secteur, facteur de relance sans risques. De son côté, Roger Quilliot rappelle le rôle indispensable de l'Etat dans ce domaine.**

### Le nécessaire équilibre des aides de l'Etat

*Si les pouvoirs publics se dégageaient fortement le marché de la construction s'effondrerait*

L n'est pas d'exemple, dans les pays industrialisés, de marché immobilier qui ait trouvé son équilibre sans une intervention, puissante ou modeste, de la collectivité. De là l'existence, partout, de ministères du logement chargés de concevoir et de répartir ces aides.

Le ressort de la politique française fut, pendant des décennies, l'aide à la pierre, sous forme ou de subventions ou de bonifications d'intérêt. Elle contribua à la reconstruction des après-guerre, elle amortit la vague de l'exode rural déferlant vers les villes, elle facilita l'industrialisation (c'est là une des justifications du 0,9 % prélevé sur les entreprises, qui est encore une forme d'aide à la pierre).

Le mérite de l'aide à la pierre, en location comme en accession à la propriété, demeure d'assurer un marché relativement régulier de construction neuve et le maintien d'une offre régulière en logements sociaux : c'est à cette intervention massive de la collectivité que la France doit, en dépit des aléas d'une conjoncture tendue difficile par l'évolution des taux d'intérêt, de demeurer dans le peloton de tête de la construction par habitant ; elle a ainsi pu éviter les coups d'accroissement que connaissent les Etats-Unis et la RFA qui ont mis, tout ou presque, sur les aides à la personne et les aides fiscales, ou l'effondrement britannique provoqué par le brutal désengagement de l'Etat.

par ROGER QUILLIOT (\*)

En 1977, le gouvernement d'alors crut bon de définir un système d'aide à la personne, qui se substituerait à la traditionnelle allocation-logement. L'aide personnelle au logement (APL) se voulait plus juste, puisque inversement proportionnelle aux ressources. Elle aura permis sans aucun doute de réhabiliter les centres-villes sans en exclure les habitants modestes ; elle a rendu solvables des familles dont le revenu est plus que modeste. En revanche, comme nous le craignons, elle a favorisé la création de ghettos pour familles en état de précarité et créé l'illusion d'une accession à la propriété facile ; le système s'est révélé explosif pour les finances publiques et, comme prévu, l'aide à la personne tend à se réduire avec les ans et la rigueur, perdant ainsi de son efficacité et de sa crédibilité : apparaissent dès lors des ministères de l'APL.

Dans la pratique, les gouvernements français maintiennent juxtaposés ces deux types d'aide. Si l'on jette un regard sur le projet de budget de 1986, on découvre que les prêts locatifs aidés, après une hésitation à la baisse, se maintiennent heureusement à 70 000, mais n'ont pas pleinement profité de la réduction des taux d'intérêt du Livret A. En

(\*) Président de l'Union nationale des Fédérations d'organismes d'HLM. Ancien ministre.

accession à la propriété, on nous présente un paquet de 310 000 prêts, dont 110 000 prêts d'accession à la propriété (PAP) et 200 000 prêts conventionnés (PC). Seuls les premiers coûtent au budget, qui fait valoir leur baisse de consommation. Observation pertinente, mais qui escamote le fait que, par leur qualité, les PAP ont été rendus difficilement consommables. Le glissement des PAP aux prêts conventionnés serait sans conséquence si les premiers ne s'adressaient à une clientèle plus modeste.

### Tous ne peuvent accéder à la propriété

Est-ce à dire que nous souhaitons revenir au slogan de la maison individuelle pour tous ? Nous n'avons jamais cessé de répéter que tous, contrairement à certaines formes de démagogie, ne pouvaient, les revenus étant ce qu'ils sont, accéder à la propriété ; les risques doivent être clairement appréciés par l'emprunteur ; le rôle du prêteur — nos crédits immobiliers s'y efforcent — est de lui faire mesurer, quitte à provoquer son retrait.

Inversement, il nous semble que la mise aux enchères des différents prêts entre banques — cette idée chatouille régulièrement nos argentiers — présente un risque énorme pour la construction et les éventuels emprunteurs : il suffit, dans cette hypothèse, que les banques intéressées se détournent du marché immobilier pour que celui-ci se trouve soudainement asséché. On voit pourquoi, tout en comprenant fort bien les préoccupations de nos financiers, nous souhaitons que l'engagement de l'Etat garantisse la continuité du rythme de construction (nécessaire au maintien et à la modernisation des entreprises du bâtiment, comme au développement du parc immobilier).

Depuis des années enfin, un important effort de réhabilitation du parc ancien, social ou privé, a été fort opportunément entrepris. Il dépend des crédits budgétaires sans doute (ramenés, semble-t-il, à 700 millions pour le patrimoine social), mais aussi du Fonds spécial pour grands travaux (on parle d'un milliard et demi). Les HLM avaient entrepris de réhabiliter plus de 100 000 logements l'an, qui revenaient, ainsi renoués, sur le marché. Il serait regrettable que cet effort soit ralenti ; et, pire encore, que le rythme de dégradation l'emporte sur la réhabilitation.

Résumons-nous : l'aide à la pierre et l'aide à la personne nous ont toujours paru complémentaires. A terme, un système unique d'aide à la personne, esquissé dans les rapports Bonin et Badet, devrait se substituer au double système actuel (celui d'avant 1977 et celui d'après). Toute la difficulté de l'exercice consistait déjà à réussir leur synthèse à crédits constants, compte tenu des intérêts contradictoires des bailleurs, des locataires et de l'Etat. A crédits réduits, l'exercice devient franchement impossible.

Si l'Etat venait à se désengager fortement, le marché de la construction s'effondrerait au niveau britannique. S'il reculait l'aide à la pierre pour privilégier l'aide à la personne, l'effort financier n'en serait pas moins insupportable pour la collectivité et les constructions connaîtraient de redoutables mouvements pendulaires. Quant à réduire, sinon à supprimer, comme certains le préconisent, les interventions en locatif, ce serait courir le risque (la rapide consommation des crédits PLA, malgré le déficit qu'ils engendrent, le prouve) de provoquer de sérieux déséquilibres sociaux.

Tout en effet, là comme ailleurs, est affaire d'équilibre.

ROBERT SOLÉ.

(1) Christian Delorme, *Par amour et par colère*. Le Centaure, 159 p., 69 F.

## De la déréglementation à une nouvelle dynamique

*En deux ans, 100 000 emplois peuvent être créés grâce à l'accroissement de l'activité dans le bâtiment*

PAR leur excès même, l'accumulation des textes qui encadrent la construction conduit à une perte d'efficacité. Le souci d'une orientation plus libérale a abouti à la création pour le bâtiment et les travaux publics d'une Commission nationale de déréglementation. Le bâtiment et les travaux publics ne refléteraient pas grâce à ses seules vertus. A l'inverse, ses réflexions lui permettent de mieux saisir les leviers sur lesquels il faut peser pour faire redémarrer ce secteur.

Après une longue et lente dégradation, le bâtiment et les travaux publics ont perdu brutalement, en quelques années, environ 25 % de leur activité. Les ouvrages, les logements, commencent à manquer, alors que la préoccupation essentielle pour la nation est le chômage. Chaque parti politique cherche les voies d'une relance, même faible. Or l'Allemagne de l'Ouest a repris le chemin de la croissance. Pourtant y sévissait un chômage important et une construction en crise. Ce rapprochement est significatif. Il rejoint l'adage de l'homme de la rue : « Quand le bâtiment va, tout va ». Car cet homme perçoit que le bâtiment est tant d'emplois en chaîne et bien peu de déficit pour le commerce extérieur. Interrogez les économistes. Leurs modèles appellent la même réponse, ajoutant en outre que cette activité est sans influence sur l'inflation. Seuls le bâtiment et les travaux publics réunissent pour une relance autant d'avantages.

Encore faut-il savoir s'y prendre. Un gouvernement ne réussira cette relance qu'en agissant simultanément sur deux leviers, celui de l'offre et celui de la demande. Depuis deux décennies,

par JACQUES DANON (\*)

quel gouvernement peut s'enorgueillir de cette double préoccupation ?

Des « chalandomettes » aux excentricités antieconomiques de plans désordonnés, les politiques techniques inspirées par l'Etat ne présentent guère de continuité et ne débouchent pas sur une amélioration de l'offre. En fait, il n'y a pas lieu de se substituer aux acteurs de la construction pour leur tracer les directions de l'innovation et de la gestion. C'est leur métier.

Le levier de l'offre consiste à alléger les débours en empruntant deux voies. La première, la déréglementation, est lancée. L'autre voie est relative aux lourdeurs qui concernent le personnel — gestion et charges — et qui pèsent davantage sur le bâtiment et les travaux publics, dont le chapitre « main-d'œuvre » par rapport au chiffre d'affaires est élevé.

### Le levier de la demande

Quant au levier de la demande, il voit s'ouvrir devant lui deux directions.

La première concerne la suppression d'effets pervers psychologiques et économiques. On les trouve dans la loi Quilliot. M. Quilliot avait commencé à les atténuer — et dans l'IGCF, l'impôt immobilier par excellence.

La seconde direction vise à créer des mesures économiques incitatives de nature fiscale. Les taux d'intérêt réels des emprunts sont incompatibles actuel-

(\*) Président de la Commission nationale de déréglementation de la construction, ancien président de la Fédération nationale du bâtiment.

lement avec les besoins de financement de la construction. La conjoncture internationale contribue à maintenir les taux élevés. Aussi est-ce, pour l'accession à la propriété, par la déduction totale des intérêts au titre de l'impôt sur le revenu que l'on donnera le coup de fouet nécessaire. Pour sa part, le locatif privé trouvera les moyens de son développement à travers des incitations fiscales romues en vigueur pour les bailleurs individuels ou les investisseurs.

Mais, dans ce retour à plus de moyens privés, je formulerais une mise en garde solennelle. Rappelons-nous : au lendemain de mai 1981, 50 000 logements aidés supplémentaires ont été financés par le budget. Et pourtant l'on a assisté à la chute globale que l'on connaît due à d'autres effets négatifs. Que pareille aventure n'arrive pas en sens inverse ! Que le recours plus important à un financement privé, monétaire, ne fasse pas oublier le financement budgétaire du logement aidé, élément de solidarité envers les plus démunis.

Malheureusement, le gouvernement a emprunté un chemin inverse pour le budget 1986 en arbitrant contre la demande de M. Quilliot. Cette mise en garde ne vise pas la seule solidarité. Il y a de la réussite de la relance.

Tout cela n'est pas un rêve. L'Etat récupérera sa mise, et au-delà, au travers des recettes que lui procurera l'accroissement de l'activité. En deux ans, 100 000 emplois nouveaux seront créés.

La déréglementation est un pion sur l'échiquier. La route est ouverte pour qu'elle s'inscrive dans un vaste dessein.

## COURRIER DES LECTEURS

### Minable...

Fidèle lecteur du *Monde* depuis vingt ans j'ai été frappé de stupéfaction en lisant l'article du 16 octobre consacré à M. Le Pen. Je trouve le procédé minable, indigne de votre journal (...). J'aimais le *Monde* avant que vous visiez aussi bas (...).

A. DE CEPELE (Nantes).

### ... Bravo

Suite à l'article que vous avez publié dans le *Monde* du 16 octobre, M. Jean-Marie Le Pen assigne votre journal en diffamation. Sans doute les déclarations de M. Demarquet étaient-elles réellement trop violentes et insuffisamment fondées, mais le risque que vous avez pris a effacé en moi de bien douloureux souvenirs, notamment celui d'un placard publicitaire à la gloire du maréchal Pétain, que vous publiez vous-même : quelques mois : votre journal est devenu celui que nous avons connu ; il s'écroule, il redécouvre l'engagement, il oublie ses propres principes pour se retourner vers l'extérieur (...).

LAURENT CHEVREL (Brienne).

### Un soir, à Mahabad

Un Kurde qui est pendu à Mahabad pour le meurtre d'un peshdar n'a droit à aucune ligne dans la presse occidentale ; un Noir qui est pendu à Pretoria pour l'assassinat d'un policier fait la une de la grande presse mondiale pendant toute une semaine (...).

Un dictateur qui a fait massacrer ou enlever plus de 120 000 personnes en cinq ans n'a droit à aucun blâme particulier, si ce n'est quelques murmures de la part des lignes et mouvements charitables et antiracistes ; un dictateur qui a fait pendre un millier de personnes en cinq ans soulève la colère et la réprobation de la quasi-totalité de l'humanité.

Manifeste devant l'ambassade d'Afrique du Sud et boycotter un régime raciste est une saine chose ; manifester devant l'ambassade d'Iran et rejeter un régime barbare serait encore mieux.

Devant la mort, les cadavres noirs ou blancs devraient peser le même poids !

F. SAHERIAM (Neuilly-sur-Seine).

### Une imagination sans borne

L'article de votre correspondant à New-Delhi (*Le Monde* du 19 octobre) relatif au conflit qui oppose l'Inde et le Pakistan dans le secteur du bassin glaciaire du Siachen — le plus grand glacier de l'Himalaya — est tout à fait révélateur de l'état d'esprit qui continue, après trois guerres non stationnées par un traité de paix, à animer à propos de ces régions les deux Etats.

Il reste que les projets, en matière de voies de communications, prêtés par les Indiens aux Pakistanais sont gonflés d'une imagination sans borne. Connaissant bien la région de Hunza et un peu celle du Baltistan

jusqu'à Kharapa, pour y avoir effectué, plusieurs fois durant, des missions de recherche, il me paraît tout à fait évident que l'on puisse avec quelque sérieux envisager la construction d'une voie ferrée... dans le Karakorum oriental.

Cette région est formée de très hautes montagnes puissamment englacées et des plus profondes vallées de la plaine, vallées dont les versants abrupts sont d'une extrême instabilité. L'état de la Karakorum Highway — fréquemment coupée par les éboulements — qui met en communication Gilgit et Kachgar par la vallée de Hunza le prouve (...).

CHRISTIAN CHARLES, agrégé de géographie (Grenoble).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDOPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : 42-46-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonin-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Verdet

Correspondant en chef : Claude Sales

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

IL - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : 50 % sur demande

Changements d'adresse : 50 % sur demande

nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine en moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les nous propos en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$ ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,380 \$ ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 \$ ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 1 fr. ; Suisse, 1,00 \$ ; Yougoslavie, 110 din.

PROCHE-C

L'éventuel

EUROPE

ENQUÊTES

Les sont en dé

De notre cortè

Les pach

De notre cortè

Les pach

De notre cortè

Les pach

De notre cortè

Les pach

De notre cortè

Les pach

De notre cortè

Les pach

De notre cortè

Les pach

De notre cortè

Les pach

De notre cortè



مكتبة الأمل

# étranger

## PROCHE-ORIENT

### L'éventuelle reprise de l'émigration des juifs soviétiques est accueillie avec prudence

De notre correspondant

Jérusalem. — Les dirigeants israéliens affichent une prudence réservée quant aux récentes informations selon lesquelles Moscou autoriserait à nouveau, dans un proche avenir, un exode massif des juifs soviétiques vers l'Etat hébreu. Qu'elle soit sincère ou tactique, cette circonspection reflète le souci de ne pas vendre la peau de l'ours. Même si elles disposent d'informations les incitant à prévoir un assouplissement de l'attitude du Kremlin envers les « refuzniks », les autorités s'efforcent publiquement de ne pas alimenter de faux espoirs.

Tout en relevant le « changement de style » des Soviétiques depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, M. Shimon Pérès, premier ministre israélien, a exprimé, dimanche 27 octobre, « ses doutes » quant à une « modification substantielle de leur politique ». « Je n'ai aucune preuve », a-t-il ajouté, que l'URSS souhaite restaurer ses relations diplomatiques avec Israël, face de façon progressive. J'attache plus d'importance à une reprise de l'émigration qu'à une normalisation bilatérale.

M. Yaacov Tsur, ministre de l'immigration des immigrants, a observé qu'il ne disposait pour l'instant d'aucun indice concret. L'important est de prévoir une évolution à Moscou. M. Akiva Lewinsky, trésorier de l'Agence juive, a quant à lui, déclaré qu'il était « dangereux » de prendre pour argent comptant « des spéculations ou des illusions ». « Il

est difficile, a-t-il dit, de prédire ce que fera le Kremlin. Le sort des juifs soviétiques est trop important pour qu'on prenne au premier degré les rumeurs qui font partie de la préparation psychologique du sommet Reagan-Gorbatchev. Ce message élémentaire de prudence donne un avantage dangereux à l'URSS. » Et Davor, journal proche des travaillistes, intitulait, lundi, son éditorial consacré à ce sujet : « Entre le désir et la réalité. »

#### Un marchandage

En fait, chacun se convaincrait que d'éventuelles concessions soviétiques dans ce domaine feront nécessairement partie d'un marchandage plus vaste entre les Deux Grands. L'URSS pourrait monnayer un geste envers les « refuzniks » contre l'attribution par Washington d'avantages financiers ou douaniers, par exemple une révision de l'annulation de l'immigration en application de la « clause de la nation la plus favorisée ».

Quoi qu'il en soit, Israël est matériellement prêt à accueillir des milliers d'immigrants soviétiques. Pour ne pas être pris au dépourvu, les responsables de l'intégration ont mis au point un programme permettant de loger immédiatement les immigrants sans les obliger à transiter pendant de longs mois, comme c'est l'usage, dans des « centres d'absorption ». L'Agence juive a « bloqué » un parc de quatre cents appartements à louer dans les grandes villes. Elle s'attache aussi à rechercher des emplois pour les éventuels arrivants.

La quête d'un appartement et d'un emploi adéquat constituent la principale difficulté que rencontrent habituellement les immigrants. Israël estime pouvoir, si besoin, accueillir, dans l'immédiat sans problème majeur, jusqu'à 40 000 Soviétiques.

Sur les 2,5 à 3 millions de juifs vivants en URSS, environ 260 000 ont émigré depuis la guerre de six jours. 160 000 sont venus en Israël, les autres se sont installés presque en totalité en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada). Moscou accorda 51 303 visas de sortie en 1979, l'année-record. Depuis, l'émigration s'est presque tarie. En 1984, on a enregistré seulement 899 départs et 332 arrivées à l'aéroport de Tel-Aviv. Un émigrant sur trois vient en Israël.

L'organisation de vols directs Moscou-Tel-Aviv, évitant le transit des juifs vers l'étranger, d'où ils partent vers les Etats-Unis, la « nouvelle terre promise », est une revendication majeure de Jérusalem. Les Israéliens se disent, en effet, persuadés — à tort ou à raison — que la plupart de ceux qui tournent le dos à l'Etat hébreu et choisissent les Etats-Unis sont inconsciemment victimes de la propagande antisioniste en vigueur en URSS décrivant sous des aspects cauchemardesques la vie quotidienne en Israël. Des vols directs permettraient, selon eux, de stopper l'émigration vers l'Amérique des émigrants. Selon une statistique vieille de quelques années, 78 % des juifs soviétiques vivant en Israël recommanderaient à leurs parents candidats au départ de venir s'établir à Sion.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## Israël

### LES PROPOSITIONS DE PAIX DE JÉRUSALEM

- M. Pérès confronté à la grogne du Likoud
- L'Egypte et la Syrie rejettent le plan

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, devait soumettre, ce lundi 28 octobre dans l'après-midi, son plan de paix à la Knesset (le Parlement) et lui demander de l'approuver. Le débat s'annonce difficile. M. Pérès doit faire face à une mini-rébellion de la part du Likoud (le principal partenaire des travaillistes au sein du cabinet d'union nationale), dont les représentants ont refusé, dimanche, lors d'une réunion de cabinet de près de six heures, d'avaliser les propositions de paix faites la semaine dernière à l'ONU par le premier ministre.

Les ministres du Likoud ont exigé que M. Pérès ne modifie la teneur — une offre de négociations directes avec la Jordanie sur la question palestinienne — comme sur celle de la paix — ce que le premier ministre a catégoriquement refusé. Le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, a accusé M. Pérès d'être à l'origine de « la grave situation » prévalant actuellement, selon lui, au sein du gouvernement.

#### L'irritation du roi Hussein

A Amman, les propositions israéliennes devaient être au centre de conversations entre le roi Hussein et M. Arafat, attendu dans la journée de lundi dans la capitale jordanienne. Le souverain — qui a

effectué samedi 26 octobre une visite éclair à Bagdad — et le chef de l'OLP, rapporte notre correspondant Emmanuel Jarry, doivent tenter de sauver ce qui peut l'être de l'initiative de paix commune qu'ils ont lancée en février. Ces dernières semaines, le roi n'a pas caché son irritation à l'encontre de l'OLP. Il a qualifié de « revers pour la cause palestinienne » l'assassinat de trois Israéliens à Larana, l'affaire de l'Achille-Lauro et la fin de non-recevoir enregistrée à Londres par une délégation palestinienne.

Toutefois, le numéro deux du Faïh, Abou Jihad, a catégoriquement démenti, dimanche, de récentes informations selon lesquelles certaines installations de l'OLP à Amman auraient été fermées.

D'autre part, le départ pour Damas, ce week-end, d'une délégation jordanienne conduite par le ministre du commerce et de l'in-

dustrie semble confirmer le début de rapprochement entre la Jordanie et la Syrie.

Les propositions de paix israéliennes ont été rejetées samedi 26 octobre aussi bien par la Syrie que par l'Egypte. A Damas, le président Hafez El Assad a estimé qu'elles signifiaient « une capitulation arabe ». Au Caire, le président Mubarak — inquiet du rapprochement Amman-Damas — a défendu l'OLP que M. Pérès veut exclure des négociations. « Il n'est pas possible », a dit M. Mubarak, d'imaginer des efforts de paix sans la participation active et directe de l'OLP, représentant unique et légitime du peuple palestinien. Dans une déclaration qui témoigne d'un soutien particulièrement appuyé de l'Egypte à l'organisation de M. Arafat, le président Mubarak a encore défendu « le droit légitime des Palestiniens à la création de leur propre Etat ».

## Liban

### Raid israélien sur la Bekaa

L'aviation israélienne a bombardé, dimanche 27 octobre, dans la plaine centrale de la Bekaa, des dépôts de munitions appartenant au Front de libération de la Palestine — commandement général (FPLP-CG) de M. Ahmad Jibril. Le raid — le sixième depuis le début de l'année contre le FPLP-CG dans la Bekaa — n'a été opéré par quatre chasseurs. Les positions de DCA des forces syriennes dans la Bekaa sont entrées en action contre les avions israéliens. L'opération aurait fait cinq morts et une dizaine de blessés, selon la police libanaise.

D'autre part, le ministre libanais de la défense et de l'agriculture, M. Adel Osserane, a affirmé, samedi, que la Force arabe de dissuasion (FAD, à effectifs syriens) entrerait prochainement à Beyrouth. Il a encore estimé qu'il n'y aurait pas de « nouvelle guerre des camps palestiniens, aucune des parties en présence ne désirant mener de tels combats ».

Enfin, les représentants des trois principales milices libanaises — chrétienne, chiite et druze — ont tenu, samedi à Damas, une nouvelle séance de pourparlers — la cinquième depuis le 26 septembre — destinée à définir un projet de réformes constitutionnelles et politiques. — (AFP, AP.)

● **Entretiens égypto-soudanais.** — L'Egypte est prête à accorder une aide au gouvernement du Soudan pour « résoudre les problèmes du Soudan du Sud », a déclaré, dimanche 27 octobre, au Caire, le président Mubarak à l'issue des entretiens qu'il venait d'avoir avec son homologue soudanais, le général Abdel Rabman Sewar Al-Dabab. « Nous souhaitons que ce problème soit réglé pacifiquement », a dit M. Mubarak, qualifiant d'« excellentes » ses conversations avec le général Sewar Al-Dabab, qui ont aussi porté sur les moyens de renforcer la coopération entre les deux pays. — (AFP.)

## EUROPE

### L'ENQUÊTE SUR LE DÉTOURNEMENT DE L'« ACHILLE-LAURO »

### Les juges de Syracuse et ceux de Gênes sont en désaccord sur la responsabilité d'Aboul Abbas

De notre correspondant

Rome. — L'enquête sur le détournement de l'Achille-Lauro donne lieu, en Italie, à un imbroglio juridique. A peine connue la nouvelle du détournement, deux parquets italiens s'étaient emparés de l'affaire : celui de Gênes, port d'où était parti le navire avec, à son bord, les pirates ; celui de Syracuse, dans la circonscription duquel se trouve la base de Sigonella, où avait atterri le Boeing égyptien détourné par la chasse américaine avec, à son bord, les auteurs du détournement. Tout, assurait-on, se déroulait en bonne harmonie entre les deux sièges, et la Cour de cassation devait trancher rapidement ce conflit de compétence.

Mais on apprenait, le 26 octobre, que les quatre juges étaient en désaccord complet.

Les deux « siciliens » ont déjà fait parvenir au procureur général de la Cour de cassation leurs conclusions, retenues, sur le fond : Aboul Abbas, chef du Front de libération de Palestine, doit être considéré comme le maître d'œuvre du détournement et, partant, comme responsable, entre autres graves chefs d'accusation, du meurtre du passager américain Leon Klinghoffer.

Un mandat d'arrêt en ce sens a donc été rédigé à son encontre (1). Les deux juges gènois, en revanche, ont déclaré n'avoir aucun élément leur permettant, en l'état actuel des choses, d'incriminer le chef du FLP, et ce bien qu'ils aient sous la main l'un des quatre pirates, qui a commencé à parler la semaine dernière.

Les magistrats de Syracuse ont, selon toute apparence, fondé leur conviction sur le dialogue radio qui a eu lieu le 9 octobre entre les pirates de l'Achille-Lauro et Abou Khaled à Port-Saïd. Ce dialogue, dont la transcription a été remise à l'Italie par les services israéliens ou américains, démontre une intimité familière entre les cinq hommes et un évident lien de subordination de ceux du bateau à celui qui était à terre. Mais les juges de Gênes ne sont apparemment pas convaincus que ledit « Abou Khaled » et Aboul Abbas soient une seule et même personne.

La Cour de cassation de Rome devrait trancher cette semaine le

conflit de compétence entre les deux sièges. Mais le substitut du procureur général après de cette juridiction — s'exprimant donc en accord avec l'exécutif — a déjà fait savoir qu'il demanderait aux juges suprêmes de trancher en faveur de Gênes — ville dans laquelle les pirates ont reçu armes et utiles instructions avant d'y monter à bord du navire qu'ils allaient détourner.

Si la Cour de cassation devait suivre l'avis du parquet, l'inculpation d'Aboul Abbas serait donc rien moins qu'acquise.

Une péripétie qui, survenant après les polémiques des deux dernières semaines sur l'attitude des pouvoirs publics italiens dans l'affaire de l'Achille-Lauro, ne manquera pas d'être diversement jugée en Italie et à l'étranger.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) En outre, le parquet de Syracuse a décidé l'ouverture d'une enquête sur les graves incidents survenus entre militaires américains et italiens sur la base de Sigonella la nuit de l'arrivée de l'avion égyptien détourné par quatre F-14 de l'US Airforce.

## Turquie

### NEUF SOLDATS TUÉS PAR DES « SÉPARATISTES » KURDES

Ankara (AFP, AP). — Neuf militaires turcs ont été tués par des maquisards kurdes lors de l'attaque, le vendredi 25 octobre, d'un poste de garde situé dans le village d'Andic, dans la province de Hakkari, près de la frontière irakienne. Les rebelles kurdes, qui ont attaqué le poste fortifié à la mitrailleuse et au lance-roquettes, ont pu s'enfuir sans subir de pertes.

Ce raid est l'un des plus meurtriers effectués par les rebelles kurdes, qualifiés de « séparatistes » par les autorités turques. Le commando rebelle appartenait au Parti des travailleurs kurdes (PKK, principale organisation kurde), très bien implanté dans la province de Hakkari, indiquée-on de source bien informée à Ankara. Cette province, frontalière, au sud, de l'Irak et, à l'est, de l'Iran, est soumise à la loi martiale.

Depuis la reprise des affrontements, il y a eu plus d'un an, 108 rebelles, 59 militaires et 74 civils ont été tués dans cette partie du pays, selon les bilans officiels. Selon des sources bien informées, les pertes réelles des deux côtés, ainsi que dans la population civile, sont plus lourdes.

Les régions montagneuses du sud-est de la Turquie, où la population est en grande majorité kurde, sont étroitement surveillées par des dizaines de milliers de soldats pour empêcher l'infiltration de groupes armés venus d'Irak ou de Syrie (le Monde du 16 juillet).

## Bulgarie

### TOUR DE VIS DANS LES ÉCOLES

Retour à une discipline à l'ancienne, port de l'uniforme, contrôle accru : les écoliers bulgares vont être repris en main, si les ordonnances que vient d'adopter le ministère de l'éducation sont appliquées.

Ces directives destinées à « contraindre certains phénomènes négatifs dans le domaine de l'éducation », prévoient notamment :

— Le port obligatoire pour les élèves d'un uniforme avec l'emblème de leur école, même en dehors des heures de scolarité ;

— L'interdiction de sortir dans la rue après 21 heures ;

— La délivrance d'une carte d'identité scolaire d'ici au 30 octobre, que l'élève devra obligatoirement avoir sur lui en cas de contrôle ;

— Des réunions fréquentes de parents d'élèves, qui recevront des instructions sur la façon d'élever leurs enfants.

« Il faut que les travailleurs et spécialistes de demain possèdent les vertus et la personnalité communistes et respectent les normes de la société socialiste », commente le journal Rabotnitschesko Delo, qui admet que cette ordonnance ne manquera pas d'« exciter les esprits ». — (AFP.)

### Les pacifistes britanniques marquent le pas

De notre correspondant

Londres. — Près de 100 000 personnes selon les journaux britanniques (70 000 à 80 000 d'après la police) ont défilé le samedi 26 octobre pendant trois heures dans la centre de Londres en passant devant les ambassades de l'URSS et des Etats-Unis.

Ainsi que, ces derniers mois, il avait paru relativement moins actif, le mouvement Campaigne pour le désarmement nucléaire (CND) a ainsi prouvé qu'il avait toujours un caractère de mobilisation et pouvait prétendre avoir conservé — même diminuée — une assez large audience dans l'opinion publique, comme l'ont encore indiqué de récents sondages.

Cependant, plusieurs dirigeants ont eux-mêmes reconnu qu'il était difficile de ne pas établir de comparaison avec la précédente manifestation organisée par le CND dans les rues de la capitale à y a juste deux ans : entre 150 000 et 200 000 personnes avaient alors répondu. Mais ils ont souligné qu'il y avait à cette époque une motivation supplémentaire, sans doute moins perceptible aujourd'hui.

En octobre 1983, les manifestants protestaient surtout contre l'installation imminente des premiers missiles de croisière américains en Grande-Bretagne. La raison du rassemblement de samedi concernait moins directement la population britannique, puisqu'il s'agissait de dénoncer la course aux armements avant le prochain sommet américano-soviétique.

Toutefois, le CND a encore montré son influence dans la débat politique. En tête du cortège, on a remarqué la présence de M. Glenys Kinnock, l'épouse du leader du Parti travailliste. Le Labour entend donc rester fidèle à son choix en faveur du désarmement nucléaire unilatéral. Il y a deux semaines, au cours d'une réunion sur les questions de défense, M. Kinnock, bien que prêchant maintenant un « nouveau réalisme » dans d'autres domaines, a souligné qu'il n'était pas question d'abandonner sur le désarmement travailliste — prônant le renforcement des moyens de défense conventionnels — devait toujours comprendre l'annulation du projet de missile Trident (qui doit remplacer les Polaris dont sont actuellement équipés les sous-marins de la force de dissuasion britannique), mais aussi

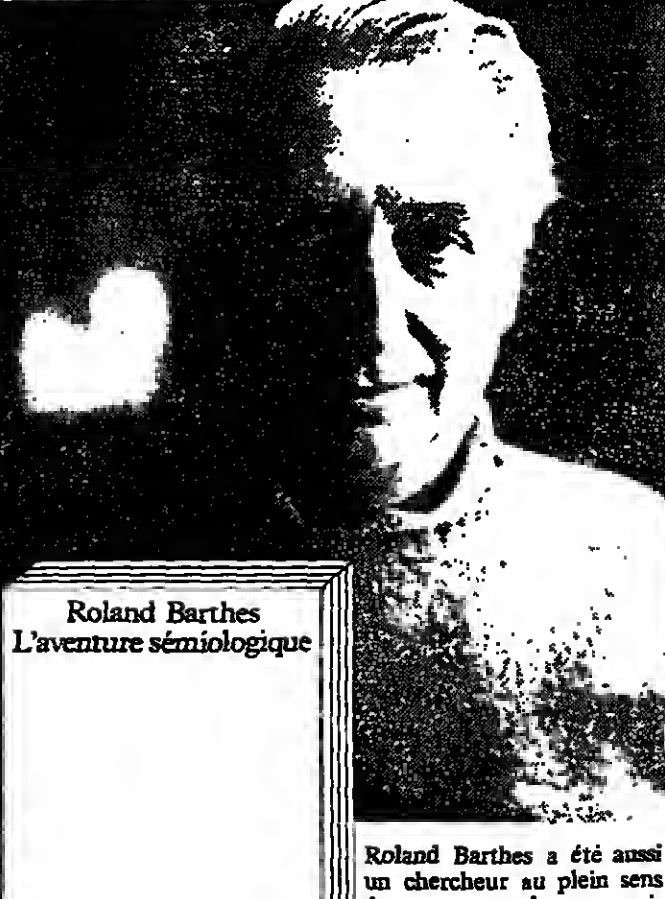
l'arrêt complet du déploiement des missiles de croisière.

M. Kinnock semble cependant moins déterminé à s'assurer du démantèlement des Polaris au cas où son parti reviendrait au pouvoir. Malgré ce rappel, on a noté que le Parti travailliste, depuis plusieurs mois, est dans l'ensemble beaucoup plus discret sur ses options militaires et ce, de toute évidence, dans la perspective de la prochaine campagne électorale et d'un rapprochement éventuel avec les deux autres partis d'opposition : le Parti libéral et le Parti social-démocrate (SDP).

On a d'ailleurs noté que les libéraux, dont les positions sont voisines de celle des travaillistes sur le plan militaire, ont pour consolider leur alliance avec le SDP, nettement plus modéré à ce sujet, fait quelques concessions. Ils ont notamment accepté l'idée, au cas où ils participeraient à un gouvernement, de ne pas prendre de décision sur les missiles de croisière sans avoir tenté d'abord une négociation avec le gouvernement américain. Le léger assouplissement des partis les plus opposés à l'armement nucléaire découle peut-être du moindre succès des thèses « pacifistes » que viennent de constater les dirigeants du CND.

FRANCIS CORNU.

# Barthes



Roland Barthes  
L'aventure sémiologique

Roland Barthes a été aussi un chercheur au plein sens du terme, un de ceux qui, après Saussure et Greimas, ont fondé la sémiologie. Ce sont les travaux où il pose les assises de cette discipline qui sont ici réunis.

Il y eut, chez Roland Barthes, un bonheur de la science : il y eut aussi l'anxiété de la dépasser, de ne pas laisser se refermer le sens. Et c'est ce double mouvement qu'on verra ici à l'œuvre.

Tout au long. (99 F)

aux Éditions du Seuil, Paris

## SEUIL



## DIPLOMATIE

### Accord de principe au sein de la CEE sur les exportations des pays méditerranéens

Au terme d'une réunion de leurs ministres des affaires étrangères tenue à Luxembourg dans le cadre de la coopération politique, les pays de la Communauté européenne sont parvenus à un accord de principe sur les mécanismes qui permettront de maintenir les exportations des pays méditerranéens (Maghreb, Israël, etc.) vers l'Europe après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté au début de l'an prochain, a annoncé M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures.

Il est prévu, notamment, que les droits de douane frappant les produits de ces pays seront abaissés, dès 1986, dans les mêmes proportions que ceux de l'Espagne et du Portugal et que la Commission fera le point sur ce problème dans quatre ans, au terme de la période transitoire précédant l'adhésion complète des deux pays ibériques. Les Dix n'ont, toutefois, pas clairement défini les moyens financiers qui soutiendront cette orientation: la RFA et la Grande-Bretagne ont, notamment, fait savoir qu'elles n'entendaient pas sortir des limites budgétaires actuelles de la CEE.

Les ministres des affaires étrangères ont, par ailleurs, réaffirmé leur attachement aux droits de l'homme en Amérique centrale, après la suspension des libertés publiques au Nicaragua, ainsi que leur confiance dans le processus de démocratisation en Argentine, malgré l'instauration de l'état de siège dans ce pays. Ils ont adopté une position d'attente sur les propositions du COMECON visant à établir des relations officielles avec la CEE, et ont chargé la Commission européenne de demander des éclaircissements à ce sujet à l'organisme économique des pays de l'Est.

Enfin, M. Pöhl, ministre luxembourgeois des affaires étrangères, a annoncé que le prochain conseil européen des chefs d'Etat, ou de gouvernement, qui se tiendra les 2 et 3 décembre à Luxembourg, sera principalement consacré à la réforme institutionnelle de la CEE et à l'évaluation des rapports Est-Ouest. Auparavant, selon M. Dumas, l'Assemblée nationale française aura tenu, le 21 novembre, un grand débat européen qui se terminera vraisemblablement par le vote d'approbation du traité d'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

### APRÈS LE RETRAIT DES ETATS-UNIS

### Les fonctionnaires américains de l'UNESCO ne seront pas renvoyés

Sofia (AFP). - Les cent trente fonctionnaires américains employés à l'UNESCO ne seront pas renvoyés de l'organisation du fait du retrait des Etats-Unis. Comme l'avait demandé M. Amador Mabitar M'bow, directeur général de

l'UNESCO, ils ne subiront donc « ni discriminations ni privations ».

Ainsi en a décidé à Sofia, la conférence générale de l'UNESCO, qui a adopté une solution relative aux personnels du secrétariat présentés par la commission administrative.

La conférence générale a ainsi refusé de suivre l'avis des représentants de la plupart des pays du tiers-monde et de l'Europe de l'Est, qui exigeaient le renvoi de l'UNESCO - notamment par non-renouvellement de contrats - des ressortissants d'un Etat qui s'en est retiré.

La conférence générale ne s'oppose pas par ailleurs à l'engagement éventuel de fonctionnaires d'un Etat non membre. Elle stipule toutefois: « Pour le recrutement du personnel nouveau, les ressortissants d'Etats membres devraient bénéficier de la priorité sur les ressortissants d'Etats non membres », conformément à la règle actuellement en vigueur. Enfin, un Etat qui se retire de l'organisation « perd tous les droits et privilèges attachés à la qualité de membre de l'organisation », en particulier son droit au contingent de fonctionnaires qui lui était antérieurement attribué.

## ASIE

### Crédits supplémentaires pour la lutte contre la guérilla

Manille. - Le président Ferdinand Marcos a ordonné, samedi 26 octobre, le déploiement de troupes supplémentaires, la formation de forces de police d'élite et le déblocage de nouveaux crédits pour renforcer la lutte contre la rébellion communiste qui menace de plus en plus son régime.

Ces décisions ont été rendues publiques une semaine après la visite à Manille du sénateur américain Paul Laxalt, envoyé spécial du président Reagan, chargé d'exprimer à M. Marcos les vives préoccupations des Etats-Unis face au « développement rapide » des efforts et du contrôle de la Nouvelle Armée du peuple (NPA, communiste). La nouvelle campagne prévoit l'attribution d'environ 27 millions de dollars aux forces armées gouvernementales.

Le déploiement de nouveaux bataillons venant s'ajouter au soixante-douze opérant déjà dans l'archipel et la formation d'effectifs policiers « spécialisés ». En outre, il est prévu de donner un supplément de formation aux quelque soixante-dix mille membres des forces paramilitaires d'auto-défense chargées de la répression du communisme dans les campagnes, mais très souvent accusées, comme certaines unités de l'armée, de se livrer à des exactions et crimes contre la population sous couvert d'opérations anti-guérilla.

Compte tenu, entre autres facteurs, de l'importance de la militarisation des campagnes et des abus qui l'accompagnent dans le développement de la guérilla, on se de-

mande à Washington si la politique suivie, celle d'un accroissement des forces armées et de police, est, en l'occurrence, la plus judicieuse.

Samedi dernier, à Hongkong, le cardinal Jaime Sin, chef de l'Eglise catholique des Philippines, a rappelé que de nombreux Philippines rejoignent ou soutiennent la NPA, non pas par rejet du régime du président Marcos, au pouvoir depuis vingt ans. Pour leur part, les dirigeants américains semblent souhaiter, pour sortir du dilemme dans lequel ils sont enfermés (soutien à un régime autoritaire de plus en plus impopulaire et compromettant ou le chômage profitable à l'opposition nationaliste et, éventuellement, aux communistes) que M. Marcos procède aux réformes politiques et économi-

ques indispensables pour rétablir un minimum de confiance et de crédibilité sur place et à l'étranger. Interrogé: le vice-président américain, M. Bush, affirmait samedi un profond pessimisme: « Nous sommes inquiets (...); on ne sait pas à quoi s'attendre là-bas. » (aux Philippines), a-t-il notamment déclaré.

Enfin, dans son édition de dimanche, le Washington Post, citant des services de renseignements américains, écrit que le président Marcos est « gravement malade », qu'il souffre d'un lupus érythémateux, qu'il « est à peine capable de diriger son gouvernement » et qu'il n'a pas plus de 50 % de chances de vivre jusqu'à la prochaine élection présidentielle en 1987. - (AFP, UPI, Reuters, AP.)

### Inde

### Paris s'est engagé à faire un « geste significatif » pour contribuer à l'assainissement des eaux du Gange

De notre envoyé spécial

Bénarès. - La France s'est engagée à faire un « geste significatif » pour contribuer à la dépollution des eaux du Gange, notamment en participant à la construction d'une usine de traitement des eaux usées de la ville sacrée de Bénarès.

L'ampleur de la tâche est évidente, surtout à Bénarès, dont la population a été, en fin de semaine dernière, le Durga Puja, les offrandes à la déesse Parvati. Même à la mi-journée, bien après la fin des célébrations traditionnelles d'une foule très matinale, les processions bruyantes se poursuivaient dans les rues encombrées qui s'accroissent aux soixante-dix ghats, ces escaliers qui descendent jusqu'au fleuve entre des palais de maharajahs parfois surélevés par des perrons et sur les balcons desquels courent des statues, animaux sacrés.

A 200 mètres en aval, toujours sur la rive sacrée du fleuve - l'autre, qui fait face à la ville, étant maudite, - les incinérations se poursuivent au ghât Manikarnika, réservé aux crématrices. Les corps, amenés sur des brancards de fortune et couverts d'une étoffe, étaient transportés dans les eaux sacrées du Gange avant d'être placés sur un bûcher en plein air. A Bénarès, il meurt de deux cents à trois cents personnes par jour.

Le Gange est symbole de pureté. On y fait sa toilette, on s'y rince la gorge et on y lave son linge. Dans la vieille ville, qui borde le fleuve, des milliers de temples hindous accueillent en permanence une foule de croyants. Plus loin, les eaux noires des égouts de cette cité d'un million d'âmes - si l'on compte les pèlerins, qui forment le dixième de la population - se déversent dans le fleuve pu-

rificateur, l'un des plus pollués de la planète.

C'est à la tâche de la dépollution de ces eaux que M. Rajiv Gandhi, lors de son séjour à Paris en juin dernier, a demandé aux Français de s'associer. La France n'a pas dit non, d'abord parce que l'on souhaite à Paris un renforcement continu des liens entre les deux pays et, ensuite, parce qu'il s'agit, de cette façon, de contribuer à la restauration d'un site prestigieux. Pour l'instant, cependant, on envisage de traiter les eaux usées de la moitié de la population de la ville, un projet qui s'étalerait sur trois ans et dont le coût serait de l'ordre de 200 millions de francs.

### Une première étape

Le projet, dont le montage financier est en cours d'étude, prévoit la réparation des égouts, la construction d'une usine de traitement des eaux, de façon à pouvoir en affecter une partie à l'irrigation de cultures. Les éléments solides éliminés pourraient être utilisés pour l'aménagement de sols, ainsi qu'à la production d'énergie électrique - à partir de gaz de digestion - pour assurer l'autonomie énergétique de l'usine de traitement et des pompes.

Les études ont été confiées à deux entreprises françaises, la Lyonnaise des eaux et la CGE (Compagnie générale d'électricité) qui n'ont pas encore trouvé un terrain d'entente entre elles, ce qui retarde d'autant la mise au point du montage financier. Mais Paris tient à la réalisation du projet. Un mémorandum a été signé, le 9 juin, dans la capitale française, entre M. Deyal, secrétaire général pour les affaires renouvelables au ministère du développement indien, et M. Christian Nucci, de passage à New-Delhi, le 25 octobre, le ministre français délégué au développement et à la coopération a confirmé à ses

interlocuteurs indiens que « le geste français, qui devrait être fait, sera significatif », même si deux questions - « le coût global de l'opération » et « l'articulation de l'aide française » - demeurent posées.

En fait, l'Etat français semble prêt à débours environ 25 millions de francs, à des conditions très avantageuses, pour payer le coût de l'opération se situant aux alentours de 200 millions de francs. Il prendrait également à sa charge le financement des études, d'un coût supplémentaire de 22 millions de francs. Mais ce geste revêt un « caractère exceptionnel » et n'engage pas Paris - ainsi que le soulignait New-Delhi - à participer, dans des conditions si avantageuses, à l'assainissement complet de la ville de Bénarès: collecte et traitement de toutes les ordures, restauration des ghâts, et même amélioration de la circulation urbaine.

La coopération franco-indienne a donc trouvé un nouveau champ d'application avec la construction, apparemment acquiescée, d'une usine de traitement d'eaux usées à Bénarès. Mais la dépollution des eaux purificatrices du Gange est une autre affaire. Même pour Bénarès, dont la population, dit-on, double dans les trente années qui viennent, il ne s'agit que d'une première étape.

J.-C. P.

### Corée

### RETOUR DE LA FRANCE AU SEIN DU COMMANDEMENT DE L'ONU

La France a réintégré le commandement des Nations unies en Corée, après une absence de vingt ans, a-t-on appris samedi 26 octobre. L'attaché militaire français à Séoul, le lieutenant-colonel Jacques Verzet, désigné pour assurer les fonctions d'officier de liaison au sein du commandement des Nations unies en Corée, a pris part à une réunion de la commission militaire d'armistice qui s'est tenue la semaine dernière à Panmunjom.

A Paris, le ministère des relations extérieures a confirmé cette nomination, indiquant que la mesure « reflète l'importance de la France pour la situation dans cette région du monde ». Lors de la guerre de Corée, en 1950, la France, à la demande de l'ONU, avait envoyé un corps expéditionnaire, mais avait retiré son officier de liaison en 1965. Plus récemment, le gouvernement de Séoul avait craint, au moment de l'arrivée des socialistes français au pouvoir, que Paris n'établisse des relations diplomatiques avec la Corée du Nord. La France a élevé le niveau de la représentation nord-coréenne à Paris, tout en assurant la Corée du Sud qu'elle ne procéderait pas à la reconnaissance formelle du gouvernement de Pyongyang contre les vœux de Séoul. - (AFP.)

## A TRAVERS LE MONDE

### ÉTATS-UNIS

### L'espion John Walker plaidera coupable

Washington. - John Walker, un ancien officier de marine, accusé d'avoir monté un réseau d'espionnage pour vendre des documents secrets à l'Union soviétique, a décidé de plaider coupable, ont indiqué samedi 26 octobre, des sources militaires qui ont gardé l'anonymat. L'espion présumé aurait offert sa coopération, afin que son fils, Michael, également impliqué dans cette affaire, puisse échapper à une trop lourde peine. Les deux hommes risquent la prison à vie si les charges retenues contre eux sont confirmées par le tribunal. John Walker a également accepté de témoigner contre un ancien membre de son réseau, Jerry Whitworth, un opérateur radio de la marine en retraite, dont le procès est prévu pour le mois de janvier, mais qui, pour sa part, a décidé de plaider non-coupable. - (AFP.)

### INDE

### Visite surprise de M. Gandhi à Moscou

Moscou. - En regagnant l'Inde, à l'issue d'une tournée dans plusieurs pays occidentaux - notamment aux Etats-Unis, - le premier ministre indien a effectué, samedi 26 octobre, une escale surprise à Moscou, où il a rencontré M. Mikhaïl Gorbatchev. Cette halte, organisée précipitamment, n'a suscité aucune controverse, dans les milieux diplomatiques, comme le soulève d'un contrepoint aux entretiens de M. Gandhi avec plusieurs dirigeants occidentaux. Dès son retour à New-Delhi, dimanche, le premier ministre indien a qualifié de « très positives » les propositions soviétiques concernant un désarmement nucléaire. Sur l'Afghanistan, il a déclaré que « les Américains n'ont malheureusement pas l'intention de discuter de garanties » qui pourraient faire suite au retrait des troupes soviétiques stationnées dans ce pays. - (AFP, Reuters.)

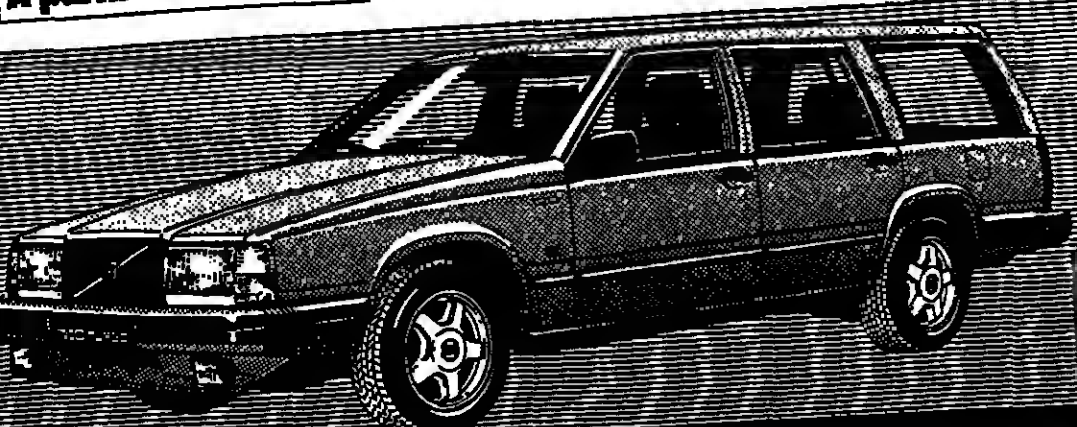
### POLOGNE

### Nouvelles arrestations

Varsovie. - M. Seweryn Jaworski, ancien responsable de Solidarité des aciéries de Varsovie et ancien membre de la direction nationale du syndicat, a été condamné vendredi 25 octobre, sur simple décision du procureur, à une nouvelle peine de trois mois de prison pour « incitation à troubles publics ». Cette sanction intervient au lendemain de la célébration solennelle à l'église Saint-Stanislas de Varsovie du premier anniversaire de l'assassinat de Père Popieluszko par trois officiers de la police politique. Le syndicaliste, âgé de cinquante-quatre ans, avait déjà été condamné à trois mois de détention après les manifestations du 1<sup>er</sup> mai, et il a passé plus de deux ans et demi en prison après la proclamation de l'état de guerre. D'autres arrestations ont eu lieu, notamment celles de M. Pomian-Bielecki (cinquante-sept ans), dont la femme est déjà en prison, et de M. Danuta Skorzynski. Ces personnes sont accusées d'avoir mis en place un petit réseau clandestin de télévision dans la région de Katowice. D'autre part, deux militants de Luch. MM. Zyzniowski et Przybylski, ont été arrêtés début octobre pour avoir distribué des tracts appelant au boycottage des élections. - (AFP.)

# Nouvelle VOLVO 740, 5 Portes

A partir de 119.000 F\* On peut parfois tout exiger d'une voiture.



Véritable nouveau concept automobile, la VOLVO 740 5 portes peut tout exiger d'une voiture. 8 à 11 CV, Turbo, Essence, Diesel, Turbodiesel. A découvrir chez votre concessionnaire. \* Prix de modèle GL 1700.

## VOLVO

75 - PARIS 5<sup>e</sup> - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 43.29.51.41 ■ 75 - PARIS 8<sup>e</sup> - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 42.25.60.70 ■ 75 - PARIS 13<sup>e</sup> - Els Le Calvez, 6, rue Vulpain - Tél. : 45.35.98.69 ■ 75 - PARIS 15<sup>e</sup> - Ile de France s.a., 76 bis, avenue de Suffren - Tél. : 47.83.45.22 ■ 75 - PARIS 16<sup>e</sup> - Volvo Paris, 72-75, rue de Longchamp - Tél. : 47.27.47.37 ■ 75 - PARIS 16<sup>e</sup> - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 48.24.43.61 ■ 75 - PARIS 17<sup>e</sup> - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 47.66.50.35 ■ 75 - PARIS 18<sup>e</sup> - Garage des Ardennes, 3-5, rue des Ardennes - Tél. : 42.03.30.75 ■ 75 - PARIS 20<sup>e</sup> - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. : 43.73.62.82 ■ 77 - LAMRY-SUR-MAINE - Els Mouisset, Pomponne, 79, rue du Général Leclerc - Tél. : 60.07.24.20 ■ 77 - VALLE-LE-PELLEU - Automotiles Paris-Sud, 112, route de Nanterre - Tél. : 64.37.02.44 ■ 78 - BLANCOFORT - Blancourt Automobiles, Centre Arsenal des Quatre Armes, rue du Fond des Roches - Tél. : 30.62.00.78 ■ 78 - MANTES-LE-VALE - M. Barle Automobiles, 51, route de Houan - Tél. : 34.77.12.12 ■ 78 - PORT-MAURY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 39.58.61.13 ■ 78 - RAMBOUILLET - Rambouillet Automobiles s.a., 51, avenue du Général Leclerc - R.P. 38 - Tél. : 64.83.04.87 ■ 78 - BARTHOULET - Garage de l'avenue, 140, rue Maurice Barthelemy - Tél. : 45.13.49.92 ■ 91 - CORBEIL-ESSONNE - Garage Européen, 112, bd J.F. Kennedy - Tél. : 60.89.92.05 ■ 91 - MASSY - Garage Gambetta, 24, rue Gambetta - Tél. : 68.20.25.80 ■ 92 - ASNIERES - Inter Garage Seine, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. : 47.63.36.88 ■ 92 - BOIS-COLOMBES - Garage Ferdi, 45-49, rue Jean Jaurès - Tél. : 42.42.40.75 ■ 92 - CHATELON-SOUS-BAGNEUX - Garage Ouest-Autres, 73, av. de Paris - Tél. : 46.55.37.37 ■ 92 - NANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 47.24.37.34 ■ 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 26, rue d'Orléans - Tél. : 47.47.50.05 ■ 93 - BRANLY - D.R.A.E., 45, rue Marcelin Berthelot - Tél. : 48.31.40.32 ■ 93 - GANNY - Garage du Lac, 15 à 19, av. du Château - Tél. : 43.30.48.78, Expo : 102, av. Paul-Villiers-Courcier, Neuilly-sur-Seine - Tél. : 43.88.05.09 ■ 93 - SAINT-DENIS - LAPN, 45, bd Anatole France - Tél. : 48.20.71.87 ■ 94 - GACHAN - Garage Rousseau, 51, av. Aristide Briand - Tél. : 48.65.74.51 ■ 94 - CHARENTY-LE-ROUX - Garage de Choisy, 73, av. d'Alfortville - Tél. : 48.90.80.97 ■ 94 - NOGENT-SUR-MAINE - Garage Martineau, 158, bd de Strasbourg - Tél. : 48.76.62.66 ■ 94 - SAINT-MAUR-LES-BAINS - Garage HILAIR - Garage de l'Alme, 28, rue de l'Alme - Tél. : 48.85.89.89 ■ 94 - VILLERON - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean Jaurès - Tél. : 47.26.12.93 ■ 95 - MONTMAYE-LES-CORMEILLES - Garage R.G., 19-25, bd Bordin - Tél. : 39.97.11.96 ■ 95 - PONTAISE - Sté Sogel, 10, rue Serpée Depoin - Tél. : 30.32.55.55.



## ASIE

Indonésie

### Quand Pékin et Moscou redeviennent fréquentables...

Le ministre indonésien des affaires étrangères a annoncé vendredi 25 octobre la visite à Djakarta (du 28 octobre au 1<sup>er</sup> novembre), du vice-premier ministre soviétique, M. Ryabov. Il s'agit de la première visite officielle en Indonésie d'une personnalité soviétique de ce rang depuis la tentative de coup d'Etat communiste il y a vingt ans. Un accord de coopération économique et commerciale devrait être signé à cette occasion. En 1984, le ministre indonésien des affaires étrangères s'était rendu en visite à Moscou.

De notre envoyé spécial

Djakarta. - Quarante ans après l'accession de leur pays à l'indépendance, les dirigeants de l'Indonésie ont opté pour une diplomatie plus active et plus indépendante, sans toutefois remettre en cause leurs liens étroits avec les puissances occidentales. Cette évolution ne transparaît pas toujours nettement car l'archipel vit encore sous le poids des événements qui, il y a vingt ans, firent des centaines de milliers de victimes. Pourtant, les héritiers de Sukarno ont rompu avec la flamboyance d'une démocratie d'une autre époque et dont leur pays ne touche guère aujourd'hui les dividendes.

Un pays asiatique, peuplé de plus de 160 millions d'habitants - ce qui le place au cinquième rang mondial - peut-il jouer un rôle important dans le concert des nations tout en ignorant la Chine? Le président Suharto, sachant bien que non, a amorcé le dégel des relations sino-indonésiennes, mais avec une extrême prudence. En effet, les militaires indonésiens ne pardonnent pas à Pékin d'avoir soutenu le PKI lorsqu'il fut accusé d'avoir trempé dans le meurtre, le 30 septembre 1965, de sept officiers lors d'un coup d'Etat avorté qui devait coûter la vie à tant de communistes et modifier le cours de l'histoire (le Monde daté 6-7 octobre).

En outre, l'impopularité de la communauté chinoise d'Indonésie - qui a retrouvé ses positions commerciales dominantes - est exploitée par les adversaires du gouvernement, notamment les intégristes musulmans. Cela pose un sérieux problème dans un pays dont la population est islamisée à 90 %. Le président Suharto s'est donc contenté,

jusqu'ici, de rétablir des relations commerciales avec Pékin et de recevoir, très brièvement, à l'occasion du trentième anniversaire de la Conférence de Bandung, en avril, le ministre chinois des affaires étrangères. Malgré cela, rien n'indique que Djakarta envisage de renouer à court terme ses relations diplomatiques avec la Chine.

L'évolution est du même ordre - contrepoids au rapprochement avec Pékin? - à l'égard du bloc sovié-

doute un dégel sino-indonésien susceptible de contribuer à la stabilisation de la région.

Ballons d'essai ou premiers pas, les récentes initiatives de la diplomatie indonésienne, qui ont pour objet d'élargir un champ de manœuvre longtemps rétréci, ne peuvent faire oublier que Djakarta doit opérer avec doigté en Asie du Sud-Est.

D'un côté, les dirigeants indonésiens estiment qu'à long terme le Vietnam peut jouer un rôle utile

Il reste que la réactivation de la diplomatie indonésienne continuera de dépendre d'équilibres internes jamais définitivement acquis. Cette année, l'exécution d'anciens dirigeants communistes - emprisonnés depuis près de vingt ans - semble avoir eu pour objet de contrebalancer les condamnations, par des tribunaux, de religieux musulmans accusés d'incitation à la révolte. Le régime veut ainsi convaincre, semble-t-il, qu'il ne fait pas deux poids deux mesures et que le renforcement de la laïcité de l'Etat - qui se réclame des cinq principes du Pancasila (croissance en un seul Dieu, démocratie, justice sociale, unité nationale et humanitarisme) - n'est pas dirigé contre l'islam. En bref, à ses yeux, rien ne justifie la manœuvre actuelle de l'intégrisme musulman, pourtant sensible même dans les campagnes.

Cette affaire, en tout cas, ne semble pas liée au procès de l'ancien général Dharsono - qui fut secrétaire général de l'ASEAN - inculpé notamment d'avoir été au courant des préparatifs d'attentats qui ont eu lieu l'an dernier. Ce procès, qui fait les grandes manchettes d'une presse cependant bien contrôlée, doit reprendre le 31 octobre avec l'audition des témoins de la défense. Fait révélateur sous ce régime dominé par l'armée, le procès est public, des haut-parleurs diffusant les audiences au profit d'une petite foule de sympathisants. Cela fait d'autant plus sensation que M. Dharsono est lié au « groupe des cinquante » - anciens généraux, ministres et fonctionnaires, - qui réclame depuis cinq ans que le régime s'amende et rétablisse les libertés. Cette dissidence pose manifestement un problème à M. Suharto, car la plupart des auteurs de la pétition sont d'anciens compagnons de route qui l'ont aidé à asseoir l'ordre nouveau.

1985, déjà l'année des anniversaires : quarante ans d'indépendance, trente d'esprit de Bandung - et vingt d'ordre nouveau - pourrait devenir, dans l'histoire de l'Indonésie, celle d'un tournant. A défaut d'être de réels partenaires, les communistes, soviétiques comme chinois, sont revenus dans le champ de vision d'un pays qui aspire de nouveau à se faire entendre sur la scène internationale, quitte à franchir encore bon nombre d'obstacles.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

**L'Indonésie, grande puissance par la population, voudrait retrouver son rang en Asie. Pour y parvenir, le pays qui, il y a vingt ans, massacra ses communistes cesse d'ignorer superbement la Chine et l'URSS.**

que. Pour la première fois en vingt ans, le président Suharto s'est rendu en visite officielle, en septembre, dans des pays du pacte de Varsovie. Plus récemment, M. Suwardjono, ministre indonésien de la santé, a fait état d'un projet d'aide soviétique à la construction de trois hôpitaux. Cette perspective, qui n'est démentie ni d'un côté ni de l'autre, est d'autant plus intéressante que le régime anticommuniste de Djakarta n'a pratiquement pas de relations commerciales avec les pays de l'Est et que les Soviétiques - principaux donateurs du temps de Sukarno - sont « interdits de projets de développement » en Indonésie depuis vingt ans.

**Bonnes relations avec Washington**

L'Indonésie bénéficie d'une aide occidentale plus que substantielle et entretient des relations privilégiées avec plusieurs capitales de l'Occident, en particulier Washington. Entre Américains et Indonésiens, il n'existe guère de contentieux. Que Djakarta entende jouer un rôle plus actif au sein du Mouvement des non-alignés - ce qui est le cas, même si la présidence du Mouvement, pour deux ans, doit revenir au Zimbabwe et non à l'Indonésie, comme elle avait pu l'espérer - n'inquiète guère les Américains; ils ne peuvent que se féliciter du renforcement de l'aile « modérée » du Mouvement. Simultanément, Washington souhaite sans

pour contrebalancer l'influence croissante du géant chinois, dont la diaspora régionale regroupe plusieurs dizaines de millions d'âmes. De l'autre, ils entendent renforcer leurs liens avec leurs partenaires de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est : Brunei, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Singapour et Indonésie), qui leur ont d'ailleurs confié l'épineux dossier de l'amorce d'une négociation du conflit cambodgien. Tout en entretenant de bonnes relations avec Hanoi, Djakarta a ainsi reçu pour mandat d'obtenir du Vietnam le retrait de ses troupes stationnées au Cambodge, ce qui paraît actuellement hors de question.

Après l'épreuve de 1965-1966, l'Indonésie s'était tenue en retrait de la scène internationale, le régime de M. Suharto se préoccupant, avant tout, de sa propre stabilité et du développement d'un archipel en passe alors de devenir une puissance pétrolière. Vingt ans plus tard, ce pays surprenait à amorcer son développement et réussi, en tout cas, à atteindre le seuil de l'autosuffisance alimentaire. L'ordre nouveau - ainsi imposé par M. Suharto - par opposition à la « démocratie dirigée » de Sukarno - peut donc se targuer de quelques succès, même quand le pays traverse, à l'image de la région, une période de récession et que plusieurs projets de développement ont été reportés pour éviter que sa dette extérieure - et les remboursements - ne prennent des proportions alarmantes.

*A partir d'un certain niveau de réussite on se doit d'avoir une 2<sup>ème</sup> voiture.*

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

*Les salaires des cadres 1986*

### Êtes-vous sous-payé?

PAS facile de situer son salaire... ou simplement de le comparer à ceux de la même profession. Car c'est vrai que le salaire dépend aussi du secteur, du chiffre d'affaires et de la dimension de l'entreprise. Autant de critères que Le Point a justement pris en compte pour révéler, dès son prochain numéro, les salaires des cadres 1986. Une grande enquête nationale qui permettra à chacun de sa-

voir (vraiment) combien il devrait gagner... qu'il soit confirmé, cadre supérieur, cadre dirigeant ou dirigeant d'une PME.

Attention : l'importance de ce dossier justifie que les résultats en soient étalés sur deux semaines, dans les numéros du Point du 28 octobre et du 4 novembre prochains.

**lepoint**

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE  
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier  
ANTWERP NEW YORK  
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR  
Pour toutes informations : Schepers 177 - 2018 Antwerp Tél. : 03/232.17.58 - Belgique

**CONTRE LE VOL ! QUE FAIRE ?**



BERNARD PERROT  
10 ans d'expérience  
ALARME 2000  
"Vous vous interrogez sur l'efficacité des systèmes d'alarme ?"  
Téléphonez-moi !  
(1) 525.44.32

(Publicité)

**EXPORTEZ sans souci**

VOUS produisez français  
NOUS achetons pour nos clients du Moyen-Orient  
Indiquez-nous vos possibilités

**INTRADE FRANCE**  
6 bis, rue de Cadix  
75015 PARIS

## LES IDÉES DE LA RENTRÉE SONT CHEZ ROBERT LAFFONT

Michel Drancourt et Albert Merlin  
**DEMAIN LA CROISSANCE**  
Collection "Libertés 2000"

Bertrand Jacquillat  
**DESETATISER**  
Collection "Libertés 2000"

Pascal Salin  
**L'ARBITRAIRE FISCAL**  
Collection "Libertés 2000"

Philippe Sassier et François de Witt  
**LES FRANÇAIS A LA CORBEILLE**  
Collection "Notre époque"

Jean-Marie Benoist  
**LES OUTILS DE LA LIBERTÉ**

Jacques Lesourne et Michel Codet  
**LA FIN DES HABITUDES**  
Les mille sentiers de l'avenir / 2  
Collection "Les visages de l'avenir"  
SECHERS

Michel Drancourt  
Albert Merlin  
**Demain la croissance**

Bertrand Jacquillat  
**Désétatiser**

Pascal Salin  
**L'arbitraire fiscal**

Robert Laffont  
Libertés 2000

Jean-Marie Benoist  
**LES OUTILS DE LA LIBERTÉ**

Jacques Lesourne, Michel Codet  
**LA FIN DES HABITUDES**  
Sécher

Philippe Sassier  
François de Witt  
**Les Français à la corbeille**



**ROBERT LAFFONT**



# AFRIQUE

## Algérie

### Des effectifs importants sont engagés contre le maquis intégriste de l'Arba

De notre correspondant

Alger. - El Moudjahid du dimanche 27 octobre revient sur l'aérochoc de Larba, à 40 kilomètres au sud d'Alger (le Monde du 24 octobre), en publiant les photos des cinq gendarmes tués « au cours de l'opération d'arrestation des auteurs du vol de l'école de police de Snouma ». Les affectations différentes de ces gendarmes « morts en service commandé » révèlent l'importance du déploiement des forces de l'ordre dans la région comprise entre Larba et Tablat, où le reliquat du groupe armé a pris le maquis.

#### La colère de Dieu

Hormis l'hommage rendu à ces cinq victimes, la presse, depuis jeudi, reste silencieuse sur cet événement et ses prolongements actuels. Aucune information ne pouvant être recueillie de source officielle, les Algériens continuent de s'interroger sur ce qui s'est réellement passé il y a une semaine. Ce manque d'informations laisse le champ libre aux rumeurs les plus diverses. « Radio-trottoir », véritable circuit parallèle de nouvelles - souvent peu fondées - transmet ces derniers jours, de bouche à oreille, que « les bandits sont nettement plus nombreux que ne l'a dit la presse, et particulièrement bien armés », allant jusqu'à affirmer que « des Libyens se sont infiltrés en Algérie et sont avec eux ».

Coincidence ? El Moudjahid publie également au-dessus des portraits des gendarmes l'intégralité du sermon prononcé, vendredi 25 octobre, sur les antennes de la télévision nationale.

par M. Ahmed Hamani, membre du comité central du FLN et président du Conseil supérieur islamique. Citant abondamment le Coran, M. Hamani essaie de démontrer qu'il est impossible de prêcher l'islam d'un côté et de vivre en enfermant ses principes de l'autre. A fortiori, lorsque l'on est rangé dans la catégorie des intégristes et que l'on exhorte ses contemporains à prendre le Coran comme un mode d'emploi de la vie quotidienne.

M. Hamani ponctue son sermon de versets distillés à bon escient : « Celui qui, sciemment, tue un croyant est voué à l'enfer pour l'éternité. Il encourt la colère et la malédiction de Dieu qui lui réserve le pire châtiment. » Il conclut ainsi :

« Semer le trouble ou sein d'une communauté de musulmans et se rebeller contre l'autorité légale légitimement établie par un peuple musulman dont le dirigeant déclare l'Etat musulman, se conformant aux préceptes de l'islam - le fait est indiscutable et irréfutable, - c'est se mettre hors du droit. »

Voilà un sermon qui devrait, avec l'aide de l'armée, de la gendarmerie, des hélicoptères, ramener dans le droit chemin les brebis égarées dans les bois, entre Larba et Tablat. Leur mauvais berger, Mustapha Bouali, ancien moudjahid (combattant de la guerre d'indépendance) de quarante-cinq ans, condamné par contumace, au mois d'avril dernier, à la réclusion à perpétuité par la Cour de sûreté de l'Etat, est présenté ici tantôt comme un malfaiteur, tantôt comme l'un des leaders de l'activisme intégriste.

FREDERIC FRITSCHER.

## Tunisie

### L'UGTT hausse le ton

De notre correspondant

Tunis. - La comparaison entre la situation des travailleurs tunisiens et le sort des manifestants en Afrique du Sud et dans les territoires arabes occupés faite par le secrétaire général de l'UGTT, lors d'une conférence de presse, le dimanche 27 octobre, paraît tout aussi outrancière que l'accusation portée par le journal du Parti socialiste destourien, l'Action, contre les syndicats, dont il dénonce « les visées des troupes mues par une inspiration insurrectionnelle ». Toutefois, l'une et l'autre traduisent le degré de tension prévalant actuellement dans les relations entre le pouvoir et la centrale ouvrière.

#### L'escalade de la crise

La crise née de l'échec des négociations salariales a connu, depuis le printemps, une escalade quasi continue (le Monde du 2 octobre). Mais le point de non-retour paraît aujourd'hui atteint après les dernières attaques contre plusieurs locaux syndicaux (1) et la mise en cause par les autorités de la gestion financière de certains biens appartenant à l'UGTT, dont une société coopérative d'assurances qui vient de se voir retirer son agrément.

Le conseil de la centrale, qui doit se réunir à la fin de cette semaine, arrêtera la ligne de conduite qu'il entend suivre face à cette situation. Mais, dimanche, M. Habib Achour a d'ores et déjà affirmé que « si le gouvernement persiste à ne pas négocier sur les salaires, l'UGTT décidera de le faire pour tous les moyens pour reconquérir ses droits ». Il laisse entendre que le recours aux grèves sera largement utilisé.

Dans l'épreuve de force que chaque partie paraît désormais prête à engager, M. Habib Achour vient de recevoir l'appui

sans réserve de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), dont une délégation a visité ces derniers jours, à sa demande, la Tunisie.

Faisant siens tous les griefs de la direction de l'UGTT, M. Enzo Friso, secrétaire général adjoint de la CISL, qui conduisait la délégation, s'est montré particulièrement dur à l'égard du gouvernement, qu'il a accusé de multiplier les atteintes aux libertés syndicales.

#### Les émeutes sanglantes de 1978

« Nous sommes en présence, a-t-il déclaré, d'un plan par lequel le mouvement syndical, nous sommes préoccupés et même consternés par la gravité de la situation. Aussi, quoi qu'il arrive, la CISL saura montrer dans les faits sa totale solidarité avec l'UGTT et ses dirigeants. »

M. Friso s'est déclaré convaincu que l'expression du mécontentement parmi les syndicalistes ne vise qu'à anéantir le régime de l'Etat, mais il a estimé que cette colère n'est que le symptôme de la dégradation de l'économie et de l'insécurité de l'extérieur, qui, eux, pourraient l'utiliser contre les institutions, car « la violence appelle la violence ».

Le représentant de la CISL a dit encore que la situation actuelle lui rappelle celle qui existait dans le pays la veille du 26 janvier 1978 lorsque la grève générale déclenchée ce jour-là par l'UGTT fut marquée par des émeutes sanglantes.

MICHEL DEURÉ.

(1) L'UGTT accuse les « milices » du Parti socialiste destourien d'attaquer ses locaux, tandis que le gouvernement affirme que ces incidents opposent uniquement des syndicalistes partisans et adversaires - de plus en plus nombreux - de la direction de la centrale.

## Sénégal

### La grande colère des anciens tirailleurs

Dans l'imagerie rassurante de la francophonie africaine, il y a eu longtemps les attouchements joyeux devant les papiers au moment où arrivait les fonds versés par la France à ses anciens soldats noirs devenus citoyens de républiques indépendantes. Les 11 millions ne va plus entre Paris et les plus fameux de ceux-ci : les anciens tirailleurs sénégalais. Mandatés par l'Association nationale des anciens militaires (sénégalais) de carrière retraités de l'armée française - qui a sept cent quarante-trois membres mais défend les intérêts de quelques trois mille cinq cents personnes - deux avocats du barreau de Dakar viennent de saisir le comité des droits de l'homme des Nations unies, à Genève, d'une communication accusant la France de discrimination raciale.

L'affaire, qui ne concerne pas seulement les Sénégalais, a trait au contentieux sur les droits acquis. Dès 1960, une loi de finances disposait que les pensions des Africains étaient remplacées par des indemnités annuelles qui ne seraient pas révisées à la hausse sur les mêmes bases que les pensions versées aux Français. C'est ce que l'administration appelle poliment la « cristallisation ».

Ces mesures furent souvent critiquées par la suite, interrogées par un député en 1971. M. Gérard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances, invoqua une disposition du code des pensions - contestée par les intéressés - suspendant les droits en cas de perte de la nationalité française. « Il convient aussi de souligner, poursuivait-il, que dans les pays en cause la France ne dispose plus de services propres aux contrôles liés à la gestion des pensions. (...) Par ailleurs, la législation applicable aux pensionnés découle directement des conditions économiques et sociales propres à la France. »

En fait, ces dispositions furent tempérées par de nombreux décrets de dérogation. Notamment,

la « cristallisation » n'avait pas d'effet dans cinq pays : Gabon, Madagascar, République centrafricaine, Sénégal et Tchad. Ce « privilège » fut aboli par la loi de finances rectificative du 21 décembre 1979 ; désormais tout le monde est « cristallisé ».

#### Paraphraser et galimatias

L'arrivée de la gauche au pouvoir n'arrange pas les choses, comme l'espéraient les Sénégalais : non seulement ces dispositions furent maintenues mais elles furent aggravées en décembre 1981. En raison de considérations juridiques complexes, le montant des indemnités fut calculé rétroactivement et sur la base des tarifs en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1975. Par la suite, des révalorisations de l'ordre de 5 % par an furent consenties.

Ne renonçant pas à sa revendication de fond - le droit à une vraie pension - l'association sénégalaise a multiplié les démarches auprès de M. Mitterrand. L'Elysée a transmis au secrétaire d'Etat aux anciens combattants, qui a transmis au ministère de la défense, qui a transmis à celui des finances.

M. Niang, l'un des avocats, nous a montré un dossier florissant de procès administratifs : recours au « paraphrase » et galimatias s'appuyant sur des textes ou plus personnes ne se retrouvent. Il se peut que la France ait de bonnes raisons de persister dans son refus, mais le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne les expose pas clairement.

C'est sans joie que j'ai accusé la France devant le comité des droits de l'homme, a nous a dit M. Niang. Une consolation pour lui, cependant : l'Union (française) fédérale des associations d'anciens militaires de carrière, réunie en congrès à Perpignan en mai, a exprimé sa solidarité entière avec ses « frères d'armes d'Afrique et de Madagascar ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## République sud-africaine

### LA POLICE PROCÈDE AU RECRUTEMENT DE 11 000 HOMMES

Le président du Congrès national africain (ANC), M. Oliver Tambo, a déclaré, dimanche 27 octobre, dans une interview à la chaîne de télévision ITV, qu'une escalade du conflit sud-africain passait par « l'usage d'armes à feu », ajoutant : « Il faut comprendre que le conflit s'aggrave, qu'il s'enracine et s'intensifie. » Samedi soir, au cours d'affrontements dans la région du Cap, des policiers ont été atteints par des balles, ce qui, jusqu'à présent, ne s'était produit que très rarement. Trois hommes ont été tués par les forces de sécurité et neuf personnes - dont trois policiers - ont été blessées. La police est, d'autre part, en train de procéder au recrutement de onze mille hommes supplémentaires afin de porter ses effectifs totaux à cinquante-six mille hommes d'ici mars 1987, soit une augmentation de 25 %. Au début de l'année, M. Louis Le Grange, ministre de la loi et de l'ordre, avait annoncé son intention de faire passer à au moins soixante-mille le nombre des policiers, avant dix ans.

Le gouvernement de Pretoria a, d'autre part, exprimé, dimanche, son « aversion » vis-à-vis de l'idée que des citoyens sud-africains puissent avoir des entretiens avec l'ANC et s'est engagé à prendre des « mesures appropriées » pour empêcher de nouvelles discussions de ce genre. M. Stoffel Botha, ministre des affaires intérieures, a qualifié d'« autodestructeur » tout dialogue avec l'ANC, affirmant qu'aucun citoyen sud-africain ne devrait négocier avec un « ennemi de la République ». Faisant allusion à une rencontre prévue prochainement à Lusaka entre l'ANC et une délégation d'ecclésiastiques sud-africains conduite par le révérend Nico Smith, prêtre de l'Eglise réformée hollandaise, M. Stoffel Botha a ajouté que le gouvernement essaierait d'empêcher ces discussions. - (AFP, Reuters.)

## La succession de M. Nyerere en Tanzanie

(Suite de la première page.)

Le mwalimu reconnaît qu'il est « dégradant » d'avoir ainsi à tendre la main, mais du moins a-t-il jalousement veillé, dans cette position inconfortable, à ne pas se laisser dicter sa conduite par ceux qui lui venaient en aide. Il a réussi à définir une politique de coopération tous azimuts en choisissant, de préférence, des partenaires nordiques et canadiens - dont la neutralité était une garantie de non-ingérence dans les affaires intérieures du pays.

M. Nyerere s'est ainsi fait un point d'honneur de ne pas céder aux « diktats » du Fonds monétaire international (FMI). « Si nous acceptons ses conditions, il y aura des émeutes dans les rues de Dar-Es-Salaam », assurait-il. De toute manière, l'économie, ce n'était pas son fort. On s'en rend compte aujourd'hui : les usines tournent à 30 % de leur capacité, les exportations ne couvrent que 40 % des importations. Le tout à l'avenant. Qu'importe. Aux yeux du mwalimu, l'essentiel était ailleurs : son ambition était de jeter, coûte que coûte, les bases d'une société égalitaire.

#### Forger une nation

En Tanzanie, il n'y a pas, entre riches et pauvres, des différences aussi criantes que dans certains autres pays africains. Le salaire urbain est aligné sur le salaire agricole, et l'échelle des rémunérations varie de un à six. Ici, l'ostentation est mal vue. Un « code de bonne conduite » interdit, en principe, toute confusion entre politique et affairisme. Au pouvoir, le mwalimu n'a pas fait fortune, n'a jamais mené grand train de vie. Il a voulu donner l'exemple. Son traitement proprement dit n'a pas bougé depuis 1967 : 4 000 shillings par mois, soit 235 dollars...

Le coût de ce rêve égalitaire est extravagant. Investissements humains à long terme ? Peut-être. Mais, à l'heure qu'il est, la Tanzanie est à bout de souffle. Cette « économie de solidarité » a tué toute initiative. Pour s'en sortir, il ne reste pas d'autres moyens que d'utiliser le « système D » et la magouille.

Ce dont, en revanche, peut s'enorgueillir M. Nyerere, c'est d'avoir forgé une nation malgré les bases artificielles héritées de

la colonisation. Certes, l'émiettement ethnique - cent vingt-six tribus - lui a facilité la tâche. Mais la promotion du swahili comme seule langue officielle et le brassage des populations provoqué par la « villagisation » ont renforcé la cohésion du pays. Entre religions, la cohabitation est plutôt harmonieuse : le très catholique mwalimu cède son fauteuil présidentiel à un disciple d'Allah qui se choisira un premier ministre chrétien. Pas de tensions sociales majeures : même la forte communauté indo-pakistanaise est, ici, moins mal supportée qu'ailleurs en Afrique de l'Est.

Le mwalimu a tenté, à l'échelle du continent, ce qu'il avait réussi dans son propre pays. Bien qu'ayant, en son temps, reconnu la sécession du Biafra, il trouvait « terrifiant que ces petites unités soient devenues indépendantes et que les chances d'arriver à la balkanisation aient ainsi diminué ».

En 1961, il avait proposé de retarder l'indépendance du Tanganyika jusqu'à ce que le Kenya et l'Ouganda voisins obtiennent leur indépendance. Le mwalimu était de la communauté de l'Afrique de l'Est, en 1977, lui causa une grosse déception. Il n'en continua pas moins à se faire l'apôtre d'une impossible unité.

Il n'hésita pas, en 1978, à envoyer ses troupes en Ouganda pour abattre la dictature du maréchal Idi Amin Dada, ce « fasciste noir », qui faisait honte au continent. Coûtée une expédition militaire - 500 millions de dollars - pour un bien maigre résultat : M. Milton Obote ne valait pas mieux que son prédécesseur. En juillet dernier, un coup d'Etat l'écarta du pouvoir, et le mwalimu eut alors la désagréable surprise de voir revenir, dans les fourgons du nouveau régime, des « gens d'Amin »...

« Passionnément non aligné », M. Nyerere le fut jusqu'à dans sa manière de s'habiller : au costume européen, il préférait la chemise africaine. Il invita ses frères de race à demeurer authentiquement eux-mêmes, à puiser leur inspiration dans les traditions locales plutôt que de se jeter bêtement à l'étranger. M. Léopold Senghor, ancien chef de l'Etat sénégalais et membre de l'Académie française, était, à ses yeux, le prototype de

l'Africain déraciné, qui a trahi les siens. Même s'il avait traduit en swahili le *Juste Cœur* de Shakespeare, le mwalimu tenait, en effet, en grande suspicion le « métissage culturel ».

Quand il le fallait, ce petit homme frêle à la fine moustache

**Père du « socialisme à l'Africaine », le président Nyerere a bonne réputation à l'étranger. Mais cette « conscience » du continent n'a guère réussi à mobiliser les Tanzaniens dans la bataille pour le développement.**

savait dire ses quatre vérités à chacun, sans détour. Selon les circonstances, il pouvait être charmeur ou vindicatif. Il approuva l'envoi de troupes cubaines en Angola mais reprocha à l'Union soviétique de « ne pas avoir agi correctement » en Afghanistan.

#### Une « voix » en Afrique australe

« Nyerere, c'était une voix, souvent prophétique », disent ceux qui regrettent de ne voir s'éloigner du pouvoir au moment même où l'Afrique australe est en pleine ébullition. Il y a déjà dix ans que le mwalimu appelle, sans beaucoup d'écho, la communauté internationale à prendre des sanctions contre le régime de l'apartheid, avec lequel il a toujours refusé de dialoguer. « Nous ne nous associerons pas à une organisation qui admettrait parmi ses membres un Etat qui, délibérément et de façon brutale, poursuit une politique raciste », déclarait-il alors que la Tanzanie était invitée à adhérer au Commonwealth en mars 1961.

Sous son magistère moral, la très vertueuse Tanzanie vitupérait tous ceux qui, de près ou de loin, pactisaient avec le « diable » sud-africain, d'autant plus à son aise qu'elle o'e était pas économiquement prisonnière. Le mwalimu reprochait ainsi aux Etats-Unis d'utiliser l'Afrique du Sud

« comme un bastion contre l'infiltration soviétique ». De la France, qui vendait des armes au régime de Pretoria, il n'hésita pas à dénoncer « l'attitude arrogante, provocante et mercantile ». Jusqu'à une époque récente, il avait refusé d'établir des relations diplomatiques avec le Malawi voisin, qui, lui, en entretenait, depuis 1966, avec le pays de l'apartheid.

La présidence des pays de la ligne de front (1), M. Nyerere vient de l'abandonner et M. Kenneth Kaunda, le chef de l'Etat zambien, qui, en août 1975 et en avril 1982, avait rencontré ses homologues sud-africains de l'époque, John Vorster et Pieter Botha, ce qui lui avait valu le surnom de « Sadate de l'Afrique australe ». C'est dire que certains s'inquiètent de voir arriver sur le devant de la scène un homme moins fermement sur ses principes que son prédécesseur. « Le mwalimu ne va pas complètement se retirer. Il pourra continuer de surveiller les choses », se consolent des membres du Congrès national africain (ANC).

#### Intransigeant avec Londres

Depuis l'« humiliation » qu'a représenté, aux yeux de M. Nyerere, la signature, en mars 1984 à Nkomati, d'un pacte de non-agression entre Maputo et Pretoria, la Tanzanie a offert l'hospitalité aux membres de l'ANC qui, conformément aux clauses de ce dit accord, ont dû abandonner leur base arrière du Mozambique. Ceux-ci ont donc répliqué une partie de leur état-major à Dar-Es-Salaam, l'autre demeurant à Lusaka en Zambie. S'ils se sont éloignés du « champ de bataille » - la Tanzanie n'a pas de frontière commune avec l'Afrique du Sud - ils s'y trouvent plus en sécurité car le régime de l'apartheid n'a jamais poussé si avant ses expéditions punitives.

Par prudence, les responsables de l'ANC nient que leur organisation dispose, en Tanzanie, de camps d'entraînement militaire. « Il n'y a, ici, que des réfugiés », assurent-ils. A leur intention, ils viennent d'inaugurer, à Morogoro, à 190 kilomètres à l'ouest de Dar-Es-Salaam, une école secondaire de trois cents élèves, capable d'accueillir le double, un petit hôpital et une ferme.

Le mwalimu fut aussi de tous les combats pour abattre les autres « bastions » blancs en Afrique australe. Sa capitale, Dar-Es-Salaam, fut choisie, en 1963, comme siège du comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Il fut l'un des premiers, à la fin de 1975, à reconnaître la « victoire » du mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA). Quant au Front de libération du Mozambique (Frelimo), il avait établi son quartier général en Tanzanie pendant la lutte pour l'indépendance. Le dernier « réduit » à tomber fut, en avril 1980, celui de la Rhodésie. M. Nyerere s'employa activement avec M. Henry Kissinger, alors secrétaire d'Etat américain, à y hâter l'arrivée au pouvoir d'une majorité noire. En 1966, il avait rompu les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne qui avait réagi, trop mollement à son goût, à la déclaration unilatérale d'indépendance de M. Ian Smith.

Reste, aujourd'hui, le « gros morceau » de l'Afrique du Sud sur lequel, jusqu'à maintenant, tout le monde s'est cassé les dents. Avec de pauvres moyens, le mwalimu tenta de s'opposer aux opérations de déstabilisation que lance le régime de Pretoria dans les pays alentours. L'agence de presse portugaise a récemment indiqué que trois mille soldats tanzaniens épaulaient les troupes mozambicaines pour venir à bout de la résistance nationale du Mozambique (RNM). Il est, cependant, peu vraisemblable que près du dixième de l'armée nationale soit ainsi engagé dans une coûteuse expédition militaire hors des frontières.

Ce qui paraît sûr, en revanche, est la présence, au Mozambique, de plusieurs centaines d'instructeurs tanzaniens, chargés de la formation de milices villageoises. D'autre part, les autorités de Dar-Es-Salaam ont récemment remis à la disposition de leur voisin les anciens camps d'entraînement du Frelimo, situés à Nachingwea, dans le sud du pays. On ne voit pas que le successeur du mwalimu puisse faire beaucoup plus. Il lui manquera, ou tout cas, l'autorité de celui-ci pour inciter les autres à en faire davantage...

JACQUES DE BARRIN.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Zambie et Zimbabwe.

Le monde  
Le face

Questions

Les



## A high-contrast, black and white portrait of a man, likely a politician, with his hand near his face in a contemplative or listening pose. The image is characterized by stark black shadows and bright white highlights, giving it a graphic, almost stencil-like quality. The man has a serious expression, and his hand is raised towards his cheek and ear. The background is plain white.

Pour faire cette démonstration, M. Fabius n'y est pas allé de main morte. Il a multiplié les interpellations, soumettant fréquemment M. Chirac à répondre par « oui » ou « non », à propos des mesures préconisées par le RPR pour lutter contre le chômage, pour réduire le nombre des fonctionnaires, etc. Et il est, en effet, parvenu, en plusieurs circonstances, à placer le maire de Paris sur la défensive. Il lui a fait ainsi le « coup » de la comptance, recon-

Au début de l'émission, M. Chirac avait un chat dans la gorge. On le sentait tendu. Par la suite, il ne s'est pas totalement décontracté, mais son assurance a donné du fil à retordre à celui qui rêvait sans doute de le mettre au supplice. Il a surmonté le handicap qu'on lui accordait au départ. C'est peut-être sa non-défaite qui constituera son principal succès, aussi paradoxal que cela puisse paraître, dans la mesure où il se pose en démolisseur numéro un d'une gauche affaiblie! Ainsi va la politique-spectacle...

ALAIN BOLLAT.

## La politique

## étrangère

Sur la Libye, (...) lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, en 1981, il y avait des Libyens partout. (...) Mais maintenant (...) les Libyens ont été expulsés du nord et (...) il

A propos de l'élargissement du Marché commun à l'Espagne, nous demanderons une renégociation des modalités techniques qui ont été négociées en dépit du bon sens et en dépit de nos intérêts, c'est clair. Nous redemanderons la remise en cause d'un certain nombre de ces principes, comme d'ailleurs l'Angleterre, la Grèce, à deux reprises.

[Lire la suite du débat pages 8 et 9.]

**M. CHIRAC.** — (...) J'en reviens à l'initiative stratégique de défense : vous avez eu tort : la défense de demain se situe dans l'espace (...), nous sommes menacés, nous devons nous protéger. Les Américains nous

A propos de l'élargissement du Marché commun à l'Espagne, nous demanderons une renégociation des modalités techniques qui ont été négociées en dépit du bon sens et en dépit de nos intérêts, c'est clair. Nous redemanderons la remise en cause d'un certain nombre de ces principes, comme d'ailleurs l'Angleterre, la Grèce, à deux reprises.

[Lire la suite du débat pages 8 et 9.]

Deuxièmement : attachement au développement et aux droits de l'homme.

allies; quant à l'avion spatial que j'approuve sans réserve, hélas, l'accord est loin d'intervenir puisque les Allemands ne semblent pas vouloir s'y associer.

» Monsieur Fabius, je vais vous dire une chose : une politique étran-

**M. CHIRAC.** — (...) J'en reviens à l'initiative stratégique de défense : vous avez eu tort : la défense de demain se situe dans l'espace (...), nous sommes menacés, nous devons nous protéger. Les Américains nous

conception de la morale politique et électorale. C'est une manière, purement et simplement, de trier avec le scrutin, comme vous l'avez fait à maintes reprises (...).

A propos de l'élargissement du Marché commun à l'Espagne, nous demanderons une renégociation des modalités techniques qui ont été négociées en dépit du bon sens et en dépit de nos intérêts, c'est clair.

Nous redemanderons la remise en cause d'un certain nombre de ces principes, comme d'ailleurs l'Angleterre, la Grèce, à deux reprises.

*(Lire la suite du débat pages 8 et 9.)*

Il s'agit avant peu de « affrontements » en Nouvelle-Calédonie, à l'égard soit de la reconnaissance de l'histoire de la terre, soit de l'habitat volontaire. S'il existe, au contraire, une terre où les affrontements ont été permanents entre les autochtones et les colons, depuis la « prise de possession » de 1853, c'est bien la Nouvelle-Calédonie. Sans remonter aux révoltes canaques de 1878 et 1917, qui firent plusieurs centaines de morts et dont le souvenir continue de hanter la mémoire collective, il faut la situation de Grande-Terre, la tige de la scouille à six caractéristiques, justement, par l'émancipation d'une revendication nationaliste, onéreuse, en brousse surtout, septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing — M. Chirac occupait alors les fonctions de premier ministre — que les principaux dirigeants canaques, jusque-là partisans de l'autonomie du territoire, optèrent, par l'indépendance, en 1978. Et c'est en juillet 1980 pour la première fois que les indépendantistes formeront un front commun pour préparer les élections territoriales prévues un mois plus tard en application d'une réforme mise en œuvre par le secrétaire d'Etat aux TOM de l'époque, M. Paul Djiké, qui présentaient plus de 400 personnes dans les mouvements indépendantistes, alimentés par les tensions locales, ne seraient donc être imputée aux socialistes. — A. R.

1



# LE FACE-A-FACE TÉLÉVISÉ

## L'emploi

**M. FABRUS.** - Première cause : nous changeons véritablement de monde. Une nouvelle technologie, de nouvelles valeurs, un déséquilibre entre les pays développés et les pays sous-développés, tout est bouleversé, et cela se traduit par des suppressions massives d'emploi.

Une deuxième cause qui, elle, est davantage liée à la France : pour lutter contre le chômage, j'y viendrai dans un instant, il faut absolument avoir une économie forte et modernisée. Or, au moment où d'autres pays se modernisent dans les années 70-80, malheureusement la France a pris du retard et, comme en matière industrielle les choses mettent beaucoup de temps à se relancer, eh bien, du coup, il y a eu des pans entiers de notre économie qui se sont effondrés.

Maintenant que faut-il faire pour essayer de redresser les choses par rapport à ce fléau terrible ?

Je pense qu'il y a trois directions sur lesquelles il faut agir qui sont celles que nous empruntons, mais qui mettront du temps, je ne veux pas faire de démagogie.

La première direction est d'ordre économique : il faut miser à fond à la fois sur la formation, sur la recherche et sur l'investissement.

La formation : nous nous en donnons les moyens, puisque nous finissons comme objectif d'avoir 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac, alors qu'il y en a 37 % aujourd'hui.

La recherche, qui avait décliné malheureusement entre 1970 et 1980, de votre temps, a repris du « poil de la bête », et la recherche, c'est vraiment la création des entreprises.

L'investissement, qui avait décliné, alors là, plus longtemps, y compris jusqu'en 1983, commence, heureusement, à retrouver un meilleur rythme.

Formation, recherche, investissement, c'est vraiment là-dessus qu'il faut mettre « le paquet », parce que c'est cela qui est le nerf de l'emploi, c'est la première dimension, la dimension économique.

La deuxième dimension est une dimension sociale.

On ne résoudra pas le problème du chômage si l'on ne va pas hardiment vers un aménagement du travail, vers une implication plus grande des travailleurs dans la production par un meilleur dialogue social, les lois Auroux pour les travailleurs et aussi si l'on n'aide pas socialement les mutations. C'est une des différences, peut-être, qui existent entre nous. Je pense que l'on ne peut pas éviter les mutations, mais nous voulons, nous, les accompagner socialement, ce qui est un coût, alors que j'ai cru comprendre que vous aviez, peut-être, me contredirez-vous, une vision beaucoup plus dure. Je crois qu'il faut à la fois un effort économique et à la fois un effort social.

Et puis, il faut une troisième direction qui est la direction internationale.

Si la France relance toute seule, c'est un peu la réponse à votre question, sans que l'Europe, en même temps, aille de l'avant, il y aura des déséquilibres extérieurs que vous avez connus, lorsque vous étiez premier ministre, que j'ai connus lorsque, en 1981-1982, j'étais ministre. Il faut donc relancer en même temps l'Europe et la France, en même temps, dernier élément, essayer de combler ce fossé dramatique entre les pays comme les nôtres, développés, riches malgré tout, et les pays sous-développés.

Je dis donc que c'est le problème le plus important pour la France d'aujourd'hui. Ce celui qui dit : « J'appuie sur tel ou tel cadran et je résous le problème ! » est un menteur. Qu'il faut appuyer sur trois volets à la fois :

- le volet économique : formation, recherche, investissement ;
- le volet social : mutation sociale, dialogue social, aménagement du temps de travail ;
- le volet international : Europe, sous-développement.

Ce n'est pas simple, c'est quelque chose qui demande du temps, c'est ce que nous sommes en train de faire, je pense que nous aurons des résultats, mais cela demande du temps.

**M. CHIRAC.** - Ce n'est pas votre politique, Monsieur Fabius, qui peut diminuer le chômage, elle se fera que l'augmenter.

Pour diminuer le chômage, que faut-il ?

Il faut d'abord des entreprises plus libres, c'est-à-dire des entreprises qui soient moins chargées en ce qui concerne les impôts, les taxes, dans tous les domaines. Ce qui suppose une diminution massive des dépenses publiques inutiles, que vous avez tant développées lorsque

vous étiez ministre du budget. Il faut moins de contraintes administratives, il faut laisser plus de liberté. Et donc revenir à une liberté des prix, à une liberté des changes, à plus de flexibilité dans l'emploi. Il faut supprimer un certain nombre d'effets de seuil, qui sont paralyssants, notamment pour les petites et les moyennes entreprises, tout en maintenant l'acquis social, et le tout dans une politique contractuelle et concertée, naturellement avec les organisations syndicales. Il faut supprimer l'autorisation administrative de licenciement donnée au bout d'un délai qui fait que, pendant ce temps, les charges sont telles que les entreprises font faillite et que, psychologiquement, elle empêche un grand nombre de petits ou de moyens entrepreneurs, qui ont peur, pour le cas où cela ne sera pas donné, qui ont peur d'embaucher et n'embauchent pas. Cette suppression permettra d'augmenter sensiblement les emplois.

Il faut également moins de gestion directe. Les nationalisations ont été une erreur capitale. Il faut, deuxièmement, des salariés plus responsables et plus motivés. Il faut de l'aménagement du temps de travail avec des horaires beaucoup plus souples, avec le temps partiel. Il faut inciter, effectivement, à l'expression et à la participation des travailleurs dans l'entreprise par un certain nombre de méthodes modernes et non pas en donnant des pouvoirs excessifs aux syndicats.

Il faut une nation compétitive, c'est-à-dire une nation, certes, où il y ait une meilleure formation, mais pas celles que vous faites qui sont des formations-parkings, qui ne débouchent sur rien mais qui permettent simplement de dégraisser les statistiques du chômage, mais une formation avec un accord permanent entre les centres de formation, l'Université, les écoles, les entreprises, pour qu'elle soit réellement efficace.

Il faut, enfin, une réduction du coût du travail. Car le coût du travail en France, depuis que vous êtes arrivé, a augmenté de façon excessive. Oh ! non pas les salaires, qui, eux, depuis deux ans, depuis que vous êtes premier ministre, en pourcentage d'achat, ont diminué, - 0,7 %, ça, c'est une réalité - mais toutes les charges annexes que vous avez instituées et qui coûtent nos entreprises.

Je voyais le rapport de l'OCDE, je le tiens aussi à votre disposition. Je n'avance pas des chiffres au hasard, Monsieur Fabius, les miens sont des chiffres officiels et qui montrent que de 1980 à 1984, si le coût du salaire horaire - cela n'a pas de rapport avec le salaire lui-même, c'est l'ensemble du prix du travail - avait augmenté de 7 % en Allemagne, de 8 au Japon, de 21 % en Angleterre ou de 11 aux Etats-Unis, il a augmenté de 67 % en France. Comment voulez-vous que des entreprises soient incitées à investir, à produire, à créer des emplois avec une situation de cette nature ?

Votre politique, Monsieur Fabius, c'est une politique consistant, théoriquement, à faire de la rigueur, mais du la rigueur sans liberté. Et à partir du moment où vous aurez de la rigueur sans liberté, vous aurez indéfiniment de la rigueur, jusqu'à ce que vous soyez obligé d'abandonner une politique et de laisser d'autres faire une nouvelle politique.

### ROQUET !

**M. CHIRAC.** - La tactique qui consiste à vouloir en permanence, parce que cela vous gêne, interrompre pour essayer de déstabiliser l'adversaire, elle ne sert à rien, car ce n'est certainement pas vous, Monsieur Fabius, qui allez me déstabiliser, vous l'imaginez bien !

**M. FABRUS.** - Ne vous énervez pas, ne vous énervez pas !

**M. CHIRAC.** - J'ai de ce point de vue au moins autant d'expérience que vous et, par conséquent...

**M. FABRUS.** - Ça, je reconnais que vous avez plus d'expérience politique que moi...

**M. CHIRAC.** - Soyez gentil de me laisser parler et de cesser d'interrompre incessamment - un peu comme un roquet...

**M. FABRUS.** - Ecoutez, je vous en prie, vous parlez au premier ministre de la France...

**M. CHIRAC.** - Non, je parle à Monsieur Fabius... premier personnage du Parti socialiste.

**M. FABRUS.** - Je vous en prie, je vous en prie !

**M. CHIRAC.** - Ecoutez, Monsieur Fabius, cessez de m'interrompre indéfiniment, vous savez comme cela quelles sont mes réponses.

## Nationalisations, dénationalisations

**M. FABRUS.** - Tout ce que vous proposez, ou à peu près, tout ce que vous proposez vient d'être fait en Grande-Bretagne : j'entends les dénationalisations, la suppression de l'autorisation de licenciement, l'abaissement de cet abaissement de cela, à peu près tout a été fait en Grande-Bretagne. Moyennant quoi, que voit-on ? Le chômage est passé à 3200000, l'industrie ravagée.

Et l'on voit des troubles sociaux, que vous avez vu probablement à la télévision, comme beaucoup d'entre nous, dans les bourses, les communes se révoltent, les événements du stade de Hayel etc.

Ainsi que le peuple anglais est un grand peuple de volonte.

De sorte que l'on a une traduction en grandeur réelle de ce que vous voudriez faire, Monsieur Chirac, et je vais vous poser des questions précises qui est une espèce de programme qui se prétend inspiré de la liberté, mais qui est, tout simplement, un programme de démolition. Vous êtes, vraiment, je crois un démolisseur ! (...) Alors j'ai pris note que vous voulez supprimer l'autorisation de licenciement, cela fait 200000 chômeurs en plus, si, malheureusement, c'était appliqué, c'est-à-dire si vous veniez au pouvoir (...).

Moi, je ne suis pas comme vous, je ne raisonne pas en termes d'idéologie absolue. Dès que vous voyez une nationalisation, maintenant, vous boudez, ce qui, d'ailleurs, entre nous, n'est pas très gaillarde et vous voulez dénationaliser tout, ce qui introduit des traumatismes absolument inacceptables dans notre économie et, en particulier, l'annulation du marché financier et ferait que beaucoup de ces entreprises nationales seraient bradées à l'étranger.

Alors, une question précise, vous pouvez y répondre par « oui » ou par « non », voulez-vous dénationaliser

ce qui a été nationalisé avant 1981, y compris par le général de Gaulle, le voulez-vous ou pas ?

**M. CHIRAC.** - Les nationalisations ont fait simplement, en France comme à l'étranger, la preuve de leur échec. Elles ont coûté horriblement cher aux contribuables, elles ont obligé à créer des déficits considérables. Je les ai évoquées tout à l'heure, c'est un système d'irresponsabilité. J'ai rencontré, ces derniers temps, la plupart ou presque tous les présidents de grandes entreprises nationalisées, ils disent, tous : « Il faut dénationaliser » et d'ailleurs, vous le savez très bien, ils préparent activement actuellement la dénationalisation pour l'année prochaine (...). Alors, nous le ferons, et nous le ferons non pas en fonction d'une date, mais parce que le système est lui-même mauvais lorsqu'il s'agit d'entreprises qui sont dans le secteur concurrentiel. Et vous me dites : « Mais, cela va perturber le marché financier ! » Monsieur Fabius, vous avez endetté la France au point que les pouvoirs publics empruntent, actuellement, les trois quarts des disponibilités sur le marché financier.

Alors, permettez-moi de vous dire que si on dénationalise et que l'on vend au marché financier, ce que l'on encasseyait, ce que l'Etat encasseyait, sera autant de moins qu'il aura à aller percevoir sur le marché financier.

D'autre part, nous avons, naturellement, fait un programme avec un échec. Vous avez voulu faire croire pendant longtemps que vous aviez le monopole du cœur, on s'est aperçu que qu'il en était ! Vous voudriez nous faire croire, aujourd'hui, que vous avez le monopole de la raison, Monsieur Fabius ? Vous n'avez, croyez-moi, ni l'un ni l'autre, et vos résultats devraient nous conduire à être plus modeste (...).

## Le sort du « patrimoine national »

**M. CHIRAC.** - J'ai regardé quelles avaient été les dernières ventes depuis 1981. Thomson a vendu la Compagnie des lampes à Philips (Hollande). Pechiney a vendu sa division chimique à Inc. Chemical (Britannique). Pechiney a vendu sa participation Abomat à Alimak, aux Etats-Unis.

Le CCF a bradé, je dis bien « bradé », Bozell Bréil, qui était l'un des joyaux de l'électro-metallurgie française, à des intérêts privés brésiliens.

Total et Paribas ont vendu le contrôle de la première entreprise d'engrais, la COFAS, aux Norvégiens.

Le CEA a vendu Saigra à BMW (allemand) et des discussions sont en cours, actuellement, vous le savez parfaitement, pour vendre la CGCT, qui a coûté 2 milliards aux contribuables français, presque autant que La Chapelle-d'Arbay, à ATT et à Philips, c'est-à-dire aux Etats-Unis et en Hollande.

Alors, Monsieur Fabius, quand l'on a conduit une politique depuis quatre ans, probablement pour des raisons financières et parce que vous étiez un peu aux abois, qui a consisté à brader une partie importante du patrimoine industriel français aux étrangers, on ne vient pas soulever ainsi des fantômes, en disant qu'éventuellement nous pourrions faire de même. Nous, Monsieur Fabius, nous prenons nos dispositions pour que le patrimoine industriel français (...) reste français tout simplement. En attendant la vente de plus de 10 ou 20 % du patrimoine à l'étranger. Comme cela a été fait dans tous les pays qui dénationalisent et notamment dans cette Angleterre que vous critiquez si vivement. Quant à Renault, elle n'a pas vocation à être [une entreprise nationale].

**M. FABRUS.** - Renault ne sera plus la Régie nationale de l'usine Renault, eh bien, que chacun écoute cela !

Bon, alors vous avez une note, là, comme moi, que vous avez sous vos yeux sur les ventes à l'étranger mais il faudra dire à vos conseillers qu'il faut préparer l'ensemble ! Qu'avons-nous vendu à l'étranger en

termes d'entreprises nationales, et, en revanche, qu'avons-nous acquis ?

Car, Monsieur Chirac, l'économie c'est quelque chose de simple, où l'on vend et où l'on achète. A la fin 1984, dernières statistiques connues, nous avions réalisé 89 cessions, dont 17 participations majoritaires et 14 minoritaires à l'étranger. Voilà les chiffres : 89 cessions. Et nous avions réalisé 202 acquisitions, dont 25 participations majoritaires et 19 minoritaires acquises à l'étranger. Il n'y a pas du tout bradage du patrimoine national, là-dessus !

J'ajoute, c'est intéressant pour vous, que lorsque l'on a eu des opérations de vente cela a toujours été le cas pour des filiales et jamais pour des sociétés que l'on appelle des sociétés mères où se définit la stratégie. Et ces opérations ont toujours été limitées, que les secteurs choisis ont toujours été des secteurs non stratégiques et que nous l'avons fait ou bien dans un souci de restructuration, exemple celui que vous avez cité, sans le connaître, Francolor, à Issy, et je le connais bien, parce que c'est à côté de chez moi. Ou bien pour mieux assurer le développement de la société concernée, par exemple la société Remix ou encore pour assurer la survie de l'activité.

Monsieur Chirac, j'attache autant d'importance que vous, vous le pensez bien, au patrimoine national (...).

Vous dites, mais, malheureusement, vous ne devez pas connaître bien le dossier : « Nous prenons des dispositions pour que l'on ne puisse pas, quand l'on est un étranger, avoir plus de 10 %, 20 %... ». Mais, vous ne connaissez pas le dossier ! Si on dénationalise, on vend dans le public, alors on peut dire un moment où l'on vend : « Attention, les étrangers ne peuvent pas acheter plus de 10 % », mais les gens qui vont acheter les titres et qui sont Français, vous ne pouvez pas du tout, dans un marché boursier tel qu'il est, leur interdire, après, de revendre à l'étranger. C'est-à-dire que d'ici six mois, un an, alors que vous auriez mis en départ des garde-fous, eh bien, vous auriez le contrôle de Rhodé-Poulenc, de Pechiney, de Bull, et d'autres sociétés comme cela par l'étranger (...).

## Le nombre de fonctionnaires

**M. CHIRAC.** - Monsieur Fabius, lorsque vous étiez ministre du budget, que vous faisiez la relance par la relance, vous avez créé, je ne sais plus combien, cent ou cent cinquante mille postes de fonctionnaires, folie furieuse, que nous sommes obligés maintenant de payer indéfiniment. Ils sont sous statut, on ne peut pas les mettre dehors, naturellement. Beaucoup sont tout à fait inutiles, alors qu'il y a des endroits où ils seraient beaucoup plus utiles. Ce que je vous propose simplement,

c'est de faire ce à quoi vous êtes, d'ailleurs, arrivé cette année. C'est-à-dire de ne recruter qu'un maximum la moitié du nombre des fonctionnaires qui partent chaque année à la retraite. A partir de là, vous engageriez un processus qui limiterait les dégâts, que nous nous devons, à vous, quand vous étiez au budget, où vous avez creusé les déficits que nous ne sommes plus en mesure aujourd'hui d'assumer.

**M. FABRUS.** - Je demande des

réponses précises, dans quel ministère ?

**M. CHIRAC.** - C'est très curieux... Vous me paraissez avoir... vraiment... Pourtant, vous avez été secrétaire d'Etat au budget. Il est vrai que vous avez traité ce malheureux budget, quand vous étiez secrétaire d'Etat, avec une désinvolture tout à fait incroyable puisque vous avez creusé des déficits que nous n'arrivons plus à maîtriser maintenant (...).

**M. FABRUS.** - Répondez à ma question, Monsieur Chirac...

**M. CHIRAC.** - Dans tous les ministères... sauf quelques ministères prioritaires...

**M. FABRUS.** - Exemple...

**M. CHIRAC.** - Je dis « on ne doit réembaucher que la moitié du nombre des fonctionnaires ».

**M. FABRUS.** - Où trouveriez-vous les 40 000 suppressions ? (...).

**M. CHIRAC.** - Oh les avez-vous trouvées, Monsieur Fabius, vous parlez de ça et ce que vous avez fait ? Enfin, dans le budget de cette année, pourriez-vous me dire où vous les avez trouvées ? Tout simplement, dans tous les ministères...

**M. FABRUS.** - Vous n'avez pas bien regardé le budget, Monsieur Chirac (...). Nous avons supprimé 5 000 emplois, ce n'est pas 40 000. Je demande 40 000, où ? (...).

**M. CHIRAC.** - Je dis tous les ministères (...).

**M. FABRUS.** - Moi, je veux poser les questions précises qui intéressent tous les Français, les élections sont dans cinq mois. Si M. Chirac arrive au gouvernement, il faudra répondre à ces questions...

**M. CHIRAC.** - Je reconnais que M. Fabius n'a jamais eu l'expérience de la rigueur, autrement que dans les discours. Moi, qui ai géré la Ville de Paris, je peux vous dire que nous n'avons pas fait d'inflation de personnel, ce qui nous permet de gérer sagement... Je vous dis que nous sommes aujourd'hui dans une situation où chaque ministre, sauf quelques ministères prioritaires, comme le ministère de l'intérieur, devront être autorisés, chaque année, à ne recruter que la moitié du nombre de personnels qui partent en retraite, moyennant quoi ils devront faire en leur sein un certain nombre de répartitions différentes...

**M. FABRUS.** - Vous savez combien il y a de personnels qui sont partis en retraite cette année ? (...).

**M. CHIRAC.** - Soixante-dix mille ou soixante-douze mille.

**M. FABRUS.** - Non, quarante mille, donc si vous divisez par 2, cela fait vingt mille, il en reste vingt mille.

**M. CHIRAC.** - Né nous bataillons pas sur les chiffres.

## L'immigration

Quelle peut être aujourd'hui une véritable politique de l'immigration ?

**M. FABRUS.** - C'est un sujet très difficile parce que le problème existe incontestablement et, en même temps, il faut éviter de dériver vers le racisme et les théories extrémistes à la Pen. Nous avons choisi d'agir dans une triple direction :

1) Lutter avec sévérité contre l'immigration clandestine. Il y a eu plus de douze mille records dans la frontière et plus de quarante mille retournements ;

2) Réinsérer tous ceux qui l'acceptent dans leur pays d'origine, en particulier ceux qui ne trouvent pas d'emploi, par des aides au retour. En 1985, nous avons eu quinze mille candidats ;

3) Il faut que ceux qui sont régulièrement installés puissent être insérés dans la population avec leurs devoirs et leurs droits. C'est autour de ces trois idées, sans dérapage et sans faiblesse, qu'il faut agir avec fermeté.

**M. CHIRAC.** - Je suis content d'entendre M. Fabius dire qu'il faut lutter contre l'immigration clandestine, alors que, à partir de 1981, les socialistes ont systématiquement régulé la situation des clandestins. (...) Il faut d'abord fermer nos frontières, Monsieur Fabius, et les fermer énergiquement et, c'est vrai, sanctionner de façon draconienne tous les responsables des filières d'immigration clandestine. Je le dis, moi, depuis longtemps. Il y a les émigrés qui travaillent, ceux-là ont les mêmes droits, les mêmes devoirs que nous, n'en parlons pas. Il y a ceux qui ont

perdu, hélas ! leur emploi : pour ceux-là, il faut une politique humaine mais ferme de retour, en les aidant, naturellement, et en accord avec leur pays d'origine. Il y a les clandestins, qui sont très nombreux : ceux-là, il faut les expulser et non plus les régulariser, comme vous l'avez fait si longtemps. Cela veut dire, Monsieur Fabius, les expulser ? Cela veut dire, d'abord, les trouver. Or, vous avez interdit - ce qui est scandaleux - les contrôles d'identité ; il faut naturellement les rétablir. Vous avez interdit les documents d'identité falsifiables, ce qui est le seul moyen de lutter contre l'immigration clandestine. Il faut, bien entendu, les établir. Et puis, il y a les délinquants ; ils sont, hélas, nombreux. Savez-vous, Monsieur Fabius, et permettez au maire de Paris de le dire, moi, tous les jours, je reçois des dizaines et des dizaines de lettres inquiètes par des gens qui sont agressés, pas, naturellement, obligatoirement par des étrangers, mais 42 % des délinquants interpellés à Paris sont des étrangers. De même qu'un tiers ou presque des prisonniers en France sont des étrangers. De même que 75 % de ceux qui sont interpellés pour trafic de drogue sont des étrangers. Eh bien, ces étrangers, Monsieur Fabius, il faut les expulser immédiatement et les remettre entre les mains de la police de leur pays d'origine. Cela, c'est une mesure de salubrité publique. A partir de là, vous pourrez rétablir un climat de sérénité et qui exclut les réactions, hélas ! racistes que l'on voit se développer chez nous ; aujourd'hui, à cause de votre politique.

## Racisme : la dérobade

En mai 1977, lorsque M. Raymond Barre, opposé à M. François Mitterrand devant les caméras de télévision, avait choisi d'interroger son adversaire sur le programme de la gauche, on aurait pu croire qu'il lui faisait un cadeau puisqu'il paraissait admettre que ce programme avait des chances sérieuses d'être appliqué un an plus tard. Or cette tactique avait été payante pour le premier ministre d'alors. M. Mitterrand, de l'avis général, s'était mal tiré de l'épreuve.

M. Fabius a recouru, dimanche, à la même méthode que M. Barre il y a huit ans. Sans perdre la partie, il n'a pas marqué, néanmoins, les points qu'il pouvait espérer et il a paru sur la défensive. Sans doute, le sang-troid de M. Chirac dans le maniement des « grandes orientations » (annoncées par lui-même) ou des « idées générales » (dénoncées par M. Fabius) a-t-il plusieurs reprises empêché le premier ministre de conclure des coups pourtant bien engagés (sur la réduction du nombre des fonctionnaires, par exemple). L'explication de ces demi-succès est cependant ailleurs et sans surprise : M. Barre ne souffrait pas, en 1977, d'un handicap pareil à celui que représentent les chiffres de l'emploi pour le premier ministre d'une gauche qui ne peut pas se résoudre à ne pas « laisser filer » le chômage.

Le président du RPR a même surpris son adversaire. M. Fabius a annoncé, dans les premières minutes de l'émission, une critique des positions de la droite parlementaire sur l'immigration.

Cette critique n'est pas venue. Faut-il en conclure que la politique exposée par M. Chirac sur ce chapitre n'appelle aucune observation de la part du représentant de la gauche ? Ou bien que celui-ci, après une heure de débat, ne se sentait plus assez fort pour oser affronter une opinion ébranlée par les coups de boutoir de la Pen ?

La conjoncture était pourtant favorable, après les menaces personnelles et politiques du président du Front national. Le premier ministre nous avait préparés, par ses déclarations antérieures, à entendre de lui une dénonciation sans ambiguïté du danger qui font courir à la société française les « idées » de la Pen et l'écho que les donnent le RPR et l'UDF. En cherchant à blesser face au populisme raciste, la gauche commettait une erreur stratégique : il y a beaucoup d'écarts hétérogènes parmi ceux qui ont répondu aux appels de SOS-racisme, beaucoup de jeunes qui ne se connaissent pas encore de raisons - sauf celle-là, peut-être - de choisir un camp plutôt que l'autre.

M. Fabius, dont l'identité politique manque encore de tranchant, aurait pu être l'homme de ce choix-là.

Au-delà de la stratégie d'un parti ou d'un homme, il y avait l'exemple : courage ; celui de M. Mitterrand affirmant, à un mois de l'élection présidentielle, face à une opinion majoritairement contrainte, son refus victorieux de la peine de mort.

PATRICK JARREAU.



قانون العمل

ÉLÉVISE

# ENTRE M. FABIUS ET M. CHIRAC

... LE MONDE - Mardi 29 octobre 1985 - Page 9

## L'insécurité

M. FABIUS. — Contrairement à une idée répandue, le phénomène de l'insécurité, malheureusement, est ancien. Et j'ai été moi-même surpris, en regardant les statistiques et en reprenant les grands dossiers, car quand on regarde la télévision on se dit : « Mais so fond, cette insécurité, elle nous agresse, c'est un phénomène récent ! ». C'est vrai qu'elle nous agresse, et, en même temps, ce n'est pas un phénomène récent et il existe dans toutes les sociétés industrielles (...). Malheureusement, que ce soit, vous, M. Chirac, qui soyez premier ministre ou que ce soit moi, Laurent Fabius, qui soit premier ministre, c'est un phénomène permanent. (M. Fabius émet alors sept faits divers survenus entre 1974 et 1976.) Ce qui veut dire que la grande délinquance, le terrorisme, l'insécurité, sont malheureusement des phénomènes qui ont continué et qui d'ont de très loin.

Pour ce qui concerne la petite délinquance, qui est un autre phénomène, il y a eu augmentation assez régulière de votre temps, du début du gouvernement de la nouvelle majorité, on note, j'espère que cela sera confirmé, une certaine — mais je suis très prudent — diminution depuis maintenant un an, un an et demi, ce sont les dernières statistiques du ministère de l'Intérieur. Comment peut-on lutter ? Dans trois directions :

1) La prévention. Nous avons créé des conseils nationaux et communaux de prévention où l'on met tout le monde, tous ceux qui sont responsables, ensemble, pour qu'ils se battent ensemble pour diminuer l'insécurité.

2) Réprimer, sanctionner, et je regrette, M. Chirac, que vous n'ayez pas voté la grande loi de modernisation de la police avec plus de 10 milliards de francs de crédits, que nous venons de faire voter, qui rend des moyens à la police, que cette police n'a jamais eue et qui va pouvoir, parce que l'on modernise les commissariats,

mettre les policiers sur le terrain, avec leur fierté et leur efficacité.

3) Il faut, quand il y a des victimes, réparer, et réparer bien. Et je souhaite que, plutôt que nous ayons un affrontement là-dessus, nous puissions être d'accord pour, ensemble, agir contre l'insécurité.

M. CHIRAC. — Étant maire de Paris, je suis confronté tous les jours à ce problème, je reçois un courrier monumental sur ce sujet dramatique, angoissant. Savez-vous, M. Fabius, que, depuis une heure que nous parlons, trente voitures ont été volées ? Savez-vous que quarante cambriolages ont eu lieu ? (...) Il faut une nouvelle politique. Vous avez en tort de libérer massivement des prisonniers : 12500 depuis 1981, et maintenant il faut essayer de les rattraper, y compris les gens d'Action directe. Il faut instituer une véritable peine de substitution à la peine de mort... ce que vous n'avez pas fait malgré vos engagements. Il faut rétablir une loi en l'adaptant, anticasseurs, que vous avez abrogée. Il faut rétablir les documents infalsifiables d'identité sans lesquels il n'y a pas de lutte contre la petite délinquance. Il faut prolonger la garde à vue, c'est une nécessité pour lutter contre le terrorisme. Il faut rétablir une juridiction de la nature de la Cour de la sûreté de l'État ainsi que les quartiers de haute sécurité, sans cela, on ne luttera pas sérieusement contre la grande criminalité, ni contre le terrorisme. Il ne faut plus régulariser de clandestins comme vous l'avez fait si massivement. Il faut, c'est vrai, donner des moyens à la police et il faut cesser de la faire gérer par un syndicat prétendument socialiste. Il faut cesser de faire nommer les chefs de la police pour des raisons exclusivement politiques. Il faut donner une vraie priorité à une action de prévention mais aussi à une action de répression, en bref, il faut une autre idéologie et pas seulement quelques moyens.

## Conclusions

M. FABIUS. — J'ai trouvé, dans certaines réponses que M. Chirac a faites à nous tous, une position plus négative que je ne le pensais, mais sur le fond cela ne modifie pas mon jugement (...). Je vous ai observé participant à ce débat et je vous ai trouvé à l'aise, comme vous l'êtes très souvent sur les idées générales, mais quand cela devient plus précis, quand il y a une question précise à laquelle il faut répondre, il n'y a plus grand monde, et pour gouverner, M. Chirac, il faut être précis (...). D'autre part, vous avez cherché, réussi dans une large mesure, pour une fois, à garder votre calme. J'ai senti affleurer — peut-être est-ce que je me trompe — un certain énerve-ment et une certaine agitation. Pour gouverner, il ne faut pas être agité. Maintenant, venons-en en fond : vous avez été premier ministre, il y a maintenant dix ans, vous représentez une politique du passé. Elle a été mise en œuvre avant 1981, malheureusement, elle n'a pas bien réussi. Si c'est pour recommencer, cela ne vaut pas le coup. Vous y ajoutez quelques idées nouvelles, et ces idées ont été expérimentées dans d'autres pays — je pense, en particulier, à l'Angleterre. — et elles ont échoué.

Je note aussi, et nous n'en avons pas parlé, qu'une bonne partie de votre équipe est un peu usée : à mon avis, ce n'est pas ainsi qu'on va construire l'avenir de la France.

Pour ce qui nous concerne, nous avons engagé un effort dans le sens de la France, mais je ne puis pas que nous avons réussi sur tout, mais je crois que les choses bougent pour construire l'avenir.

Nos choix sont élargis, je les ai rappelés dans cette émission : la formation, sans quoi rien n'est possible, la recherche, l'investissement, qui détermine l'emploi, l'équilibre des échanges, ce sont là nos choix. Pourquoi faisons-nous ces choix et demandons-nous aux Français de continuer à les soutenir ? Parce que, comme vous sans doute, j'ai la fierté de la France et je veux que mon pays réussisse. Il y a une autre raison qui est plus personnelle : j'ai deux jeunes enfants, je pense à tous les jeunes de France, je pense à tous les Français et je voudrais vraiment leur donner tous les atouts pour qu'ils puissent réussir leur vie.

M. CHIRAC. — Je ne vous surprendrai pas, M. Fabius, en vous disant que je n'ai pas été séduit, ni surtout convaincu. Personne ne peut contester que la France est, aujourd'hui, affaiblie et inquiète ; elle le manifeste d'ailleurs régulièrement lorsqu'elle porte un jugement sur votre politique, sur l'action du gouvernement et sur le président de la République. J'espère que vous donneriez quelques précisions sur les données actuelles de la situation et sur l'avenir. Je n'ai pas l'impression que vous ayez dit la vérité sur le chômage ; je n'ai pas l'impression que vous ayez dit la vérité sur les impôts, les charges, les taxes de toutes natures qui paralysent notre société ; je n'ai pas l'impression que vous ayez dit la vérité sur le budget, pas plus que le pays n'ait eu l'impression que vous disiez la vérité dans cette lamentable affaire du Rainbow Warrior qui, permettez-moi de vous le dire, ne correspondait pas du tout, dans l'attitude que vous avez eue, à l'idée que je me fais de la dignité d'un premier ministre (...).

J'ai essayé de dire ce que nous proposons : ce que nous proposons pour un pays qui est un pays de plus en plus assisté et contrôlé : il faut une rupture complète avec le socialisme, ceci est ma conviction très profonde ; il faut encourager ceux

qui travaillent ou ceux qui veulent travailler et ne pas les charger de chaînes, comme vous le faites en permanence, sauf dans vos discours permanents : il faut une équipe nouvelle, il faut un gouvernement qui, demain, j'en suis sûr, si l'opposition gagne, sera composé essentiellement d'hommes et de femmes nouveaux.

M. Fabius, il faut rendre la confiance et l'espoir à nos concitoyens. Vous avez été incapables de le faire : vous nous avez promis le bonheur, vous nous avez donné la rigueur, mais cette rigueur qui s'impose aujourd'hui est une rigueur sans liberté et, par conséquent, sans espoir, sans capacité d'en sortir ; vous avez voulu avoir un langage jeune, et c'était un langage de petit vieillard. M. Fabius, en réalité, vous avez raté et démontré que le socialisme était une idée qui ne marchait pas, c'est le seul élément bien positif de l'expérience que vous avez menée.

Je reprendrais simplement une phrase de François Mauriac, en 1957, jugeant, à l'époque, aussi un gouvernement socialiste et qui disait : « Le gouvernement socialiste actuel, livre d'échecs jusqu'à l'euphorie... ». C'est un peu, M. Fabius, l'impression que vous m'avez donnée ce soir.

## Greenpeace

L'affaire Greenpeace n'avait été que curieusement évoquée au début des échanges.

« Vous croyez que l'affaire de Greenpeace a renforcé la position de la France ? », avait demandé M. Chirac.

« Vous croyez que c'est en jetant de l'huile sur un feu qui est en train de mourir qu'on se renforce soi-même ? », avait rétorqué M. Fabius.

« Je n'ai pas jeté de feu », avait ajouté M. Chirac.

Le premier ministre n'est revenu sur cette affaire qu'au terme de l'émission, quand M. Chirac, dans sa conclusion, l'a évoquée de nouveau. Le président du RPR l'ayant autorisé à l'interrompre, M. Fabius a indiqué : « C'est une affaire très pénible, un coup tordu, comme on dit. Les responsabilités ont été établies, les sanctions ont été prises... Pour le reste, le problème était de savoir :

1° Si nous voulions ou non avoir une politique nucléaire et continuer nos essais. La réponse est oui ;

2° Si nous voulions avoir des services secrets qui marchent. La nomination du général Imbat, la suppression d'Aspratta, la création du 11<sup>e</sup> choc, voilà nos réponses.

« Pour le reste, en matière de vérité, l'affaire Greenpeace m'a beaucoup heurté, mais au moins a-t-on cherché la vérité, ce qui, ni dans l'affaire de Broglie, ni dans l'affaire Fantanant, ni dans d'autres affaires n'a été malheureusement le cas. »

M. Chirac lui a répondu : « Je ne voulais pas développer l'affaire Greenpeace. Je disais simplement que votre comportement n'avait pas été celui que j'attendais du premier ministre de la France. M. Mitterrand, dans son livre Politique II, disait : « Le code de l'honneur maritime » oblige tout commandant de navire qui perd son bateau à rendre compte », et il ajoutait : « Il en va de même pour les hommes politiques. Lorsque » Alexandre de Yougoslavie fut » assassiné à Marseille, le président du conseil, Albert Sarraut, qui n'y était pour rien, » donna aussitôt sa démission. » J'ai assumé vos fonctions, je sais comment fonctionnent les services secrets... (...) Je puis vous dire que votre attitude, que n'a convaincu personne, en France, qui, hélas ! n'a pas grandi l'image de marque de la France dans le monde, n'a pas été celle qui correspondait, en tous les cas, à l'idée que je me fais de la fonction. Passons... »

## C'est faux, c'est faux !

Le débat a été émaillé d' interruptions et d'échanges rapides, parfois vifs, dont voici quelques exemples :

M. FABIUS. — On m'avait dit : « Tu vas rencontrer Jacques Chirac, il procède par affirmations, il cogne, il affirme et il ne démontre pas... ». Je ne vais pas passer mon temps, lorsque vous dites des choses exagérées ou mensongères, à démontrer à chaque fois l'exagération ou la mensonge, sinon j'y passerai tout mon temps et nous ne pourrions pas avancer comme vous le souhaitez.

Je révélerai simplement des inexactitudes, des déformations ou parfois malheureusement des mensonges.

M. CHIRAC. — Monsieur Fabius, et moi ou le choc... cela a été développé dans le passé...

M. FABIUS. — Nous sommes attachés à l'indépendance nationale...

M. CHIRAC. — Cela est nouveau...

M. FABIUS. — Ce n'est pas nouveau.

M. FABIUS. — Vous dites vraiment n'importe quoi là-dessus. Vous dites vraiment n'importe quoi.

Où, enfin des affirmations absolument pas démontrées et dont la quasi-totalité est fautive.

M. CHIRAC. — ...Qu'est-ce que ne vous convient pas dans l'émission ?

M. FABIUS. — C'est qu'il aurait fallu prendre — ce que nous faisons aujourd'hui avec l'Espagne — les précautions avant : il vaut mieux prendre les précautions avant plutôt que de négocier...

M. CHIRAC. — Lesquelles ?

M. FABIUS. — ...Plutôt que de négocier n'importe quoi...

M. CHIRAC. — ... Mais les- quelles ?

M. FABIUS. — ... En particulier sur le domaine agricole... Plutôt que de négocier n'importe quoi...

M. CHIRAC. — ... Les- quelles ?

M. FABIUS. — Je continuais...

M. FABIUS. — ... Je ne peux pas lui laisser dire cela... J'emploie un mot neutre pour être poli : c'est contre-vérité...

M. FABIUS. — Arrêtons-nous...

M. CHIRAC. — ... Laissez-moi terminer, monsieur Fabius...

M. FABIUS. — ... Non, c'est un très bon exemple...

M. CHIRAC. — ... C'est insupportable... Je parle, vous suivez la parole après...

M. FABIUS. — ... Calmez-vous... Ne vous énervez pas... Calmez-vous...

M. CHIRAC. — ... Vous parlez quand j'aurai terminé...

M. FABIUS. — ... Calmez-vous... Il n'y a pas besoin de s'énerver... Gardez votre calme...

M. FABIUS. — ... Ecoutez, j'ai rencontré beaucoup de menteurs dans ma vie, mais alors là...

M. CHIRAC. — ... Vous êtes sérieux, monsieur Fabius ?

M. FABIUS. — ... Tout à fait, tout à fait. Vous voulez que je vous dise le jugement que portait M. Barre lorsqu'il vous a succédé...

M. CHIRAC. — ... Je voudrais surtout que vous me citiez des chiffres un peu plus réalistes, ce serait plus vrai...

M. CHIRAC. — ... Quant à M. Barre...

M. FABIUS. — ... Oui, parlez-en, là ! Sens rictus...

M. CHIRAC. — Si véritablement il était si mécontent de la

façon dont était gérée la France, n'oubliez pas qu'il a été mon ministre pendant toute cette période, il aurait pu démissionner, c'est ce que j'ai fait, moi, quand je n'ai pas été satisfait. S'il n'a pas démissionné, j'imagine qu'il approuvait la politique qui était conduite par mon gouvernement ?

M. FABIUS. — ... C'est une partie de ping-pong entre vous, mais, moi, je n'y suis pour rien du tout... Et vous dites que vous allez gouverner avec les baristes ? Bon, très bien !

M. FABIUS. — ... C'est faux, c'est faux !

M. CHIRAC. — ... C'est peut-être faux, mais c'est le rapport...

M. FABIUS. — ... Votre affirmation est fautive...

M. CHIRAC. — J'ai l'article ici, si vous le voulez, je peux en donner lecture...

M. FABIUS. — ... Votre affirmation est fautive... votre affirmation est fautive...

M. CHIRAC. — ... Je donne donc lecture du rapport...

M. FABIUS. — ... Allez-y...

M. FABIUS. — ... Il n'y a pas de quoi rire !

M. CHIRAC. — ... Ce qui me fait rire, ce n'est pas le chômage, naturellement, c'est la façon dont vous présentez les choses, qui est, comme toujours, truquée.

M. CHIRAC. — ... Vous avez une eutectique fantastique monsieur Fabius !

M. CHIRAC. — ... Vous avez vraiment un toupet monté, monsieur Fabius...

M. FABIUS. — ... Calmez-vous, ce n'est pas parce que vous avez trois fois plus d'inflation que moi qu'il faut parler trois fois plus fort, calmez-vous !

## Restauration pénale

C'est une véritable restauration pénale que M. Chirac a annoncée, beaucoup plus expéditive et radicale que ce qu'on peut lire dans le Pacte RPR pour la France. En matière de justice et de sécurité, ce pacte se résumait, pour l'après-mars 1986, dans un flou relatif. Sur TF1, le président du RPR a été beaucoup plus précis : rétablissement, « en l'adaptant », de la loi anti-casseurs ; création, abandonnée par la gauche, d'une certaine identité infalsifiable ; institution d'une juridiction de la nature de la Cour de sûreté de l'État et réouverture des quartiers de sécurité. Il ne manque à cette énumération que le rétablissement des tribunaux militaires et de la peine capitale, à propos de laquelle M. Chirac a été là aussi et une nouvelle fois très précis : « Je suis contre. »

La détermination de M. Chirac à revenir sur les réformes pénales entreprises par M. Badinter échappe l'autre information de la soirée, livrée, celle-là, par M. Fabius : « Le nouveau code pénal va être déposé incessamment, au Parlement. La surprise est d'autant plus grande que le 10 octobre, au micro de

CFM, lors de l'émission « Le Monde reçoit », le garde des sceaux avait déclaré que ce projet ne faisait plus l'objet d'une priorité absolue à l'échelon des comités interministériels.

Les quelques trois cent cinquante articles du nouveau code franchiront donc bientôt le cap du conseil des ministres pour aboutir sur le bureau de l'Assemblée nationale, où il est exclu, cependant, qu'ils soient discutés par la majorité actuelle, étant donnée l'ampleur du projet.

Ce texte, tel qu'il est sorti de la plume de M. Badinter, est une œuvre libérale et moderniste destinée à remplacer le vieux code de 1810. Il s'inscrit dans la tradition pénale française telle qu'elle s'est perpétuée jusqu'à M. Peyrefitte. Plusieurs points cependant restent en discussion, notamment la durée de la peine de « sûreté » applicable aux condamnés à perpétuité. Fixer-on à vingt ans ou vingt-cinq ans, voire à plus, la période au cours de laquelle ces condamnés ne pourront obtenir de libération conditionnelle ou de permission de sortir ?

B. L. G.

EXCLUSIF  
SUR EUROPE 1

## SONDAGE SOFRES-EUROPE 1

RÉALISÉ LUNDI SUR UN ÉCHANTILLON DE 800 PERSONNES  
AYANT REGARDÉ LE DÉBAT

# MATCH FABIUS-CHIRAC QUI A GAGNÉ ?

RÉPONSE MARDI MATIN  
EN EXCLUSIVITÉ SUR EUROPE 1  
À PARTIR DE 6 H 30

# EUROPE 1



# LE FACE-A-FACE TÉLÉVISÉ ENTRE M. FABIOUS ET M. CHIRAC

## Combat de coqs

Le degré combat de coqs de la politique : tel a été le face-à-face entre MM. Fabius et Chirac ; et c'est dommage ! Dans un pays où les discours et les hommes politiques eux-mêmes font l'objet d'un certain crédit, il n'était guère utile d'opposer les « mensonges » de l'un aux « trahisons » de l'autre ; sur une scène politique où deux hommes, MM. Raymond Barre et Jean-Marie Le Pen, jouent précédemment avec succès de ce relatif rejet des autres, il n'était guère habile de se lancer l'enlèvement. De ce point de vue, il n'y a — hélas — rien de neuf sous notre soleil politique.

Et pourtant, que nous sommes loin des face-à-face d'antan, c'est-à-dire d'il y a seulement quatre ans ! Hier, — avant 1981 — tout débat politique entre la droite et la gauche était centré sur la sempiternelle question du changement de société. La gauche, c'était au choix — si l'on ose dire — le goulag, le collectivisme,

la fin des libertés ; la gauche protestait, bien sûr, mais elle promettait la « rupture » avec l'ordre ancien.

Cette fois, la seule véritable discussion entre les deux hommes a tourné autour de la dénationalisation... Et c'est M. Fabius qui a donné une leçon de libéralisme : « L'économie doit être souple, monsieur Chirac... »

Le fait que le changement radical de société ne soit plus à l'ordre du jour illustre à la fois la mutation d'une société, la révolution culturelle de la gauche et le transfert vers la droite, ou le recentrage, comme on voudra, du débat idéologique. Cette dernière change évidemment en profondeur le jeu politique, laisse toutes ses chances à la « cohabitation » et rend encore moins acceptable — parce qu'elle en renforce le caractère désuet — le comportement de nos deux champions.

D'autant moins acceptable qu'il restait possible, et nécessaire, d'aller au fond sur les enjeux de la société, au premier rang desquels prend place la querelle de l'immigration. MM. Fabius et Chirac n'ont traité que l'aspect politique de la question ; aucun n'a osé, sur ce sujet, prendre l'opinion à rebrousse-poil, ce qui revient à créditer M. La Pen du mérite de poser les vraies questions, voire à proposer de vraies solutions (M. Fabius n'a pas contredit le souhait de M. Chirac de voir expulsés les immigrés chômeurs).

De même, malgré les invitations répétées des témoins, Pierre-Luc Séguillon et Anne Sinclair, l'avenir de la protection sociale n'a pas été abordé. Il n'était certes pas inutile d'entendre et de réentendre M. Chirac affirmer qu'il ne gouvernerait pas avec M. La Pen, et M. Fabius qu'il ne pourrait pas — « c'est restant sur leur ligne actuelle » — gouverner avec les communistes. Il était inté-

ressant de constater à quel point l'« attention » n'est plus l'apanage des socialistes, mais il était décevant et inquiétant de relever que, en matière de politique économique, les mots d'ordre ou les slogans ont la vie dure. Bien malin qui pourra après ce face-à-face préciser les moyens de la reprise promise par M. Chirac s'il revient au pouvoir.

### Image, image...

Chacun a prêté privilège à son propre image, ou plutôt à ce qu'il a cherché à atteindre l'image de son vis-à-vis. Et c'est là que réside l'erreur la plus lourde : elle est, pour l'essentiel, imputable à M. Fabius. Le premier ministre a voulu changer sa propre image en cours de route ; de premier ministre gouvernant sagement, il s'est métamorphosé en meneur de campagne électorale ; élégant, calme, pratiquant à merveille l'art de l'esquive, il s'est brutalement transformé en un combattant viril, certes, mais aussi, condescendant, et, pour tout dire, tel qu'en lui-même, c'est-à-dire trop sûr de lui. Comme M. Giscard d'Estaing en 1981, face à M. Mitterrand, il a peut-être cru qu'étant le meilleur à la télévision il lui suffirait d'être face à son adversaire pour lui faire mettre un genou à terre.

Comme M. Giscard d'Estaing, il avait surtout à ce point intérieur la défaite électorale qu'il a, *à posteriori*, placée M. Chirac dans la meilleure position qui soit, celle d'avoir à répondre de l'avenir. Or non seulement M. Fabius n'a pas assumé son propre bilan — ou plutôt celui de la gauche, — mais il n'a pas su contrôler le débat. On comprend bien que le premier ministre veuille changer de terrain ; tant que l'opinion continuera d'apprécier les socialistes en fonction des espoirs de 1981, ces derniers ont peu de chances de retrouver ses faveurs. Il n'est donc pas politiquement absurde, au contraire, de vouloir faire porter la discussion sur l'après-86 : encore faut-il (comme il l'a tenté de le faire dans la première partie du face-à-face) accorder l'idée que cette même opinion aurait tout intérêt à refuser l'aventure « chiraquienne ». MM. Rocard et Jospin devraient en tirer, pour la suite de la campagne, quelques enseignements.

Car c'est un Jacques Chirac plus prudent, plus retenu qu'à l'ordinaire (bien que sur certains points, aussi prompt à la « démagogie », comme dirait M. Barre, qu'à l'accoutumée), qui pourrait bien être le bénéficiaire de l'opération. Il est vrai qu'il paraît d'assez bas pour ne pas profiter du fait même de pouvoir parler au nom de toute l'opposition. Au fond, M. Chirac ne sort vainqueur que parce que M. Fabius n'a pas su gagner.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

## Précisions

### LE TAUX D'INFLATION.

Selon M. Chirac, il y avait « 14 % », même un peu plus, de hausses des prix quand il a été nommé premier ministre, le 27 mai 1974, et 8,5 % quand il est parti deux ans après, le 25 août 1976. Selon les chiffres de l'OCDE, le taux d'inflation est, en moyenne, de 7,3 % en décembre 1973, 8,5 % en mai 1974 et de 9,7 % pour les six premiers mois de 1976. D'autres modes de calcul sont possibles. Ils conduiraient tous à constater que le taux d'inflation a diminué entre mai 1974 et août 1976 ; même si ce n'est pas dans les proportions indiquées par M. Chirac.

### L'IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES (IGF).

En 1985, il a rapporté 5 milliards de francs, dont 4 milliards au titre des patrimonies déclarés et 1 milliard à celui des placements anonymes. Sa mise en place a nécessité l'embauche de 600 fonctionnaires, représentant un coût maximum de 90 millions de francs. On peut y ajouter le temps passé par les fonctionnaires du fisc déjà en place (difficile à chiffrer, car ces agents sont le plus souvent polyvalents) s'occupant, notamment, d'impôts directs. Entre, également, en ligne de compte le temps passé par les contribuables et leurs conseils, appointés pour faire leurs déclarations. Il est cependant très difficile d'affirmer que cet impôt a coûté plus cher qu'il n'a rapporté.

### LES ACHATS ÉTRANGERS SUR LES ACTIONS DE SOCIÉTÉS DÉNATIONALISÉES.

La législation actuelle interdit de vendre directement à des étrangers, sans autorisation officielle, plus de 20 % du capital d'une entreprise. Mais rien n'interdit, en théorie, à des intérêts étrangers d'acheter des titres de ces sociétés à la Bourse de Paris. La réglementation oblige néanmoins les acheteurs à se déclarer lorsque leur acquisition atteint 10 % du capital d'une société, ce qui permettrait, peut-être, aux pouvoirs publics de préparer une riposte. Un moyen peut être utilisé pour conjurer la menace d'une mainmise, c'est l'émission de certificats d'investissement, dont le droit de vote est attribué à l'actionnaire existant et le droit au dividende réservé à l'acquéreur, comme le font les Suisses.

### DETTE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE.

Il est exact que la dette « nette » de la France, c'est-à-dire déduction faite de ses créances à moyen et long terme sur l'étranger (environ 230 milliards de francs, soit 29 milliards de dollars), rapportée à sa richesse nationale (produit intérieur brut, est de l'ordre de 10 %. Elle est inférieure à celle du Canada (34 %), de l'Allemagne fédérale, du Royaume-Uni, du Japon et de l'Italie (15 %). En revanche, une part appréciable de ces créances (300 milliards de

francs, soit 35 milliards de dollars) risque d'être plus ou moins « gelée », comme dans le cas de la Pologne, de l'Amérique latine et de l'Afrique. En outre, en ce qui concerne le Canada, par exemple, beaucoup d'emprunts extérieurs ont été effectués pour financer des investissements, ce qui n'a pas été fréquent en France. L'Allemagne et le Japon ont une balance des paiements excédentaires qui leur permet de réduire leurs dettes, tandis que la Grande-Bretagne bénéficie de ses ventes de pétrole brut.

### LES STATISTIQUES DU CHÔMAGE.

M. Chirac a indiqué qu'avec + 5,5 %, la France avait connu la plus forte augmentation du chômage dans la CEE en septembre 1985, mais il ne s'agit que de la progression sur un mois ; d'août à septembre. Sur un an, de septembre 1984 à septembre 1985, le chômage dans la CEE (moins la Grèce) a augmenté de 2,6 % contre + 0,8 % pour la France, + 8,5 % pour l'Irlande, + 8,1 % pour l'Italie, + 5 % pour la RFA et + 1,9 % pour la Grande-Bretagne. M. Fabius a affirmé qu'en 1980, la France avait un taux de chômage (par rapport à la population active) supérieur à celui de la CEE, ce qui n'était plus le cas aujourd'hui. En décembre 1980, en effet, le taux de chômage était de 7,2 % pour la CEE (+ 27,3 % en un an) et de 7,3 % pour la France (+ 11,1 %). En septembre 1985, le taux de chômage dans la CEE était de 10,8 % et le taux de chômage en France de 10,5 %.

Lorsque M. Chirac est devenu premier ministre, en mai 1974, il y avait, en données corrigées des variations saisonnières, 420 000 demandeurs d'emploi. En août 1976, lorsque M. Chirac a démissionné, on en comptait 961 700. Le nombre de demandes d'emploi non satisfaites a plus que doublé pendant la durée de son gouvernement, alors que les offres d'emplois diminuaient de 45 %.

L'autorisation administrative de licenciement (loi du 3 janvier 1976) qui évocait M. Chirac est accordée dans 98 % des demandes déposées par les entreprises qui représentent plus de 50 % des salariés à licencier, dans un délai de sept jours renouvelable une fois. Nombre de délais ont été rallongés par des conventions collectives. En 1984, l'INSEE et le commissariat général du Plan ont réalisé une simulation, à laquelle s'est référé M. Fabius, sur les effets d'une suppression de l'autorisation administrative de licenciement (le Monde du 11 juin). La première année, la France, selon cette simulation, perdrait 186 000 emplois et le chômage augmenterait de 101 000 personnes. Il faudrait attendre 1992 pour retrouver un solde d'emplois créé positif dans l'industrie, et 1995 pour faire le même constat dans le secteur non industriel. L'augmentation du chômage s'arrêterait en 1993 et, en 1998, on obtiendrait 22 000 chômeurs de moins.

## Au-delà des chiffres

(Suite de la première page.)

A ce public au départ sceptique, les deux champions ont demandé de les départager en brandissant des chiffres. On serait curieux de savoir combien de téléspectateurs auront changé d'avis sur l'un ou sur l'autre, à l'annonce de ces statistiques dont Diderot disait déjà, il y a un siècle, qu'elles étaient le superlatif du mensonge. On aurait aimé les voir s'élever un peu et brasser une large vision de l'avenir. Ce n'est pas le style de Fabius et l'on avait dû mettre en garde Chirac contre cette propension au lyrisme qui donne facilement à son discours un caractère suranné.

Le combat des hommes devait nécessairement, dans ces conditions, prendre la pose sur la confrontation des idées. Le plus éloquent était le plus jeune, ce qui est après tout naturel, mais il a laissé percer une morgue surprenante chez un homme de gauche. Elle pourrait, s'il n'y prend garde, lui nuire à l'avenir. Et il n'a pas réussi, contrairement à son vif espoir, à faire s'envoler son adversaire, dont le doux regard de myope, déformé des lunettes, et, plus d'une fois, démentit la réputation de caméléon. Il faut dire qu'il y a chez le maire de Paris un aspect radical-socialiste en bêtise-dress et, une fois sorti de l'arène, un tout autre homme.

Au-delà des piques et du discours technocratique — ce socialiste qui ne parle jamais du socialisme et ce gauchiste dénationalisateur et atlantiste sont tous deux des étonnements, — que reste-t-il de l'enfermement de démocratie, sinon le passage sur l'immigration, qui a fait apparaître un étonnant degré de consensus ? Comme c'est l'un des problèmes les plus sérieux qui se posent à notre pays, marquons ce jour d'une pierre blanche. Non que l'un ou l'autre ait proposé des solutions à l'échelle du défi posé, mais parce qu'on a senti chez tous deux non seulement une commune

hostilité au racisme, mais un commun refus de l'utiliser à des fins électorales. Disons que chez Fabius, qui est socialiste, c'est la moindre des choses, mais que chez Chirac, toujours menacé d'être déborder par le Front national, il y faut un courage qu'on aimerait voir relayer en toutes circonstances par ses troupes.

Ni d'un côté ni de l'autre, cependant, on ne peut s'en tenir là. Les bonnes paroles ou le silence n'effacent pas les réalités. Le Figaro-Magazine a publié, samedi, une enquête sur les perspectives de la France de l'an 2015, dont Georgina Dufour a trop vite dénoté le caractère à ses yeux « hitlérien » (lire page 40). Jean Raspail, auteur de l'étude, romancier de grand talent, se laisse certes entraîner par sa plume et par son imagination. Certains de ses chiffres sont contestables. Il exagère ce qui constitue à ses yeux la menace d'un tiers-monde dont il perd de vue qu'il est déchiré par ses luttes internes — la guerre irako-iranienne a fait à elle seule plus de 300 000 morts — et par son retard technologique. Il néglige ce phénomène décisif si bien relevé par Régis Debray dans ses *Empires contre l'Europe*, qu'est « Le divorce de Marx et de Mahomet ». Il ignore presque la fabuleuse montée en puissance de l'extrême Asie.

Mais il est vrai, comme le relève cette semaine l'Economiste, que la « libération » du monde tend à s'étendre, ce qui signifie que les communautés d'origines, de conditions et de convictions différentes ont de plus en plus de peine à cohabiter. Il est non moins vrai que le décalage démographique grandissant entre les deux rives de la Méditerranée risque de susciter des antagonismes dramatiques si l'on ne trouve pas les moyens de les prévenir ; Alfred Sauvy avait déjà tiré, il y a longtemps, la sonnette d'alarme dans nos colonnes à ce sujet (2).

ANDRÉ FONTAINE.

(2) Le Monde daté 25-26 mai 1980 et 7 janvier 1984.

## Les réactions

### Cherchez la différence !

Pas de différence : tel est le jugement porté aux bords extrêmes du champ politique par la prestation de MM. Chirac et Fabius. « Cela n'avait rien à voir avec un vrai débat ; c'était un débat trompeur », a estimé M. Jean-Claude Goyet, secrétaire du comité central du RPR.

Pour M. Goyet, « sur le plateau, il y avait deux personnages différents, deux ambassadeurs personnels, mais uniquement une politique, celle de l'austérité, que l'un et l'autre veulent poursuivre. Menée par la droite avant 81, cette politique a entraîné le pays dans la crise, sur la voie du déclin et du chômage massif. Depuis, la situation s'est aggravée avec le Parti socialiste ».

« Le CNPF était en coulisses. Il devait se froter les mains, a encore déclaré M. Goyet. C'est lui le gagnant du show Fabius-Chirac. Dans l'Humanité du 28 octobre, Jacques Couillard écrit qu'il ne pouvait y avoir de débat réel entre deux champions de la priorité au profit ».

Réaction analogue à l'extrême droite : « Rien de fondamental ne se joue, le premier ministre de François Mitterrand du possible, futur premier ministre du président de la République », a estimé, dimanche soir, M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national.

Pour M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, « M. Chirac a gagné parce qu'il a informé, démontré, proposé, alors que Laurent Fabius, durant toute l'émission, s'est contenté d'interroger, d'interrompre, de harceler ».

Pour M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, le premier ministre a « fait la preuve de la maîtrise qu'il manifeste dans la

conduite des affaires de notre pays ». Au contraire, a-t-il ajouté, « Jacques Chirac a démontré que la droite s'enferme dans une attitude doctrinaire et irréaliste ».

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, a estimé que, sur les questions « du chômage, de l'insécurité et de l'immigration », M. Fabius avait « parlé plat et fait du sentimentalisme larmoyant ».

Selon M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, « Laurent Fabius a pris son ton à la limite de l'insolence et, à mon avis, il a sûrement accru la désaffection d'un électeur centriste qui a pu à un moment voter socialiste ».

le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**LA JEUNESSE**

Envoyer 33 F (timbre à 1 F en plus) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé, ou 130 F pour l'abonnement annuel (100 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

**MESSIEURS ÉVITEZ LA CALVITIE**  
MÉTHODE UNIQUE EN FRANCE PROPOSÉE PAR DOMINIQUE LAVIGNE  
INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 281 rue Saint-Honoré 75001 Paris - 06 65 40 22  
Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10 h 30 à 19 h 30. Visites et contrôles gratuits.

**EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA**  
LONE MOUNTAIN CAMPUS, SAN FRANCISCO, CALIFORNIA  
**MBA** Master of Business Administration  
Reconnu par l'état de Californie. Programme intensif en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.  
Reentrée universitaire : Janvier et Septembre.  
**AMS** American Management Studies  
Sessions de deux mois pour les diplômés de l'enseignement supérieur et les professionnels : Marketing, Information Systems, Finance, International Business, Management.  
EUA Centre pour l'Europe, 31 Galerie Montpensier, Paris 75001 France - Tél. : (1) 42 96 45 11  
**3<sup>e</sup> CYCLE** Programme intensif préparant au Master of Business Administration - à Paris et à San Francisco.  
**2<sup>e</sup> CYCLE** Cours spécifique préparant au MBA - à Paris et à San Francisco.  
EUA, Établissement Libre d'Enseignement Supérieur  
3, Impasse Royer Collard (Métro Luxembourg), Paris 75005  
Tél. : (1) 46 34 66 06

Philippe Messine  
**LIBERTÉ ÉGALITÉ MODERNITÉ**  
Promesses et menaces de la modernisation  
Un essai décapant qui invite la gauche à se débarrasser des vieux dogmes et dissipe les illusions du néo-libéralisme. Par un haut fonctionnaire qui a appartenu à plusieurs cabinets ministériels depuis 1981.  
80 francs  
Éditions La Découverte

Neuf et volés  
Treize Pak pour tri  
La Découverte

هناك ان لا شيء



هناك انت الاعمال

CHIRAC

ons

# société

AU MUSÉE MARMOTTAN A PARIS

## Neuf chefs-d'œuvre de Monet et de Renoir volés en plein jour par des gangsters armés

Cinq malfaiteurs ont fait irruption dimanche 27 octobre, dans le musée Marmottan à Paris, et, sous la menace de leurs armes, se sont emparés de neuf tableaux impressionnistes représentant une valeur de plus de 100 millions de francs, parmi lesquels des toiles de Claude Monet, dont *Impression, soleil levant*, et de Renoir.

Il est un peu plus de 10 heures dimanche. Le musée, un ancien hôtel particulier où se trouvent une cinquantaine de toiles de Claude Monet, vient d'ouvrir. Parmi une quarantaine de visiteurs, des étrangers pour la plupart, se glissent deux jeunes hommes qui payent leur ticket d'entrée comme tout le monde. Ils se dirigent vers un instant plus tard par trois autres malfaiteurs (dont un masqué), qui font irruption dans une salle du musée.

Très rapidement, les cinq gangsters enfilent dans un cabot, sous la menace de leurs armes, les neuf gardiens du musée et regroupent la quarantaine de visiteurs dans une salle. Trois membres du « commando » se précipitent alors dans la « Salle Monet », au sous-sol, pour y décrocher trois toiles dont *Impression, soleil levant*. Puis ils remoncent dans la salle du rez-de-chaussée pour y décrocher d'autres toiles, cassant une petite vitrine pour en sortir deux tableaux de petit format. Les gangsters consistent parfaitement la disposition des salles et choisissent sans hésitation les tableaux. Peu après, une responsable du musée dira : « Ce sont des connaisseurs, ils savaient ce qu'ils étaient venus chercher ».

Leur forfait accompli, les cinq hommes repartent aussitôt vite qu'ils étaient venus, en emportant les toiles dans le coffre ouvert d'une voiture grise, garée en double file. En tout

et pour tout, l'opération aura duré moins de dix minutes.

La tâche des malfaiteurs a été facilitée par l'impossibilité de mettre en œuvre le système d'alarme. Dans la journée, en effet, celui-ci n'est pas branché car, selon un des gardiens, « il pourrait y avoir, en raison des visiteurs, des fausses alertes ». Dans ces conditions, la sécurité des toiles, exposées dans quinze salles réparties sur plusieurs étages, n'est assurée que par neuf gardiens non armés. La nuit, en revanche, tous les tableaux, ainsi

que les portes et les fenêtres du musée sont branchés sur un système d'alarme relié au commissariat le plus proche.

Jusqu'à présent, le musée Marmottan n'avait été victime que d'un vol, à la sauvette celui-là. En 1981, une miniature avait été décrochée également en plein jour devant des visiteurs, mais, cette fois-là, par un homme sans arme.

L'enquête est menée par la brigade de répression du banditisme. Selon les experts, les toiles dérobées sont considérées comme invendables. Dès lors, plusieurs hypothèses

sont avancées : dissimulation des tableaux pendant plusieurs années pour les remettre ensuite sur le marché en espérant que l'affaire sera oubliée ou encore vente à un riche amateur maniaque qui les gardera dans son « musée secret », cachés de la vue de tous. En revanche, le rachat à l'assurance serait l'opération la plus probable. Certains n'excluent pas l'hypothèse d'une action organisée par un groupe terroriste désireux d'attirer l'attention de l'opinion publique.

### Les toiles dérobées

Neuf toiles ont donc été volées à Marmottan, et parmi elles la plus célèbre des peintures impressionnistes, celle qui e donné, dit-on, son nom au mouvement : *Impression, soleil levant*, de Claude Monet, une vue du port du Havre peinte en 1872, qui serait plutôt d'ailleurs un coucher de soleil et qui avait été exposée à la première exposition impressionniste en 1874.

Quatre autres Monet ont disparu : *Carrille Monet et sa cousine sur la plage de Trouville* (1870), *Champ de tulipes en Hollande* (1888), *Le Portait de Poly, pêcheur à Belle-Ile*, une toile également célèbre, enfin le *Portrait de Jean Monet*.

A cet ensemble d'une valeur considérable, officiellement estimable, « l'impression » ayant une valeur symbolique, il faut ajouter deux Renoir : une *Baigneuse assise sur un rocher* (1882) et un

*Portrait de Monet, la Femme à l'éventail*, de Berthe Morisot, et un *Portrait de Manet*, par Manet.

On peut difficilement estimer le montant du vol, de toute façon supérieure à 100 millions de francs, comme l'a déclaré le peintre et conservateur du musée Marmottan, Yves Brayer.

Pour en juger on peut rappeler quelques ventes récentes : comme celle d'un petit tableau de Nymphéas de Monet, qui a atteint, en novembre 1984, à New-York, 7 700 000 francs, ou celle de Nymphéas de grand format, vendu 19 200 000 francs. Quant aux Baigneuses de Renoir, un plus petit format qui a été adjugé à Londres à près de 20 millions de francs ; un portrait également de Renoir avait atteint, en 1984, à Drouot, 4 millions de francs.

### A L'ORIGINE DE L'IMPRESSIONNISME

Le musée Marmottan, installé dans un petit hôtel particulier du dix-neuvième siècle, 2, rue Boilly, a été créé en 1934 à partir de la donation Paul Marmottan à l'Académie des beaux-arts qui en est toujours la propriétaire. Il est constitué de trois départements distincts : un musée d'ambiance Premier Empire réuni par Jules Marmottan et son fils Paul, les deux directeurs des mines de Bruay un département de primitifs flamands et hollandais auquel est venue s'ajouter, en 1981, la donation d'œuvres de la collection Wildenstein ; enfin le département des peintures impressionnistes constitué de la donation Donop de Monchy, d'une part (elle comprenait six Monet dont *Impression, soleil levant* et la *Femme à l'éventail*, de Berthe Morisot, deux des toiles volées, d'autre part du legs Michel Monet, le fils du peintre, comprenant les tableaux dont son père n'avait pas voulu se séparer. C'est pour accueillir cet ensemble que le musée avait été agrandi en sous-sol par l'architecte Carli.

## DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES Des réfugiés basques ont manifesté malgré l'interdiction préfectorale

(De notre correspondant.)  
Beyonne. — Malgré l'interdiction préfectorale, une marche organisée par les comités d'entraide aux réfugiés basques parcourent, depuis samedi 26 octobre, les villages du Pays basque français. Les marcheurs, dont le nombre oscille entre quinze et cinquante, jouent à cache-cache avec les gendarmes qui ont pour ordre de faire appliquer l'interdiction prise par le préfet des Pyrénées-Atlantiques « pour des motifs d'ordre public et afin de prévenir d'éventuels attentats de la part du GAL ». Lors des deux premières étapes, plusieurs manifestants ont été arrêtés et contraints de continuer leur route en voiture. Ils en sont redescendus hors la pré-

sence des gendarmes pour reprendre leur marche à pied.

La marche a pour objet de réclamer le « droit pour les réfugiés de vivre au Pays basque » sans subir, précèdent-ils, les pressions de l'administration française (assignations à résidence ou expulsions) et sans encourir les attentats meurtriers du Groupe antiterroriste de libération (GAL). Les manifestants considèrent que la situation qui leur est faite vise à isoler les plus « durs » d'entre eux, accusés d'être des dirigeants de l'ETA, et à les contraindre à déposer les armes sans avoir pu négocier, comme le réclame l'organisation clandestine.

Ph. E.

## DÉFENSE

### La Nouvelle-Zélande annonce un deuxième essai nucléaire français à Mururoa

Wellington (AFP). — La France a procédé, le samedi 26 octobre, à un deuxième essai nucléaire souterrain en trois jours à l'atoll de Mururoa (Polynésie française), a affirmé dimanche M. Geoffrey Palmer, premier ministre néo-zélandais par intérim (en l'absence de M. David Lange).

M. Palmer a indiqué qu'il s'attendait que la France procède encore à deux expérimentations pendant la campagne d'essais en cours, si celle-ci se déroulait comme les précédentes.

La charge avait une puissance trois fois supérieure à celle de l'explosion du jeudi 24 octobre, à laquelle assistaient MM. Fabius et Quilès, selon M. Palmer, qui l'a évaluée à 15 kilotonnes. M. Palmer a indiqué qu'il ne disposait pas d'informations lui permettant de déterminer si l'arme testée samedi était une bombe à neutrons.

L'organisation écologiste Greenpeace a exprimé son inquiétude

après le nouvel essai français. M. Gerd Leipold, coordinateur de la campagne antinucléaire de Greenpeace, s'est déclaré « choqué ».

« Nous n'abandonnons pas encore l'espoir de voir le gouvernement français revenir à la raison. Mais, évidemment, il faudra assez longtemps à la France pour comprendre que les essais nucléaires ne sont pas la meilleure façon de se faire des amis dans le Pacifique sud », a-t-il ajouté.

M. Leipold s'exprimait après l'arrivée à Auckland du remorqueur Greenpeace, qui a dû quitter Mururoa en raison d'une panne de propulsion. Les autorités néo-zélandaises ont renforcé les mesures de sécurité dans le port pour accueillir le navire de Greenpeace.

Un seul bateau de Greenpeace demeure au large de Mururoa, le voilier *Varangian*, après la saisie du *Vega*, qui avait franchi la limite des eaux territoriales.

A PARIS ET EN BANLIEUE

## Treize Pakistanais écroués pour trafic d'héroïne

Un important trafic d'héroïne en provenance de Madagascar vers Paris, l'Espagne et la Suisse vient d'être démantelé par l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRIS) : treize Pakistanais ont été interpellés à Paris et en banlieue et écroués.

L'enquête a commencé grâce à l'identification d'un Pakistanais arrivé à Paris en juillet dernier, signalé comme trafiquant d'héroïne. Aussitôt M. Claude Etienne, juge d'instruction à Nanterre, ouvrit une information judiciaire et très vite les policiers parvinrent à établir que ce trafiquant appartenait à un réseau dont les bases étaient installées à Madagascar. La drogue, toujours de l'héroïne, partait donc de l'île, parfois via la Réunion mais, le plus souvent, directement pour Paris. Transportée par différents passeurs, elle était ensuite partagée en trois parts : une pour le marché français, une autre pour celui de

l'Espagne, la troisième pour le marché suisse.

« Huit personnes écrouées à Saumur pour trafic de cocaïne et de fausse monnaie. — Huit personnes, toutes domiciliées dans le Maine-et-Loire, impliquées dans un trafic de cocaïne et de fausse monnaie, viennent d'être inculpées à Saumur de trafic de stupéfiants, de vols aggravés et d'émission de fausse monnaie et écrouées.

Mercrredi dernier 23 octobre, dans la région de Saumur, les policiers d'Angers, un terme de trois mois d'enquête et de filature, avaient interpellé vingt personnes et retrouvé au domicile de celles-ci près de cinq cents doses de cocaïne, plusieurs dizaines de kilos de baschich, plus d'un million de louis d'or, des fausses coupures de 500 francs, des bijoux, des dollars et environ un million de francs.

APRÈS AVOIR REVENDIQUÉ LE MITRAILLAGE D'UN COMMISSARIAT PARISIEN

## L'ex FLNC lance une campagne d'action contre la drogue

L'ex-FLNC a revendiqué, le samedi 26 octobre, dans un communiqué, le mitraillage du commissariat à Paris (15<sup>e</sup>) en riposte à la décision de l'épuration des militants de Lyon dans plusieurs centrales de France et à la condamnation d'A. Rissotto (Association d'aide aux prisonniers politiques corse) par le tribunal de Nice.

« Ces deux décisions, ajoute le mouvement nationaliste dissous, ne vont pas dans le sens de la mise en place d'un statut politique pour nos militants emprisonnés. »

Le mitraillage d'un commissariat du 15<sup>e</sup> arrondissement à Paris, pendant la nuit du 17 au 18 octobre derniers, n'avait provoqué que des dégâts matériels. Quant à la condamnation d'A. Rissotto, il s'agit d'une peine d'un an de prison avec sursis et d'un franc de dommages-intérêts infligé à un « jeune » Sisyphus poursuivi pour outrage à magistrats à cause de propos tenus lors d'un

meeting de l'Association le 18 novembre 1983.

De plus, ajoute le mouvement nationaliste, « la drogue faisant depuis quelques années des ravages considérables au sein de notre jeunesse (...), nous nous attaquons à ce problème dans les semaines et les mois qui viennent ». « Nous entendons, indique le communiqué, une campagne d'action contre ce fléau insurmontable (qu'il visera les lieux publics où se vend et où s'utilise la drogue, ainsi que les propriétaires de ces lieux et les dealers).

« Des lettres explicites seront envoyées aux uns et aux autres », annonce l'ex-FLNC, qui précise : « En cas de refus devant nos avertissements, ils devront s'apprêter à en assumer toutes les conséquences. »

Quant à la police, conclut le communiqué, nous lui conseillons de ne plus utiliser les filières de la drogue comme réseau de renseignement contre les nationalistes. »



“A Grenoble, avec Entré, je suis certain d'atteindre les plus hauts sommets”

“Ce qui m'a impressionné chez Entré, c'est leurs ambitions et les moyens qu'ils se donnent pour y parvenir. Leurs ambitions ? Conquérir le marché de la micro-informatique professionnelle, plus de 40% de croissance par an pour les 4, 5 ans à venir, en séduisant PME et PMI. Je les connais bien, pour avoir travaillé avec elles pendant plus de 20 ans. Je comprends leurs besoins. Et la réponse d'Entré à leurs problèmes me paraît la plus satisfaisante.

Cette réponse est simple et très performante. La création de centres Entré, intégrant le conseil, la formation, la distribution et le S.A.V. en micro-informatique professionnelle. Chaque entreprise trouve chez Entré, une solution bien adaptée à ses besoins. Enfin, pour être présent partout, Entré a mis en place un réseau de franchises. Et là encore, Entré fait preuve d'un grand professionnalisme : sélection rigoureuse des franchisés, conception et ouverture des centres, choix des meilleurs matériels, formation technique et commerciale, marketing, publicité. Aujourd'hui, dans le monde et en France, Entré c'est plus de 300 franchises déjà accordées dont 25 en France, avec un C.A. moyen, par centre déjà ouvert, de 1,5 M de dollars pour la 1<sup>re</sup> année et 2,9 pour la 2<sup>e</sup> année.

Alors, quand j'ai décidé d'ouvrir mon centre à Grenoble, ville très dynamique, je savais qu'avec Entré, je ne pouvais qu'atteindre les plus hauts sommets.”

Vous avez 1 million de francs, vous voulez devenir franchisé, appelez Entré France au (1) 45.74.97.77.

ENTRÉ COMPUTER CENTERS

## ROBERT MAGGIORI ET LA CHASSE AU BONHEUR

Comment vivre ensemble ? Dans la lignée de Jankélévitch, Robert Maggiori médite en philosophe sur l'époque, la morale et l'amour... Il y a peu de livres que l'on referme plus heureux et plus léger qu'en les ouvrant.

Roger-Pol Droit, Le Monde









# culture

## MUSIQUE

### LE RETOUR D'HOROWITZ

## Aux yeux du souvenir

15 h 30, samedi 26 octobre, au Théâtre des Champs-Élysées : veste bleu foncé, pantalon gris clair, poches blanches, il entre d'un pas paisible en pénétrant ses mains, tandis que le public debout l'acclame ; il s'assoit à son Steinway devant le rideau de fer doré ; les applaudissements redoublent ; il se relève, montre le piano en souriant, fait mine de jouer, se rassied et commence. Vladimir Horowitz est revenu à Paris, et l'on s'extasia, après tant de bruit et de gloire ces derniers temps, que cela paraisse naturel.

Le dos tendu, à demi penché, assez loin du clavier, il observe ses mains comme un pilote d'avion son tableau de bord, attentif au jeu de ses doigts qui exécutent la *Sonata en si mineur* (K.87) de Scarlatti, la plus élégante peut-être (qu'il erre-rait déjà il y a cinquante ans), comme la très douce confiance d'une reine mélancolique enfermée dans son château ; ni très passive ni douloureuse, mais liquide, rêveuse, avec ces notes graves qui subsistent à la pédale, elle donne sa tonalité au récit.

Tout le programme sera joué ainsi comme aux yeux du souvenir, dans une brume lointaine. Les mains de fer, naguère d'une violence incroya-

ble, rompues par tant d'années d'exercices et de conquêtes, les doigts courbés, aplatis, parfois comme recourbés, ne sont plus que volours et cristallins, palette impressionniste captant les couleurs d'un univers mou. Les lattes de la vie s'estompent, le désir d'épater ou de vaincre a disparu, et il ne reste que la poésie.

#### Un lac profond et noir

Après un second Scharlatti (K. 135), qui court délicieusement comme une fillette avec son écrou, vient le *Kristenstern* de Schumann : on se rappelle le merveilleux disque de 1969 (1), mais le paysage est ici tout différent, fêtré, pensif, plus tendre que passionné, avec tant de belles voix intérieures sortant d'un lac profond et noir, et de légères scherzos qui restent aujourd'hui dans le monde des *Scènes d'enfants*. Tout juste, à un moment, l'ardeur d'une déclaration provoque-t-elle un accent superbe, qui nous rappelle la poigne du vieux lion.

Deux *Etudes* de Scriabine ensuivent, dont l'op. 8 n° 12 qu'il a enregistré trois fois, flamboyante, « révolutionnaire » ; elle vient du fond de la mémoire, avec un phrasé

admirable de sobriété au milieu de mille couleurs tressaillantes, surgit tout à coup en pleine lumière avec les entrecroisements d'acier d'antan, puis disparaît dans le silence, fulgurant, ineffable.

Horowitz se lève souriant, agite son mouchoir en zigzag vers tous les balcons, ouvre les bras avec l'air de dire : « Mon Dieu, c'est tout naturel », à son tour applaudit le public, et quitte tranquillement la scène.

A l'entracte, c'est à peine si l'on a envie de parler, pour garder intacte cette impression de beauté sereine qui va à nouveau planer sur la seconde partie du récital : *Impromptu avec variations en si bémol*, de Schubert (nouveau à son répertoire), *Consolation*, *Impromptu* et *Valse oubliée*, de Liszt, jolies gravures romantiques aux sonorités quasi debussystes ; deux *mazurkas*, de Chopin, dont celle, très aimée, en fa mineur op. 7 n° 3 ; avec ce « canon sous les fleurs », qui, cet après-midi, résonne si loin.

Voilà, si se désaltérer dans la *Grande Polonoise en la bémol* ? Mais non, le ton reste retenu, le tempo relativement lent, les octaves régulières, sans effets brachiques ou ferraillants ; et pourtant la vision héroïque sourd toujours dans le halo

d'une virtuosité transcendente, qui n'est plus qu'une essence musicale.

Tel fut ce récital de confiance et de mémoire, qui différait sensiblement de la légende brodée autour de la carrière d'Horowitz. Rien en tout cas (si ce n'est cette *Réverie* de Schumann, désarticulée depuis si longtemps d'une manière qu'il vaut mieux ne pas qualifier) ne rappelait le pianiste irrégulier, fantasque, parfois superficiel et exhibitionniste, des mauvais jours. Peut-être jouera-t-il samedi prochain dans un tout autre climat, réveillant les fauves assoupis, mais nous garderons de lui cette image d'un bel automate ensablé, éternel.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Révisité par CBS, MP 39551 (disque et cassette), avec les *Scènes d'enfants* et la *Toccata*, ainsi que le fameux disque Scarlatti (MP 3972) et le coffret Chopin (trois disques, 79340).

\* Rappelons le récent livre sur Horowitz de Glenn Plaskin (*Le Monde* du 15 octobre), en déplorant la scandaleuse suppression des références (annonces pourtant page 10), qui interdit toute recherche et tout contrôle. *Deutsche Grammophon* publie prochainement de nouvelles interprétations du grand pianiste, gravées au cours d'un film qui va sortir sur les écrans américains.

## LE BUDGET DE LA CULTURE A L'ASSEMBLÉE

### Sondages et crédits à la hausse

La discussion du budget de la culture à l'Assemblée nationale, qui commence lundi 28 octobre, s'inscrit dans un contexte inhabituel. Elle suit immédiatement un colloque organisé par l'opposition à Lyon (*Le Monde* du 23 octobre) et surtout elle se trouve inévitablement influencée par les résultats d'un sondage de l'*Evénement* (1).

Selon ce sondage, la politique conduite par M. Jack Lang depuis 1981 se trouve très largement plébiscitée. Qu'en juge-t-on ? Les Français approuvent les grands travaux (66 % contre 18 %), souhaitent que l'actuel ministre reste en place, quel que soit le résultat des législatives en 1986 (51 % contre 15 %) ; ils estiment que le gouvernement a été équitable entre les artistes de gauche et de droite (48 % contre 17 %) ; ils trouvent le ministère utile (80 % contre 8 %).

D'une manière générale, l'action de l'Etat est approuvée, quels que soient les champs culturels, les domaines les plus mal perçus restant largement positifs : la mode (53 % contre 37 %) et le rock (48 % contre 41 %). Seules ombres, si l'on peut dire, au tableau : les Français ne voteront pas en fonction des positions « culturelles » des candidats (49 % contre 36 %). Ils sont d'autre part 11 % à estimer que des économies pourraient être faites en cas de nécessité (mais 32 % préféreraient

voir la démission serrer la ceinture). Enfin, ils inclinent à penser que c'est davantage aux communes d'organiser la culture (42 %) et moins à l'Etat (30 %).

La décentralisation était d'ailleurs le thème choisi habilement pour le colloque de Lyon. Une notion défendue avec clarté et précision par MM. Raymond Barre et Michel Guy, présidents de séance, et par quelques autres orateurs, soucieux de ne pas attaquer inconsidérément la politique de M. Lang. Se doutaient-ils déjà que même la question des grands travaux, qui est l'un de leurs chevaux de bataille favoris, n'est pas forcément un bon cheval à jouer ? C'est en tout cas moins leur principe que leur part dans le budget qui semble être mise en cause et qui va l'être sans doute à nouveau lors de la discussion à l'Assemblée.

Le ministre arrive en Palais-Bourbon mieux armé que jamais, malgré quatre ou cinq handicaps. Pour lui : un budget non seulement préservé de la rigueur mais en augmentation par rapport à 1984 : + 15,6 %, à structure constante (2) ; soit 9,9 milliards de francs contre 8,6 milliards en 1984 soit encore 0,96 % du budget national. On frôle le fameux 1 %. Le gouvernement a eu l'élémentaire prudence de ne pas altérer le budget 1985 par des régularisations budgétaires comme il l'avait fait les années précédentes, jetant un soupçon d'hypocrisie sur sa bonne volonté culturelle.

Les économies ne sont toutefois pas épargnées à la rue de Valois proprement dite, puisque ses dépenses de fonctionnement, déjà réduites de 2 % en 1985, le sont à nouveau de 3 %. Cette mesure et quelques autres permettent, malgré les grands travaux, de maintenir à peu près à leur niveau 1985 la plupart des dotations et de poursuivre les efforts faits, selon le ministre, notamment dans trois domaines : la formation et l'éducation artistique (508 millions de francs) ; le patrimoine monumental (maintien en gros des crédits : 843 millions de francs) ; muséographie, écrit et documentaire (grosses efforts au profit de la Bibliothèque nationale) ; enfin, l'aide à la création.

Les handicaps : la part des grands travaux, bien sûr, et notamment des crédits de paiement (de 2,8 milliards de francs à 3,9 milliards), conséquence des autorisations de programme engagées les années précédentes ; réduction des dépenses d'intervention publique et de certaines subventions d'investissement ; la situation du cinéma français (*lire page 15*) ; le retard encore grand de la lecture publique et cette fameuse décentralisation, qui ne s'accorde pas sans réticence ni méfiance. Enfin, une diminution des crédits apportés aux maisons de la culture. Sur ce dernier point, quelques membres de l'opposition présents à Lyon ne peuvent qu'être satisfaits...

FREDERIC EDELMANN.

(1) Sondage Louis Harris réalisé les 18, 19, 20 septembre, auprès de mille personnes représentatives de la population de plus de dix-huit ans.

(2) On y intègre une partie des crédits de la lecture publique inscrits dans le budget de l'Intérieur. L'augmentation sans cris est de 12,3 %.

## VARIÉTÉS

### Frantz Salieri à l'Alcazar

Jean-Marie Rivière s'en va, Frantz Salieri arrive, et l'Alcazar de Paris prépare lui aussi sa rentrée pour mars 1986. Il y a un an, le producteur Tony Azzi avait repris la célèbre établissement de la rue gauche avec son insubliable présentateur et maître-d'œuvre. Mais aussi avec ses problèmes financiers. Après la reprise d'ordre économique, c'est donc la relève artistique. En faisant appel à Frantz Salieri pour imaginer un nouveau spectacle, Tony Azzi est assuré de surprendre. Le nouveau maître des cérémonies est en effet le père de la Grande-Eugène, qui a fait voler quelques années les beaux jours de la nuit parisienne. Il gardera cependant le vieux principe parisien de l'Alcazar avec son présentateur version « aboyeur » et ses dîners-champagne, comme il devrait pour l'essentiel conserver la troupe actuelle, hommes et femmes, même si les rôles ne sont pas toujours aussi bien définis. Quelques vedettes nouvelles, une imagination rafraîchie, un professionnalisme à l'américaine et de grandes ambitions sont, avec Salieri lui-même, les principaux atouts du nouveau spectacle.

F. E.

## MUSIQUE

### Prêtre et Weissenberg à l'Orchestre national

L'Orchestre national de France a offert, le vendredi 25 octobre, aux « entrepreneurs de la vie économique », qui soutiennent son action dans l'ADENMA, un programme comme on n'en voit plus, médiocrement composé et tape-à-l'œil. Donnez pour Georges Prêtre, qui faisait ainsi sa rentrée à Paris après avoir été nommé directeur musical de l'Orchestre symphonique de Vienne.

Il ne s'est d'ailleurs pas montré fort inspiré, prenant un mouvement exagérément lent dans les tapageuses *Dances poloviennes* de Borodine, qui leur donnaient un caractère plus pompeux que sauvage, et modérant à l'excès la *Prelude à l'après-midi d'un faune*, aux dépens de la pure ligne debussyste. Peut-être a-t-il voulu trop en faire et jouer au plus fin, ce qui ne convient guère à son tempérament robuste, direct et vibrant. Malgré un début confiné à l'excès, le *Boléro* de Ravel, mené cette fois avec une remarquable rigueur de tempo jusqu'à l'explosion finale, était d'une tout autre dimension.

Quant au *Concerto en si bémol* de Tchaïkovski, avec Alexis Weissenberg, ce fut comme un concours entre le chef et le soliste, à qui serait le plus maniéré et sinuex, l'un et l'autre maniant hardiment l'antithèse du cyclone et du murmure, dans une exécution tantôt bataillonne, tantôt lyrique. La virtuosité du pianiste n'en déchaîne pas moins l'enthousiasme.

J. L.

## PATRIMOINE

### Une hélicoptère sur l'Hôtel Ritz ?

La commission du Vieux Paris a récemment appris que la direction de l'Hôtel Ritz demandait l'autorisation d'installer un hélicoptère sur les admirables toits construits par Huguette-Mansart au dix-huitième siècle... En toute simplicité et sans se soucier le moins du monde des règlements en vigueur sur la survie de Paris qui sont strictement appliqués par la préfecture de police.

Ce n'est pas la première fois que la nouvelle direction de ce célèbre établissement s'en prend aux toits de Mansart. N'y a-t-elle pas fait ériger il y a quelques années de larges tabatières dites « chaises norvégiennes » qu'elle fut sommée de faire disparaître sur l'ingérence du ministre de la culture, mais qui sont toujours là ? La laissera-t-on construire ce qu'on appelle désormais une hélicoptère sur un des lieux les plus prestigieux de Paris du dix-huitième siècle ?

A. J.

## EXPOSITION

### Hélène Delprat chez Maeght

Hélène Delprat a choisi, à vingt-huit ans, pour sa première exposition personnelle à Paris de présenter son travail le plus récent. Il y a un an, elle exposait à la Ville Médicis, à Paris, dont elle fut pensionnaire pendant deux ans. Hélène Delprat semble prendre à son compte la rigueur des peintures rupestres comme l'efficacité immédiate de la BD. Mais ses jungles et son bestiaire ne s'encomrent pas de références. Elle se passe de maîtres classiques et du conformisme des modes. La matière et les couleurs de ses peintures, rugueuses et subtiles, comme ses manières d'idéogrammes affirment sa fougue et sa maîtrise. Ce sont des chasses sombres, sacrées, initiatiques qu'elle peint. Et c'est le regard qui en est la première proie...

P. B.

\* Hélène Delprat, Galerie Adria Maeght, 42, rue du Bac, 75007 Paris. Jusqu'au 31 octobre 1985.

## EXPOSITION

### GALERIE AGATHE GAILLARD

## François Delebecque, le travail à l'œuvre

La notion de progrès n'est pas évidente en photographie, encore moins peut-être que dans les autres arts. Tous les grands photographes le disent, la photo est une pratique à la fois incroyablement facile et terriblement difficile. Ceux qui en trouvent une clef, semble-t-il, sont aspirés dans une spirale d'évidence. Une fois qu'un cadre a tendance à se répéter, ou une distance au sujet, ou une certaine obliteration du choix de ce sujet — bref, dès qu'un style est en formation —, les spécimens peuvent bien s'accumuler, comme au sortir d'une grille posée sur telle ou telle fraction de la réalité, la hauchant d'une multitude de dupli-cats.

En même temps, cette aptitude formidable à la production est

contrariée par un élan adverse. Au terme d'une carrière, les grands photographes se retrouvent avec des milliers de clichés, mais n'en reconnaissent chacun qu'une cinquantaine et cent. Le travail de la photographie — la serait son principal progrès, la technique laissant peu de marge d'interprétation — consisterait surtout à faire tomber les photos précédentes, à avancer par retranchements. Pourtant les premiers instants restent décisifs, il y a toujours dans les premières photos d'une œuvre des échantillons indéracinables.

#### L'œuvre naissante

La nouvelle exposition de François Delebecque chez Agathe Gaillard

## ROCK

### CONCERT UNIQUE A L'OLYMPIA

## Le royaume de Jesse Garon

Pour la première fois, Jesse Garon se présente à l'Olympia ce lundi 28 octobre.

Bien qu'il affectionne le « look » des années 50 avec les vêtements de cuir et les cheveux gonflés coiffés un peu comme ceux de Gene Vincent, Jesse Garon, qui a découvert le rock n'roll à quinze ans avec de vieux titres d'Elvis Presley, et qui a changé son nom patronymique (Bruno Fumard) pour celui de Jesse Garon, n'a pas l'air d'être un jeune homme mort-né de l'idole de Memphis, affirme avec force ne pas vouloir faire revivre une époque révolue. Certes, il a bénéficié, il y a un an, d'une vague rétro. Mais il n'est pas un imitateur.

#### Coup de cœur

Il porte en lui la vérité du coup de cœur pour le rock n'roll. Les textes qu'il chante d'une voix proche par certaines vibrations de celle d'Elvis Presley sont clairs, simples, plus amusés qu'ils ne paraissent au premier abord. Et il danse avec humour, il renouvelle à sa manière une tradition que l'on croyait figée.

Jesse Garon vient de donner cent cinquante concerts en province avec

une petite formation (deux guitares, une basse, une batterie et un saxophone). Pour celui qui chante dans les bouillottes de La Rochelle, sa ville natale, il n'y a pas si longtemps, ces premiers concerts avec un grand public ont joué un rôle important. Il a appris à occuper la scène et il a écrit beaucoup de chansons.

Tout a été très vite ces derniers mois. L'Olympia, c'est pour lui un grand événement. Il a répété des nuits et des nuits avec de nouveaux musiciens, dont un bassiste originaire de Los Angeles et un guitariste de Washington. « Il n'y aura pas, dit-il, de mise en scène. Pas de mots, pas de danseurs. Je chante et je joue. » Et il s'habille de neuf pour l'occasion : « J'aurai des pompes noires laquées. Un rêve de jeunesse ».

Profitant de l'Olympia, Jesse Garon publie un album de reprises, en anglais et en français, de titres de Gene Vincent, de Ray Charles, de Chuck Berry, d'Eddy Mitchell. En février prochain, il sortira un autre album enregistré en direct avec des chansons plus sophistiquées en forme d'histoires.

« Jesse Garon et l'âge d'or », son premier 33 tours, s'est vendu à 30 000 exemplaires. Le chanteur a pour lui sa sincérité et sa naïveté. Et aussi le bonheur d'avancer dans son aventure : « Le rock n'roll, le blues, c'est mon royaume ».

CLAUDE FLÉOUTER.

\* OISEY AUX ETATS-UNIS. — Une importante exposition d'œuvres d'art de dix-septième siècle réalisée à diversité du musée d'Orsay, actuellement en voie d'achèvement, sera présentée dans deux musées américains, le Brooklyn Museum de New-York et le Museum of Art de Dallas, de mars à juillet 1986.

Pour accompagner l'événement musical de l'année

# Vladimir HOROWITZ

Sa grande biographie par Glenn Plaskin

Cette véritable somme... ne nous laisse rien ignorer de la vie et de la personnalité du musicien.

JACQUES LONCHAMPT/LE MONDE

« Un livre sans concession, passionnant et remarquablement traduit par Alain Mahieux »

PARIS MATCH

1 volume 160 F

**BUCHET / CHASTEL**

18, rue de Condé - 75006 Paris







هكذا انت الاصل

# COMMUNICATION

# RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 28 octobre

## Les grandes reprises

**LE BAL DES MAUDITS** (A. v.a.) : Reflet Logos, 5 (43-54-42-34).  
**LA BELLE ET LE CLOCHARD** (A. v.a.) : Napoléon, 17 (42-67-63-42).  
**LA CAGE AUX FOLLES** (Fr.) : UGC Marbeuf, 8 (45-51-94-95).  
**CARMEN (SAURA)** (v.a.) : Calypso, 17 (43-30-31-1).  
**CE PLASIR D'UN DIT CHARNEL** (A. v.a.) : Hantville, 6 (46-33-79-38).  
**GEORGES V** (A. v.a.) : Georges V, 8 (45-62-41-46).  
**V.F. Lumière**, 9 (42-46-40-47).  
**LES CHEFS-D'ŒUVRE DE WALT DISNEY** (A. v.a.) : Napoléon, 17 (42-67-63-42).  
**LES 5000 DONGIS DU DR. T.** (A. v.a.) : Denfert, 14 (43-21-41-01).  
**CITIZEN KANE** (A. v.a.) : Action Ecologie, 5 (43-25-72-07).  
**LE CORBEAU** (A. v.a.) : Saba-Ocean Studio, 9 (46-33-63-20).  
**DOCTEUR POLAUMOUR** (A. v.a.) : Action Rive gauche, 5 (43-29-44-40).  
**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) : Ramehagh, 16 (42-88-64-44).  
**EASY RIDER** (A. v.a.) : Temples, 8 (42-02-04-56).  
**FALLING IN LOVE** (A. v.a.) : Calypso, 17 (43-30-31-1).  
**FILMING OTHELLO** (A. v.a.) : Republique 11 (48-05-31-33).  
**LE FILM DE BEVERLY HILLS** (A. v.a.) : Arènes, 2 (43-24-54-58).  
**HOTEL DU NORD** (Fr.) : Champ, 9 (43-54-51-60).  
**JESUS DE NAZARETH** (Il.) : Grand Pavlov, 15 (45-54-46-85).  
**KING KONG** (A. v.a.) : Denfert, 14 (43-21-41-01).  
**LOCAL HERO** (A. v.a.) : 14 Juillet Paroisse, 9 (43-26-30-00).  
**LE MARIAGE DE MARIA BRAUN** (A. v.a.) : Radio, 19 (46-07-87-61).  
**MARIA'S LOVERS** (A. v.a.) : Quintessence, 3 (46-33-79-38).  
**TEMPLES**, 8 (42-02-04-56).  
**Boite à Films**, 17 (42-44-21).  
**LA MÈRE APPRIVOISÉE** (Il. v.a.) : Action Christian, 6 (43-29-11-30).  
**MIDNIGHT EXPRESS** (A. v.a.) : Capri, 2 (45-08-11-69).  
**ORANGE MÉCANIQUE** (A. v.a.) : Châtel Victoria, 1 (45-08-11-69).  
**Studio Galand Hsp**, 9 (45-54-72-71).  
**ORFÈVE NEGRO** (Fr.) : Grand Pavlov, 15 (45-54-46-85).  
**LE FACTOL** (Fr.) : Latina, 4 (42-76-47-86).  
**PINK FLOYD THE WALL** (A. v.a.) : Calypso, 17 (43-30-31-1).  
**PHANTOM OF THE PARADISE** (A. v.a.) : Châtel Victoria, 1 (45-08-11-69).  
**Saint-Lambert**, 15 (45-32-91-68).  
**QUI CHANTE LA BAS ?** (Ym.) : Olympic Entrepôt, 14 (45-43-99-41).  
**ROBIN DES BOIS** (A. v.a.) : Napoléon, 17 (42-67-63-42).  
**SHINING** (A. v.a.) : Marbeuf, 8 (47-70-72-86).  
**STORMY WEATHER** (A. v.a.) : UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40).  
**THIS IS ARMY** (A. v.a.) : Péniche des Arts, 16 (45-43-99-41).  
**STALKER** (Sov. v.a.) : Denfert, 14 (43-21-41-01).  
**LA TRAVIATA** (Il. v.a.) : Reflet Balzac, 8 (45-61-10-60).  
**TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI** (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).  
**Paroisse**, 9 (42-33-42-26).  
**Action Ecologie**, 5 (43-25-72-07).  
**3 Luxembourg**, 6 (46-33-79-38).  
**Reflet Balzac**, 8 (45-61-10-60).  
**Action Lafayette**, 9 (42-33-42-26).  
**Paroisse**, 9 (42-33-42-26).  
**20-20-19** : (v.l.) : Lumière, 9 (42-46-40-47).  
**Favreux**, 13 (43-31-60-74).  
**TOMMY** (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).  
**Paroisse**, 9 (42-33-42-26).  
**UGC Odéon**, 6 (42-33-42-26).  
**Paroisse**, 9 (42-33-42-26).  
**Mercury**, 8 (42-33-42-26).  
**Paroisse**, 9 (42-33-42-26).  
**Opéra**, 8 (47-42-56-31).  
**UGC Gare de Lyon**, 12 (43-43-01-59).  
**UGC Gobelins**, 19 (43-43-01-59).  
**Paroisse**, 9 (42-33-42-26).  
**Montparnasse**, 14 (43-33-30-40).  
**Paroisse**, 9 (42-33-42-26).  
**Concorde**, 14 (45-40-45-91).  
**UGC Concorde**, 15 (45-40-45-91).  
**UNDERFIRE** (A. v.a.) : Grand Pavlov, 15 (45-54-46-85).  
**VÉRITÉ MENSONGE** Paroisse, 9 (43-34-15-04).

## SOUTIEN DE L'ÉTAT ET MODERNISATION

### Polémiques autour de la crise du cinéma français

La baisse sévère de l'audience des films français dans les salles (-24 % en un an) continue de susciter des polémiques dans la profession cinématographique au sujet de l'aide de l'Etat. Contenant notre analyse (le Monde du 18 octobre), la Fédération nationale des cinémas français qui représente les exploitants de salles nous écrit : « Il ne sert à rien d'aider à investir dans la production, sauf à encourager l'inflation déjà considérable du coût des films, si on ne se préoccupe pas par ailleurs de faciliter l'amortissement de ces films sur leur marché principal, celui des salles de cinéma. En clair, il faut compléter les aides nouvelles à la production par une aide à la diffusion (exploitation et distribution confondues) des films en salles ». La Fédération, qui estime que les exploitants ont déjà fait de gros efforts sur le prix des places, affirme que « sur le marché intérieur français, la diffusion des films en salles représente actuellement 75 % de l'amortissement des films ».

La position de la Chambre syndicale des producteurs est radicalement opposée. Dans un entretien au Film français, son président, M. Gérard Ducaux-Rupp estime que l'aide de l'Etat doit aller en priorité à la production et qu'un nouvel investissement dans les salles ne peut pas résoudre la crise actuelle.

Ce débat autour de la modernisation du cinéma pose le problème de la répartition des aides. Le cinéma français a toujours été largement soutenu par l'Etat. Encore faut-il savoir si cette aide doit s'efforcer de maintenir les structures

traditionnelles du marché en l'état ou favoriser la mutation du secteur. Personne ne nie l'importance des salles de cinéma françaises dans l'amortissement des films. Mais chacun sait que la croissance du marché se joue d'abord du côté de la télévision, des nouveaux médias et de l'exportation. On ne peut pas vouloir doter la France d'une industrie de programmes aux dimensions internationales et raisonner exclusivement en fonction du marché intérieur. Un grand groupe comme UGC cherche aujourd'hui à rationaliser l'exploitation, en fermant un certain nombre de salles peu rentables, et concentre ses investissements sur la production et la diffusion de grands films. L'Etat peut difficilement aller à contre-courant de la stratégie suivie par les principaux partenaires du secteur.

Personne ne souhaite un effondrement de la fréquentation. Mais quel type de mesure peut attirer le public vers le grand écran : une aide supplémentaire à des salles déjà modernisées ou la production de films plus ambitieux et plus séduisants ? Les récentes mesures fiscales prises par le gouvernement vont permettre d'augmenter l'investissement dans les salles. Mais pour autant déplorer un dérapage de coûts de production disproportionné avec l'état du marché ? Lorsque Roman Polanski tourne les Pirates avec 250 millions de francs, lorsqu'on investit 140 millions de francs dans le Nom de la rose, de Jean-Jacques Annaud, c'est pour pouvoir offrir des acteurs internationaux, un tournage en anglais comme en français et pour gagner, peut-être, un marché international.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## La Cour des comptes s'interroge sur l'efficacité des aides à la presse

Déductions fiscales, tarifs postaux ou ferroviaires préférentiels, l'Etat consacrera près de 6 milliards de francs en 1986 pour aider la presse écrite. Cette aide publique contribue-t-elle efficacement au maintien et à la modernisation des titres existants ? Tout en s'armant de précautions, le rapport sur « les mécanismes d'aide publique à la presse », établi le 29 septembre par la Cour des comptes à la demande de la commission des finances de l'Assemblée nationale, répond par la négative.

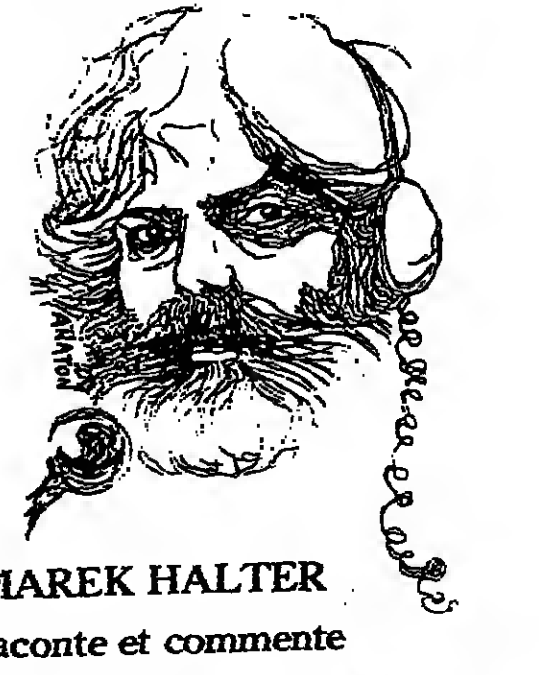
« L'existence d'aides publiques à la presse écrite est justifiée par une finalité : permettre aux citoyens de disposer de l'information la plus large possible et d'être ainsi en mesure de participer à la vie publique (...). Au moment où les autres moyens d'information connaissent un nouveau développement », rappelle ce prologue la Cour des comptes. Or, au fil des textes et des ans, le régime des aides publiques aux entreprises de presse n'a pas été suffisamment adapté et a subi des « dérives ». Des aides temporaires sont devenues permanentes et les critères d'attribution de ces aides ont été généralisés à quelque 13 000 publications, sans souci de leur spécificité ni parfois de leurs besoins réels. « Il y a lieu de s'interroger sérieusement sur le besoin d'une

### Trois recommandations

Mais l'analyse économique bâte sur le manque d'informations. Ainsi, la moitié seulement des quotidiens nationaux publient actuellement leurs comptes. Ce qui empêche la Cour des comptes d'avoir une vision complète et précise des effets de l'aide publique sur la situation des entreprises de presse. La Cour préconise donc « la réalisation d'urgence d'une telle étude, avant toute modification de fond du dispositif en vigueur ».

En l'attente d'une transparence plus grande, elle formule cependant trois recommandations. Afin de moderniser le régime des aides publiques à la presse écrite, il convient de l'adapter en se fondant davantage sur le contenu des publications, en distinguant la presse d'informations générales des autres formes de presse et en tenant compte du poids respectif des pages rédactionnelles et de la publicité ; il faut aussi éviter que les aides servent à couvrir les « surcoûts anormaux » constatés dans certains journaux plus spécialement favorisés la modernisation des entreprises de presse, que ce soit par des prêts ou des subventions d'équipement. « Il ne faudrait pas, conclut le rapport de la Cour des comptes, que le régime des aides publiques, faute d'avoir été transformé à temps, puisse être jugé responsable du retard de la presse française par rapport à ses concurrents européens ».

YVES-MARIE LABÉ.



MAREK HALTER  
raconte et commente  
"LA MEMOIRE D'ABRAHAM"  
du lundi au jeudi entre 9h et 9h15  
SUR  
RADIO COMMUNAUTE JUDAÏQUES  
F.M. 93.9  
BOITE POSTALE 124-78825 PARIS - Cedex 17 - tél (4) 783.43.58

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 L'avenir du futur : Emission de J.-P. Hulin.  
20 h 40 Cinéma : 2001, l'Odyssée de l'espace. Film américain de S. Kubrick (1968) avec K. Dullea, G. Lockwood, W. Sylvester, L. Rossiter, R. Beatty. Naissance de l'humanité à partir des singes, aventure d'une expédition dans un immense vaisseau spatial. Ce film événement des années 60 brasse la science moderne, le mystère des comportements humains confrontés à la technologie avancée, et un propos métaphysique. C'est splendide, vertigineux... du moins sur l'écran qui convient.  
22 h 50 Dédicace : Espace. « L'après-2001 » Avec M. Revue, astrophysicien, maître de recherche au CNRS, R.-M. Bonnet, astrophysicien, directeur scientifique de l'Agence spatiale européenne, F. d'Allest, PDG du Centre national d'études spatiales, le professeur T. Donzel, président de la commission de l'espace à l'Académie des sciences.  
23 h 50 Journal.  
0 h 05 C'est à lire.  
0 h 20 Vidéo roque. Championnat des prétendants d'échecs à Montpellier.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Cinéma : Le Sang des autres. Film franco-belge de A. Delvaux (1983) avec J. Foster, M. Ontkean, S. Neill, S. Audran, L. Wilson. En 1939, une jeune fille, styliste dans une maison de couture, s'engage d'un syndicaliste. Il l'aime mais ne veut pas s'engager. Adaptation du roman de Simone de Beauvoir dans une version destinée à la télévision (la version cinéma n'était pas brillante).  
22 h 20 Série documentaire : le cerveau. De M. Tosiello et R. Spry. Numéro 1 : Le stress de la vie. Une série d'émissions qui tente d'expliquer ce qu'est le cerveau humain, l'objet le plus perfectionné de l'évolution du vivant.  
23 h 00 Journal.  
23 h 25 Bonssoir les clips.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Benvenuto. Film franco-belge de A. Delvaux (1983) avec F. Ardant, V. Gassman, F. Fabian, M. Carrière, C. Wauton. Un jeune séducteur vient visiter une romancière retirée à Grand, pour lui arracher des confidences sur une histoire d'amour qu'elle écrit autrefois et dont les personnages revivent. Thèmes et obsessions personnelles de Delvaux, d'après un roman - transformé - de Suzanne Lilar.

22 h 25 Journal.  
22 h 50 Tous en scène. Magazine mensuel du théâtre de P. Laville. Changeant de chaîne, passant d'Antenne 2 à FR3, « Plaisir du théâtre » devient : « Tous en scène ». La scène du théâtre et rien d'autre, avec pour ce premier numéro, Arlette Mouchette, Hélène Clouzot, le prince Norodom Sihanouk, pour son histoire terrible mais inachevée, à la Cartoucherie du Soleil. Mais aussi Jacqueline Dailly (Lily, Lily) et les traces de l'histoire : Marie Bell, Gérard Philippe.  
23 h 45 Coup de cœur.  
23 h 50 Prélude à la nuit. Extrait du Clavier bien tempéré, le 2<sup>e</sup> livre n° 10, de J.-S. Bach, par Yuko Hirose au piano.

## FR 3-PARIS ILE-DE-FRANCE

16 h, Première séance (cycle ciné 16, la sorcellerie) : Un jour entre chiens et loups ; 17 h 50, Ciné API : La mémoire aux images (la Camargue) ; 18 h, Sports ; 18 h 55, Demain animé : Hello Mouton ; 19 h, Informations (et à 19 h 15) ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

## CANAL PLUS

22 h 35, Le vampire de ces dames, film de S. Dragoti ; 22 h 20, Bata : 23 h 20, Football américain ; 1 h 20, Chronomètre 3, film de D. Cronenberg.

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 « La Nuit », de Pierre Peja, avec M. Lonsdale, J. Faubert, J.-P.-P. Tazmarik...  
21 h 40 L'été indien : Musica 85 Strasbourg (Ray Lema, chanteur zéro).  
22 h 30 La nuit sur un plateau. Débat public au Théâtre de la Bastille avec François Chassin pour la sortie de son livre Les Paris de François Mitterrand ou les grands travaux du septennat.

## FRANCE MUSIQUE

20 h 00 Concert (en direct de la grande salle de concert de Brème) : « Deux images » pour orchestre de Bartok, « Concerto pour piano et orchestre n° 23 de la majeure », de Moussorgski. « Et aspects restructurés mortuorum », de Messiaen, par l'Orchestre philharmonique de l'Etat de Brème, dir. K. Nagano, sol. M. Levinas, piano.  
22 h 30 Les soirées de France-Musique : Aimez-vous Bach ? Jasha Heifetz, violon ; à 23 h 5 : Attention, chef-d'œuvre.

Mardi 29 octobre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

9 h 45 ANTOPE 1. 10 h 15 La Une chez vous.  
10 h 30 Croque vacances (et à 16 h 30), 11.30 Les jours heureux. 12.02. Tournez... ménage.  
13 h Journal.  
13 h 50 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.  
14 h 45 Transcontinental. Magazine des voyages.  
17 h 30 La chance aux chansons.  
18 h Salut les petits loups.  
18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.  
18 h 45 Feuilletton : Santa Barbara.  
19 h 15 Anagram.  
19 h 40 Cocoriboboy.  
20 h 00 Journal.  
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).  
20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : Commissaire Moulin.  
Scholaro de B. Robinson et J. Ray Lambert Réal. A. Dicheant. Avec Y. Régis, J. Seguin... (Redif).  
Le commissaire s'occupe du cas étrange de Monique Fremont, une jeune femme qui semble vivre dans un état de fureur permanente. Ses angos sont-elles chimériques ?

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

22 h 20 Contre-enquête, d'Aune Hoang.  
Au sommaire : le mur (étrange apparition sur un mur) ; premier emploi (l'histoire de Danielle R.) ; la laque (bata pour l'école libre en Vendée) ; souvenirs d'André (mémoires de prostitution) ; Saint-Exupéry (le dernier vol du grand aviateur et écrivain).  
23 h 20 Journal.  
23 h 35 C'est à lire.  
23 h 50 Vidéo roque. Championnat des prétendants d'échecs à Montpellier.  
0 h 10 Tif, les applications informatiques dans l'entreprise.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

17 h Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures où l'on verra, sur tout le réseau, la Révolte des Halkons ; à 17 h 15 Dynastie ; à 18 h 55, Hello Mouton ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.  
19 h 55 Dessin animé : Les entrecuirs.  
20 h 05 Les jeux.  
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC). Tabac ; comparez les dégâts !  
20 h 35 Cinéma : le Grain de sable. Film français de P. Maffre (1982), avec D. Seyrig, R. Morard, H. Gignoux, B. Rouan, G. Fontanel, M. Aumont.  
Une jeune, coiffeuse d'un théâtre parisien depuis quinze ans, se retrouve au chômage, ne peut l'accepter non plus que la solitude, et se raccroche à des rêves de son passé. Delphine Seyrig bouleverse par sa dérive.  
22 h 5 Journal.  
22 h 35 Émissions régionales.  
23 h 40 Prélude à la nuit.  
La Scala di seta (ouverture) de Rossini, par l'Ensemble orchestral de Paris, dirigé par J.-P. Waller.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

23 h 25 Journal.  
23 h 50 Bonssoir les clips.  
20 h 35 Cinéma : 2001, l'Odyssée de l'espace. Film américain de S. Kubrick (1968) avec K. Dullea, G. Lockwood, W. Sylvester, L. Rossiter, R. Beatty. Naissance de l'humanité à partir des singes, aventure d'une expédition dans un immense vaisseau spatial. Ce film événement des années 60 brasse la science moderne, le mystère des comportements humains confrontés à la technologie avancée, et un propos métaphysique. C'est splendide, vertigineux... du moins sur l'écran qui convient.  
22 h 50 Dédicace : Espace. « L'après-2001 » Avec M. Revue, astrophysicien, maître de recherche au CNRS, R.-M. Bonnet, astrophysicien, directeur scientifique de l'Agence spatiale européenne, F. d'Allest, PDG du Centre national d'études spatiales, le professeur T. Donzel, président de la commission de l'espace à l'Académie des sciences.  
23 h 50 Journal.  
0 h 05 C'est à lire.  
0 h 20 Vidéo roque. Championnat des prétendants d'échecs à Montpellier.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Cinéma : Le Sang des autres. Film franco-belge de A. Delvaux (1983) avec J. Foster, M. Ontkean, S. Neill, S. Audran, L. Wilson. En 1939, une jeune fille, styliste dans une maison de couture, s'engage d'un syndicaliste. Il l'aime mais ne veut pas s'engager. Adaptation du roman de Simone de Beauvoir dans une version destinée à la télévision (la version cinéma n'était pas brillante).  
22 h 20 Série documentaire : le cerveau. De M. Tosiello et R. Spry. Numéro 1 : Le stress de la vie. Une série d'émissions qui tente d'expliquer ce qu'est le cerveau humain, l'objet le plus perfectionné de l'évolution du vivant.  
23 h 00 Journal.  
23 h 25 Bonssoir les clips.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

17 h Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures où l'on verra, sur tout le réseau, la Révolte des Halkons ; à 17 h 15 Dynastie ; à 18 h 55, Hello Mouton ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.  
19 h 55 Dessin animé : Les entrecuirs.  
20 h 05 Les jeux.  
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC). Tabac ; comparez les dégâts !  
20 h 35 Cinéma : le Grain de sable. Film français de P. Maffre (1982), avec D. Seyrig, R. Morard, H. Gignoux, B. Rouan, G. Fontanel, M. Aumont.  
Une jeune, coiffeuse d'un théâtre parisien depuis quinze ans, se retrouve au chômage, ne peut l'accepter non plus que la solitude, et se raccroche à des rêves de son passé. Delphine Seyrig bouleverse par sa dérive.  
22 h 5 Journal.  
22 h 35 Émissions régionales.  
23 h 40 Prélude à la nuit.  
La Scala di seta (ouverture) de Rossini, par l'Ensemble orchestral de Paris, dirigé par J.-P. Waller.

## CANAL PLUS


7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Cabou Cadin (et à 11 h 30 et 17 h 30) ; 7 h 40, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 8 h 30, Rue Carrot ; 9 h, La Triche, film de Y. Bellon ; 10 h 40, Pavillons lointains ; 12 h, Dessin animé ; 12 h 30, Magazine : Direct ; 14 h, Class 1984, film de M. Lestrat ; 15 h 45, Local Hero, film de B. Forsyth ; 17 h 45, 4 C + 1 ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxicité (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tous s'achète ; 20 h 15, Coluche ; 20 h 35, New York 1997, film de J. Carpenter ; 22 h 15, Papy fait de la résistance, film de J.-M. Esposito ; 0 h, Cliché, film de C. Vidor ; 1 h 50, Pavillons lointains.

## FRANCE-CULTURE

12 h, Panorama ; 13 h 40, Instantané : musique indienne à l'Orchestre de Paris ; 14 h, Un livre, des voix : « L'usage de l'homme », d'Alexandre Tsimas ; 14 h 30, Les nouvelles du crime : « le Chien de Gettysburg », d'Ellyott Queen ; 15 h 30, Mémoires de cinéma : « Les Enfants du Paradis » ; 16 h, Les pays d'ici : à Amiens ; 18 h, Subjectif : Agora, avec François Gautier ; 19 h 30, Perspectives scénaristiques : M. Tompkins s'explique lui-même ; 20 h, Musique, mode d'emploi : le luth ; 20 h 30, Le journal du corps : la maternité ; médecine scolaire ; dossier : médecine d'urgence ; 21 h 30, Diagonales, l'actualité de la chanson. 22 h 30, Nuits magiques : la nuit et le moment ; à 23 h, Afrique du Sud. 0.05 Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 10, Le temps du jazz : « Les voix du Seigneur », gospel et spirituals ; 12 h 30, Concert : œuvres de Stravinsky, Janacek, Louvier, Nikiprowetzki, par l'Ensemble orchestral de Paris, dir. A. Louvier ; 14 h 02, Répères contemporains : F. Vercken, F. Barrois ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée : Spécial vacances ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Paul Hindemith 1925-1933 ; à 16 heures, Premières gravures du Quatuor Amadeus ; à 17 heures, La vie et l'œuvre de Vladimir Horowitz : retransmission de 1953 ; 18 h 02, Accoustique : Reflets du Festival estival ; Denis Dufour et le Trio instrumental électroacoustique TM+ ; 18 h 30, 6<sup>e</sup> Festival estival de Paris ; 19 h 10, 17 mandala pour France-Musique. Concert lecture : (en direct de l'Auditorium 106) : « Les trois régénérations », de Thorsen ; 20 h, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross.  
20.30 Concert (en direct de l'Auditorium 103) : Quatuor à cordes n° 1 en la majeur de Vachon. - Time and again - trio à cordes de Kurtz, Trio à cordes n° 1 en ré majeur de Bochy, Quatuor à cordes en sol majeur de Haydn, par le Trio à cordes de Paris, C. Frey, violon, M. Michalakis, alto, J. Grout, violoncelle ;  
22 h 30, Récital en direct de l'Auditorium 103 : Alice Adler, piano, joue la sonate en si mineur de Scarlatti, la sonate n° 1 et la fantaisie en ré mineur de Bach, Les Variations sur un menuet de Dupont de Mozart, l'Allégorie en ut mineur, l'Impromptu n° 2 opus posthume, la sonate en la mineur de Schubert.  
24.00 Les soirées de France-Musique : le poème symphonique dans le romantisme tchèque.



Jusqu'au  
2 novembre  
et ce soir,  
mardi, nocturne  
jusqu'à 20 h 30.

20 h 30 Loto sportif.  
20 h 35 Cinéma : Mort sur le Nil. Film anglais de J. Gillermin (1978), avec P. Ustinov, J. Birkin, L. Chiles, B. Davis, M. Farrow, J. Finch, O. Hussey, G. Kennedy. (Redifusion).  
Un crime est commis sur un bateau au cours d'une croisière sur le Nil. Avant de passer, auteurs de suspects, le détective belge Hercule Poirot est là, intrigue policière savante, et humour d'Agatha Christie. Numéros d'acteurs.  
22 h 55 Chefs-d'œuvre en péril. Magazine de P. de Lagarde.  
« Parcs et jardins de France ».



# CARNET DU Monde

## Décès

M. Robert CARBONNIÈRE, M. et M<sup>me</sup> Hervé Carbonnières, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Bergeron et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Robert CARBONNIÈRE**, ancien élève de l'Ecole nationale d'agronomie et de l'Ecole de génie rural, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 23 octobre 1985, dans sa soixante-dix-septième année. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 25 octobre. Cet avis tient lieu de faire-part.

- Saint-Martin-le-Vieux (Isère).

M. et M<sup>me</sup> Roland Dreyfus et leurs filles, M. et M<sup>me</sup> Francis Dumas, Les familles Bruch, Reilly, Janet, Georges, Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Henry DUMAS**,

survécu à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. La cérémonie a eu lieu le lundi 28 octobre 1985, à 10 h 30, en la basilique Notre-Dame-des-Victoires, place des Petits-Pères, 75002 Paris.

- Je suis la résurrection et la vie.

- Saint-Brieuc. Paris. Nancy.

On nous prie d'annoncer le décès de

**M. Jean LEMOINE**, ancien directeur des finances et des collectivités locales, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, vice-président honoraire de la Mutualité générale des préfetures et de l'Administration territoriale, ancien chargé de mission de la Garantie mutuelle des fonctionnaires, chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier de la Légion d'honneur, chevalier des Palmes académiques,

survécu à Paris, le 25 octobre 1985, à l'âge de soixante-quinze ans.

De la part de M<sup>me</sup> Jean Lemoine, Ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille.

12, boulevard Clemenceau, 22000 Saint-Brieuc.

## ÉCHECS

### LE CHAMPIONNAT DU MONDE (20<sup>e</sup> PARTIE)

#### Les vains efforts de Karpov

Quatre-vingt-cinq coups avant de proposer une ouïe qui apparaît, dès samedi, inéluctable. Karpov a vraiment tout tenté, dans la vingtième partie, pour réduire l'écart de

deux points qui le sépare de Kasparov. Mais l'avantage positionnel infinitésimal qu'il avait acquis dans les quarante premières coups ne pouvait se transformer en gain que si Kasparov y mettait vraiment du sien.

#### Le tournoi des candidats

#### EXPLOITS DE SPASSKY

Luttes acharnées au Tournoi des candidats de Montpellier. A trois rondes de la fin, ils sont huit - et d'autres peuvent être les rejoindre - pour les quatre premières places qui ouvrent les portes des demi-finales. Et parmi eux, Spassky qui a effectué un sans-faute dans les deux dernières rondes, battant Nogueiras samedi, puis, avec les Noirs, Sokolov dimanche. S'il gagne sa partie de la sixième ronde, assurée pour la quatrième fois, contre Vaganian, l'ancien champion du monde peut se retrouver dans le carré d'as. Un exploit après un début de Tournoi catastrophique.

**ONZIÈME RONDE.** - Tchernihine-Portisch, 0,5-0,5 (42); Beliavsky-Smyslov, ajournée; Short-Sokolov, ajournée; Spassky-Nogueiras, 1-0 (37); Kortchnoi-Spraggett, 0,5-0,5 (62); Ribli-Seirawan, 0,5-0,5 (25); Timman-Yousoufov, ajournée; Vaganian-Tal, 0,5-0,5 (15).

**DOUZIÈME RONDE.** - Portisch-Tal, 0,5-0,5 (24); Yousoufov-Vaganian, ajournée; Seirawan-Timman, 0-1 (30); Spraggett-Ribli, 0,5-0,5 (19); Nogueiras-Kortchnoi, ajournée; Sokolov-Spassky, 0-1 (37); Smyslov-Short, 0,5-0,5 (33); Tchernihine-Beliavsky, 0,5-0,5 (23).

**CLASSEMENT.** - 1. Yousoufov (2 ajournées), Timman (1 ajournée), Tal, 7; 4. - Beliavsky, Sokolov (1 ajournée) et Tchernihine, 6; 7. - Portisch, Nogueiras et Spassky (1 ajournée), 5,5 etc.

Pompes Funèbres  
Marbrerie  
**CAHEN & C<sup>e</sup>**  
43-20-74-52

M. Sébastien LOSTE, née Christine Courrège, M. et M<sup>me</sup> Jacques LOSTE, M<sup>me</sup> Madeleine LOSTE, M. et M<sup>me</sup> Pierre Breton des Loys, Valentine et Alexandrine, ont la douleur de faire part du décès de

**Sébastien LOSTE**, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé des lettres classiques, maître des requêtes au Conseil d'Etat, leur époux, fils, frère, beau-frère et oncle, survenu le 24 octobre 1985, à Soisy-sur-Ecole (Essonne). Cet avis tient lieu de faire-part.

Une messe sera célébrée le mardi 29 octobre 1985, à 10 h 30, en la basilique Notre-Dame-des-Victoires, place des Petits-Pères, à Paris-2<sup>e</sup>. 46, rue de la Montagne-Sainte-Genève, 75005 Paris. 16, rue Montpensier, 75001 Paris. Ferme de Montagnoy, 91840 Soisy-sur-Ecole. 10, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris.

(Le Monde du 26 octobre.)

M. Sébastien LOSTE, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé des lettres classiques, maître des requêtes au Conseil d'Etat,

Le service religieux à sa mémoire aura lieu le mardi 29 octobre 1985, à 10 h 30 très précises, en la basilique Notre-Dame-des-Victoires, place des Petits-Pères, 75002 Paris. On se réunira à la basilique, à 10 h 15.

#### Remerciements

- Vancresson (Hauts-de-Seine).

M<sup>me</sup> René Duponchel, Ses enfants, Et toute la famille, remercient profondément les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de

**M. René DUPONCHEL**, conseil juridique au droit des sociétés.

#### Anniversaires

- Pour le vingtième anniversaire du décès de

**Pierre CARTAILLAC**, une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 27 octobre :

### DES ARRÊTÉS

● Fixant le montant pour 1985 du budget du Fonds additionnel d'action sociale concernant les services ménagers pour les personnes âgées.

● Relatif à la protection de certains poissons d'eau douce.

### UN DÉCRET

● Modifiant le décret du 13 juillet 1979 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence nationale de valorisation de la recherche.

## PARIS EN VISITES

### MARDI 29 OCTOBRE

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville, devant le poste de Saint-Denis et les tombes des rois », 14 h 30, entrée (P.-Y. Jastel).

« Le réservoir souterrain de Ménilmontant illuminé », 14 h 30, métro Saint-Fargeau. Lampes du puits (M. Basset).

« Couilles et collection d'un grand cuir », Tél. : (1) 42-33-01-53 (M. Hager).

« A l'ay, un parc, un séminaire », 15 heures, 33, avenue du Général-Lesclapier à l'ay (Paris et son histoire).

« Exposition - Soleil d'acier », 15 heures, entrée Petit Palais (Paris et son histoire).

« Hôtels et églises de l'Île-Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Arts et curiosités de Paris).

« Un quartier de rochers : Charonne et son cimetière », 14 h 45, métro A.-Dumas (V. de Langlade).

« L'Opéra », 13 heures, hall d'entrée à droite.

« Les Grands Boulevards et la fête parisienne », 14 h 30, musée Carnavalet (Approche de l'art).

« Le Marais, la place des Voies », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Hôtels et passages du faubourg Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Madeleine, sortie Trois-Quartiers.

« De la Villette aux Buttes-Chaumont », 14 h 30, métro Danube (Paris pittoresque et insolite).

« La peinture française au musée du Louvre », 14 heures, hall porte Denon (Hauts lieux et découvertes).

« L'univers de Rodin dans une résidence du XVIII<sup>e</sup> », 15 heures, 77, rue de Valenciennes, cf. L'Alhambra, Val-de-Grâce », 15 heures, 277 bis, rue Saint-Jacques (Paris et son histoire).

« Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise », 14 h 30, entrée principale (Arts et curiosités de Paris).

« Jardins et couvents du quartier Saint-Jacques », 15 heures, devant le Val-de-Grâce (M. Hager).

« La vie au temps des Etrusques, bijoux et objets d'art », 14 h 30, Louvre, hall d'entrée (porte Denon) (Approche de l'art).

## CONFÉRENCES

### MARDI 29 OCTOBRE

Centre culturel du Panthéon, 73, rue Mouton-Rouge, 21 heures : « L'université de Paris au Moyen Âge, le roi et les papes », par J. Huez, professeur à Paris-IV. Tél. (1) 43-31-11-99.

### MERCREDI 30 OCTOBRE

26, rue Bergère, « La révolution du réel : Krishnamurti » ; présentation de son livre par R. Fontana.

## TENNIS ACTION

734 88 36

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

Les tournois de tennis de la semaine

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 28-10-85 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 28 octobre à 9 heures et le mardi 29 octobre à 24 heures.

### Situation générale :

Sur les régions méditerranéennes, les masses d'air instables vont se maintenir et un front froid avancé va traverser la moitié nord du pays.

Mardi. - Une bande nuageuse située le matin sur le Nord se déplacera vers le Sud en cours de journée pour se situer le soir de l'Aquitaine au Massif Central et au sud des Alpes. Elle ne provoquera que de rares pluies, en particulier sur les côtes de la Manche. Sur la pourtour méditerranéen et la Corse, le ciel sera très nuageux, et, malgré une lente amélioration, des pluies se produiront encore sur la Corse, la côte varoise et le Languedoc-Roussillon où les vents seront encore assez forts. Les tempé-

tures minimales seront voisines de 6 à 9 degrés sur les côtes de la Manche et les côtes atlantiques, de 3 à 6 degrés dans le Nord, de -2 à +2 dans le Nord-Est, de 1 à 5 degrés dans le Centre et de 8 à 13 degrés dans les régions méditerranéennes.

Les températures maximales seront proches de 10 à 14 degrés sur la moitié nord, de 15 à 20 degrés sur la moitié sud.

Températures relevées à l'étranger : journée du 27 octobre, le second, le minimum de la nuit du 27 octobre au 28 octobre : Ajaccio, 22 et 12 degrés; Biarritz, 16 et 7; Bordeaux, 20 et 5; Brétat, 12 et 10; Brest, 11 et 9; Cannes, 21 et 15; Charbourg, 11 et 9; Clermont-Ferrand, 16 et -1; Dijon, 15 et 3; Dinard, 12 et 10; Embrun, 19 et

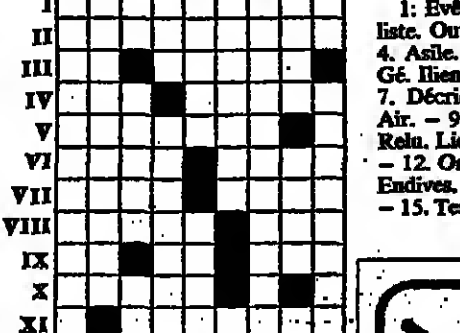
5; Grenoble-St-M.-E., 17 et -1; Grenoble-St-Georges, 17 et -1; La Rochelle, 19 et 5; Lille, 7 (max); Linoges, 5 (min); Lorient, 14 et 9; Lyon, 10 et -1; Marseille-Marganne, 18 et 13; Menton, 15 (min); Nancy, 10 et -3; Nantes, 14 et 4; Nice, 21 et 15; Nîmes, 22 (max); Paris-Montsouris, 11 et 3; Paris-Orly, 11 et 3; Pau, 15 et 8; Perpignan, 14 et 13; Rennes, 12 et 7; Rouen, 11 et 2; Saint-Etienne, 14 et -2; Strasbourg, 7 et -2; Toulouse, 15 et 6; Toulon, 14 et 2.

Températures relevées à l'étranger : journée du 27 octobre, le second, le minimum de la nuit du 27 octobre au 28 octobre : Ajaccio, 22 et 12 degrés; Biarritz, 16 et 7; Bordeaux, 20 et 5; Brétat, 12 et 10; Brest, 11 et 9; Cannes, 21 et 15; Charbourg, 11 et 9; Clermont-Ferrand, 16 et -1; Dijon, 15 et 3; Dinard, 12 et 10; Embrun, 19 et

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 4084



### HORIZONTALEMENT

1. Que l'on laisse passer ou que l'on ne fait pas passer. - II. Instrument à percussion. - III. Adverbe. Prends donc à la gorge. - IV. On peut le garder dans le « buffet » ou le servir à table. Il lui faut bien peu de chose pour être chocolat. - V. Recueille le dernier souffle de Roland. - VI. Mère d'Apollon et d'Arctémis. Divisions qui se font par étages. - VII. Ne sera jamais un « homme ». Peut être dure comme fer ou tendre à croquer. - VIII. Comme par enchantement. - IX. L'accord parfait ou la plus complète solitude. Au cœur de la cité. Dans de fer. - X. Tenu de cérémonie ou de gala. - XI. Grandes poches.

### VERTICALEMENT

1. Sont à l'article de la mort. - 2. Donne un trait de fleur mais pas un trait de pêche. - 3. « Retient ». Le Japonais, fait partir l'Américain. Petits malins. Fleuve. - 4. Conche de vase. Hommes de science. - 5. Nous oblige à vider notre « tirelire ». Donnent du bon temps. - 6. Quand on leur accorde notre main, c'est pour la vie. - 7. Emploie la force pour vaincre le spritisme. - 8. Ses yeux sont peints en vers. S'il fut un homme d'argent, il parla aussi d'or. - 9. Personnel. Des durs d'oreille.

### Solution du problème n° 4083

Horizontalement  
1. Enfants de chœur. - II. Valser. Orient. - III. Etail. Odin. Ré. - IV. Qu. Lacets. Brême. - V. Urnes. Troches. - VI. Eau. Cn. Erudit. - VII. Sloughi. Elmir. - VIII. Icarus. Us. - IX. Sm. EV. Trève. - X. Etrurie. Eleusis. - XI. Démilitarisé. Si. - XII. Liquide. Lit. - XIII. Couleuvres. Pâte. - XIV. Tu.

## PICARD

2

Votre serrure doit être révisée ! Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.

Il vous dira si votre serrure est encore capable du non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85

### PRÉVISIONS POUR LE 29-10-85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 29 octobre à 9 heures et le mercredi 30 octobre à 24 heures.

### Situation générale :

Sur les régions méditerranéennes, les masses d'air instables vont se maintenir et un front froid avancé va traverser la moitié nord du pays.

Mardi. - Une bande nuageuse située le matin sur le Nord se déplacera vers le Sud en cours de journée pour se situer le soir de l'Aquitaine au Massif Central et au sud des Alpes. Elle ne provoquera que de rares pluies, en particulier sur les côtes de la Manche. Sur la pourtour méditerranéen et la Corse, le ciel sera très nuageux, et, malgré une lente amélioration, des pluies se produiront encore sur la Corse, la côte varoise et le Languedoc-Roussillon où les vents seront encore assez forts. Les tempé-

tures minimales seront voisines de 6 à 9 degrés sur les côtes de la Manche et les côtes atlantiques, de 3 à 6 degrés dans le Nord, de -2 à +2 dans le Nord-Est, de 1 à 5 degrés dans le Centre et de 8 à 13 degrés dans les régions méditerranéennes.

Les températures maximales seront proches de 10 à 14 degrés sur la moitié nord, de 15 à 20 degrés sur la moitié sud.

Températures relevées à l'étranger : journée du 27 octobre, le second, le minimum de la nuit du 27 octobre au 28 octobre : Ajaccio, 22 et 12 degrés; Biarritz, 16 et 7; Bordeaux, 20 et 5; Brétat, 12 et 10; Brest, 11 et 9; Cannes, 21 et 15; Charbourg, 11 et 9; Clermont-Ferrand, 16 et -1; Dijon, 15 et 3; Dinard, 12 et 10; Embrun, 19 et

5; Grenoble-St-M.-E., 17 et -1; Grenoble-St-Georges, 17 et -1; La Rochelle, 19 et 5; Lille, 7 (max); Linoges, 5 (min); Lorient, 14 et 9; Lyon, 10 et -1; Marseille-Marganne, 18 et 13; Menton, 15 (min); Nancy, 10 et -3; Nantes, 14 et 4; Nice, 21 et 15; Nîmes, 22 (max); Paris-Montsouris, 11 et 3; Paris-Orly, 11 et 3; Pau, 15 et 8; Perpignan, 14 et 13; Rennes, 12 et 7; Rouen, 11 et 2; Saint-Etienne, 14 et -2; Strasbourg, 7 et -2; Toulouse, 15 et 6; Toulon, 14 et 2.

Températures relevées à l'étranger : journée du 27 octobre, le second, le minimum de la nuit du 27 octobre au 28 octobre : Ajaccio, 22 et 12 degrés; Biarritz, 16 et 7; Bordeaux, 20 et 5; Brétat, 12 et 10; Brest, 11 et 9; Cannes, 21 et 15; Charbourg, 11 et 9; Clermont-Ferrand, 16 et -1; Dijon, 15 et 3; Dinard, 12 et 10; Embrun, 19 et

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## CONFÉRENCES

### CONFÉRENCES SUR LE CHRISTIANISME ORIENTAL

Après la causerie du Père Dagher sur les maronites, le 15 octobre, le Centre de recherches et d'études sur le Proche-Orient de Paris (CEROC) poursuit son cycle de conférences sur les chrétiens d'Orient : 28 octobre, les Grecs orthodoxes par M. Olivier Clément, théologien; 5 novembre, les Arméniens par M. J.-P. Mahé, professeur aux langues O.

\* CEROC, BP 761, 75123 Cedex 03. Tél. : (1) 272-69-22 ou 68-21.

## JEU GAGNANT N° 10

## LOTO SPORTIF

| Équipe 1    | Équipe 2   | Équipe 1       | Équipe 2 |
|-------------|------------|----------------|----------|
| 1 MARSEILLE | LILLE      | 9 LAVAL        | BORDEAUX |
| 2 AUXERRE   | TOULOUSE   | 10 LE HAVRE    | TOULON   |
| 3 NICE      | BASTIA     | 11 TOURS       | GRENOBLE |
| 4 BREST     | METZ       | 12 BÉZIERS     | CHAUMONT |
| 5 NANCY     | MONTACO    | 13 MONTPELLIER | GUERJON  |
| 6 PARIS-SG  | STRASBOURG | 14 SEVIGNY     | REIMS    |
| 7 LENS      | RENNES     | 15 LIMOGES     | MORT     |
| 8 SOCHAUX   | NANTES     | 16 BESANCON    | QUIMPER  |

Tirage des 7 Numéros de la Chance

du Vendredi 25 Oct. 1985 : 2 4 6 7 8 14 15

## LOTO N° 43

TIRAGE DU SAMEDI 28 OCTOBRE 1985

1 14 16 23 33 45 47

### PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 30 OCTOBRE 1985 ET SAMEDI 2 NOVEMBRE 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

### NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)

|           |           |                |
|-----------|-----------|----------------|
| 6 BONS N° | 2         | 7 836 455,00 F |
| 5 BONS N° | 25        | 152 560,00 F   |
| 4 BONS N° | 1 386     | 8 645,00 F     |
| 3 BONS N° | 82 319    | 145,00 F       |
| 2 BONS N° | 1 667 947 | 15,00 F        |

BONUS DU SAMEDI 109 676

3 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE : 15,00 F x 2 = 30,00 F

SOURCE : DE LA LOTTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

مكتبة القرآن الكريم



| OFFRES D'EMPLOIS      | Le ligne | La ligne TTC |
|-----------------------|----------|--------------|
| DEMANDES D'EMPLOI     | 114,00   | 135,20       |
| IMMOBILIER            | 34,00    | 40,32        |
| AUTOMOBILES           | 76,00    | 90,13        |
| AGENDA                | 76,00    | 90,13        |
| PROP. COMM. CAPITALUX | 224,00   | 265,68       |

## ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | Le mm/col | La mm/TC |
|--------------------|-----------|----------|
| OFFRES D'EMPLOI    | 65,00     | 77,08    |
| DEMANDES D'EMPLOI  | 19,00     | 22,53    |
| IMMOBILIER         | 50,00     | 59,30    |
| AUTOMOBILES        | 50,00     | 59,30    |
| AGENDA             | 50,00     | 59,30    |

\* Dégressifs selon nature et nombre de pages.

## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### Directeur technique adjoint

La Compagnie Angibaud, 1er producteur de fertilisants organiques en Europe, société de 150 personnes, 3 Usines, offre le poste de Directeur Technique Adjoint à un ingénieur ENSI, HEI, INSA ou équivalent. Ce poste s'adresse à un candidat d'au moins 30 ans, ayant de très solides connaissances en mécanique et électrotechnique et une expérience de production d'au moins 3 ou 4 ans. Ses missions concerneront l'entretien, l'exploitation et l'amélioration des unités existantes (3 usines de 20 à 50 personnes) et la conception et la réalisation de nouvelles unités de production. Directement rattaché au Directeur Général il pourra, après une expérience réussie de 4 ans, prendre le poste de Directeur Technique et d'Exploitation qui prendra sa retraite.

Ce poste nécessite une personnalité affirmée, des dons réels d'animation et de formation, de bonnes capacités de conception et d'organisation. Lieu de travail : pendant une ou deux années Boulogne sur Mer, ensuite La Rochelle. Prière d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé en précisant votre niveau actuel de rémunération à D. de LARIVIERE, sous réf. 11718M, qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Séléc-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

**SÉLÉ**  
**CEGOS**

Prestigieuse société internationale de produits audiovisuels.

PARIS

300 000F±

### Directeur commercial

Pour promouvoir et développer les ventes, animer et gérer une importante équipe de représentants exclusifs.

Expérience réussie de 5 ans minimum dans la direction d'un service commercial structuré et performant exigée (secteur alimentaire exclu). Bonnes aptitudes à former, animer et motiver un réseau de vente.

Formation supérieure et bonne maîtrise de l'anglais impératives.

Le candidat devra être un excellent négociateur et justifier d'une personnalité de premier plan.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25021-M.

**MRI conseil**

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michélin, 92522 Neuilly

### DIRIGER un CENTRE de PROFITS de 40 MF

Représentant 35% du C.A. de notre P.M.J. performante et en développement, ce Département progresse régulièrement de quelques points de plus que le marché grâce à une adéquation toujours meilleure de nos produits aux besoins de nos clients.

administrations et collectivités locales

Sous l'autorité du D.G. de la Société, vous animer les 50 personnes du Département : Chefs de Produits, développement, ventes, administration des ventes, stockage et expéditions. La fabrication est sous-traitée à un autre Département, la Trésorerie est gérée par la D.G. Vous êtes responsable du compte d'exploitation et du bilan dans le cadre d'un budget annuel.

Si vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce/Gestion, si vous avez 10 ans d'expérience de Marketing et/ou Vente de produits industriels ou de produits industriels de consommation, si vous avez travaillé dans une société où vous avez appris que la rigueur et le dynamisme ne sont pas antagonistes, vous êtes peut-être celui que nous cherchons.

Notre Conseil recevra en toute discrétion sous référence M/108/Q votre C.V. précisant votre rémunération 1985 et vous enverra plus d'indications sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE  
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

### MISSION IMPOSSIBLE

#### Jeune Directeur Général Pour rétablir une filiale en perte

Un important Groupe d'activités de type services, coté en bourse, recherche pour une de ses filiales, en perte depuis plusieurs années, un Directeur Général qui aura pour mission de redresser l'activité, avant de se développer dans d'autres sociétés du Groupe en France ou à l'étranger.

La filiale à diriger emploie environ 250 personnes pour un chiffre d'affaires de 50 Millions de Francs fait à 90% avec quelques gros clients. Un climat social délicat et une pression quotidienne élevée, liée à l'activité, caractérisent cette unité.

La poste, située à Paris-Est, consiste à prendre en main les trois secteurs : commercial, exploitation, gestion, à reconstituer un encadrement de valeur, pour atteindre au plus vite l'équilibre par des économies de moyens et une rigoureuse rationalisation de la gestion. Le dirigeant de la filiale disposera d'une importante assistance de la part de la Direction Holding.

Seuls seront considérés les candidats présentant une véritable formation supérieure (universitaire, grande école de commerce ou d'ingénieur). L'âge idéal : 30 à 35 ans, avec un sens aigu de l'entraînement des hommes, du concret, et un tempérament passionné.

A l'issue d'une période de l'ordre de 2 ans, le candidat se verra proposer des responsabilités élevées : à la hauteur du défi et de la réussite.

Envoyer une lettre manuscrite et un Curriculum Vitae sous référence HMC aux consultants du Département Ressources Humaines de SIASS.

**SIASS**

25, rue de Berri 75008 PARIS

### Secrétaire Général Bretagne Nord

300.000

Nous sommes un laboratoire de transformation d'algues et de plantes, créé il y a 10 ans. Nous commercialisons en France et à l'étranger des cosmétiques, des produits diététiques et des stimulants de croissance pour l'agriculture.

Nous recherchons notre secrétaire général qui aura à intervenir aussi bien dans le domaine de la gestion proprement dite - budgets, trésorerie, rédaction des contrats... - que sur un plan plus opérationnel tels que la politique produits, le suivi de la fabrication, le contrôle qualité.

Ces fonctions de généraliste et de direction seront confiées à un cadre de 35-40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieur ou de commerce), ayant une réussite prouvée dans la responsabilité d'une unité autonome.

Outre ses compétences le candidat recherché est un homme de caractère qui a la "trempe" d'un patron. Il sera à même de participer à la direction active de notre PMI dont l'important budget de recherche favorise le rapide développement. Anglais courant indispensable.

Nous vous remercions d'écrire sous référence 9677 M - 1 rue de Berri - 75008 Paris (lettre, CV, photo).



**Bernard Juliet**  
**Psycom**

Membre de Syntec

### Ville de PETIT-COURONNE

recrute pour sa collectivité une directrice,

titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice, 5 ans minimum d'expérience professionnelle exigée. Adresser candidature manuscrite avec C.V. à : Monsieur le Maire, Place de la Liberté, 76650 PETIT-COURONNE.

### PRODUITS ÉLECTRONIQUES

Nous sommes une société de 350 personnes produisant et commercialisant des équipements de pointe en milieu industriel et grand public. Nous connaissons un taux de croissance exceptionnel (20%). Ce succès persistant ne doit rien au hasard. Il est le résultat de la valeur de nos produits et du dévouement de notre personnel. Les techniques les plus sophistiquées (électronique, informatique, automatismes) sont appliquées à la conception et fabrication de nos matériels pour répondre aux conditions les plus rigoureuses de fiabilité et de durabilité. Nous recherchons notre

### Directeur des études

Rattaché au Président, notre patron du bureau d'études sera responsable de la recherche et du développement des produits et travaillera en étroite collaboration avec le Directeur du marketing. Homme d'innovation, il aura une expérience confirmée dans la mise en œuvre des nouvelles technologies. Homme de rigueur, il sera ingénieur et coordonnera avec le Directeur d'usine les lancements en fabrication. Agé de 35 ans minimum, son autorité naturelle lui permettra d'animer un bureau d'études de 20 personnes et d'établir la cohésion et l'enthousiasme nécessaires au succès. Le poste est à pourvoir en région parisienne.

Adresser confidentiellement C.V., photo et courte lettre manuscrite sous référence DBEL 873 LM à Rosie SCHWARTZ

### A+ Carrières

47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS

### Directeur général

400 000

Groupe très diversifié de moyenne importance (CA 245 millions de francs) recherche son DIRECTEUR GÉNÉRAL. Rattaché à la société financière holding, il aura pour mission de gérer l'opportunité d'un projet de diversification et parallèlement de prendre des responsabilités de haut niveau auprès de certaines sociétés du groupe (PDG, DG).

Généraliste doué d'un grand esprit de synthèse, il maîtrisera parfaitement les aspects techniques et administratifs, tout en étant un gestionnaire exigeant très attaché à la qualité des relations humaines.

Agé de 35-40 ans, de formation supérieure (Centrale, X...), bilingue anglais, vous avez une expérience réussie de la fonction de Manager. Vous avez d'autre part su prouver que vous êtes un meneur d'hommes et un fin négociateur.

Poste basé en Haute-Normandie. Merci d'adresser lettre de candidature + C.V. + photo sous référence RG/LM/851028, à CAPFOR-Normandie - Péricentre 4-1429, rue de la Délivrance - 14000 CAEN.

**CAPFOR**

PARIS - LYON - ANGERS - NANTES - CAEN - ANGERS - BREST - MONTPELLIER - NANTES - OREAN - RENNES

Société COLMAR située à Te Boula (TUNISIE), spécialisée dans la fabrication de ressorts pour poids lourds, recherche son :

### Directeur d'Usine

De formation technique supérieure (ingénieur mécanicien - métallurgiste), vous possédez une expérience industrielle permettant de prendre la responsabilité de la gestion de l'ensemble de la production et de l'animation d'une équipe de 60 personnes (M.D. locale).

De par vos origines ou votre vécu, vous connaissez bien les usages et coutumes du pays (de préférence la région de Monastir), êtes parfaitement bilingue (français - arabe) et souhaitez y résider.

La rémunération sera liée à l'expérience et aux potentialités du candidat.

Adresser lettre + C.V. + photo, sous réf. 36.16.032, à Bruno BORTOLOTTI.

**CREED**

47, rue Esquermoise - B.P. 107 - 59000 LILLE CEDEX

### Technologies de pointe. Directeur technique systèmes

Prendre en charge et superviser l'ensemble d'un département études sur le plan technique, économique et humain (20 ingénieurs de haut niveau). Assurer le support technique aux ingénieurs et coordonner l'ensemble des projets en cours.

Effectuer le suivi des projets en coûts et délais avant industrialisation. Assister le service commercial sur le plan technique dans les négociations avec la clientèle.

C'est la mission que vous propose cette importante et dynamique société travaillant dans le domaine des technologies de pointe. Vous êtes de formation supérieure (de type ESE, ENSEET, ESME ou équivalent), vous justifiez d'une expérience réussie de 10 ans minimum dans le management d'équipes et la conduite de projets industriels de haut niveau, (surtout mesures, radionavigation, informatique temps réel), acquies de préférence dans les domaines militaire, aéronautique ou naval.

Le poste est basé dans une agréable ville du Sud Est de la France. La pratique de la langue anglaise est indispensable. La rémunération et les conditions sont bien évidemment liées à l'expérience et de nature à intéresser un candidat de grande valeur.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 694 C à Christian Hollenot, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

**OC conseil**

Ressources humaines

PARIS - LYON





## DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Pour assurer le développement de son réseau de succursales et agences  
**BANQUE FRANÇAISE**  
rattachée à un puissant Groupe Financier, recherche

### DIRECTEURS D'AGENCES

(Paris et proche banlieue) - Niveau Classe V - VI

Dotés d'une bonne formation supérieure (de type école supérieure de commerce), ils devront impérativement justifier d'une expérience réussie de plusieurs années dans un réseau d'agences et être capables de maîtriser, outre les problèmes d'encadrement, les techniques d'exploitation affectées à une clientèle de particuliers et d'entreprises de bon niveau. Ils seront affectés dans une agence de taille moyenne (7 à 8 personnes) rattachée à une succursale. Merci d'adresser CV, lettre manuscrite a/réf. M 101 à notre Conseil (stricte confidentialité assurée).

**RECOR**

Département Bancaire  
37 rue d'Amsterdam, 75008 Paris

### TRANSIT MARITIME Paris

6 AGENCES ET 6 ANTENNES COMMERCIALES en FRANCE - Filiales à l'Étranger recrutent

### DIRECTEUR DES VENTES

Basé à PARIS et se déplaçant fréquemment, libéré des soucis quotidiens de l'Exploitation et RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT, IL ANIME SES AGENTS COMMERCIAUX, PROSPECTE LUI-MÊME ACTIVEMENT ET INTERVIENT RÉGULIÈREMENT CHEZ LES PRINCIPAUX CLIENTS FRANCE ET ÉTRANGER.

#### Spécialiste du « maritime » (INDISPENSABLE)

- a 35 ans environ, de formation E.S.C. ou équivalent
- parlant couramment l'ANGLAIS
- C'EST UN « DÉVELOPPEUR », ayant les moyens de son ambition

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8327 à

**SC sélection conseil**  
95, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

### 300 000 F. +

- L'électronique est très utilisée dans nos produits fabriqués en grande série (biens d'équipements).
- En relation directe avec le Président vous serez l'homme du quotidien pour les problèmes de fabrication (un bon Directeur de production vous apportera sa connaissance de notre métier), de gestion et de commercialisation.
- A terme il vous sera possible d'accéder au capital.
- Au salaire s'ajoute une villa et une voiture de fonction.

Écrivez sous réf. C7118 à : **Concordances**  
91, rue du Fg St Honoré, 75008 PARIS  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Concordances

### S.S.I.L.

spécialisée dans les problèmes de gestion destinés aux moyennes entreprises où elle a acquis de nombreuses références, agissant en France et à l'étranger.

recherche

### SON DIRECTEUR COMMERCIAL

Il devra analyser son marché et son évolution, promouvoir les produits, développer les relations avec les divers échelons commerciaux du constructeur, organiser et assurer le suivi des clients, participer à la négociation des contrats.

Nous souhaiterions confier ce poste à une personne d'environ 35 ans, de formation ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE OU DE GESTION, ayant occupé une fonction commerciale chez un constructeur informatique et connaissant le milieu professionnel.

Adresser lettre + C.V. à :

S.C.S.P.  
132, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.



## emplois régionaux

### Valeo

1<sup>er</sup> Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile  
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux  
32000 personnes - C.A. 11 MILLIARDS de Francs  
recherche pour développer son potentiel humain

### Ingénieur Expérimenté diplômé Grande Ecole Electronique Responsable Fabrication (260 personnes)

Valeo Machines Tournantes (Beaugency - 45)

Sous l'autorité directe du Chef d'Établissement, vous aurez la responsabilité de concrétiser les engagements quantitatifs, de tenir les objectifs qualitatifs et de productivité et de veiller à l'écoulement normal des flux matériels de nos modules électroniques.

A partir de ce poste, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (B/F), CV, attestations et photographie en indiquant la référence 58890/M à : Valeo Service Recrutement I & C - 45 rue Bayen - 75017 PARIS

### TAIEXPRESS

VOS COLIS DE DOMICILE À DOMICILE EN MOINS DE 24 H.

Vous êtes intéressés par une société de services à très forte expansion (40 %/an), filiale de la compagnie aérienne T.A.T.

Nous recherchons notre

### Chef de centre de Lille

Le candidat - âgé 25 ans minimum - aura des qualités de commercial et d'exploitant. Au terme d'une formation, il sera responsable d'un centre de transport : organisation de l'exploitation, gestion du personnel, gestion du parc véhicules, relations clientèle, développement commercial, suivi de la qualité de service.

Adresser lettre man., CV, et prêt. a/réf. 71703/M à R. VERDET, S&L-CEGOS, Tour Chénouzeaux 92516 BOULOGNE CEDEX

**sélé CEGOS**

### BANLIEUE de LYON

Pour faire face à son très fort développement, PMI spécialisée dans la conception et la réalisation d'ensembles industriels automatisés, dont les clients sont tous des "grands", recherche un

### Ingénieur Automaticien H-F

Nous accueillons un jeune ingénieur à fort potentiel de formation électrotechnique, possédant une première expérience significative de systèmes automatisés dans la grande industrie. A la tête d'une équipe de techniciens, il assurera le Directeur Industriel en étant responsable de l'animation et de la coordination des études, de la réalisation, des essais en atelier et de l'implantation chez le client d'équipements intégrant automatismes, électricité, mécano-soudure et thermique. Ce poste convient à un candidat possédant de réelles aptitudes à la communication, voulant accéder à des actions autonomes et polyvalentes au sein d'un environnement jeune, dans une structure à taille humaine qui a su doubler son C.A. en un an et qui possède de réelles perspectives de développement à moyen terme.

Écrire au CABINET GATIER, 32 rue Barre 69006 LYON, sous réf. 041 M.

**Cabinet Gatier**

## emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

## Computerland®

Leader mondial de la franchise spécialisée en micro-informatique professionnelle, avec plus de 800 centres ouverts, recherche pour son siège européen au Luxembourg:

### UN RESPONSABLE DE LA PUBLICITÉ

Pour organiser et coordonner la publicité du groupe et des centres ComputerLand en Europe. Le candidat idéal sera un professionnel de haut niveau avec plusieurs années d'expérience à un poste senior en agence de publicité. Il devra être capable de former et diriger une équipe performante, de gérer un budget publicitaire important et de coordonner les activités de promotion dans 14 pays, en collaboration étroite avec une agence internationale. La maîtrise des langues française, anglaise et éventuellement de l'allemand est indispensable.

### UN SPÉCIALISTE EN MARKETING PRODUITS

Pour rejoindre l'équipe en place, afin de collaborer à la sélection des groupes de produits, à la réalisation des études de marché et aux campagnes de lancement de nouveaux produits. Le candidat idéal, âgé de 25 à 30 ans, aura une bonne expérience du marketing international et de préférence, aura déjà travaillé dans le domaine de la micro-informatique (matériel et logiciel). Connaissance des langues française et anglaise requise.

Les dossiers de candidature avec C.V. sont à adresser au : Directeur du Personnel, ComputerLand Europe sari, B.P. 2722, L-2632 Luxembourg.

### SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIEURIE PÉTROLIÈRE

recherche

### UN INGÉNIEUR CHEF DE MISSION RÉSIDENT

pour la supervision de la construction et de la mise en

d'importantes installations de traitement de gaz en U.R.S.S.

La personne recrutée devra :

- encadrer 10 à 20 ingénieurs et spécialistes de supervision de la
- construction et de la mise en service.
- représenter la Société vis à vis des Autorités Locales du Client, et le cas échéant, négocier les arrangements
- indispensables sur un chantier.

Qualités requises :

- Ingénierie position III
- expérience de Chef de Mission (ou équivalent adjoint)
- pour un contrat en U.R.S.S.
- parler la langue russe.

Durée minimale 2 ans (renouvellement 4) avec possibilité

embauche définitive en fin de mission.

Rémunération attractive.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à BANCE-PUB

18, rue Léon 75018 PARIS (merci de préciser, s'env. réf. 5212)

L'UNIVERSITÉ DE SYDNEY (Australie)

CHAIRE EN PHILOSOPHIE

numéro de réf. 39/06

L'université cherche un professeur pour une nouvelle chaire

dans la section de philosophie de la faculté de lettres et

sciences humaines. Cette section comprend à présent deux

départements séparés, département de philosophie générale

et département de philosophie traditionnelle et moderne, dont

l'enseignement est envisagé. La nouvelle chaire, tout

comme la chaire Chaix tenue par le professeur D.M. Armstrong, fera partie du nouveau département.

Nous désirons des candidats cherchant à encourager l'ensei-

gnement et les recherches en philosophie pratique, l'histoire

de la philosophie, la théorie des sciences naturelles et sociales

et l'esthétique, dans le cadre des traditions de la philosophie

contemporaine européenne.

Salaire brut : 54 984 \$ australiens par annum.

Les candidats, en double exemplaire (prière de rappeler le nom

de référence), comprenant un C.V., une liste d'ouvrages

publiés et les noms et adresses de trois personnes qui fourniraient

des références, devront être déposés avant le 15 janvier

1986 auprès de Registrar, University of Sydney, NSW 2006,

Australie.

S'adresser au Registrar pour des renseignements complémentaires.

L'université se réserve le droit de ne pas procéder à une nomination

pour des raisons financières ou autres. L'emploi à l'université

existe sous un régime de non-discrimination.

### TIMAC

### DU RECRUTEMENT... AUX RESSOURCES HUMAINES

Notre Société (Amendements, Engrais, Nutrition animale, Détergents...) recherche pour participer au développement de sa fonction Personnel un

### responsable recrutement

SAINT-MALO

Rattaché au Directeur du Personnel, il aura en charge l'ensemble des opérations de recrutement du groupe, notamment au plan commercial (port de vente : 400 personnes). Après définition des besoins et profil avec les directeurs opérationnels, il mettra en œuvre, dans une grande autonomie, la méthodologie de recherche la plus appropriée et assurera personnellement les entretiens de recrutement, ainsi que la présélection et le suivi d'intégration des candidats. Il assurera par ailleurs la mise en place d'une gestion des ressources humaines. Ce poste, basé à SAINT-MALO et impliquant de fréquents déplacements, doit motiver un diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4), âgé de 25 ans au moins et justifiant impérativement d'une première expérience de recrutement de personnel, si possible commercial. La taille du groupe autorise de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 21312 C à notre Conseil : EGOR OUEST ATLANTIQUE - 16, rue Charles Monod 44000 NANTES. Discretion assurée.

Le Groupe Roullier, de dimension internationale, est leader en agro-alimentaire, et emploie 2 200 personnes. Son CA est de 2,2 milliards de F.

**groupe roullier**

### PROUVOST S.A.

recherche pour sa filiale

### VITOS

(1200 personnes)

### chef du service relations humaines

En poste au Siège à TROYES, sous l'autorité du Directeur Général, il participe étroitement à la définition et à la mise en œuvre d'une politique dynamique du personnel, pour chacun des 4 Établissements de la Société.

Les tâches principales sont le Recrutement, la Gestion prévisionnelle et administrative, l'Étude des rémunérations, le plan de Formation et la Communication, notamment les relations avec les Partenaires sociaux et les Organismes extérieurs.

Ce poste requiert un candidat de formation supérieure, de plus de 30 ans et possédant une première expérience dans un poste similaire (de préférence en industrie).

Merci d'écrire avec C.V. détaillé à M. CHERMAT, PROUVOST S.A.

11, Boulevard de la Madeleine - 75001 Paris.





## emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux

### Val de Loire RESPONSABLE PRODUCTION INFORMATIQUE 300.000 F +

Cette entreprise de 2.000 personnes, filiale d'un important groupe nationalisé, connaît, avec un chiffre d'affaires de 750 millions de francs, un taux de croissance annuel de l'ordre de 30%. Elle recherche aujourd'hui un responsable de production informatique.

Rattaché au Directeur du Département basé au siège, et en autorité sur une vingtaine de personnes réparties en deux services, il sera chargé, dans une grande autonomie, de l'exploitation des applications. Responsable de ses budgets et de ses objectifs, il aura pour tâches principales la planification, la gestion, la surveillance et l'optimisation des traitements informatiques (préparation et lancement des travaux, rationalisation de l'exploitation, recherche, développement et mise en place d'outils, écriture de JCL, assistance technique, etc.), tout en assurant les relations technico-commerciales avec les utilisateurs.

Ce poste s'adresse à un informaticien désireux de s'exprimer dans des responsabilités d'exploitation, âgé de 32 ans au moins, diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur ou universitaire), et pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années, impérativement acquise dans un environnement IBM/VS. Une première approche de la gestion de production automatisée constituerait un atout. La lecture de l'anglais technique est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 1/1034 X à

**EGOR OUEST ATLANTIQUE**

15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASSBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

**egor**

### Juristes ou fiscalistes confirmés une carrière de haut niveau à Lyon ouverte sur l'international

Le Cabinet Rathenau, établi à Lyon, compte actuellement 23 Juristes et fiscalistes. Il connaît une phase de développement nouvelle, notamment au plan international, en association depuis un an avec Peat Marwick, l'un des premiers cabinets mondiaux de conseil d'entreprises. De larges opportunités sont ainsi ouvertes à ses professionnels.

Ses clients sont en majorité des groupes français d'envergure internationale qui en apprécient l'éthique et les compétences.

Le Cabinet accompagne leur expansion en participant aux restructurations juridiques et financières qu'elle implique (opérations sur le capital, prises de contrôle, fusions). Les interlocuteurs habituels sont les Directeurs généraux d'entreprises, leurs services juridiques et fiscaux, leurs banquiers, et parfois d'autres conseils extérieurs.

Deux conseils juridiques sont actuellement recherchés : Juriste : il a une expérience éprouvée dans la conception de montages juridiques et la rédaction d'actes et de contrats.

Fiscaliste : il est l'expert dans son domaine et le conseiller de l'entreprise averti d'autres disciplines - tel le droit des sociétés.

Les candidats de formation supérieure Juridique ou Gestion ont nécessairement une expérience professionnelle d'environ 8 à 10 ans, acquise dans un cabinet de conseil d'entreprises national ou international et/ou dans un grand groupe. Ils parlent et rédigent en anglais et sont capables de négocier au plus haut niveau. Ils veulent réussir et maîtriser pleinement leur évolution de carrière.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à A. PALPANT sous réf. JFR 606.



13 rue Grébois, 69298 Lyon Cedex 2

Importante société internationale fabriquant des biens de consommation durables, pour le SUD-OUEST DE LA FRANCE, de 120 MILLIONS de F. 250 km SUD-OUEST DE PARIS

### Jeune adjoint au directeur administratif et financier

Son rôle consistera à assister le Directeur Administratif et Financier dans toutes les fonctions inhérentes à ce poste (comptabilité générale, analytique, contrôle de gestion, budgets, reporting) suivant les normes anglo-saxonnes.

Expérience réussie de 2/3 ans minimum dans une fonction financière opérationnelle ou en cabinet d'audit. Très bonnes connaissances de la comptabilité anglo-saxonne exigées.

Formation supérieure DECS ou équivalent et parfaite maîtrise de l'anglais. Précis, rigoureux, le candidat aura à s'intégrer dans une petite équipe très performante. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel du candidat.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 25017-M à

**MRI conseil**

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Miché, 92522 Neuilly.



Dans le cadre de sa forte croissance, GOULD ELECTRONIQUE, filiale française du groupe américain GOULD, qui conçoit, fabrique et commercialise des instruments de MESURE et de CONTRÔLE électroniques (systèmes d'enregistrements, oscilloscopes, analyseurs logiques) ouvre une Agence dans le SUD-EST de la France et recherche son

### INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL

Il aura la responsabilité de la gestion et de la commercialisation d'une gamme de produits étendue dans les milieux industriels et médicaux.

Ce poste demande :

- Une expérience réussie de la vente à haut niveau dans le domaine de l'instrumentation de mesure.
- Une formation technique supérieure en électronique.
- La connaissance du marché industriel et médical dans le Sud-Est.

La pratique ou la connaissance des micro-ordinateurs et de l'anglais seront des atouts appréciés.

Pour ce poste, il sera offert une rémunération motivante et une voiture de fonction.

Les candidats feront parvenir CV et prétentions à :

GOULD ELECTRONIQUE, Direction du Personnel  
57, rue Saint-Sauveur - BALLAINVILLIERS - 91160 LONGJUMEAU

### Responsable administratif et comptable H/F LA FNAC DE DIJON

Comptable expérimenté, vous avez su tirer avantageusement profit de vos années d'expérience et vous souhaitez maintenant élargir votre champ d'activité. La Fnac de Dijon vous propose, auprès du Directeur de Magasin de prendre en charge cette fonction.

Votre mission :

- Assurer le bon fonctionnement de la comptabilité fournisseurs, de la comptabilité générale et analytique, de la préparation de la paye.
- Participer à l'établissement des budgets et en suivre la réalisation.
- Gérer la trésorerie et être en relation avec les banques.

Vous aurez de plus la responsabilité d'une équipe composée de personnel administratif et de caissières.

Les candidats que nous souhaitons rencontrer seront âgés d'au moins 25 ans, de formation DECS, posséderont une expérience minimale de 5 ans acquise si possible dans la distribution et complétée par un passage en cabinet d'expertise.

Monique SIMON vous remercie de lui adresser votre lettre de candidature accompagnée de votre CV, précisant votre rémunération actuelle, et la référence RAC/DJ à Fnac 101, rue du Cherche-Midi 75006 PARIS.

La fnac. L'oxygène de la tête.

Importante Société de mécanique de série, filiale d'un Groupe de dimension internationale, nous recherchons le

### CHEF DU SERVICE METHODES

de l'un de nos centres de production (1.000 personnes) situé dans la région orléanaise. Rattaché au Directeur de l'Etablissement, vous aurez pour mission l'automatisation et la robotisation des moyens de fabrication, tout en optimisant les équipements déjà en place.

Vous jouerez un rôle prépondérant dans le choix des investissements industriels qui atteignent aujourd'hui près de 30 millions de F. Vous serez également chargé de la mise en production des nouveaux produits et assurerez le suivi de la gamme déjà lancée.

Vous animerez un service de 40 personnes, dont 15 ingénieurs et cadres.

Nous recherchons un ingénieur mécanicien ayant déjà exercé cette responsabilité dans une activité similaire.

La taille du Groupe et sa politique en matière de ressources humaines sont des garanties de possibilités d'évolution de carrière pour un candidat de bon potentiel.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature sous réf. 81.690/LM à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.



Société de Services et d'Ingénierie en Informatique, près de 500 personnes, filiale de PECHINEY, nous avons acquis une place de premier plan grâce à la qualité de nos prestations : Télégestion, Progiciels, Conseil, Système, Formation.

### jeune ingénieur informaticien H/F

- débutant ou première expérience.
- connaissance CICS/DLI et gestion industrielle appréciée.
- Lieu de travail : LYON.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. RM à notre Responsable du Recrutement Eric Schlumberger - SPI 98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY



Services et Progiciels Informatiques

MEMBRE DE SYNTec-Informatique

### C.E.R.A.L. Le Centre d'Etudes des Chambres de Commerce et d'Industrie Rhône - Loire - Alpes recherche un CHARGE D'ETUDES JURIDIQUES H/F

Il répond aux consultations juridiques et fiscales venant des CCI et réalise des études et des rapports sur des questions d'actualité législative et réglementaire.

Ce poste s'adresse à un juriste confirmé (Docteur ou DEA indispensable), apportant une première expérience, même de courte durée, dans un cabinet juridique ou dans le service juridique et fiscal d'une entreprise. Homme d'étude mais aussi de contact, il assure de solides qualités d'expression orale et écrite. Le poste est basé à LYON.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite et argumentée avec CV, photo et prétentions, sous référence 8340 B, à REUSSITES 69002 LYON.

Membre de Syntec.



### LE GROUPE DES MUTUELLES DU MANS RECHERCHE POUR SA DIRECTION COMMERCIALE INSPECTEURS DU CADRE

Vous êtes JEUNES DIPLOMÉS (E.S.C.A.E., Maîtrise Sciences Economiques/Droit + Institut Supérieur d'Assurances), Nous vous offrons de devenir à la fois des techniciens en Assurance, des animateurs commerciaux et des conseillers en organisation et gestion d'Agences.

Pour cela, nous vous proposons une formation théorique et pratique de 18 mois.

L'évolution de votre carrière vous conduira à résider dans différentes régions où vous devrez vous déplacer très fréquemment.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. détaillé sous référence JLS/CI 03 à :

GROUPE DES SOCIÉTÉS MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE - Direction du Personnel - 19-21, rue Chanzy 72030 LE MANS CEDEX.







## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## gan

Notre société de réassurance, filiale du GAN, développe ses activités en France et à l'étranger. Nous cherchons un

## DIPLOMÉ

ENSAE (1<sup>re</sup> division)  
SUP (ou formation universitaire équivalente)

Au sein du bureau d'études techniques et statistiques, il réalisera des études statistiques sur l'activité internationale de la société dans les branches IARD, participera à la tarification des contrats.

A un débutant motivé par ce secteur d'activité, nous proposons des stages de formation et des possibilités d'évolution au sein du groupe.  
Le poste basé à Paris implique quelques déplacements, une bonne maîtrise de l'anglais et l'utilisation de l'informatique.

Merci d'adr. lettre man., c.v. détaillé et prêt. au secrétariat général de la COMPAGNIE TRANSCONTINENTALE DE RÉASSURANCE, 15, rue Louis-le-Grand, 75002 PARIS.

## Directeur de production

UNE SOCIÉTÉ PERFORMANTE (fonderie de fonte, 350 personnes), filiale d'un des premiers groupes industriels français, recherche son Directeur de Production.

Rattaché au Directeur Général, il aura la responsabilité de :

- la fabrication,
  - l'ordonnement,
  - l'entretien,
  - l'étude et la réalisation des investissements industriels.
- Ce poste conviendrait à un ingénieur AM ou école équivalente (+ ESF apprécié), ayant environ 10 ans d'expérience de production en fonderie ou en mécanique. Il aura de solides connaissances des problèmes de production et il réalisera un plan ambitieux de développement de l'outil industriel (robotique). Il témoignera de qualités marquées d'organisateur et d'animateur et il aura un potentiel d'évolution lui permettant d'élargir ses responsabilités.

Poste : littoral atlantique sud-ouest.

Ordre de grandeur de rémunération : 300.000 F. +

Ecrire sous réf. DL 227 AM  
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

UN IMPORTANT ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL D'ÉTAT (2.000 personnes) à vocation de conception et réalisation de matériels navals offre à des ingénieurs débutants ou expérimentés de valoriser leur formation et leurs compétences dans un environnement particulièrement ouvert aux techniques de pointe.

Il recherche :

## • Un responsable gestion-production

Il animerait les fonctions ordonnancement, planning charge, suivi de la sous-traitance (20 personnes) pour un département fabriquant des matériels mécaniques et électrohydrauliques complexes, à l'unité ou en petites séries, et participerait aux études d'organisation, à l'élaboration et à la mise en place d'outils destinés au développement d'un projet important de GPO.

Une formation d'ingénieur mécanicien, une solide expérience de la production, des qualités de rigueur et d'organisation, un tempérament d'animateur sont indispensables à la maîtrise réussie de ce poste.

## • Un ingénieur d'essais

Ce poste s'adresse à un ingénieur mécanicien débutant ou doté d'une première expérience, ouvert au travail en équipe. Une formation spécifique en pyrotechnie est prévue afin de compléter sa formation de base et lui donner la compétence nécessaire.

Il pilotera et exploitera des programmes d'essais, participera à des études, réalisera des expertises destinées à garantir et à améliorer les performances et la sécurité des matériels (systèmes propulsifs, dispositifs électrohydrauliques...).

Postes : sud-ouest  
Ecrire en précisant la référence  
Anne SANTAMARIA  
21, rue Calvé  
33000 Bordeaux  
Discretion absolue

Si vous saviez quelle  
cité d'assurances recrute vous  
ne manqueriez pas l'occasion....

Jeunes  
Universitaires

(ou école supérieure de commerce),  
devenez nos inspecteurs  
d'assurance IARD

- Vous avez envie de bouger sur plusieurs départements,
  - Vous avez du PUNCH commercial pour animer notre réseau,
  - Vous aimez recruter nos agents généraux, les former, les conseiller,
  - Vous avez de l'imagination et de la créativité.
- Nous vous proposons un métier, dix mois de formation interne avant de vous confier une circonscription, si le challenge vous attire, adressez lettre manuscrite et C.V. sous référence 5057M à notre Conseil.

impact développement

IMPACT DEVELOPPEMENT 26 Rue Brunel 75017 PARIS

## CONSEIL EN BREVETS

## INGÉNIEUR

Grande école, électronicien ou mécanicien une bonne expérience dans la même fonction, le diplôme du CEPI, le titre de mandataire européen ou le poste sont des atouts déterminants pour le poste. Anglais, allemand indispensables. Néerlandais souhaité.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous n° 7.909 Le MONDE Pub service annonces classées 7, rue des Italiens, 75009 PARIS.



emploi régionaux

GRENOBLE  
SOCIÉTÉ INGÉNIERIE  
INFORMATIQUE INNOVATRICE

- Informatique temps réel et industriel.
- Mini et micro.
- Logiciel et matériel.

## INGÉNIEUR COMMERCIAL

haut niveau technique

Déplacements fréquents en vue de prendre poste direction

## INGÉNIEURS CONFIRMÉS

Expérience télécom.

Connaissance R.S.X. 11 M.

Connaissance solar + déplacements étranger.

## INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Pour tous ces postes il est demandé un niveau d'ingénieur Grande École : X, ESC, Télécom, Centrale, Ensimag, Ensaup, Ensat.

Ecrire avec C.V. et prétentions Hexas 2539 33, rue Colonel Bogouet, 38100 Grenoble.

## INGÉNIEURS DÉBUTANTS

diplômés Grandes Ecoles ou DEA Universitaire pour

TRAVAUX DE RECHERCHE BATIMENT

Plusieurs postes disponibles

PARIS - PROVINCE

Domaines : thermique, mécanique des fluides, mécanique des sols, électronique et économie du bâtiment.

Durée : 1 an temps partiel possible.

Adresser C.V. à : IRRAT

242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS.

Expert-comptable  
confirmé

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE TOUT PREMIER PLAN recherche un Expert-Comptable confirmé.

Il sera chargé de consolider les comptabilités des différentes unités et filiales du groupe et d'effectuer la comptabilité du siège. Il animerait une équipe d'une vingtaine de personnes. Ce poste important conviendrait à un candidat, expert-comptable diplômé, ayant acquis une solide expérience en cabinet ou dans une grande entreprise et dont les compétences techniques seront conjuguées avec d'excellentes qualités d'animateur et de contact.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. GZ 223 AM  
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Chef du service  
génie climatique

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE bien implantée sur ses créneaux auprès d'une clientèle diversifiée recherche un Chef du Service Génie Climatique.

Il devra organiser, gérer et animer une équipe d'une vingtaine de personnes (dont 3 ingénieurs) chargée d'assurer la conception, la réalisation et l'installation d'équipements de climatisation. Une formation supérieure d'ingénieur, une expérience d'au minimum quatre-vingt ans dans le même domaine comprenant la direction de chantiers, ainsi que des qualités incontestables de "manager" sont indispensables pour assurer le développement de ce secteur de l'entreprise.

Poste situé dans une ville du nord de la France.

Ecrire sous réf. FY 167 CM  
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

MATÉRIAUX COMPOSITES  
Jeune ingénieur mécanicien

PUISSANT ORGANISME D'ÉTAT recherche pour l'une de ses divisions chargée de réaliser des structures en matériaux composites pour l'aéronautique et la construction navale, un jeune Ingénieur d'Études.

Intégré au sein de l'équipe "Études et Développement", il participera à des études de calcul de structures de matériaux composites de haute performance et en suivra le développement. Après formation, il lui sera confié la responsabilité de programmes d'études et d'essais.

Ingénieur mécanicien (AM, ECL, ENSI...) il aura le goût du travail en équipe et de fortes capacités d'initiative. Première expérience possible mais non indispensable.

Lieu de travail : Toulouse.

Ecrire sous réf. EM 228 AM  
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

communiquer  
efficacement...

La communication efficace, nous y croyons ! Leader européen sur le marché des séminaires et du jardinage, nos enseignants sont en plein développement ; aussi recrutons-nous aujourd'hui un(e)

## ASSISTANT(E) COMMUNICATION

En étroite collaboration avec le Responsable du service et en rapport direct avec fournisseurs et agences, vous participerez à la mise en place de nos opérations publicitaires (radio, presse, télévision, affichage, etc.). De formation supérieure commerciale et/ou publicitaire, vous posséderez quelques années d'expérience et vous êtes d'origine pour l'organisation et la gestion.

Des connaissances en édition publicitaire seront un atout supplémentaire. Le stage de notre groupe est à 30 mn d'AUSTERLITZ.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 6035 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

Ingénieur études générales  
conception et réalisation

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE 1.200 personnes, filiale d'un groupe leader de 12.000 personnes, mettant en œuvre des techniques diversifiées, offre un poste très formateur à un jeune Ingénieur ECP, Mines, AM, ayant environ 3 ans d'expérience professionnelle.

Intégré à une équipe performante de bon niveau, elle-même rattachée au Directeur Général de la Société, il mènera des projets jusqu'à leur réalisation, touchant des domaines variés : introduction de nouvelles techniques, réalisation d'équipements, études économiques, informatiques et méthodes. La réussite dans ce poste implique : une grande curiosité intellectuelle, la capacité à s'adapter rapidement à des activités diversifiées, de bonnes capacités de contact et de pédagogie, un tempérament de réalisateur. Réelles perspectives d'évolution ultérieure dans la société ou le Groupe à des postes fonctionnels ou opérationnels.

Poste à Lille.

Ecrire sous réf. BJ 225 AM  
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Jeune cadre ESC + DECS  
1 à 2 ans d'expérience ou débutant

FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, spécialisée dans l'informatique de service, offre un poste évolutif à un jeune Cadre diplômé d'études supérieures débutant ou possédant une première expérience de comptabilité et de gestion.

Adjoint ou Responsable Financier et Comptable de cette société à taille humaine (250 personnes), située dans un secteur en expansion, sa mission comprendra :

- la responsabilité de travaux comptables (comptabilité générale jusqu'au bilan, y compris la consolidation de plusieurs petites unités, comptabilité analytique),
- la participation active à l'amélioration des moyens et des méthodes pour accroître la qualité et l'efficacité des prestations du service comptable dans un environnement informatique sophistiqué.

Le poste implique une bonne qualification comptable et financière, si possible une connaissance de l'utilisation de la micro-informatique et un potentiel certain pour évoluer au sein du Groupe.

Poste La Défense (92)

Ecrire sous réf. FY 222 CM  
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

RESPONSABLE  
INFORMATIQUE

Établissement Public recherche pour sa Direction Informatique le Responsable de son Département d'Études Fonctionnelles.

Ce service comprend une quinzaine de personnes et a pour fonction de définir puis de coordonner la mise en place des systèmes informatiques en liaison avec des équipes appartenant à divers organismes. Le poste implique de concevoir et de réaliser des systèmes informatiques. La connaissance de méthodes de conduite de grands projets et d'analyse de Systèmes d'Information est indispensable. Le candidat devra faire preuve de réelles qualités d'animateur et être habitué aux négociations au plus haut niveau.

Le poste est à pourvoir à Paris, des déplacements de courte durée en province sont à prévoir.

Le salaire de départ est de l'ordre de 300 000 F suivant expérience.

Veuillez adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 4897 à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS qui transmettra.







## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

Grasse, capitale mondiale du parfum.  
**V.MANE FILS**Un des leaders de l'industrie des matières premières  
aromatiques vous propose d'**ACQUERIR UNE FORMATION  
TECHNIQUE DE HAUT NIVEAU,  
POUR ABORDER  
LE COMMERCE INTERNATIONAL**

Face à vos interlocuteurs internationaux, seule la maîtrise technique vous permettra de dialoguer pour conclure des affaires de haut niveau. V.Mane Fils est une entreprise de haute technologie spécialisée essentiellement dans l'exportation (57% du CA) qui souhaite rencontrer de jeunes diplômés d'études supérieures possédant parfaitement l'anglais et si possible d'autres langues.



Dans le cadre d'un contrat de qualification professionnelle, nous vous proposons un savoir-faire qui vous permettra de gérer et développer une zone géographique précise. Si le commerce international vous attire et que vous souhaitez y entrer bien armé, écrivez-nous. Envoyez votre dossier : lettre manuscrite, CV et photo à : Ets V.MANE FILS 06620 Le Bar sur Loup.

**Eh oui, Monsieur Darwin  
nous croyons à l'évolution...****10 jeunes diplômés  
pourront prendre des  
responsabilités opérationnelles.**

Leader incontesté de son marché, notre Groupe réalise plus de 4,3 Milliards de francs de Chiffre d'Affaires, avec un effectif de 5 000 collaborateurs.

Les raisons de son expansion ? le dynamisme, l'audace et le Contrat de Confiance Darty basé sur le respect du consommateur.

C'est l'évolution qui nous a permis de devenir un leader incontesté, nous la proposons aujourd'hui à 10 jeunes diplômés, ayant ou non une expérience professionnelle. L'apprentissage de la vente sur le terrain est complété par une formation spécifique à notre pratique du marché.

Jeunes diplômés, chez Darty, l'évolution nous y croisons !

La preuve : dans les 2 ans, vous pourrez accéder à des responsabilités hiérarchiques dans les domaines :

- de la vente,
- des achats,
- de la gestion.

Si vous souhaitez nous rejoindre, nous organisons des réunions d'informations : si vous voulez y participer, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, sous référence M 19/344 AC à

**EGOR PROMOTION**  
63, rue de Ponthieu 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

**egor**

Filière d'un grand groupe national, leader sur notre marché, nous concevons, fabriquons et commercialisons des matériels et des systèmes de radiocommunications civiles. Aujourd'hui, nous renforçons l'équipe chargée de l'animation de notre réseau direct de distribution (8 directions régionales - 17 agences), en créant le poste

**ADJOINT AU DIRECTEUR  
COMMERCIAL DISTRIBUTION 260.000 +**

Après une période de formation à nos produits et à notre marché de distribution, vous serez chargé de :

- la mise en place et du suivi de notre nouvelle politique de distribution,
- la coordination des "grands comptes" décentralisés,
- l'interface entre les directions régionales, les services techniques et les services marketings de la société.

Vous avez une formation d'ingénieur (radio et/ou informatique) et une expérience de l'animation commerciale d'au moins cinq années.

Le poste basé en banlieue Nord-Ouest comporte de courts et fréquents déplacements en province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 79190/M, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

**Électronique de pointe  
INGÉNIEUR COMMERCIAL  
EXPORT**

États-Unis

Filière d'un important groupe industriel français, leader mondial dans l'électronique professionnelle, nous sommes spécialisés dans les composants de haute technologie. Déjà présents aux États-Unis, où nous avons réalisé 30 millions de francs cette année, nous voulons renforcer notre position.

Ingénieur électronique de formation, vous avez acquis une première expérience commerciale (France ou export dans la vente de composants ou de systèmes) et vous avez séjourné au moins 6 mois aux États-Unis.

Basé en région parisienne, au sein d'une petite équipe export, appuyé localement par une structure commerciale et des centres de production, vous prendrez en charge le développement d'un portefeuille clients composé de grands équipementiers américains dans le domaine de l'aéronautique et des télécommunications. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, à Jacques SCARINOFF, sous réf. M 32/1407 A.

**EGOR TECHNOLOGIES**

19, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO**egor****S.D.M.O.**  
GROUPES ELECTROGENES

Nous sommes une importante société de construction et vente de groupes électrogènes. Dans le cadre de notre développement sur la Région Parisienne, le Nord et l'Est de la France, nous recherchons :

**ingénieurs d'affaires confirmés**

- pour assurer la prospection, le développement et le suivi des affaires du secteur qui leur sera confié.
- De formation Ingénieurs Electromécaniciens (ou équivalents), les candidats auront de réelles aptitudes aux relations technico-commerciales à tous niveaux et devront pouvoir justifier d'une première expérience professionnelle réussie dans la vente de biens d'équipements électromécaniques ou en qualité de responsables dans des sociétés d'installations électriques.

**technico-commerciaux**

- Hommes de terrain, il leur sera demandé de développer et d'animer les secteurs de grande distribution et les réseaux de revendeurs.
- Jeunes (28 ans environ), dynamiques, les candidats outre une formation électromécanique de base (niveau DUT, BTS ou équivalent) devront justifier d'une grande disponibilité, d'un bon contact commercial et d'une première expérience de la vente.

Les postes sont à pourvoir à Paris mais comportent de fréquents déplacements (voiture fournie).

Merci de nous faire parvenir votre candidature avec C.V. détaillé et prétentions à : S.D.M.O. - Service du Personnel  
12 bis, rue de la Villeneuve - 29272 BREST Cedex.

Pierre Lichet S.A.

**RISK MANAGEMENT****Chargé(e) de Mission  
de Haut Niveau****POUR L'UNE DES GRANDES BANQUES FRANÇAISES**

Âgé d'environ 35 ans, vous participerez activement sous l'autorité du Directeur des Affaires Juridiques à la conception et à la mise en œuvre de la politique de risk management de la banque et de ses filiales.

Vous aurez pour mission générale d'assister le Service des Assurances et les Services de Sécurité dans l'étude des risques, de leur prévention et de leur financement. Vous assurerez le secrétariat du Comité Technique de RISK MANAGEMENT.

Les fonctions à exercer, d'un type nouveau dans l'entreprise, impliquent un sens développé des relations humaines à tous les niveaux à l'intérieur comme à l'extérieur de la banque.

La réussite dans ce poste nécessite une formation supérieure économique ou financière ainsi qu'une solide expérience acquise dans le domaine soit du risk management, soit de l'organisation ou de l'informatisation d'une entreprise.

De bonnes connaissances en droit et en assurance internationale et, éventuellement, une formation scientifique de base, seront appréciées.

La pratique parlée et écrite de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 90596/LM à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris.

HAVAS CONTACT

**INFORMATION  
SERVICES**

General Electric Information Services Company

Nous sommes spécialisés dans la mise en place de systèmes informatiques intégrés internationaux et multilingues, nous recherchons pour renforcer notre direction financière

**Jeune analyste financier**

De formation MBA - Sup de Co ou équivalent, vous bénéficiez d'une expérience d'un à trois ans dans une multinationale, vous connaissez la comptabilité analytique et maîtrisez parfaitement l'anglais. Ce poste vous offre de réelles possibilités d'évolution. Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à GENERAL ELECTRIC Information Services Direction des Relations Humaines, 19, avenue Léon Gambetta, B.P. 338 92541 Montrouge Cedex.

del

**Ingénieur chimiste ou  
équivalent, vous avez de réelles  
compétences commerciales...**

Au sein de notre département produits chimiques (5 personnes) en plein développement, devenez le vendeur technique de nos spécialités, médicamenteuses à usage industriel.

A environ 35 ans, vous avez une formation chimique et vous avez fait vos preuves dans la vente en tant qu'ingénieur commercial, technico-commercial.

Votre mission, sous l'autorité du responsable de Division :  
• Participer à l'élaboration de la politique de vente en France de groupes de produits pour les industries du textile, du papier, du traitement des eaux, des sols industriels.

• S'assurer de son application et de la réalisation des objectifs fixés.

Après une formation dans nos services commerciaux et techniques, vous assurerez le développement, le suivi de la clientèle et participerez à la gestion administrative du secteur d'activité.

Une bonne connaissance de l'allemand ou l'aptitude à l'acquies rapidement est une condition nécessaire pour assumer ce poste. Vous serez basé à Paris, mais des déplacements sont à prévoir sur toute la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et prétentions) sous réf. M.O.S. ROHM FRANCE Direction du Personnel, 5 bis rue Michels 92100 Boulogne Billancourt.

del



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

PARIS  
Importante Banque Secteur National  
recherche

### Responsable Gestion Administrative et Paie du Personnel

Au sein de la Direction des Relations Humaines, ce collaborateur devra enlever une équipe de 10 personnes environ et assurer la bonne exécution des tâches de gestion administrative et de paie de plus de 1 000 personnes, en utilisant les systèmes informatiques existants.

- Niveau minimum : études supérieures.
- Expérience obligatoire d'au moins 4 à 5 ans dans une fonction similaire, de préférence dans le secteur bancaire.
- Aptitude à l'animation d'une équipe et goût des contacts.
- Bonne connaissance de la législation sociale.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature manuscrite (C.V., photo et prétentions) sous réf. 3000, à M. Jean GAUSSIN 104, rue de Richelieu 75002 PARIS.

### RESPONSABLE MARKETING

± 200 000 F

Société française, leader mondial sur son marché recherche pour son siège situé en région parisienne son Responsable Marketing opérationnel.

De formation commerciale supérieure, ayant acquis une expérience de 3 à 5 années de vente et d'encadrement dans la distribution de biens d'équipement bureautique ou télématique pour les entreprises.

Il doit être méthodique et créatif. Il sera chargé de la conception, de la mise en œuvre et du contrôle des actions d'appui à la force de vente.

Il aura une large autonomie. L'importance de la société, aidée par une force d'expansion donnent à ce poste un caractère évolutif pour un candidat de valeur.

Réf. 8538

### RESPONSABLE ADMINISTRATIF

140 000/180 000 F selon expérience.

PME commercialisant des produits de décoration et réalisant 90% de son CA à l'export recherche pour Paris « Etoile » son Responsable Administratif.

Homme ou Femme, diplômé d'une école supérieure de commerce ou similaire. Vous êtes passionné par l'informatique, pariez et écrivez couramment l'anglais.

En sus des applications informatiques, vous prendrez en charge l'ensemble des tâches administratives de l'entreprise : contrôle de gestion, les problèmes spécifiques à l'import-export, les assurances, évaluation des propositions de prix et, progressivement, la comptabilité informatisée.

Ce poste diversifié et évolutif demande des qualités de rigueur, de précision et de bonnes qualités relationnelles.

2 à 3 années d'expérience dans une large structure seraient très appréciées.

Réf. 8539

Adresser C.V., photo et salaire actuel au CABINET CLAUDE VITET, 6, rue Lauriston, 75016 PARIS en indiquant la référence.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN FORMATION  
recherche un

### Animateur de Formation

dans le secteur bancaire

chargé d'intervenir auprès des cadres de banque et directeurs d'agence pour l'approche de l'analyse des besoins et pour l'évaluation des risques de l'entreprise. Ce poste nécessite une bonne connaissance du secteur bancaire et si possible du secteur privé. Expérience souhaitée : cadre bancaire, niveau 6.

Poste à pourvoir rapidement, nombreux déplacements, rémunération motivante et évolutive.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions) sous réf. LM 2810 à Maryvonne LABELLE

Cabinet Panissod-Suhner  
108, rue de Turbigo 75003 Paris

### Négoce International

Filiale d'un groupe étranger important, cette jeune société en forte progression est spécialisée dans le négoce international. La Direction Financière, située à Paris recherche un Adjoint,

### Jeune Cadre Comptable et Financier

Il centralisera et contrôlera les comptes en provenance des différents centres et les analysera. Il produira les différents états comptables et financiers selon les normes anglo-saxonnes. Il participera à l'élaboration des budgets, effectuera les calculs de provisions, etc... Il supervisera un Comptable et disposera d'un outil informatique.

Ce poste convient à un candidat de formation comptable supérieure, ayant 5 à 6 ans d'expérience dans une PME-PMI à environnement international. La langue quotidienne de travail est l'anglais. Une connaissance de l'arabe serait utile.

Le poste est basé à Paris et suppose quelques déplacements de courte durée à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. 46010M à Nicole Marichez, TEG, 113 rue de l'Université - 75007 Paris.

The Executive  
Group  
France  
Management

### LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE

travaillant en coopération  
avec l'ensemble des Laboratoires de Recherche PHILIPS

recrute

### INGENIEURS GRANDES ECOLES

Réf. 33 : débutants ou quelques années d'expérience pour participer à des études de codage, d'enregistrement et de traitement numérique des signaux et des images en télévision ainsi qu'en diagnostic médical.

Réf. 21 : débutant avec complément de formation indispensable : Doctorat dans les options physique du solide, optique ou microélectronique, désireux de s'intégrer dans une équipe de recherche exploratoire dans le domaine des composants pour les télécommunications optiques.

Ecrire avec C.V. au Service du Personnel,  
3, avenue Descartes - B.P. 15 - 94450 Limeil-Brevannes.

Importante société située en banlieue Sud  
recherche  
pour son service département PRIX un

### Technicien technico-commercial

(titulaire d'un D.U.T. en Techniques de Commercialisation)

Il sera chargé :

- de l'étude et de l'exploitation de devis et de documents techniques.
- de l'établissement des prix des matériels destinés à l'exportation.

Expérience souhaitée dans ces domaines.

Merci d'adresser votre dossier (CV et prétentions) sous réf. 1983 M4

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris, qui transmettra

Importante Banque Privée  
recherche pour  
Comptabilités des Sociétés du Groupe

### ASSISTANTS H/F AU CHEF COMPTABLE

30 ans environ, niveau DECS ou expérience professionnelle équivalente souhaitée.

La connaissance de la comptabilité bancaire serait appréciée mais non indispensable.

Ecrire avec CV sous réf. 1538 sur enveloppe à  
LT ASSOCI 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris  
Cedex 02 - qui transmettra.

### SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche pour PARIS

### FISCALISTE

ENT ou DESS FISCALITÉ  
expérience de cabinet

Adresser C.V. manuscrit et prétentions  
à C. KRAEMER 88, rue d'Angoulême  
91100 CORBEIL - ESSONNES  
qui fera suivre.

### IMPORTANT ORGANISME PUBLIC DE FORMATION PARIS

recherche

### CONTROLEUR DE GESTION

Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.

Environ 35 ans.

Expérience professionnelle de la

micro-informatique appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 1011, Patricia PETIT

86, rue de Richelieu 75002 PARIS.

### S.S.I.I.

recherche pour assurer  
le développement de son nouveau  
DEPARTEMENT INDUSTRIEL, des

### INGENIEURS

- UNIX, langage C,  
- microprocesseurs Motorola - Intel  
Une expérience de 2 ans est demandée

Nous vous remercions d'adresser  
C.V. photo et prétentions à  
AGIR INFORMATIQUE  
Référence : RI/010  
4, rue de Leningrad - 75008 Paris

### Saint Gobain Vitrage

recherche  
pour sa DIVISION AUTOMOBILE

### Un chef de clientèle

SAINT GOBAIN VITRAGE fabrique des vitrages pour l'industrie automobile.

Vendeur de haut niveau, responsable d'un chiffre d'affaires important, le Chef de Clientèle assure les contacts commerciaux avec les acheteurs et les bureaux d'études d'un des constructeurs automobile français.

Les candidats peuvent être de formation technique ou commerciale. Ils doivent en tout cas présenter une expérience réussie de vente à des industriels. La connaissance des milieux de l'automobile serait appréciée.

Les services commerciaux automobiles de S.G.V. sont situés à proximité de Compiègne, les déplacements sont fréquents (50%) en région parisienne.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à  
Madame F. TRIDON - Direction du Personnel  
SAINT-GOBAIN VITRAGE  
Cedex 27 - 92096 PARIS LA DEFENSE

### OPPORTUNITES POSTES FINANCIERS

#### ANALYSTE FINANCIER

Paris 220 000 F

Une multinationale américaine recherche son analyste financier qui dépendra directement de la Direction financière. Première expérience professionnelle et anglaise nécessaires.

Réf. J1117F

#### ASSISTANT CONTROLLER

Région parisienne 200 000 F

La filiale française d'une société britannique recherche son contrôleur financier adjoint. DECS ou grande école et anglais courant.

Réf. J1074F

#### BANK AUDITORS

Paris 240 000 F

Une banque française et une banque américaine recherchent des auditeurs internes pour des missions en France et à l'étranger.

Réf. J800F/J850F

#### CHEF COMPTABLE

Paris 240 000 F

Le quartier général européen d'un groupe américain recherche un Chef comptable possédant une excellente maîtrise des techniques comptables françaises et anglo-saxonnes.

Réf. J1099F

#### SENIOR AUDITEUR

Paris 280 000 F+

Un important groupe américain recherche un auditeur senior pour auditer ses filiales françaises et européennes. Larges perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe.

Réf. J875F

#### JUNIOR AUDITEUR

Paris 220 000 F

Deux importants groupes industriels français recherchent des auditeurs juniors pour auditer leurs filiales françaises et étrangères. Evolutions possibles vers un poste de Contrôleur de gestion.

Réf. J860F/J891F

Michael Page International est une société spécialisée dans le recrutement financier et comptable. Nous effectuons actuellement des missions de recrutement pour le compte d'importantes entreprises françaises et anglo-saxonnes en France et à l'étranger. Si vous êtes intéressés par des emplois en France ou à l'étranger téléphonez à Charles-Henri Dumon, James Forte ou Ivor Alex au 19/44/1/831 0431 ou envoyez un CV complet en mentionnant la référence à Michael Page International, 39-41 Parker Street, Londres WC2B 5LH, Royaume-Uni.



Michael Page International  
Specialists in Finance Recruitment  
London Brussels New York Sydney

### AGENTS DE CHANGE MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE

recherche pour compléter son équipe  
ANALYSE FINANCIERE

### ANALYSTE FINANCIER BOURSIER

De formation supérieure, HEC, ESSEC, IEP... + SFAF très appréciée, vous offrez une expérience concrète de l'analyse financière (2 à 3 ans) acquise dans le cadre bancaire ou financier.

Au sein d'une équipe motivée et performante, il vous sera confié des missions d'Etudes Financières de Sociétés Françaises cotées en Bourse ou susceptibles de l'être et dont vous évalueriez les perspectives ECONOMIQUES et BOURSIERES.

Dans un environnement en fort développement et offrant des perspectives de carrière intéressantes, ce poste exige des qualités d'analyse et de synthèse, de rédaction, le sens du service, le goût du travail en équipe et des contacts à haut niveau, l'anglais courant.

Notre Société leader de la profession boursière offre de nombreux avantages sociaux et financiers prévus dans le cadre conventionnel.

Env. C.V. + photo et prétentions sous réf. AF à  
Bernard CEYROLLE  
MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE  
16, bd Montmartre - 75009 PARIS.



هناك العمل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### Chef de Fabrication Electronique

Dans le cadre d'une politique de personnel qui favorise l'évolution et la mobilité, le responsable de notre atelier de fabrication électronique vient d'être appelé à d'autres fonctions. Pour lui succéder, nous souhaitons rencontrer un Jeune Ingénieur électronicien (H/F) motivé par l'organisation et l'animation, mais aussi désireux de participer à la réflexion conduite par les services Gestion de Production et Organisation Industrielle. Aidé de 4 agents de maîtrise, il dirigera les fabrications électroniques de l'usine (convertisseurs, alimentations et régulateurs de petites et moyennes séries), soit un atelier de 80 personnes se partageant les opérations d'équipement, assemblage, câblage et réglage des circuits imprimés. Notre société, filiale d'un groupe à vocation internationale, offre de multiples possibilités d'évolution. Poste basé à 1/4 d'heure de Pontois.

ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence CLX.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION  
Humain et Technopole

### Ingénieur

Responsable technique de l'une de nos unités de production

Notre Société transforme différents types de matières premières pour la fabrication d'emballages. Ses 4 unités de production sont en pleine évolution technologique. Nous recherchons pour notre usine la plus récente (45 personnes), spécialisée dans l'emballage plastique, le responsable technique capable de travailler en liaison étroite avec la Direction technique du Groupe, d'assurer l'installation, le bon fonctionnement et la maintenance d'un matériel moderne. Il devra également suivre l'évolution technologique et créer de nouveaux produits. Nous voyons à ce poste, un ingénieur diplômé, compétent en électronique, hydraulique et pneumatique, et ayant acquis 4 à 5 ans d'expérience dans une unité de production de séries. Ses aptitudes à l'organisation et à la communication lui permettront d'évoluer au sein du Groupe.

Poste basé à 25 km Nord-Ouest de Châlons, dans un environnement agréable. Ecrivez à notre Conseil, Danielle Jolibois vous remercie de lui adresser votre curriculum vitae avec photo et rémunération actuelle sous référence 3415 M.

CORT

65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Pour la filiale française d'un important groupe informatique (51 000 personnes), nous recherchons pour le Siège Social à Paris son

### RESPONSABLE DES SERVICES GENERAUX

200/240 000 F

Homme ou femme, juriste de formation ; esprit concret et organisateur, il possède une aptitude à gérer une équipe de 15 personnes, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Il aura pour mission :

- la rédaction et la mise en forme des contrats commerciaux,
- la révision et le suivi des contrats d'assurance,
- la responsabilité de la gestion des services généraux du siège et des succursales,
- la responsabilité des achats (parc voitures, photocopieur, fournitures, etc.).

Adresser CV, photo et salaire actuel au Cabinet Claude Viret, 6, rue Lauriston 75016 Paris sous référence 8540.

Le département SYSTEMES DE COMMUNICATIONS recherche dans le cadre de ses activités :

- PERICOmmUNICATION
- GESTION TECHNIQUE DE RESEAUX
- VIDEOCOMMUNICATION
- RESEAUX

### chefs de projet

ayant au minimum 8 ans d'expérience dont 2 ans dans la conduite de projets logiciels importants.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M2810 à : Groupe SYSECA, Direction du Personnel, 315, Boulevard de la Colline, 92273 SAINT-CLOUD CEDEX.

GROUPE  
SYSECA

SYSECA (280 MF de C.A., 800 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE (Siège PARIS) recherche pour son Département ASSURANCES COLLECTIVES

### CADRE POUR ASSISTER LE RESPONSABLE DE LA GESTION

Sa mission : contrôler et coordonner le fonctionnement des secteurs production, rédaction, cotisations et sinistres. Il devra également assurer la liaison avec les services informatique et comptabilité.

Ses qualités : Cadre de 35 ans environ, une expérience confirmée de 5 à 10 ans dans la branche avec de grandes capacités d'organisation et d'encadrement. Une bonne compréhension des besoins informatiques de son secteur sera vivement appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo (restituée) et prét. sous réf. 18440 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

NOTRE  
PARI  
DE DEMAIN  
UN  
NOUVEL  
ENJEU  
INDUSTRIEL

INFORMATIQUE  
ET  
BUREAUTIQUE  
DISTRIBUEES

DES PRODUITS COMPETITIFS, POINTUS  
GRANDE DIFFUSION  
UN CADRE DE PRODUCTION OPTIMAL  
LARGEMENT AUTOMATISE ET INFORMATISE

LA QUALITE  
EST NOTRE OBJECTIF PRIORITAIRE.

POUR RENFORCER  
LA STRUCTURE DE  
NOTRE NOUVELLE  
UNITE DE  
PRODUCTION  
IMPLANTEE EN REGION  
NORD, NOUS  
RECHERCHONS DES  
INGENIEURS HF.

### RESPONSABLE FABRICATION

Très étroitement associé à la réalisation des objectifs de l'entreprise, il est l'organisateur et le gestionnaire de l'ensemble de la fabrication de nos produits, en assurant le contrôle et la mise en oeuvre des programmeurs de fabrication.

Avant tout animateur et homme de terrain, il s'appuie sur la compétence de ses équipes (180 personnes) dont il favorise la participation et la responsabilisation. Ce poste convient à un Ingénieur Grande Ecole, option électronique ou mécanique, ayant fait la preuve d'une expérience réussie (5-10 ans) en fabrication, si possible dans le cadre d'un atelier de production Grande Série. Réf. 4893M

### RESPONSABLE INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Il a la responsabilité de la conduite des projets informatiques concernant l'ensemble des applications de gestion pilotées par ordinateur (flux matière, production, stocks...). Il assure la disponibilité des conditions d'exploitation des systèmes et réseaux internes de l'unité ; réalise la maintenance de ces systèmes ; conçoit leur évolution pour optimiser l'utilisation des matériels.

Nous lui demandons de participer au développement des implantations et d'apporter un soutien technique aux utilisateurs. Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Grande Ecole ou option informatique, justifiant d'une expérience similaire réussie (2-3 ans) en milieu industriel, ou débutant et motivé par une orientation dans ce domaine. Réf. 4894M

### RESPONSABLE INFORMATIQUE GESTION DE PRODUCTION

Animateur de l'équipe d'exploitation, il organise et met en place la gestion informatisée de la production, grâce à des outils très performants. Il contrôle l'intégrité des fichiers de l'usine, le respect des plannings, délais et priorités. Il a également la responsabilité de la formation des utilisateurs.

Il assure la liaison constante avec les services utilisateurs et l'Informatique Industrielle, et l'interface entre la Gestion de Production Usine et l'Informatique de Gestion du Siège. Ce poste convient à un Ingénieur, justifiant d'une expérience en milieu industriel d'environ 5 ans dans une activité similaire de gestion informatisée et d'animation d'une équipe. Réf. 4895M

Pour ces 3 postes, la pratique de l'anglais est nécessaire. Adresser vos dossiers de candidature complets (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence du poste choisi à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

Constructeur à taille humaine, pour ses 2 centres PARIS et TOULOUSE, références européennes. Nous concevons et réalisons des moyens de production optimisés. Importante situation.

### Responsable Département « DEVELOPPEMENT ET COMMERCIAL »

Ingénieur diplômé Grande Ecole. PROFIL : 35 ans, dynamisme et créativité, grande expérience milieu aéronautique - automobile - machines-outils. Pour ce poste, il pourra prendre la Direction Générale. Ecrire avec C.V., photo et prétentions réf. 18537 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris recherche

### UN AUDITEUR INTERNE

Formation supérieure (grande école commerciale ou équivalent) complétée éventuellement par un DEC ; Avoir quelques années d'expérience de l'audit interne en structure de groupe. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à C.C.I.P., Direction du Personnel et des Relations Sociales 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.

L'UNIVERSITE DE LAUSANNE ouvre une inscription pour le

CHAIRE DE LITTÉRATURE AMÉRICAINE

Enrôlé en fonctions : 1<sup>er</sup> sept. 1986 ou à convenir.

Titre requis : Doctorat de lettres (Ph.D.) ou titre équivalent.

Les candidatures, accompagnées d'un CV et d'une lettre de motivation, doivent parvenir au doyen de la faculté des lettres, université de Lausanne, Bât. central, 1015 LAUSANNE Suisse. POUR LE 10 JANVIER 1986.

Pour tout renseignement complémentaire, écrire à l'adresse indiquée ci-dessus. Tél. : (021) 48-31-26.

Ecole Saint-Michel Saint-Mandé recherche prof. informatique, modélisation math. G. Tél. 43-74-79-82 sp. 5 nov.

Société commissionnaires aux comptes recrutée

### RÉVISEURS expérimentés

BTS + DEC ou équivalents. Nombreux déplacements en province. Ecrire G. BECOLIARY, 6, rue Emile-Dubois, 75014.

ENTREPRISE PUBLIQUE DE PREMIER PLAN  
SERVICE TELEMATIQUE (500 personnes)

### ingénieurs

recherchés pour faire face à son développement dans le domaine des télécommunications, de la vidéo-communication et de la télématique. Les candidats retenus seront chargés des études de réalisation et de l'encadrement des équipes de maintenance.

Cette activité comprend des responsabilités humaines, techniques et financières et requiert des aptitudes de contact.

Réelle possibilité d'évolution ultérieure pour des collaborateurs de valeur.

Anglais utile pour d'éventuelles missions à l'étranger.

Une première expérience professionnelle serait appréciée.

Cabinet Leconte  
4, rue Amiral Courbet  
75116 PARIS

Réf. 50246

Le logiciel microprocesseur :  
votre future carte maîtresse.

### INGENIEUR LOGICIEL

Ingénieur Grande Ecole (option informatique) ou équivalent, vous désirez vous spécialiser dans le logiciel microprocesseur.

Au sein d'une division de haute technologie, vous travaillerez en proche banlieue ouest, au développement de la carte CP8.

Cette offre vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 28M à

Gérard Lavergne  
BULL CP8  
Rue Eugène Henaff  
78190 TRAPPES

Bull



## OFFRES D'EMPLOIS

**The Executive Group**  
(France)  
Management

*Journal of Management Studies*, 36(7), 809–826.







# sports

## ATHLÉTISME

### Grette Waitz, reine de New-York

Le marathon de New-York garde la palme de l'intensité athlétique dramatique. Dimanche, 27 octobre, le Djiboutien Saleh, vainqueur de la dernière Coupe du monde à Hiroshima, qui tentait de reprendre le record d'Afrique à son compatriote Robleh (2 h 8 mn 2 s) a été éliminé par les crampes

Quand Fred Lebow a organisé il y a quinze ans le premier marathon de New-York, il n'espérait sans doute pas un succès foudroyant : moins de deux cents concurrents étaient au départ en 1970, et il y en avait près de vingt mille dimanche sur le pont de Verrazano. Son concurrent, Bob Bright, qui attire désormais une semaine auparavant, les vedettes du macadam à Chicago à coups de dollars, est parvenu à obtenir des performances chronométriques exceptionnelles sans approcher la popularité des 42,195 kilomètres de la Grosse Pomme.

Quand Fred Lebow a invité pour la première fois en 1978 une institutrice d'Oslo avec son mari, il a failli le regretter : en arrivant à New-York Grette Waitz lui avait avoué qu'elle n'avait jamais couru plus de 20 kilomètres à l'entraînement et plus de 5 kilomètres en compétition. Sa première tentative sur la distance paraissait irrémédiablement vouée à l'échec. Pourtant, la Norvégienne devait non seulement remporter l'épreuve en établissant une meilleure performance mondiale, mais elle allait devenir, en huit participations, une véritable héroïne de l'épreuve.

Dimanche, elle a en effet égalé un des plus vieux records du marathon : elle a franchi pour la septième fois en triomphatrice la ligne d'arrivée à Central Park, faisant aussi bien que

en arrivant dans Central Park et n'a pas pu résister à l'italien Pizzolotto qui, à la surprise générale, a confirmé son succès de l'an passé (2 h 11 mn 34 s). Peu de temps après, la Norvégienne Grette Waitz gagnait pour la septième fois l'épreuve féminine. Un record.

L'Américain de Mar sur le célèbre parcours de Boston entre 1911 et 1930.

Certes, Grette Waitz a réalisé une performance chronométrique (2 h 28 mn 34 s) relativement modeste comparée à celle de sa compatriote Ingrid Kristiansen (2 h 21 mn 06 s) et de l'Américaine Joan Benoit (2 h 22 mn 43 s). Mais le tracé new-yorkais est autrement difficile que les parcours londonien et bostonien où ces temps ont été établis. De surcroît, Grette Waitz, qui était accompagnée par ses frères Jan et Anderson, n'était pas aiguillonnée par une opposition féminine très relevée.

En marathon, il faut attacher plus d'importance à la victoire qu'à la performance. A-t-elle conscience de dire. Pourtant, elle a amélioré quatre fois le record de la distance et a été la première femme à passer sous les 2 h 30 mn en 1979. Elle disputait dimanche le douzième marathon de sa carrière. Elle en a terminé dix et

gagné huit, dont celui des championnats du monde 1983 à Helsinki. Elle n'a été battue que deux fois : à New-York en 1981 par la Néozélandaise Alison Roe, sur blessure ; à Los Angeles lors des Jeux olympiques par l'Américaine Joan Benoit, à la régulière.

Agée de trente-deux ans, Grette Waitz, qui détient aussi le record des victoires aux championnats du monde de cross-country, n'envisage pas encore de prendre sa retraite. Sur un parcours plus « roulant » que celui de New-York, où elle a reçu 35 000 dollars pour sa victoire, elle espère maintenant devenir la première femme à réaliser, pour 50 000 dollars, moins de 2 h 20 mn, c'est-à-dire moins que le Tchèque Zdeněk Zeman (2 h 23 mn 03 s) et le Français Mimoun (2 h 25 mn) aux Jeux olympiques d'Helsinki (1952) et de Melbourne (1956).

ALAIN GIRAUDO.

## TENNIS

### Le prix d'une exhibition

Le numéro un mondial Ivan Lendl a gagné à Tokyo son quatrième tournoi consécutif en dominant Mats Wilander (6-0, 6-4). Cette épreuve officielle du grand prix tennisistique était dotée de 1 300 000 dollars pour les joueurs. Pendant ce temps, au palais omnisports de Paris-Bercy, Henri Leconte enlevait une exhibition à laquelle avaient participé McEnroe, Noah et Edberg pour une bourse totale de l'ordre de 2,3 millions de dollars.

Quelque trente mille spectateurs ont suivi, samedi 26 et dimanche 27, les matches entre Leconte, McEnroe, Noah et Edberg. En oubliant parfois la retenue qui sied au public de la petite salle. Pourtant, cette exhibition a été riche d'enseignements.

Premièrement, elle a montré que la loi du genre n'est pas systématiquement le trucage. S'il en avait été ainsi, les organisateurs auraient arrangé une « finale » McEnroe-Noah, beaucoup plus attractive pour le public. « Quand il y a quinze mille spectateurs, on donne le meilleur de soi-même parce que notre réputation est en jeu », a remarqué McEnroe.

En second lieu, le palais des sports a montré que quelques accommodements près (éclairage et place des tribunes notamment), il serait le cadre parfait pour le tournoi des « super-séries » inscrit au calendrier officiel 1986. McEnroe a d'ailleurs annoncé qu'il y participerait, ce qui en relèverait encore l'intérêt.

Bref, il s'est agi d'un rodage heureux pour une épreuve officielle. Mais cela ne doit pas masquer le fait que quatre des meilleurs joueurs mondiaux — les deuxième, sixième, septième et vingtième au classement ATP — ont « séché » les trois tour-

nois du Grand Prix disputés cette semaine à Tokyo, Melbourne et Cologne pour toucher des cachets énormes : 120 000 dollars pour McEnroe, 45 000 pour Noah, 30 000 pour Leconte et 20 000 pour Edberg. Plus que ne pourrait leur rapporter une victoire dans un des « vrais » tournois où ils ont cependant établi leur réputation.

Même si cela a permis de faire le bonheur de la dizaine de gamins sélectionnés pour échanger des balles avec McEnroe dimanche matin, l'addition est très lourde. Pour la rigueur, il a fallu un comité d'organisation qui a financé le cachet des joueurs, et une quarantaine d'annonceurs qui ont vu défiler leurs panneaux sur le bord du court, grâce à un nouveau procédé d'affichage publicitaire. Mais tous ces « parrains » qui ont versé au total 5 millions de francs ne se sont lancés dans l'aventure qu'après l'assurance d'une couverture télévisée. Celle-ci a été assurée par FR3, qui a fait prendre en charge par la société qui a monté l'exhibition une partie, « légère », a-t-on assuré, de ses frais techniques. Finalement, tout le monde y a gagné : le public qui n'a pas été déçu.

A. G.

## LES RÉSULTATS

### Basket-ball

| CHAMPIONNAT DE FRANCE  |        |
|--|--------|
| Nationale 1 A  |        |
| Villeurbanne b. Arignac  | 98-91  |
| Limoges b. Monaco  | 127-94 |
| Orthez b. Vichy  | 100-90 |
| Antibes b. Le Mans   | 86-85  |
| RCF Paris b. Stade Français  | 98-92  |
| Cen b. Châlons   | 90-87  |
| Classement. — 1. Villeurbanne, 18 pts ; 2. Antibes, 15 ; Orthez et Monaco, 15. |        |

### Football

| CHAMPIONNATS DE FRANCE   |     |
|--|-----|
| Première division  |     |
| (Fin de la 17 <sup>e</sup> journée)  |     |
| Laval et Bordeaux  | 0-0 |
| Sochaux et Nantes  | 1-1 |
| Classement. — 1. Paris-SG, 30 pts ; 2. Nantes et Bordeaux, 23 ; 4. Lens, Nancy et Monaco, 19 ; 7. Laval, 18. |     |

### Deuxième division

| GROUPE A  |     |
|---|-----|
| Cannes b. Saint-Etienne   | 2-1 |
| Alès b. Nîmes   | 1-0 |
| Montceau b. Sète  | 2-0 |
| Le Puy et Lyon  | 0-0 |
| Red Star b. Thionville  | 2-1 |
| Tours b. Grenoble   | 3-0 |
| Stade b. Chamois  | 2-0 |
| Martignas b. Istres   | 3-1 |
| Montpellier et Guingamp (match arrêté à la 65 <sup>e</sup> minute à cause d'un violent orage et reporté à une date ultérieure). |     |
| Classement. — 1. Saint-Etienne, 22 pts ; 2. Alès, 21 ; 3. Le Puy et Sète, 19.   |     |

### GROUPE B

|  |     |
|--|-----|
| Guingamp et RC Paris   | 2-2 |
| Mulhouse et Caen   | 0-0 |
| Sedan b. Reims   | 2-0 |
| Angers b. Niort  | 2-1 |
| Angers b. Abbeville  | 2-1 |
| Besançon b. Quimper  | 3-0 |
| Valenciennes b. Lens   | 2-0 |
| Dunkerque et Orléans   | 0-0 |
| Classement. — 1. RC Paris, 27 pts ; 2. Guingamp, 25 ; 3. Mulhouse, 20. |     |

## SPORTS ÉQUESTRES

### Dix parrains pour douze chevaux

Pour la troisième année consécutive, Frédéric Cottier a remporté l'Andi Masters devant Hubert Bourdy, Michel Robert et Philippe Rozier. Créée en 1982 sous l'impulsion d'un commanditaire, cette épreuve, calquée sur le principe des finales de Coupe du Monde, réunit les quatre meilleurs cavaliers français de l'année, désignés par le classement FEF-Andi

(autre innovation du sponsoring). Originalité de cette finale : chaque concurrent monte tour à tour son cheval et ceux de ses adversaires.

A ce petit jeu, l'expérience est un atout maître. Cottier n'en manque pas, et Flambé C a confirmé qu'il était bien le meilleur cheval français de saut d'obstacles, quel que soit son cavalier.

### L'argent dont on fait de l'or

#### De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Jeanne président de la Fédération équestre française (FEF), M. Jean-François Chary, quarante et un ans, a une ambition, qu'il résume en une phrase : « Refaire de la France la première nation équestre du monde. » Pour cela, estime-t-il, il faut que nous soyons aidés. L'Etat ? « Il se désengage. Le privé ? « Je trouve très sain que des entreprises investissent dans le sport pour cultiver leur image, estime-t-il. Nous avons mis au point une nouvelle stratégie qui prendra effet dès l'an prochain. L'objectif est de doubler le chiffre d'affaires du sponsoring chaque année pendant trois ans. »

L'équitation ne boude pourtant pas les recettes publicitaires. Elles

rapportent actuellement 4 millions de francs par an à la fédération sur un budget total de 30 millions. Outre l'Andi Masters et le Grand Prix Audi, le Jumping international de Strasbourg accueillait les Prix Mammouth, Digital, Adida, Heineken, Quick Hamburger. Les trophées du cavalier le plus élégant, du meilleur ceci et du meilleur cela portaient tous une griffe. Même les chevaux ont quelquefois des noms de marque : Moët et Chandon, Volvo, Maestri... La nouvelle politique de la FEF vise à maîtriser ces flux.

Abandonnant la responsabilité des parrains ponctuels aux organisateurs des manifestations, la fédération se réserve d'attirer « un sponsor principal par discipline ». Et elle travaille surtout à la constitution d'un « club mystérieux » Club des

Dix. « Il s'agit, explique M. Jean-François Chary, d'associer dix investisseurs à l'idée de victoire de la France aux Jeux olympiques de Séoul. Leur apport permettra de compléter le financement traditionnel (subventions publiques) de l'équipe France », une structure imaginée pour « contrôler la carrière des meilleurs chevaux français ».

La hantise du président Chary est de voir ceux-ci partir à l'étranger à quelques mois des grandes échéances internationales. « Le Club des dix devrait permettre d'entretenir une douzaine de chevaux de haut niveau dans chacune des trois disciplines olympiques », M. Chary compte sur un sondage spécialement commandé à la SOFRES pour convaincre les sponsors pressentis que l'image de marque du sport équestre, en particulier le saut d'obstacles, est de plus en plus positive. Mais le temps presse : l'« Ecurie France » doit être opérationnelle le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

### Un Roland-Garros du cheval

Sollicité, le constructeur automobile Audi fait et refait ses comptes. A lui seul, il représente 25 % des recettes sponsoring de la fédération. « Notre sonnet est d'optimisme », déclare M. René Chevalier, directeur du marketing de VAG-France. Traduction : le jeu en vaut-il la chandelle ? L'action menée depuis six ans avec la fédération a-t-elle été bénéfique à notre marque, reconnaît M. Chevalier. Audi avait une image technologique grâce à ses victoires en rallyes. En s'associant à un univers de privilégiés de consommateurs haut de gamme, elle cherchait à devenir une marque de prestige. Aujourd'hui, elle est une alternative à Mercedes et à BMW. La sponsoring n'a pas, comme beaucoup le croient, imposé de mesure de rétorsion. Les commandes de voitures ont augmenté de 10 % du budget publicitaire de VAG en France. L'association, en 1979, de la firme allemande avec le sport équestre français était « un pari audacieux basé sur l'intuition ». Les sponsors invités à

### LES NOUVELLES FONCTIONS DE MARCEL ROZIER

M. Marcel Rozier, contesté depuis les Championnats d'Europe de Dinard, début août, et placé au centre d'une polémique depuis l'affaire Junipéris (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre) cessera officiellement ses fonctions d'entraîneur national le 31 octobre prochain. Nommé conseiller technique fédéral, un poste créé sur mesure, il participera à la désignation de son successeur à qui il aura pour mission de mettre « la paille à l'écurie ». Par ailleurs, conseiller du président de la FEF pour la mise en place de l'Ecurie France et la promotion du saut d'obstacles, M. Marcel Rozier a fait part, dimanche 27 octobre à Strasbourg, de son intention de constituer une écurie privée.

signer pour trois ans un Club des dix ne disposant pas de critères plus scientifiques. Une médaille olympique reste du domaine de la glorieuse incertitude, même si M. Jean-François Chary fait remarquer que « dix-huit médailles au total seront attribuées à Séoul » ; ce serait bien la fiabilité.

Sans attendre, la FEF s'engage en contrepartie à mener une « politique commerciale » agressive. « Une partie des sommes versées par les sponsors sera immédiatement réinvestie pour développer la qualité de l'image de notre sport », promet Jacques Chénod, d'Estas, président de la toute nouvelle commission « promotion et communications » de la FEF. En décidant de fixer le CSIO annuel à Fontainebleau le dernier week-end de juin, elle espère en faire « un événement équivalent aux concours d'Alize-Chapelle » au Roland-Garros du cheval. L'objectif de M. Chary est de « doubler le nombre des licenciés en trois ans ».

Le succès populaire de la quatrième édition de l'Andi Masters (3 500 personnes ont assisté à la victoire de Cottier et les médias audiovisuels se sont rués à Strasbourg) ne peut que le conforter dans sa volonté d'établir une synergie entre l'« argent privé » et le cheval.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

### Ce livre qui fait courir...

L'auteur fait table rase des préjugés qui empoisonnent trop souvent la vie du coureur. Rien n'oblige à brider sa sexualité... Un merveilleux acte de foi dans la course à pied... Une vraie bible ! A. Giraudo, « Le Monde »

Une source fantastique d'informations ! Ce livre séduit même les gens qui ne font pas de course à pied : une fillette de 14 ans, amie de ma fille, l'a dévoré de bout en bout ! Bravo aussi pour l'humour, pour les photos — ah ! ce coureur de la Préhistoire ! — et pour l'objectivité, qualité majeure de ce livre. Enfin un auteur qui considère que le lecteur est un adulte. Et puis, il y a la clarté. M. Jossen, Venzolasca (Corse)

L'auteur a la rigueur du scientifique, la précision et le style de l'homme de lettres, l'expérience et les connaissances du sportif, directeur de la revue Spiridon \*. Ajoutez-y de la verve... Une sorte de pot-pourri qui aborde les sujets les plus divers... Et remarquablement illustré de documents et d'humour. « Vie et Santé »

Fort de ses 280 pages, dont 40 pages d'illustrations inédites, Coureurs, si vous savez... de Noël Tamini, est en vente au prix de 120 F (frais d'envoi compris) seulement à l'ordre d'Odette Roig, Sernex, 74350 Cruseilles. En librairie : par Chiron.

\* dès la fin d'octobre, « le nouveau Spiridon » s'appelle Foulées :

un magazine mensuel que vous trouverez au kiosque

الرياضة



هذه ايامنا الصعبة

# Le Monde ECONOMIE

## LA CONSTANCE DE LA CONTRAINTE EXTERIEURE

### Fragiles équilibres

L'ATTENTION se tourne maintenant vers le commerce extérieur, point faible de la conjonction avec le chômage. Dans une proposition pour une nouvelle politique économique, le CNPF en fait le thème central de ses préoccupations en mettant le doigt sur la faiblesse du système : « A l'heure actuelle, déclare-t-il, l'obstacle majeur à l'expansion, et donc à la création d'emplois, n'est pas la demande finale, mais l'insuffisance et l'inefficient du capital productif. »

En clair, les entreprises françaises n'ont pas su, ou pas pu, profiter pleinement de la reprise du commerce mondial. Les chiffres sont là pour le dire : en 1984, la part de la France dans les exportations des grands pays industrialisés en produits manufacturés n'a été que de 8,3 %, ce qui la ramène au bas niveau des années 1968-1969. Elle était de 10,4 % en 1979.

De toute manière, comme le démontre l'étude d'André Sellier, la France connaît un déficit chronique dans ses échanges industriels avec ses dix principaux partenaires. Présentement, la surévaluation du franc par rapport au deutschemark ne fait qu'accroître les difficultés.

Certes, la balance commerciale des produits industriels reste globalement excédentaire, fort heureusement, car elle compense pour moitié le déficit des produits énergétiques, toujours aussi lourd à supporter (157 milliards de francs en 1984). C'est justement le rôle capital joué par l'industrie qui fait s'interroger sur ses

capacités à réduire le déséquilibre des échanges. En dehors même de la situation observée envers les Dix, n'est-ce pas la structure des échanges qui est en cause ?

Selon une note de conjonction du CNPF publiée en juillet dernier, si le montant des grands contrats internationaux des équipements lourds n'a que faiblement diminué depuis quatre ans, revenant de 130 milliards de francs en moyenne au début des années 80, à 120 milliards en 1984, cela tient aux commandes d'armement qui se sont sensiblement accrues. La part grandissante des exportations de matériel militaire devient le nerf de la guerre et joue un rôle décisif pour limiter le déficit commercial.

#### Malgré Airbus

L'excédent en matériel militaire a été de 38,2 milliards de francs en 1984 contre 61 milliards pour l'ensemble des produits manufacturés, hors armement. Malgré Airbus, souligne cette note, les contrats civils signés sont tombés au niveau moyen de 56 milliards de francs en 1983-1984, alors qu'ils atteignaient 90-95 milliards au cours des deux années précédentes.

Restent les services, dont la part s'est nettement accrue en dix ans, passant de 28 % des exportations de marchandises en 1975 à plus de 30 % en 1984. C'est grâce à eux que la France est parvenue à un équilibre de sa balance des paiements

#### Faut-il transformer la France en Disneyland pour engranger des devises ?

courants et qu'elle peut espérer un excédent en 1985. Dans une lettre de conjonction de septembre dernier, la BNP rappelle que les services ont rapporté net 25 milliards de francs en 1984, couvrant 60 % du déficit des échanges de marchandises.

Toutefois, précise la BNP, « les bonnes performances reposent en fait sur deux rubriques : les services liés aux échanges de technologie et les voyages. Les premiers ont rapporté net 30 milliards de francs en 1984 et rassemblent les revenus afférents aux grands travaux, à la coopération technique, aux services de gestion. Les performances de l'ingénierie française sur les marchés internationaux ont permis ces gains très supérieurs en valeur à ceux d'il y a dix ans (...). Les seconds ont fait rentrer en France 29 milliards de francs nets en 1984. »

Depuis 1977, est-il rappelé, le taux de croissance annuel moyen de l'excédent touristique dépasse 40 %. Faut-il s'en réjouir ?

L'importance de ces deux postes a l'inconvénient de masquer les déficits croissants des autres services courants (travaux accessoires sur marchandises, transport maritime, brevets et redevances).

Aussi important qu'il soit par ailleurs, l'excédent des services demeure très inférieur à celui que connaissent nos partenaires anglo-saxons, du fait que, si l'on exclut le transport et le tourisme, la France achète aussi deux fois plus de services à l'étranger que les Anglais et les Américains.

Dès 1981, la France s'était hissée au deuxième rang des exportateurs de services derrière les Etats-Unis, assurant 9 % des exportations mondiales et 22,2 % de celles de la CEE. Parallèlement, elle s'est largement ouverte à la pénétration étrangère, devenant le quatrième importateur de services, après la RFA, le Japon et les Etats-Unis.

#### Le seul tourisme

Pour bien se tenir sur ce marché, peut-on s'appuyer sur le seul tourisme ? Sans lui, l'excédent de la balance française des services, exprimée en francs constants, ne cesse de se dégrader depuis 1978, tombant de 8,9 milliards de francs à 5,7 milliards en 1984. On ne peut envisager de transformer le pays en un vaste Disneyland, alors même que la baisse du dollar va rendre moins attrayants les voyages en France. Par quels moyens compte-t-on attirer au moins autant de touristes que par le passé ?

Fausse question, bien sûr, car il s'agit moins de soutenir un marché qui fonctionne normalement que de renforcer des

secteurs menacés. En matière de services, l'avenir n'est pas au tourisme, les véritables enjeux sont d'une tout autre importance puisqu'il concerne l'avenir technologique. On oserait dire l'avenir tout court, s'il est vrai qu'il sera basé de tous les côtés en « tique » (bureautique, informatique, monétique).

La France dispose d'atouts importants en ces domaines. Elle a le second réseau bancaire mondial pour son implantation géographique et se trouve également au premier rang pour les programmes informatiques - les logiciels. Elle occupe le troisième rang, après la Suisse et la Grande-Bretagne, dans le domaine de l'assurance en termes de chiffres d'affaires à l'exportation.

Pourquoi donc s'inquiéter, nous dirait-on ? Tout simplement parce que ces marchés demeurent fragiles dans la mesure où ils sont tous menacés par le grand vent de la déréglementation. Les efforts des Etats-Unis pour mettre la libéralisation des échanges de services à l'ordre du jour de la prochaine réunion du GATT (l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) donnent l'idée de l'ampleur des combats qui se préparent. Si la France devait perdre du terrain en ce domaine, c'est la contrainte extérieure - jusqu'à présent constante - qui pèserait davantage sur l'économie et la politique du pays.

FRANÇOIS SIMON

## Persistant déficit industriel avec les Dix

L'EQUILIBRE de la balance commerciale d'un pays comme la France dépend de sa capacité industrielle. Il s'agit, bien entendu, d'une notion relative : la capacité industrielle se mesure par rapport à celle des autres, à un moment donné, pour des marchés donnés, en fonction de la technologie du moment. Rien n'est assuré.

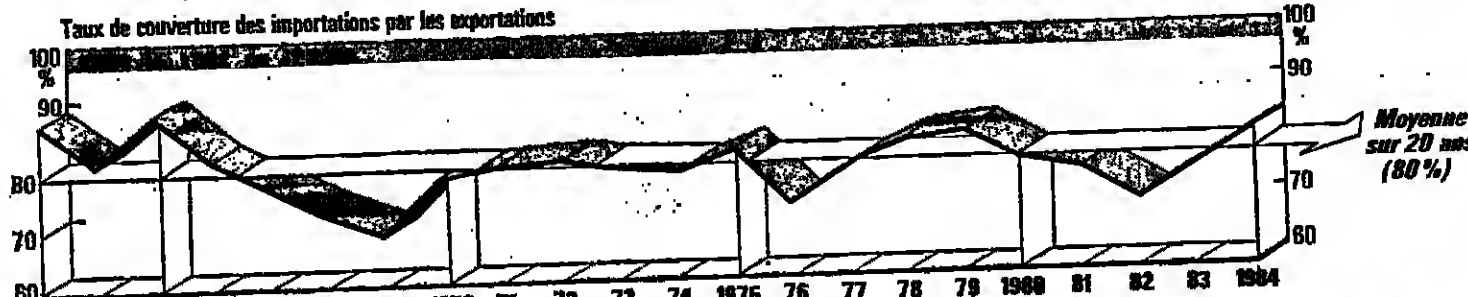
Il y a de tout dans l'expression de capacité industrielle : l'importance de l'outil de production et son aptitude à s'adapter aux vicissitudes du marché, la maîtrise technologique et la faculté d'innover, la qualité des réseaux commerciaux, la compétitivité des prix. Les échanges avec l'étranger sont la mesure de la valeur de cet ensemble complexe, dont les éléments ne doivent pas être arbitrairement isolés les uns des autres.

Le déficit permanent des échanges de produits industriels avec les pays industriels est le problème le plus sérieux du commerce extérieur français, et peut-être de la conduite de l'économie française tout entière. L'importance de ce problème n'a rien de surprenant.

La France, sans être pauvre, est un pays aux ressources naturelles limitées, spécialement sur le plan minéral. Les échanges extérieurs sont marqués par un déficit pour les matières premières, et surtout pour l'énergie. Le commerce de produits agricoles et alimentaires laisse généralement apprécier, mais il est très insuffisant pour compenser le déficit de l'énergie et des matières premières.

Il faut donc à la France se situer au meilleur rang possible dans la concurrence que se livrent les pays développés pour les produits industriels. D'un côté, les échanges avec ces pays sont pour l'essentiel des échanges courants, sans crédits à long terme et sans risques politiques ou économiques, donc profitables. D'un autre côté, si la France est bien placée dans ses échanges avec les pays industriels, elle a les meilleures chances de les concurrencer victorieusement sur les marchés des autres pays.

Le rang réel de la France dans le monde s'apprécie par la manière dont s'équilibre le commerce de produits industriels avec ses principaux rivaux, c'est-à-dire avec les dix pays qui sont les premiers fournisseurs de la France pour ces produits (par ordre d'importance, en 1984, RFA, Ita-



Le taux de couverture a subi trois « creux » en 1969, en 1976 et en 1982. On peut être tenté d'incriminer les dirigeants de l'époque (au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année), c'est-à-dire le président de la République, le premier ministre, le ministre de l'économie et le ministre du commerce extérieur, soit, par ordre alphabétique, MM. Barre, Chaban-Delmas, Chirac, Delors,

Fourcade, Giscard d'Estaing (2 fois), Jobert, Mauroy, Mitterrand et Pompidou. Ces dirigeants peuvent, à bon droit, récuser une telle responsabilité en estimant que les résultats d'une année donnée dépendent de décisions prises au ou au deux ans auparavant. On est ainsi amené à établir des listes, correspondant au 1<sup>er</sup> juillet de 1967, 1974 et 1980, ou de 1968,

1975 et 1981, qui ne sont pas moins intéressantes. On peut aussi estimer qu'il s'agit, à chaque fois, de concours de circonstances complexes, et que la politique économique du gouvernement français n'est qu'un élément entre autres. Ce serait sans doute une manière sage de considérer les choses, d'une manière permanente. - A. S.

#### Depuis plus de vingt ans l'équilibre n'a jamais été atteint avec les dix principaux partenaires occidentaux

par ANDRÉ SELLIER (\*)

La première catégorie comprend les demi-produits, pour lesquels les échanges sont à peu près équilibrés dans l'ensemble, avec des variations conjoncturelles aux conséquences importantes. C'est vrai de la chimie de base, organique ou minérale, des métaux, des textiles (peignés, fils et tissus). Il y a toutefois, dans cette catégorie, des secteurs nettement plus faibles : papiers et cartons, matières plastiques, engrais manufacturés, par exemple.

La seconde catégorie comprend toute une série de produits pour lesquels la France a un rang médiocre : parachimie, meubles, imprimés, ouvrages en matière plastique, etc. Elle comprend surtout l'équipement, à usage professionnel ou domestique, sous presque tous ses aspects, sauf la construction d'automobiles particulières, la construction aéronautique et la construction ferroviaire.

Enfin la troisième catégorie, pour laquelle la France enregistre des excédents notables, se limite à quelques postes bien connus : huiles essentielles et parfumerie, horlogerie, bijouterie. Il faut y ajouter encore les pneumatiques. Mais les automobiles particulières et les vêtements et chaussures ne font plus vraiment partie de cette catégorie.

Le déficit des échanges de biens d'équipement avec les autres pays développés est l'éle-

ment le plus préoccupant du déficit général qui affecte les produits industriels, et cela à un double titre : ce déficit pèse d'un poids considérable, et ce poids s'accroît encore si la France fait un effort particulier d'investissement, que

(\*) Conseiller commercial.

soit dans l'industrie, dans l'agriculture ou dans les services.

Ce déficit atteint d'abord ce qu'on peut appeler les biens d'équipement classiques : mécanique, ouvrages en métaux, construction électrique. Pour les dernières années, le taux de couverture a évolué entre 58,9 % et 46,7 % pour la mécanique, entre 73,1 % et 62,6 % pour les ouvrages en métaux, entre 80,4 % et 69,7 % pour la construction électrique. Entre 1967 et 1972, les taux extrêmes avaient été de 51,1 % et 40,5 % pour la mécanique, de 81,6 % et 69,2 % pour la construction électrique. Dans cet

ensemble complexe de produits à usage professionnel ou domestique, mais surtout professionnel, il en est peu qui échappent au déficit, quand on considère les choses à un niveau plus détaillé.

La situation n'est pas globalement plus satisfaisante pour les biens d'équipement plus modernes : matériel informatique, machines de bureau, matériel électronique professionnel ou grand public, matériel de précision électronique ou éco. Ces matériels font l'objet d'échanges en croissance plus forte que les biens d'équipement classiques, et le renouvellement des produits est également plus rapide. Il est particulièrement nécessaire de ne pas perdre pied dans ce domaine.

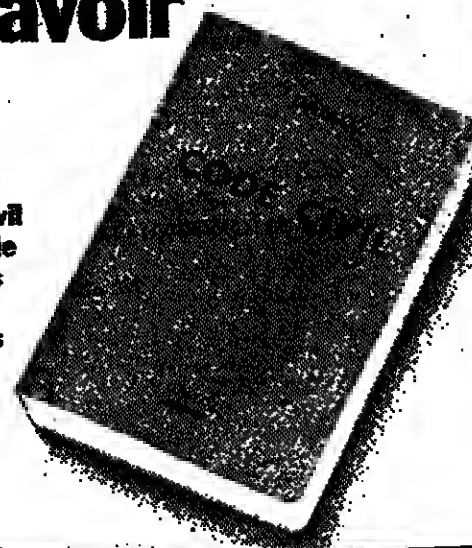
En 1984, dans les échanges avec les pays industriels, la France a atteint un taux de couverture de 53,4 % pour le matériel d'informatique et les machines de bureau, de 72,3 % pour le matériel professionnel de télécommunications, de 52,2 % pour les appareils de précision. Les chiffres sont plus difficiles à interpréter pour les composants et le matériel grand public, compte tenu des fournitures des nouveaux pays industrialisés (NPI) d'Extrême-Orient. On connaît, en tout cas, l'étendue du déficit sur les magnétoscopes.

(Lire la suite page 30.)

## Le droit de savoir

20 codes Dalloz. Du code civil au code de travail en passant par le code de commerce, et le code des loyers. Toutes les lois annotées, d'accès facile grâce à de nombreuses tables. Vous avez le droit de savoir.

### CODES DALLOZ





## La contrainte extérieure

## Persistant déficit industriel avec les Dix

(Suite de la page 29)

Les déficits avec les Dix sur les biens d'équipement classiques et sur les biens d'équipement modernes sont à peu près de même ampleur : 30,6 milliards de francs pour les premiers et 35,4 milliards pour les seconds en 1984. Mais la répartition géographique des déficits n'est pas la même. Pour la mécanique et les ouvrages en métaux, les huit pays d'Europe interviennent pour 22,6 milliards sur un déficit total avec les Dix de 26 milliards. Pour la construction électrique, le déficit est de 1,5 milliard avec les

Huit et de 3,2 milliards avec les États-Unis et le Japon.

Pour les biens d'équipement modernes, un déficit de 36,8 milliards avec les États-Unis et le Japon est compensé à hauteur de 1,4 milliard par un excédent sur les huit pays d'Europe. Du côté des équipements classiques, il s'agit de la faiblesse ancienne de la France par rapport à ses concurrents européens. De l'autre, il s'agit de l'aspect français du déficit européen à l'égard des États-Unis et du Japon.

Pendant les années 70, le déficit sur les biens d'équipement

était compensé en partie par un excédent tout aussi constant sur les automobiles particulières. En 1978 et 1979, les exportations de voitures vers les dix pays ont ainsi représenté à peu près exactement le double des importations en provenance de ces pays. Dès 1980, le taux de couverture était tombé à 156,9 % ; en 1981, il était à 119,1 % et en 1982, à 92,3 %.

Cet effondrement s'est traduit par le passage d'un excédent important, qui atteignait 19,3 milliards de francs constants (de 1984) en 1979, à un déficit de 2,2 milliards en 1982. Deux mouvements ont cumulé leurs effets :

un accroissement de moitié des importations entre 1979 et 1982, une diminution d'un tiers des exportations de 1979 à 1981 (avec un faible redressement en 1982). Sur l'ensemble des échanges de biens industriels des Dix, cette détérioration rend compte du quart de l'accroissement des importations, de plus de la moitié de la baisse des exportations, du tiers de l'aggravation du déficit entre 1979 et 1982.

Les échanges de biens industriels avec les Dix ont de toute manière traversé une crise très sérieuse pendant cette période.

Quand on examine, pour les diverses catégories de produits, la courbe traduisant l'évolution du taux de couverture, on constate, dans la majorité des cas, un effacement vers le bas entre 1979 et 1980. Parfois ce fléchissement s'amorce entre 1978 et 1979 ; parfois il se produit entre 1980 et 1981. Il se limite très rarement à une baisse de 1981 à 1982. Pratiquement aucun redressement ne s'amorce avant 1983, mais le redressement est à peu près général en 1983 et 1984.

Au total, c'est l'ensemble des biens d'équipement domestiques et surtout professionnels qui est

responsable, à côté des automobiles particulières, des principales aggravations de la balance commerciale : quelques 28 milliards de francs dont 22,6 milliards pour l'accroissement des importations. Quand on défalcque 2,9 milliards pour les magnétoscopes, cassettes, etc., et 300 millions pour l'électrodomestique, il demeure plus de 19 milliards d'accroissement pour les importations de matériel informatique, de mécanique, d'électronique professionnelle, etc.

On se trouve en face d'une économie qui, sur sa lancée, continue d'importer au même rythme de croissance des biens d'équipement et des produits intermédiaires, alors que les marchés à l'exportation, loin de se développer simultanément, stagnent et très souvent régressent. On arrive ainsi, en 1982, au terme d'un processus cumulatif qui a démarré après 1978 ou 1979.

De 1982 à 1984, le déficit, dans les échanges de produits industriels avec les Dix, est tombé de 121,9 à 72,9 milliards de francs constants (de 1984). Sur ce redressement de 49 milliards, 19 milliards sont dus aux échanges avec les seuls États-Unis et 30 milliards aux échanges avec les huit pays européens, le solde avec le Japon étant resté à peu près le même.

Compte tenu de la relative fragilité de l'amélioration de la balance avec les États-Unis, qui vaut d'ailleurs au même titre pour les autres pays européens, le redressement de 1983-1984 n'en comporte pas moins un aspect très positif. Il est en effet intervenu alors que les importations n'ont pas globalement diminué entre 1982 et 1984, ni en provenance des États-Unis et du Japon, ni en provenance des huit pays européens. Il est dû exclusivement à un accroissement des exportations, de 22,6 milliards vers les États-Unis, et de 42,5 milliards vers les huit. Et cet accroissement, à peu près général, a été plus net, toutefois pour les secteurs modernes : informatique, électronique, chimie organique, que pour les secteurs traditionnels.

Ce redressement a permis de stopper l'hémorragie là où les choses prenaient mauvaise tournure et de renforcer les tendances les plus prometteuses pour l'avenir. Il n'a pas permis d'atteindre l'équilibre des échanges industriels avec les Dix, mais cet équilibre n'avait jamais encore été atteint dans le passé. Et c'est le problème qui demeure, dans toute son étendue, et avec tous les risques qu'il comporte.

ANDRÉ SELLIER.

## Dans les deux sens

Évolution du déficit industriel de 1979 à 1982. (En milliards de francs constants 1984.)

|  | Importations | Exportations | Solde  |
|--|--------------|--------------|--------|
| Chêne de bois, plâtrerie                           | + 2,0        | + 1,5        | - 0,5  |
| Parachimie (peinture, laque, vernis, résines)      | + 2,6        | + 0,4        | - 2,2  |
| Parachimie   | + 0,3        | + 0,7        | + 0,4  |
| Matériaux plastiques et ouvrages                   | + 6,9        | + 1,8        | - 5,1  |
| Pneumatiques                                       | + 0,2        | + 0,9        | + 0,7  |
| Métaux communs (ferreux et non ferreux)            | - 4,3        | - 2,7        | - 1,6  |
| Textiles et cuirs (semi-produits)                  | - 1,5        | - 2,9        | - 1,4  |
| Papiers, cartons et ouvrages                       | + 1,9        | + 0,8        | - 1,1  |
| Mécanique et ouvrages en métaux                    | + 6,8        | + 4,6        | - 2,2  |
| Construction électrique, électromécanique          | + 2,3        | + 0,9        | - 1,4  |
| Informatique, électronique, précision              | + 13,2       | + 0,8        | - 12,4 |
| Automobiles particulières (et ppi et moteurs)      | + 10,3       | + 11,4       | + 1,1  |
| Véhicules militaires                               | + 1,1        | + 0,8        | - 0,3  |
| Vêtements (en tissu, bonneterie, etc.), chaussures | + 1,1        | + 0,7        | - 0,4  |
| Mobilier   | + 1,4        | + 0,1        | - 1,3  |
| Aéronautique, maritime, métaux précieux            | + 2,7        | + 4,6        | + 1,9  |
| Autres produits                                    | + 1,2        | - 2,1        | - 0,9  |
| Total produits industriels                         | + 42,3       | - 20,1       | - 62,5 |

Globalement la détérioration a joué dans les deux sens. Dans le détail il en est généralement de même, non seulement pour les automobiles mais pour les produits les plus variés. Toutefois la situation est parfois plus complexe. Il peut y avoir eu, simultanément, hausse des importations et des exportations, pour des secteurs en expansion. Dans d'autres cas, au contraire, il y a eu diminution simultanée des importations et des exportations, comme pour les produits sidérurgiques. Quant à la ligne « aéronautique, nucléaire, métaux précieux », qui comprend aussi les (rares) bateaux, ce rassemblement hétéroclite est fait de postes que l'on peut qualifier de normalement irréguliers.

Le tableau montre une dégradation des échanges pour des biens de consommation comme les vêtements et les chaussures. Le cas des vêtements est spécialement intéressant, car on est passé progressivement, de 1978 à 1982, d'un excédent à un déficit. En francs constants, l'excédent était de 3,8 milliards en 1978, de 2,4 en 1979, de 2,1 en 1980 et de 1,0 en 1981, et s'est transformé en un déficit de 0,7 milliard en 1982. Le déclin des exportations a été à peu près constant de 1978 à 1982 ; les importations ont progressé fortement de 1978 à 1979, puis de 1981 à 1982.

## Source

Les statistiques utilisées sont celles que les douanes établissent en suivant la nomenclature du commerce extérieur des Nations unies, la classification type pour le commerce international (CTCI), dont il y a eu deux versions en usage successivement, jusqu'en 1977 et depuis 1978.

On a considéré comme produits industriels les produits repris sous les « sections » 5 à 9 de la CTCI. Il s'agit de produits industriels civils. Sont exclus les armes de guerre et leurs munitions, les chars et automobiles blindés, les navires de guerre et les avions militaires.

Les valeurs citées sont, sauf indication contraire, en francs constants de 1984. Les chiffres des autres années ont été calculés à partir d'un tableau déflateur simple.

Le point de départ de l'étude est l'année 1963, à partir de laquelle les douanes ont publié un Annuaire abrégé, selon diverses nomenclatures. Venant après la libération des échanges avec le plupart des pays et après l'indépendance de l'Algérie, cette année-là est un point de départ satisfaisant.

## Une réorientation géographique

On a constaté que la crise des échanges industriels en 1980-1982 s'est accompagnée de changements dans la structure des importations et des exportations, la croissance du matériel informatique et la baisse des métaux communs étant, par exemple, également marquées. Des changements sont intervenus aussi dans l'importance relative des pays concernés.

Le premier de ces changements est la contraction des échanges avec la RFA, et surtout avec l'UEBL. En francs constants, les importations en provenance de RFA ont progressé de 1978 à 1981, et se sont maintenues jusqu'en 1984 à ce nouveau niveau. Les importations en provenance d'UEBL ont subi un mouvement en 1980, et ne l'ont pas encore retrouvé en 1984.

Dans l'autre sens, le niveau le plus élevé a été atteint en 1979 pour les exportations vers la RFA et l'UEBL. Le redressement qui a suivi le creux de 1981-1982 a été insuffisant pour revenir au niveau de 1978 : c'est là qu'on trouve, le plus nettement, l'effet de la baisse des ventes d'automobiles particulières et de vêtements.

Le second des changements a été l'importance accrue de l'Italie, et aussi de l'Espagne, qui s'est surtout manifestée en-

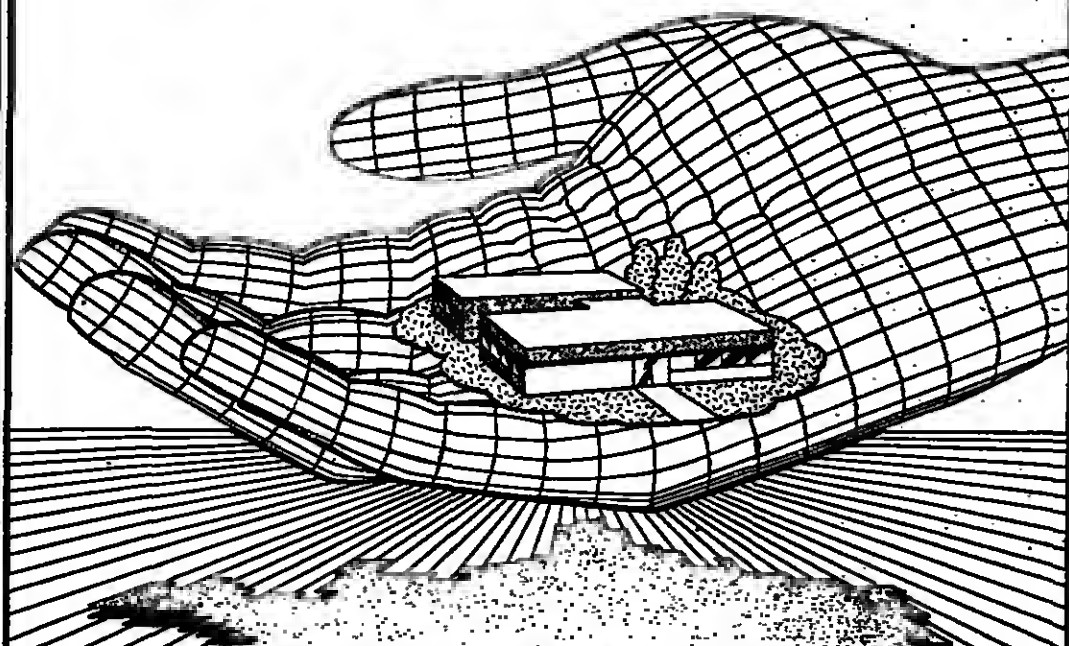
tre 1978 et 1980. Le résultat est net : en 1978, les importations en provenance d'Italie représentaient 62,15 % des importations en provenance de RFA, et les exportations vers l'Italie 50 % des exportations vers la RFA ; en 1984, après diverses vicissitudes, les pourcentages sont passés respectivement à 80,4 % et à 68,3 %.

Un troisième changement est l'accroissement, à l'importation, de la part du Japon, en dépit d'un léger recul en 1983. Les ventes au Japon ont également progressé, mais à un niveau plus bas, et le déficit s'est accru d'année en année.

Avec les États-Unis, il y a eu, à vrai dire, plusieurs changements entre 1978 et 1984. Les importations en provenance des États-Unis ont d'abord fortement progressé, en francs constants, de 1978 à 1981, elles se sont stabilisées de 1981 à 1983, et ont légèrement repris en 1984. Les exportations vers les États-Unis ont baissé de 1978 à 1980, se sont redressées en 1981 et 1982, et plus nettement encore en 1983. Elles ont surtout exceptionnellement progressé en 1984, au point de dépasser les importations. Le taux de couverture est ainsi passé de 60,2 % en 1981 et 1982, à 77,3 % en 1983 et à 102,3 % en 1984, ce qui est un changement considérable.

A. S.

## Vous avez un projet ? Développez-le avec CGE.



Chefs d'entreprise.

Vous souhaitez étendre vos activités ou en entreprendre de nouvelles : CGE Promotion Industrielle est prête à vous aider dans la réalisation de vos projets créateurs d'emplois.

Vous recherchez un appui technique, commercial ou financier : CGE Promotion Industrielle vous fera bénéficier des compétences de la CGE, groupe international performant dans les télécommunications, l'électronique, les transports, la nucléaire et bien d'autres secteurs de pointe.

CGE Promotion Industrielle : une équipe de professionnels réalisera avec vous :

- Etudes du projet : Mise au point du produit, marketing.

- Montage de l'opération : Choix de l'implantation, financements, dossiers administratifs, etc.

Vous avez un projet !

Ne restez pas seul, gagnez du temps !



CGE-PROMOTION INDUSTRIELLE : UN APPUI POUR ENTREPRENDRE

APPELEZ  
CGE Promotion Industrielle  
Tél. : (01) 45.53.14.14  
55, rue de la Boite  
75002 Paris Cedex 08

**Plus vite, moins cher !**

**Tous les nouveaux modèles PEUGEOT 1986**

**Chez PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER**

Ouvert le dimanche de 10 h à 17 h.

**M. GÉRARD 848.20.07.24**

227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

(Publicité)

DÉPARTEMENT DES HAUTES-DE-SEINE  
DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT  
Sous-direction des études foncières et de topographie  
32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX

**AVIS**

D'OUVERTURE D'ENQUÊTES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

**COMMUNES DE LA GARENNE-COLOMBES ET COURBEVOIE**

AMÉNAGEMENT DU CARREFOUR DE L'EMBRANCHEMENT INTERSECTION DES CHEMINS DÉPARTEMENTAUX N° 11 ET 106 AVEC LA ROUTE NATIONALE N° 398

Le public est informé que par arrêté préfectoral en date du 26-9-1985, il a été prescrit pour le compte du département des Hauts-de-Seine des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire concernant le projet susvisé.

Un exemplaire des dossiers concernant ces enquêtes sera déposé pendant 32 jours consécutifs, du 12 novembre 1985 au 13 décembre 1985 inclus, à la mairie de LA GARENNE-COLOMBES où le public pourra se consulter du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 45, le samedi matin de 8 h 30 à 12 h.

Un exemplaire du dossier d'enquête sur l'utilité publique contenant l'étude d'impact sera également déposé, pendant la même période, à la mairie de COURBEVOIE où le public pourra se consulter, aux heures susvisées : du lundi au vendredi : le matin, de 8 h à 12 h 15 - l'après-midi, de 13 h à 15 h 15.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet, aux jours, heures et lieux ci-dessus énumérés, de même, les adresses soit à MM. les Maires de LA GARENNE-COLOMBES et COURBEVOIE, soit à M. Pierre DUTEURTE, directeur départemental bouvrière des télécommunications, demeurant 24-26, boulevard des Frères-Voisins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, nommé commissaire-enquêteur.

A l'issue de ces enquêtes, les copies des conclusions du commissaire-enquêteur seront tenues à la disposition du public, au mairie de COURBEVOIE et LA GARENNE-COLOMBES et à la Préfecture des Hauts-de-Seine - Direction départementale de l'équipement - accueil public - niveau + 1 aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application des articles R 114 et R 1120 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

**KEEP COOL !**

... avec  
L'ANGLAIS DE A à Z  
Le répertoire qui sait tout.

**HATIER**

les éditions  
**ouvrières**

**DEUX NOUVEAUTÉS**  
dans la  
collection "Initiation"  
dirigée par  
Jean-Marie ALBERTINI

Capitalisme et socialisme  
de crises en crises  
J.-M. Albertini (84 F)  
Langage financier  
et langage comptable  
C. et P. Mornot (85 F)

12 avenue Sœur-Rosalie  
75621 Paris Cedex 13

**chez les' ont**

D'après le...  
le Groupe...  
DSM...  
C'est pas...  
exact de...  
laire con...  
- l'indica...  
puissance...  
la confir...  
nouvelles...  
"Trouver...  
produits...  
l'objectif...  
ses Divi...  
Pour y p...  
lissements...  
en recher...



## Nouvelle manche avec l'Italie

même concurrence explique aussi la progression moins forte que prévue sur les marchés anglais — où les exportations depuis seulement 1972 — et américain. Sur ce dernier pays, et rien que sur le marché de la femme, on remarque que la progression des ventes françaises (+ 13 %) est inférieure aux performances italiennes (+ 134 %) et même allemandes (+ 96 %). L'Allemagne paraît, il est vrai, d'une position inférieure : les Allemands ont moins de 0,5 % du marché américain, contre 1,6 % aux Français et 3,4 % aux Italiens. Tout compte fait, les exportations françaises de vêtements, si inférieures représentant un chiffre inférieur aux exportations de lunettes.

Au ministère de l'industrie, on estime que l'essentiel sera de prendre le tournant de la révolution technologique. Déjà les grandes sociétés françaises pratiquent la découpe informatisée. Dans l'ensemble textile-habillage, l'investissement a dépassé 3,5 milliards de francs par an en moyenne depuis 1982, après avoir régressé les sept années précédentes.

Reste l'inconnue de la modernisation italienne. En attendant, une satisfaction pour la France, dont l'emprise sur la mode est aujourd'hui ébranlée : il existe un pays industriel sur lequel les ventes progressent régulièrement, un pays dont elle est le premier fournisseur étranger : l'Italie.

**DOMINIK BAROUC.**

**DOMINIK BAROUCH.**

**A** vos couleurs ! Puisque c'est sa gamme de couleurs qui a fondé les succès commerciaux d'une vedette italienne de la bonneterie, vendant ses produits sur le thème « *United colors of Benetton* », c'est sur ce même registre que contre-attaque le français New Man : « *La vie est trop courte pour s'habiller triste.* »

Ayant identifié l'Italie comme le principal responsable de la dégradation des échanges de vêtements avec les dix principaux partenaires, c'est contre elle que les fabricants français se mobilisent aujourd'hui. Ils veulent contenir les ventes italiennes de confection en tissu, s'ils n'ont pas pu tenir sur le marché de la bonneterie.

Déjà des résultats traduisent un renversement de la tendance. Le taux de couverture des importations par les exportations pour le vêtement féminin est remonté en 1984 au taux de 1979, soit 2,5 points de progression en un an. Pression comparable, mais partant de plus bas, dans le vêtement homme - 16,5 % contre 14,2 % en 1983. Reflux ou simple pause des Italiens avant de reprendre une attaque comparable à celle qui a fait céder à la France 44 % du marché de sa bonneterie ?

Tous vêtements confondus, la France importe sept fois plus de l'Italie que du Benelux, deuxième fournisseur industrialisé de la France. Au Mger redressement du commerce bilatéral, de la France avec l'Italie correspond un redressement du commerce avec les dix pays industrialisés. Reste à savoir si cet encombrant voisin est respectable ou bouc émissaire des malheurs français sur cet ancien créneau que constituait la mode. Et tout cas, depuis 1981, la France achète plus à ses partenaires industriels qu'elle ne leur vend de vêtements et d'accessoires — les bonnes performances des vêtements féminins ne suffisent plus à compenser le déficit de la bonneterie et de la confection masculine.

Les Français semblent résignés à la perte de la maille au profit des bonnetiers italiens. « Ils sont doués », « c'est leur spécialité », un « phénomène », se justifient-ils. Mais les mêmes arguments valent aussi pour expliquer les déboires du vêtement tissé.

Les fabricants accusent tout particulièrement la rigidité imposée par les lois sociales, qui viennent alourdir encore un tissu industriel déjà pesant. Impossible, disent-ils, de résister à la souplesse des petits ateliers familiaux italiens. « *Il faut être fou pour être producteur aujourd'hui* », constate un ancien fabricant, « pourtant « *né dans le métier* » — devenu importateur qui précise : « *On travaille de plus en plus dur, pour gagner de moins en moins d'argent, avec de plus en plus de contraintes.* »

Des contraintes d'autant plus insupportables que la production subit des coups d'accordéon : creux de novembre et décembre, puis de mai à juin, correspondant à la soudure entre la collection d'été et celle d'hiver.

Les fabricants français refusent toutefois de suivre l'exemple de l'Italie. Ou du Sentier, qui « *reproduit au niveau confidentiel ce que l'Italie produit à l'échelon industriel* ». Surtout qu'en l'occurrence la sous-traitance généralisée cache souvent un important travail au noir, fréquent dans une industrie si légère. « *Deux stylistes, une machine à coudre, et voilà un atelier qui échappe à tout contrôle : une concurrence difficilement acceptable pour ceux qui respectent les règles sociales* », tranche la Fédération du prêt-à-porter féminin.

Le raisonnement en coûts de production ne suffit pourtant pas à rendre compte du déclin du vêtement français. Quant à la baisse de la consommation, (- 2,7 % en volume de 1983 à 1984 sur les seuls vêtements féminins et pour enfants), elle n'explique pas la progression des importations en provenance des pays à forts salaires. Pour plusieurs raisons. D'abord, il est un phénomène contre lequel les français ne peu-

vent rien : l'exotisme. Comment expliquer autrement l'engouement récent pour la veste autrichienne en laine « foulée » (bouillie) ? Le modèle, identique au bouton près, à celui dessiné, plusieurs siècles auparavant, au Tyrol, n'a même pas été adapté au goût du consommateur français. Cela aurait gâché l'effet. » *« Les Français voyagent par le vêtement »*, tente d'expliquer l'importateur.

Par contre, les français sont responsables pour leur manque de créativité, flagrant en matière de bonneterie. Un des secrets de Benetton a été de teindre les pièces au dernier moment, pour toujours être au goût et à la couleur de la mode. Un autre secret consiste à informatiser le système de gestion, pour pouvoir surveiller les ventes, dans les 2 400 boutiques ouvertes en Europe occidentale.

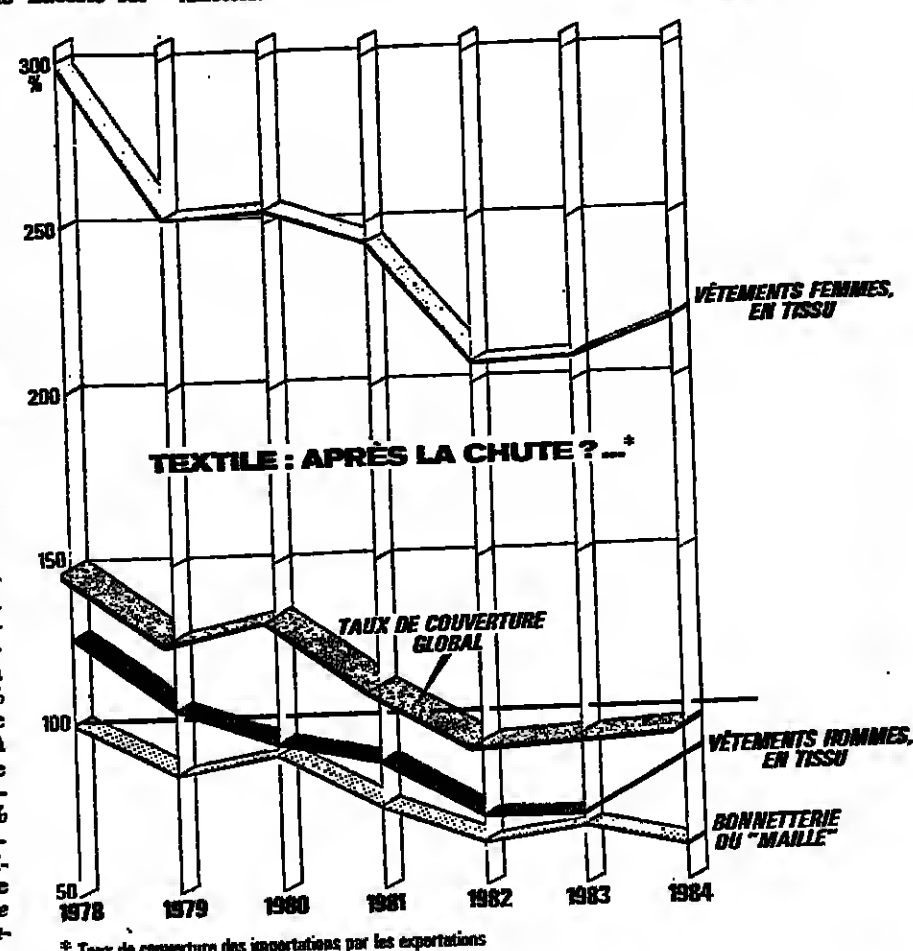
Car nul ne peut prévoir la mode. « La rue est le juge de paix. On peut tout inventer. Si le consommateur refuse, cela ne passe pas. » Au point de remettre en question les deux traditionnelles collections : été, hiver. Déjà les Allemands en présentent au moins six, ne serait-ce que pour jouer sur l'effet de nouveauté, en différant la présentation de certains articles et, au besoin, en les adaptant.

En plus, le Français est piètre vendeur. Soit les petits producteurs, agressifs sur les marchés étrangers, remportent des commandes qu'ils sont parfois incapables d'honorer, soit les "grands" — dont l'accession au second marché témoigne du dynamisme — exportent peu. Seulement 6 % pour Manoukian (pulls), 16 % pour Clayeux (layette) et 10 % pour Le Bourget (manteaux).

On accuse aussi les Français de préférer souvent la vente sous licence — s'évitant ainsi l'effort de production — à l'exportation directe. Un procédé justifié pour éviter la lenteur des douaniers japonais et les droits de douane parfois élevés (42 % pour l'importation de vêtements ornements aux Etats-Unis contre 24 % pour le régime normal), ce qui oblige à cou-

place. La réussite de l'implantation directe de Biderman aux Etats-Unis (qui produit Calvin Klein et Ralph Lauren) s'explique en partie par de telles économies de coûts de production, en l'espèce réalisées sur place. Un avantage à mettre en balance avec le risque de pillage des marques, tel qu'il s'est produit au Japon.

En tout cas, la concurrence — principalement italienne — a réduit de nombreux débouchés traditionnels de la France, de 33 % en Allemagne de 1978 à 1984 — à une époque le premier débouché, — de 17 % au Beuxelux — longtemps considéré comme « l'exercice du marché français ». Cette



\* Test de couverture des importations par les exportations.

**chez DSM**  **les "pros" de l'automobile  
ont toujours à qui parler**

**D'**après la presse spécialisée, le Groupe chimique européen DSM se place au 10<sup>ème</sup> rang mondial. Ce n'est pas tellement le classement exact de DSM que nous voulions vous faire connaître – encore qu'il donne une indication claire sur les dimensions et la puissance de notre Groupe – mais bien la confirmation de sa vitalité et de ses nouvelles ambitions.

"Trouver puis mettre sur le marché des produits en avance sur leur temps", c'est l'objectif que DSM a fixé à l'ensemble de ses Divisions.

Pour y parvenir, DSM accélera ses investissements en technologies nouvelles, en recherches, en hommes – et la santé

financière du Groupe lui permet de prendre des options sur le futur, à l'échelle de ses ambitions.

C'est ainsi que les moyens en hommes – en matière grise – dans le domaine de la recherche sont considérablement augmentés : des centaines de jeunes ingénieurs de haut niveau (high tech) sont recrutés actuellement.

**S**igne de cette volonté : plus que jamais, chez DSM, les "pros" de l'automobile, en Europe et spécialement en France, trouvent en face d'eux des hommes ouverts à leurs problèmes, qui parlent la même langue... des hommes avec lesquels ils peuvent discuter des besoins de demain, des spécificités des techniques de DSM et de leur évolution.

**M**éthodique, DSM dispose aujourd'hui de toute une gamme de produits constamment améliorés, adaptés à l'équipement intérieur des carrosseries et à leur protection extérieure ou destinés à prendre place sous le capot, là où huiles et chaleur sévissent.

Demain, DSM va présenter, une fois de plus, des produits "en avance sur leur temps", résistants aux chocs, aux températures élevées ou d'une solidité supérieure de dix fois à celle de l'acier et de deux fois à celle des fibres de carbone.

En France, DSM collabore avec tous les constructeurs automobiles. Il participe notamment au "look" des nouvelles Peugeot et Citroën.

**DSM, c'est:**

- un groupe chimique européen au 10<sup>e</sup> rang mondial par son chiffre d'affaires, (65 milliards F.F.).
- six grandes Divisions :
  - produits chimiques,
  - matières plastiques,
  - résines,
  - engrais,
  - transformation des plastiques,
  - énergie (recherche et exploitation).

**DSM EN FRANCE**

- Producteur européen.  
DSM dispose en France de moyens  
de production, de stockage  
et d'assistance et de laboratoires pour :
- les plastiques et produits chimiques (1),
  - les résines (2),
  - les engrais (3).

- (1) DSM France, Périssud - 5, rue Lejeune  
92120 Montrouge  
(2) DSM Résines France, BP 21, 95872  
Bezons Cedex  
(3) UKF France, allée B. Palissy 60000  
Beauvais.

DSM  
UNE EQUIPE  
DE "PROS"  
DE LA CHIMIE

**DSM** 



## La chronique de Paul Fabra

«**S**i l'échange est aussi vieux que l'histoire des hommes», comme l'écrit Fernand Braudel (1) vient de consacrer trois «journées», en la présence — ô combien active ! — du grand historien âgé aujourd'hui de quatre-vingt-trois ans, le capitalisme serait selon lui, une «superstructure» qu'il convient de distinguer soigneusement de l'économie de marché. Dans son imposante trilogie *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, l'auteur marque les étapes entre la XV<sup>e</sup> et la XVIII<sup>e</sup> siècles, ainsi que la place et la nature de ces deux phénomènes supposés fondamentalement distincts (voir aussi la chronique du 4 juin intitulée : «Le capitalisme qu'est-ce ?»).

Cette thèse pose plus de questions qu'elle n'en résout, ce qui est le cas de tous les grands modèles explicatifs. Braudel nous fait comprendre la rôle tout à fait insolite de ces capitalistes qui, dès l'aube des temps modernes, c'est-à-dire en plein Moyen Âge, sont déjà à la fois grands marchands, manufacturiers, financiers, car éminemment capables — c'est une de leurs caractéristiques — de faire la chose entre les placements les plus rentables ; de ces capitalistes qui, bien au-delà des murs de l'État-ville (Bruges, Venise, Anvers, Gènes...), d'où rayonne leur activité, tissent un réseau d'échanges extrêmement lucratifs englobant dans ses mailles, sur une surface considérable de territoire, ce qu'il appelle une «économie-monde» (l'ensemble des économies-mondes formant l'économie mondiale). Dans la filière ainsi tendue se trouvent pris, et bientôt manœuvrés comme par en haut, l'économie de marché proprement dite, dont le prototype est constitué par les foires. Les échanges y portent sur les produits et les services fournis par la multitude des modestes fabricants et artisans.

## Questions à Fernand Braudel

Entre le passé, fût-il le plus lointain, et le présent, dont il nous entretient aussi à l'occasion, il n'y a jamais, selon Braudel, de complète discontinuité. Il en donne magistralement la preuve en insufflant la vie à l'énorme masse d'informations qu'il nous fournit.

La doute commence à s'introduire quand cette incomparable description de la vie économique sert à justifier la fameuse dualité à laquelle il a été fait allusion. La raison n'en serait-elle pas qu'à cette grandiose histoire des échanges manque une conception nette de ce qu'est l'échange ? En témoignent les hésitations de Fernand Braudel sur le choix à faire entre une vision de l'économie animée par la dynamique de l'offre (schéma classique, datant de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et du début du XIX<sup>e</sup>) ou par l'effet d'entraînement de la demande selon le modèle néo-libéral conçu pendant la dernière partie du XIX<sup>e</sup> siècle et poussé à l'extrême par la suite. L'investissement du passé ne défend pas Braudel contre les tentations et, c'est-à-dire, certaine facilité de l'esprit du temps, je veux dire de notre époque. D'où le discrédit qu'il jette à son tour sur le principe fondateur de l'économie politique classique que Jean-Baptista Say (1767-1832), lui-même un économiste de second plan, a formulé avec bonheur dans la célèbre loi des débouchés. Celle-ci ne fait qu'exprimer l'idée que, logiquement, l'offre précède la demande, car il ne peut y avoir de demande solvable sans une offre préalable.

Fernand Braudel écrit sans sourcilier que Keynes (1883-1946) «a renversé sans effort» cette loi que Ricardo (1772-1823) avait déjà fait sienne, en affirmant tout simplement que l'interpo-

sition de la monnaie ne doit pas faire oublier qu'en définitive «les produits s'échangent contre les produits», ce qui est la façon la plus radicale de nier la primauté de l'offre. La vérité est non pas qu'on a, à l'époque moderne, réfuté cette loi, mais qu'on a délibérément ignoré les conséquences qu'elle implique dans la conduite des affaires économiques d'un pays. L'ignorance dans laquelle on l'a tenue a donné naissance à l'illusion qu'on peut durablement stimuler la demande sans passer par l'offre, autrement dit distribuer des revenus dont le montant soit supérieur — c'est l'effet ordinaire d'un déficit budgétaire permanent — au total des revenus versés par l'appareil de production sous forme de salaires, d'impôts, de dividendes, etc.

Il me semble qu'on pourrait démontrer sans trop de difficulté que l'offre et la demande qu'exprime sous une forme rudimentaire la loi des débouchés est à l'origine des décalages qui ont abouti à la longue et sévère crise actuelle.

C'est à une épreuve plus cruciale qu'il faudra encore soumettre l'interprétation de Braudel. Il nous y invite en faisant sienne la thèse de tel ou tel pamphlétaire de l'époque, comme John Galbraith, selon qui les très grandes sociétés sont en mesure d'administrer les marchés. Il écrit dans la même veine : «Les lois économiques n'existent pas pour les grandes entreprises». C'est sur cette affirmation que repose en définitive la notion d'«extériorité» du capitalisme (par rapport à l'économie de marché), pierre angulaire de la construction braudelienne.

Une première remarque s'impose : le progrès économique consiste à faire passer progressivement le monde de la «production» sous l'empire de l'échange. N'est-ce pas là le résultat de la division du travail qui aboutit à la spécialisation des tâches et à la diversification des entreprises ? Les multinationales, qui répartissent leurs usines et leurs ateliers pour tirer au maximum parti des différences de coûts, sont passées maîtres à ce jeu. Avant de se demander si elles sont en mesure de s'affranchir de la loi du marché, force est d'observer qu'elles fondent leur existence sur l'utilisation à plein de cette loi. Le phénomène n'échappe pas tout à fait à Braudel, mais il ne s'y attarde pas.

Pour lui, l'économie de marché est soumise à l'influence de la concurrence, tandis que le capitalisme, disposant d'énormes capitaux accumulés, peut se permettre «le jeu, le risque, la tricherie». Comment ne pas succomber à la force persuasive de la description braudelienne ?

Cependant la concurrence n'est-elle pas souvent, pour ne pas dire toujours, la plus vive sur le marché international où se déploie l'activité des très grandes entreprises ? Selon la théorie de Braudel, la concurrence sur le marché national serait le fait des petites boutiques, pas des supermarchés. A quel concept de la concurrence se réfère un auteur qui écrit, comme il le fait, qu'elle est au-dessous des monopoles, «réservée aux petites et médiocres» (c'est moi qui souligne) entreprises. N'est-on pas là en présence d'une conception contradictoire plus sentimentale que scientifique ?

Ne serait-ce pas une même forme de romantisme qui amènerait Braudel à pré-

ter la plus grande attention à la théorie de Kondratieff sur les cycles de très longue durée (au moins quarante ans) ? L'attrait que peut avoir pour un historien un tel découpage du temps économique se comprend aisément, mais doit-il pour autant raisonner comme si l'hypothèse de Kondratieff, contestée par la plupart des économistes, avait tous les attributs de la vraisemblance et de l'authenticité ?

Il reste que toute une dimension qui échappe aux économistes de profession est mise en lumière par l'œuvre de Braudel. C'est un fait d'histoire que le phénomène universel de la hiérarchisation se retrouve dans l'économie qui s'organise en «économies-mondes». Chacune de ces zones est dotée d'un centre, selon la théorie économique, le marché tend à équilibrer coûts et profits. Sans doute la contradiction est-elle partiellement prise en compte par l'irruption du capitalisme au sens braudelien du terme. Elle n'en est pas complètement résolue pour autant. Sans aller jusqu'à soutenir, comme son collègue américain Hyman Winstanley, que la triomphe de l'économie de marché pourrait se révéler comme le signe du... socialisme (par élimination de la «superstructure» capitaliste), on est tenté de se demander si, paradoxalement, on n'est pas en train vers l'utopie que la thèse de Braudel apparaît la plus féconde : l'assujettissement de l'ensemble de l'activité proprement économique à la loi de la concurrence n'est-elle pas le meilleur gage de rationalité ? La perpétuation des très grandes entreprises et des conglomérats ne nuit-elle pas à la recherche de la productivité maximale ? C'est ce que l'on semble découvrir aujourd'hui.

(1) Centre de recherches de Châteauneuf, 83190 Toulon-Ollioules.

## A TRAVERS LES REVUES FRANÇAISES

## Le lent ajustement des taux d'intérêt

La dernière livraison de la revue *Economie appliquée* (1985, n° 1) est intégralement consacrée aux questions monétaires. Christian de Boissieu y expose des «Éléments d'une analyse de la rigidité à la baisse des taux d'intérêt». Dans les pays de l'OCDE, on constate depuis 1982 une baisse des taux d'inflation ; les taux d'intérêt nominaux n'ayant pas suivi le mouvement, les taux d'intérêt réels, estimés par la différence entre les taux nominaux et le taux d'inflation, sont en hausse. Contrairement à la théorie traditionnelle, les taux d'intérêt s'ajustent actuellement beaucoup moins vite que les salaires. Comment expliquer cela ?

L'auteur donne plusieurs explications. La première est l'incertitude des anticipations inflationnistes. Or le taux d'intérêt nominal d'une échéance future se forme par la somme d'un taux réel et d'une prime de risque liée à l'inflation prévue. Si les agents économiques, ne croyant pas au succès des politiques de lutte contre l'inflation, raisonnent encore avec des taux d'inflation à deux chiffres, les taux d'intérêt réels constatés, calculés à partir du taux d'inflation réalisé, vont croître.

La deuxième explication est l'utilisation simultanée d'une poli-

tique monétaire restrictive et d'une politique budgétaire expansive aux États-Unis, malgré les efforts faits. La troisième explication repose sur l'évolution de la productivité du capital. Or il y a nécessairement une très grande proximité entre les taux d'intérêt réels et la productivité du capital.

Il y aurait un autre facteur explicatif de la hausse des taux d'intérêt réels. Depuis plus de dix ans se sont développés, en particulier aux États-Unis, de nouveaux produits financiers qui évitent d'avoir à choisir entre la liquidité d'un placement et la rentabilité. Il s'est ensuivi une hausse du coût de la collecte des fonds par les institutions financières.

La France n'est pas restée absente de ce mouvement de création de produits financiers nouveaux. Jean-Christian Metz, dans son article paru dans *Analyse financière* (premier trimestre 1985), «Le marché financier et l'innovation», donne la liste des principales innovations financières depuis la loi Mauroy qui avait permis, en 1978, de donner un nouveau souffle aux actions françaises. Jacques Delmas-Marsalet, dans la même revue, analyse «L'influence des nouveaux produits sur la structure de l'épargne et sur le compte

Contrairement à la théorie, les taux s'ajustent beaucoup moins vite que les salaires.

par DANIEL VITRY (\*)

rentabilité-risque», en France. On assiste à un renversement complet de tendance.

Pendant trente ans, les taux d'intérêt réels ont été très faibles, voire parfois négatifs. Il y avait, de ce fait, un transfert de l'épargne vers les emprunteurs. Les Français obtenaient des revenus élevés et indexés, mais ils perdaient une partie du produit de leurs épargnes. Depuis 1978, les pouvoirs publics ont cherché à réorienter l'épargne vers des placements longs, plutôt industriels qu'immobiliers. En outre, ils ont cherché à favoriser l'épargne qui se place sur le marché financier plutôt que celle qui reste liquide. Pour cela, la fiscalité a été modifiée et les modalités collectives de gestion de l'épargne développées avec les SICAV ou les fonds communs de placement. C'est là qu'interviennent les innovations financières qui permettent de réduire le risque ou d'augmenter le rendement des placements obligataires.

Depuis 1981, les entreprises épargnent plus : leur taux d'épargne, défini par le rapport de l'épargne à la valeur ajoutée, passe en effet de 9,5 % en 1981 à

12 % en 1984. Mais les ménages épargnent moins, leur taux d'épargne, défini par le rapport de l'épargne au revenu net d'impôts, revient de 15,8 % en 1981 à 14,5 % en 1984. C'est surtout l'épargne destinée à l'immobilier qui a baissé. L'épargne financière est actuellement mieux rémunérée, puisque les taux d'intérêt réels sont devenus positifs, mais les placements sont devenus plus risqués, car l'augmentation du risque accompagne toujours l'augmentation du rendement.

## Masse monétaire

Parallèlement à la politique de renforcement du système financier, les autorités monétaires ont cherché, depuis 1979, à ralentir la croissance de la masse monétaire à un taux inférieur à la croissance du produit intérieur brut (PIB), pour lutter contre l'inflation. C'est à ces aspects de la politique monétaire que Jean-Paul Pollin s'est intéressé dans son article : «Les agrégats de monnaie et de crédit : leur utilisation dans la

(\*) Professeur à l'université de Paris-IX.

conduite de la politique monétaire française», paru dans *Economie appliquée* (1985, n° 1). L'intérêt de l'article est d'éclairer sur la stabilité de vitesse-revenu de certains agrégats monétaires. Par vitesse-revenu, on entend le rapport entre le PIB en valeur et un agrégat monétaire.

Sur la période 1971-1983, c'est M1, l'agrégat monétaire le plus étroit, qui est le plus stable par rapport au PIB. Cela est une surprise. En effet, M1 ne comprend que les pièces, les billets et les dépôts à vue ; au cours de la période analysée, les habitudes de paiement ont beaucoup changé, si bien qu'il y a eu des substitutions entre moyens de paiement. On se serait donc attendu que les agrégats monétaires plus larges soient plus stables par rapport au PIB.

L'auteur s'est aussi intéressé au dernier-né des agrégats de crédit. La Banque de France a, en effet, construit une nouvelle série statistique, le «crédit global». Cet agrégat intègre tout le financement interne des agents non financiers ainsi que leurs emprunts à long et à moyen terme faits à l'étranger. C'est le plus large des agrégats de crédit ; c'est aussi celui qui s'avère être le plus stable par rapport au PIB.

La stabilité d'une relation entre deux variables ne renseigne en rien sur le sens de la causalité entre ces deux variables. L'auteur s'intéresse à la relation causale

entre le PIB et les agrégats monétaires pour pouvoir prévoir le PIB en valeur à partir de différents agrégats. Les résultats sont surprenants. Quoique M1 soit l'agrégat monétaire le plus stable par rapport au PIB, ce n'est pas lui le meilleur pour prévoir le PIB.

C'est M3, l'agrégat monétaire le plus large, qui permet le mieux de prévoir le PIB en volume. Plus surprenant encore, l'agrégat crédit global ne permet en rien de prévoir le PIB. Enfin, il s'avère qu'aucun agrégat de monnaie ou de crédit ne permet de prévoir le niveau général des prix. Tout se passe comme si le taux d'inflation était indépendant des variables monétaires et financières.

Devant ces résultats, il était tentant de tester les relations inverses, c'est-à-dire l'influence du PIB et des prix sur les agrégats. Le PIB, en volume ou en valeur, explique bien l'agrégat crédit global. Cela signifie que les crédits sont endogènes par rapport à l'activité économique. De plus, les variations de prix ne commandent pas les variations des agrégats monétaires ; comme on a vu que la relation inverse n'existe pas non plus, il semble donc qu'il n'existe aucun lien entre les prix et les agrégats monétaires. Par contre, les variations des prix sont la cause du crédit global. Il y a là de quoi au moins jeter le doute sur l'efficacité de la politique monétaire.

Entre l'information journalistique à chaud et l'analyse approfondie...

## REGARDS SUR L'ACTUALITÉ

Chaque mois 5 à 6 articles qui mettent en perspective la vie politique, économique, sociale et culturelle en France.

Pour comprendre en quelques pages :

- l'inflation à la française, les politiques menées pour la combattre depuis 1945 (n° 111)
- le contrôle du crédit depuis 30 ans (n° 114)
- le chômage et son indemnisation depuis 1975 (n° 115)

Le numéro : 16,50 F  
Abonnement France (10 n°) : 153 F  
\* Prix 1985

Éditions  
LA DOCUMENTATION  
FRANÇAISE 31 quai Voltaire PARIS 7<sup>e</sup>

## L'Etat parfait

La revue *Politiques et management public* (juin 1985) a poursuivi la publication d'une série d'articles sur «La gestion publique entre les politiques nationales et les stratégies des organisations publiques». Jean-Dominique Lafay y présente un papier sur «Les entreprises publiques selon la théorie économique de la politique». La théorie traditionnelle de l'économie publique présuppose que l'État fait toujours au moins aussi bien que le marché. Si l'État doit intervenir, c'est pour compenser les défauts du marché ; l'État est lui-même sans défaut. Cette approche est toujours normative, cherchant plus à dire ce qu'il conviendrait de faire qu'à se pencher sur les pratiques effectives.

La théorie économique de la politique s'est bâtie autour du refus d'un tel *a priori*. Cette théorie regroupe une série de recherches sur les choix sociaux, les choix publics ou encore sur la réglementation ; elle raisonne en supposant que les décideurs ont des objectifs et sont rationnels en cherchant à maximiser certains critères. Les entreprises publiques qu'elle analyse sont toutes les entreprises dans lesquelles l'État a des participations suffisantes pour ne pas avoir à se préoccuper des réactions d'autres actionnaires, quand il y en a.

Il convient de distinguer la fourniture publique et la production publique. Tous les services publics, mis à part la défense et l'ordre au sens le plus général, peuvent être fournis par l'État mais produits par des entreprises privées. Pour la puissance publique, le choix à faire est entre acheter à autrui en établissant des contrats et produire elle-même.

## Bureaucratie

Dans le premier cas, il faut établir un cahier des charges qui va faire intervenir entre les dirigeants politiques et l'entreprise productrice un agent économique nouveau, la bureaucratie. C'est cette dernière en effet qui établit le cahier des charges. Entre la bureaucratie et l'entreprise contractante, il y a quelques risques de coalition de fait. Lorsque l'État veut non seulement fournir des biens ou des services, mais en outre inciter à des transformations très rapides, il délègue le contrat et passe à la production publique en faisant concurrence à la production privée, soit en se garantissant un monopole.

Du fait que les hommes politiques ont *a priori* pour objectif de se maintenir au pouvoir, la rationalité de l'affectation des ressources semble bien avoir un moins grand poids que les objectifs de stabilisation ou de

redistribution. Ces derniers sont en effet très clairement perçus par les électeurs. Il y a là un résultat de l'analyse nouvelle, car la théorie traditionnelle de l'économie publique insistait surtout sur l'affectation des ressources.

Comment fonctionnent les entreprises publiques ? Trois groupes d'agents sont en cause : les consommateurs, qui sont aussi les électeurs ; le gouvernement qui souhaite conserver le pouvoir, enfin la bureaucratie. Celle-ci poursuit son objectif propre, qui est souvent de produire le plus possible. Dans ce jeu à trois, on montre facilement que l'information sur l'offre et la demande, que chaque partenaire peut se procurer moyennant un coût, a un impact décisif sur le résultat final et le gain que chacune des parties peut en tirer.

La bureaucratie a ici le beau rôle puisqu'elle réunit très facilement l'information. Par rapport à une entreprise privée, elle a l'avantage de ne pas avoir à craindre la réaction des actionnaires. Cependant, sa liberté n'est pas sans limite ; il existe en effet une sorte de marché des dirigeants d'entreprises publiques. Du point de vue de la méthode, cette dernière remarque permet de souligner la place centrale tenue par la théorie du comportement des agents économiques dans la théorie de l'économie de la politique.

D. V.



هذه الامت الأعمال



# Empire du Soleil Levant.

La France produit des machines à écrire qui sont parmi les meilleures du monde. En Ile-et-Vilaine. A Liffré. Ce sont des Canon. Canon joue la carte française. Canon joue la carte de l'Europe.

Avec plus de 1800 salariés et une usine ultra-moderne au cœur de la Bretagne, technologie et savoir-faire japonais sont désormais des produits de France. La mise en commun des qualités françaises

et japonaises inquiète nos concurrents.

Chez Canon, à Liffré, nous disons simplement: "Que le meilleur gagne". Nous avons notre petite idée sur le nom du vainqueur.

**Canon**  
MACHINES A ECRIRE ELECTRONIQUES



# économie

LE JAPON FACE AU PROBLÈME DE SON EXCÉDENT COMMERCIAL

## REPÈRES

### Dollar : stabilité à 8,07 F environ

Sur des marchés des changes très calmes, les cours du dollar en Europe sont restés stables à 8,07 F environ et 2,6450 DM. En revanche, ils ont amorcé une baisse significative à Tokyo, où le « billet vert » a « décroché » des 215-216 yens, où il se cantonnait depuis trois semaines pour glisser à 213,60 yens. Rappelons que de 245 yens avant la fameuse réunion du groupe des cinq à New-York, le 22 septembre, il avait fléchi, le vendredi 4 octobre, à 211,50 yens, avant de se raffermir. Ce fléchissement, qui correspond à une hausse de la monnaie japonaise, a été provoqué par un relèvement brutal des taux d'intérêt à Tokyo, décidé à la veille du week-end par la Banque du Japon pour rendre les placements en yens plus attractifs, aux dépens de ceux effectués en dollars par les investisseurs du pays du Soleil-Levant.

### Automobile : accord chez Chrysler

Les salariés de Chrysler ont finalement obtenu satisfaction, non seulement sur leurs revendications salariales, mais également en matière de garantie de l'emploi. Selon M. Owen Bieber, président du syndicat United Auto Workers, le texte approuvé dimanche 27 octobre par plus de 80 % des employés « satisfait à la moindre revendication syndicale » et donne aux employés du troisième constructeur automobile américain un « plus » sur les conditions précédemment obtenues par leurs collègues des deux autres grandes firmes automobiles américaines, General Motors et Ford. Sur le point le plus délicat, la sous-traitance, l'accord établit que, pour tout contrat affectant plus de 25 % des emplois syndiqués, la direction ne pourra signer sans avoir précédemment consulté un comité local mixte (syndicat-patronat), qui pourra éventuellement faire appel. Le deuxième point de l'accord crée une « banque d'emplois », dotée de 170 millions de dollars, appelée « système de sécurité de l'emploi », destinée à protéger les employés de Chrysler des licenciements. En revanche, le troisième point est une victoire pour la direction, puisqu'il prévoit que les nouveaux employés ne recevront, à leur embauche, que 85 % du salaire normal et n'atteindront la parité avec les anciens qu'après dix-huit mois (et non plus trois). Autre concession du syndicat, Chrysler n'est pas formellement engagé à produire aux États-Unis les modèles du plan « Liberty » - des voitures produites en réduisant les coûts de production de 2 000 dollars par véhicule. Les avantages salariaux ont, sans doute, été décisifs pour convaincre les ouvriers de céder à une grève qui a coûté près de 250 millions de dollars à Chrysler, notamment des augmentations de salaires de 2,25 % en 1988 et des primes pour rattraper les retards de salaires acceptés par les employés au moment des difficultés de l'entreprise (le Monde du 25 octobre).

### Les députés veulent accroître les fonds destinés à la maîtrise de l'énergie

Les députés socialistes déposent, dans les prochains jours, un amendement au projet de budget 1986, afin d'accroître de 100 à 150 millions de francs (de 20 à 30 %) les subventions publiques accordées à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Les députés estiment le budget prévu insuffisant pour permettre un maintien de la politique poursuivie depuis 1982, « le budget 1986 traduit, certes, une volonté louable de maîtriser les dépenses, mais il ne faut pas que cette volonté devienne contradictoire avec la politique de maîtrise de l'énergie », a déclaré M. Robert Chapuis, député socialiste de l'Ardeche, en présentant le 22 octobre un rapport d'information parlementaire consacré au bilan de cette politique.

Les députés estiment, en effet, que la politique menée depuis quatre ans doit « absolument être poursuivie et intensifiée » dans les

années qui viennent, « sinon nous aurions gâché de l'argent », a assuré M. Chapuis. Soulignant la nécessité d'assurer un financement « plus régulier et plus diversifié » à cette politique, les parlementaires suggèrent de maintenir l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) qui « doit avoir pour les dix ans à venir un rôle essentiel d'opérateur direct, et pas seulement un rôle d'interlocuteur », et de lui garantir un financement plus stable que par le passé.

Ce financement devrait provenir, propose le rapport, de quatre sources différentes : budget, allocation d'une part de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), emprunt et réaffectation directe d'un certain nombre de services rendus par l'Agence, dans le cadre de contrats conclus avec les bénéficiaires de ces actions.

## De notre correspondant

Tokyo. - « Achetez étranger »

Cette formule, en japonais et en anglais, figure désormais au dos des billets d'avion achetés au Japon. Comme les affiches représentant des start-ups se déclarant « avides de connaître le monde » (et ses produits) ou ces « fêtes de l'importation », sorte de bazars itinérants des produits étrangers, ces messages s'inscrivent dans le cadre de la campagne menée par le cabinet du premier ministre afin de promouvoir les importations et de tenter de désamorcer les critiques dont est l'objet le Japon, qui accumule les excédents commerciaux sur ses partenaires.

De louables intentions, même si certaines de ces initiatives peuvent paraître ingénues, mais dont on peut surtout se demander si elles auront un effet concret. Le problème des excédents commerciaux du Japon n'est pas nouveau. Depuis une décennie, le même scénario se répète. Les États-Unis et la CEE vitupèrent ; le Japon fait le gros dos, temporise, prend des mesures d'apaisement (c'est-à-dire qu'il remédie aux effets sans vraiment s'attaquer aux causes), et, l'année suivante, tout recommence.

Le « programme d'action » mis en place en juillet et destiné à ouvrir le marché japonais, ainsi que, dernièrement, le plan de relance de la demande intérieure annoncé en grande pompe la veille du départ du premier ministre Nakasone aux États-Unis, n'ont que partiellement répondu aux attentes de Washington et des pays de la Communauté européenne. Le plan de relance a d'ailleurs été accueilli avec le plus grand scepticisme par la presse japonaise.

A force d'esquisse et de mesures dont l'effet est pour le moins incertain (l'*Asahi Shimbun* qualifie récemment dans un éditorial le plan de relance de la demande intérieure de « gestes futilités »), le Japon risque d'entamer sa crédibilité internationale. M. Nakasone, qui affirmait encore la semaine dernière devant l'Assemblée générale des Nations unies la volonté de son pays de jouer un rôle accru sur la scène mondiale, n'ignore pas que, « noblesse oblige », Tokyo doit commencer par démontrer son sens des responsabilités dans la crise que traverse l'économie des pays industrialisés. Le Japon est, en effet, devenu la troisième puissance économique du monde en consommation par (les conditions de vie des japonais sont qualitativement inférieures à celles de la majorité des pays industrialisés) et en réinvestissement ses profits quasi uniquement dans des opérations de renforcement de sa capacité productive.

M. Nakasone est parfaitement conscient de la nécessité de faire entrer l'économie japonaise dans une phase de maturité, caractérisée par un meilleur équilibre entre la richesse accumulée et le bien-être social. Mais il est aussi placé devant un dilemme : d'un côté, il manifeste

## « Achetez étranger »

une prise de conscience, incontestablement plus réelle qu'auparavant, du caractère critique de la situation, mais, de l'autre, il se tient sur une marge de manœuvre très limitée.

Le problème de l'excédent commercial japonais est moins de nature conjoncturelle (même si cette fois il a été aggravé par une diminution des importations) que structurelle. Depuis la crise pétrolière, la croissance japonaise est « tirée » par les

permettant d'assurer leurs approvisionnements, notamment en dégageant des excédents sur les produits qu'ils n'ont pas impérativement besoin d'acheter à l'étranger.

Dans la crise actuelle avec les États-Unis (l'excédent japonais se chiffre à 50 milliards de dollars), les industriels nippons s'estiment d'autant moins responsables (a fortiori coupables) qu'ils attribuent la cause du déficit commercial améri-

vaillent en moyenne 2 300 heures par an, soit 500 heures de plus que les salariés américains ou européens, qui s'inscrivent dans une politique globale d'amélioration des conditions de vie et de stimulation de la consommation individuelle, comme le demande notamment la confédération syndicale Sohyo. En l'absence d'une telle politique, il est vain d'attendre des Japonais qu'ils dépensent plus pour leur logement (comme y incite le nouveau plan de relance de la demande intérieure) alors qu'ils ne rentrent chez eux que pour dormir.

L'amélioration du bien-être social des Japonais est l'objet d'un vieux débat (déjà à l'ordre du jour du cabinet Mihi en 1975). Depuis, la priorité est passée à la réduction du déficit budgétaire (dont l'excédent représente un montant égal à 42 % du PNB). Compte tenu de cette situation, le ministre des finances s'oppose à toute réduction d'impôt qui ne serait pas compensée par de nouvelles taxes, ainsi qu'à une augmentation des dépenses publiques.

M. Nakasone n'a fait figurer aucune réforme fiscale dans son plan de relance. Il s'est contenté de l'augmenter des dépenses en travaux publics dont on voit mal, pour l'instant, d'où viendront les financements. Même s'ils sont trouvés, les experts japonais sont très sceptiques sur la portée de ce programme. Selon le *Nihon Keizai*, dans le meilleur des cas il ralentira la croissance de 0,3 % (plus de 1 % selon le gouvernement) et n'engendrera que 700 millions de dollars en importations supplémentaires (2 milliards selon le gouvernement). Ces projections pessimistes sont, au demeurant, étayées par l'exemple du plan de relance de la demande intérieure de 1983, également décidé afin de calmer les partenaires commerciaux du Japon. Il fut loin d'avoir les effets attendus : l'excédent commercial passa de 20 milliards de dollars à 37 milliards en 1984, tandis que l'épargne augmentait et que le nombre de logements construits diminuait, comme le rappelle l'*Asahi*.

Dans ces conditions, la seule possibilité d'une éventuelle diminution de l'excédent commercial tient au renforcement du yen par rapport au dollar, sans pour autant que cette nouvelle parité modifie substantiellement le déséquilibre entre exportations et importations. Elle risque, en revanche, à moyen terme de provoquer une chute de la croissance (entraînant une baisse des importations) tout en réduisant les droits de douane sur près de deux mille produits, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier. Tel un porte-avion, le Japon du sursaut M. Nakasone, plus apprécié sans doute par la presse internationale que par celle de son pays, ne change pas de cap aisément.

PHILIPPE PONS.

## Des barbecues

A ces facteurs s'ajoute l'attitude des milieux d'affaires. Chacun, dans son secteur, est plus préoccupé par ses intérêts bien compris que par la politique globale du Japon à l'égard de l'étranger, s'il y a un marché, on s'y engouffre. D'une manière générale, prévalant dans les milieux d'affaires le sentiment que les Japonais n'ont pas à être pénalisés parce qu'ils sont plus compétitifs. La réaction du *Keizai Doyukai* (l'un des organismes du patronat) aux récentes critiques américaines est d'une désarmante logique : « Si vous voulez exporter plus au Japon, soyez plus compétitifs en matière de qualité et de prix ». De manière symptomatique, lorsque récemment Toyota a déposé aux États-Unis une mission d'achat de pièces détachées automobiles, celle-ci, ayant pratiquement rien trouvé, a été le premier constructeur automobile japonais à importer des équipements de camping et des barbecues pour manifester sa bonne volonté.

Sous-jacent aux « mini-patriotismes » des entreprises, il existe, en particulier chez les hommes d'affaires de l'ancienne génération (la majorité, étant donnée la gérontocratie régnante au Japon), une mentalité autarcique diffuse : pauvres en matières premières, les Japonais ont toujours accordé la priorité aux moyens leur

monnaies. La commission souhaite que les États membres après avoir reconnu que le SME contribue à la stabilité interne et externe des relations entre les monnaies, s'engagent à le renforcer, notamment à consolider par des mesures appropriées le système de change géré par les banques centrales. Dans le même esprit, l'amendement en forme de déclaration d'intention que présente la commission devrait confirmer la volonté des Douze de favoriser l'accroissement du rôle de l'ECU.

Ces considérations apparemment formelles sur la monnaie seront-elles d'un grand apport dans un débat où les questions centrales sont l'établissement d'un grand marché sans frontières, l'amélioration du processus de décision par l'usage systématique du vote, la solidarité Nord-Sud au sein de la Communauté ou encore l'accroissement des pouvoirs du Parlement ? Pour la Commission, la réponse est bien sûr positive. Si elle parvient à faire admettre au plus haut niveau à l'occasion d'une réforme de nature constitutionnelle que la coopération monétaire représente une dimension indispensable de la relation, qu'on ne peut pas tout à la fois vouloir le grand marché et refuser la solidarité monétaire, elle apporte un renfort politique appréciable à ceux qui, à l'intérieur de la Communauté, se battent pour que la politique monétaire des gouvernements membres, élément-clé de la souveraineté, devienne plus solidaire.

PHILIPPE LEMAITRE.

### M. Delors propose d'amender le traité de Rome pour faire progresser la coopération monétaire

## De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - La relance de la construction européenne, l'établissement d'un sept ans d'un grand marché intérieur faisant la libre circulation des capitaux, impliquent une coopération monétaire accrue. Il est évident qu'on ne peut ensuite aller de l'avant, que la conférence intergouvernementale chargée par le conseil européen de Milan de donner un souffle nouveau à la Communauté et à son fonctionnement confirme cet objectif de manière solennelle par un amendement au traité de Rome qui a institué la CEE. Tel est le sens de la communication que M. Jacques Delors, le président de la Commission, soumet ce lundi 28 octobre aux ministres des Finances des Dix et qui rejoindra ensuite l'ensemble du document préparatoire au conseil européen des 2 et 3 décembre.

L'idée de la Commission consiste à préciser les choses, à inclure dans le traité un cadre juridique qui permette de faire progresser la coopération monétaire sans ratification des Parlements nationaux aux nouvelles conférences intergouvernementales. La substance de cette coopération, c'est le mécanisme de change qui, depuis sept ans, assure avec succès la stabilité des monnaies de la Communauté. On sait que la livre et la drachme ne participent pas au système de change et que le lire y est associé selon des modalités plus souples que celles qui lient les autres

monnaies. Les instituts demandent donc au gouvernement d'avancer d'un an la deuxième tranche d'allègements fiscaux (10 milliards de marks, soit 30 milliards de francs) prévue pour le début de 1987, ce qui a été immédiatement rejeté par le ministre de l'économie, M. Martin Bangemann.

### L'excédent commercial de la RFA pourrait atteindre 300 milliards de francs en 1986

Le taux d'inflation ne dépassera pas 2 %, tandis que le chômage restera stationnaire (2,25 millions de sans-emploi contre 2,3 millions cette année).

Le problème fondamental, en ce domaine, est l'absence d'une véritable dynamique de la reprise qui ralentira la progression des investissements.

Les instituts demandent donc au gouvernement d'avancer d'un an la deuxième tranche d'allègements fiscaux (10 milliards de marks, soit 30 milliards de francs) prévue pour le début de 1987, ce qui a été immédiatement rejeté par le ministre de l'économie, M. Martin Bangemann.

Il est noté, dès maintenant, un ralentissement de la concurrence des exportations allemandes, plus marquée en 1986 (+ 4 % seulement) en

raison du repli du dollar, compensé par un fléchissement du coût des importations de matières premières, dont les cours sont orientés à la baisse, accentuée encore par le reflux du « billet vert », ce qui explique l'excédent commercial record.

Le fait saillant de 1986 sera la nette reprise de la consommation des ménages (+ 3 %) qui prendra, en partie, le relais de la demande extérieure, la croissance du PNB passant de 2,7 % en 1984 à 3 % après avoir fléchi de 2,25 % en 1985. Le taux d'inflation ne dépassera pas 2 %, tandis que le chômage restera stationnaire (2,25 millions de sans-emploi contre 2,3 millions cette année).

Le problème fondamental, en ce domaine, est l'absence d'une véritable dynamique de la reprise qui ralentira la progression des investissements.

Les instituts demandent donc au gouvernement d'avancer d'un an la deuxième tranche d'allègements fiscaux (10 milliards de marks, soit 30 milliards de francs) prévue pour le début de 1987, ce qui a été immédiatement rejeté par le ministre de l'économie, M. Martin Bangemann.

SUICIDE DES JEUNES : L'ÉNIGME

Le Monde L'Éducation

NUMÉRO DE NOVEMBRE EN VENTE PARTOUT



**A le plaisir de vous annoncer l'ouverture de ses nouveaux bureaux**

au 12, bd des Capucines  
75009 PARIS  
Tél. : 47-42-20-28  
Télex Layang 650 706 F



**Aux Éditions STH**  
6, av. Léon-Henry, 75016 Paris. Tél. : 527.10.15

**la Constitution de la V République**  
théorie et pratique  
par LE MONG NGUYEN

3<sup>e</sup> édition revue et augmentée, 1985.  
296 pages. Prix public : 118 F.

- UN BON OUVRAGE AUQUEL LE CONSTITUTIONNALISTE POURRA SE RÉFÉRER SOUVENT (Journal Le Monde).
- UN EXCELLENT TRAITÉ (Magazine Lire).
- UN OUVRAGE DE RÉFÉRENCE (Aloin Pater).
- UN OUVRAGE DE QUALITÉ (P. Avril et J. Gicquel, Revue Pouvoirs).

82

كتاب الاقتصاد



# AFFAIRES

## HYPERMARCHÉ, DROIT SOCIAL ET PUBLICITÉ

### «Touche pas à mon dimanche»

Répondant à l'appel de FO et de la CFDT, trois cents manifestants environ, accompagnés de plusieurs personnalités politiques de l'Essonne, dont le sénateur Jean Coffin (Union centriste), ont bloqué, dimanche 27 octobre, l'entrée de l'hypermarché Condamine, aux cris de «Touche pas à mon dimanche».

L'ouverture des magasins le dimanche est un serpent de mer qui resurgit de temps à autre depuis trente ans. La situation varie d'un département à l'autre, d'une ville à l'autre, d'un type de commerce à l'autre, puisque la réglementation en la matière dépend de la préfecture du département. C'est en effet le préfet qui, par un arrêté, autorise, par dérogation, les commerces à fermer un autre jour que le dimanche (1). Il est question là de droit social, puisque l'Etat a le droit de poser des règles de repos dominical des salariés (article 221-9 du code du travail), et c'est par ce biais que l'Etat tente de concilier localement les nécessités du commerce, les règles d'une concurrence loyale et les besoins du consommateur.

Le groupe Promodès (26,9 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé en 1984) a saisi la publicité de l'ouverture de son vingt-sixième hypermarché, à l'enseigne Conti-

che». L'entrée fut ensuite délogée par les gendarmes mobiles. De son côté, la Fédération française des associations de commerçants a demandé une «condamnation sévère» et la «stricte application de la législation en vigueur».

La campagne publicitaire (faite par Taurus, une filiale du groupe Belier, lui-même filiale d'Eurecam, c'est-à-dire de l'agence Havas) a coûté, selon un responsable de Promodès, 500 000 F, un peu plus cher qu'en province. Mais cette ouverture le dimanche a valu à cet hypermarché de faire beaucoup parler de lui dans tous les médias de l'information, ce qui s'entrevoit pas dans le coût de la campagne.

S'appuyant sur un arrêté préfectoral du 24 décembre 1984, qui donnait aux commerces alimentaires de Seine-et-Oise la liberté de choisir comme jour de fermeture le dimanche, le lundi ou le mercredi, le magasin a choisi unilatéralement de fermer le lundi sans en demander l'autorisation et sans que cette décision ait été négociée avec les représentants du personnel comme il est d'usage. M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, envisage de rappeler

par circulaire les règlements en vigueur. Dimanche 27 octobre, les agents de l'inspection du travail sont donc venus constater le nombre de salariés au travail, sur les 320 qu'emploie le magasin. Il en coûte de 1 200 F à 3 000 F par salarié, l'ampleur de l'amende à l'unité étant laissée à l'appréciation de l'administration. Si le magasin ouvre le 3 novembre, il en coûtera 6 000 F par personne au travail.

Pour 250 salariés, cela coûtera de 300 000 F à 750 000 F pour la journée du 27 octobre et 1 500 000 F les dimanches suivants. Il est vrai que Promodès avait annoncé que le magasin serait ouvert le dimanche, «à titre expérimental».

J. D.

(1) C'est le cas de grandes surfaces de meubles, mais aussi de petits commerces alimentaires comme les boucheries, les charcuteries, les boulangeries, les fleuristes...

## Le mouvement coopératif vinicole est saisi par le virus de l'innovation

La coopération vinicole innove. Pour la première fois a été organisé à Paris un salon ouvert au public pour les vins produits par les entreprises coopératives. Quelques quatre-vingts sociétés venues de toutes les régions viticoles de France ont été représentées du 25 au 27 octobre dans les salons Roche (9, avenue Roche, Paris-9).

Cette manifestation a pour objectif de démontrer que les vins des coopératives sont aussi des produits de qualité élaborés avec les techniques de vinification les plus modernes.

Il existe 1163 caves qui regroupent 251 200 producteurs de raisin travaillant 495 000 hectares, soit la moitié du vignoble français. La coopération vinicole affirme représenter 60 % de la vinification des vins de table (et donc aussi des vins de pays) et 42 % des vins d'appellation (AOC) et vins délimités de qualité supérieure (VDQS).

Ce salon était aussi innovateur par lui-même. Pour trois raisons. On y trouvait, pour la première fois, des vins primaires, légers, à consommer dans les semaines suivant la vinification, venus de plusieurs régions de France, battant ainsi en brèche la suprématie du beaujolais... nouveau.

Seconde raison : les vins de cépages purs font leur chemin. Le

marqué mondial et bientôt, peut-être, le marché français sont intéressés par des produits qui disent leur nom et non plus seulement leur origine géographique. Dans cette optique, quatre organismes expérimentaux de Languedoc-Roussillon et l'Institut coopératif du vin présentaient des produits qui ne sont pas encore commercialisés, tels que des chardonnay ou des cabernets-sauvignon issus de l'Aude et de l'Hérault... D'autres jouaient la carte du cépage traditionnel de la région, tel ce syrah primeur de la coopérative de Servian (Hérault).

### Le vin en boîte

On sait, cependant, que la baisse de la consommation de vin aggrave la superproduction structurelle dans les régions de vins de table, essentiellement le Languedoc-Roussillon. Aussi est-il intéressant de noter l'effort réalisé dans le domaine des produits nouveaux à base de raisin présentés par le CEVILAR (Comité économique des vins du Languedoc-Roussillon). On trouve le moût concentré rectifié ou sucre de raisin qui peut servir à la chaptalisation, mais aussi comme édulcorant. Ce produit, créé en 1983, est en cours de commercialisation. Il en va de même pour les «toniques», ou gels de jus de raisin, ressemblant à une pâte de fruit, qui peuvent aussi, sous forme de petits sachets, représenter

un élément énergétique très concentré.

La grande révolution vient des vins légers, en boîtes métalliques ou en bouteilles, conçus comme des boissons gazeuses de type soda (vin blanc ou rouge) ou comme vins de table : à 9°, comme le Printanet, élaboré pour le marché français par la SICA de Peyriac (Aude), ou le Sangard de la société AREXVI-Méditerranée, ou les French One Wine Cooler de la SICA des Vignerons du Val-d'Oise, titrant soit 9° soit 9° pour la France et l'exportation, les Casino Cooler vendus en packs de quatre bouteilles dans les magasins Casino de sud de la France, ou encore le Palm Beach, un «wine cooler» de 4° exporté en boîtes dans seize pays.

Alors que ces vins à faible teneur en alcool contiennent des arômes de fruits additionnés selon les recettes de citron, de sucre ou d'eau gazeuse font un malheur sur le marché américain, en France la législation fiscale empêche le développement. Celle-ci ne connaît que les vins au-dessus de 9° ou les boissons à base de fruits en degré de 3°. Entre les deux, les produits sont considérés comme des dilutions alcooliques et taxés au prix fort.

JACQUES GRALL.

## ENTREPRISES

### Monsanto procède à la plus vaste restructuration de son histoire

Rien ne va plus chez Monsanto, cinquième chimiste des Etats-Unis (57 milliards de francs de chiffre d'affaires). A cause de la crise agricole, de la conjoncture détestable dans l'industrie des semi-conducteurs — deux activités dans lesquelles le groupe est très engagé — mais aussi des frais très lourds occasionnés par le récent rachat des laboratoires pharmaceutiques Searle (2,7 milliards de dollars, soit 21,6 milliards de francs), ses résultats ont chuté de 60 % pour le troisième trimestre (31 millions de dollars) et de 39 % pour les neuf premiers mois (242 millions de dollars).

Devant cette situation, la direction de la firme de Saint-Louis (Missouri) a décidé de procéder à la plus vaste restructuration de son histoire. Après avoir, il y a peu, manifesté son intention de céder ses actifs pétroliers et trouvé un acquéreur pour sa chimie de base en Grande-Bretagne (usine de Seal Sands), Monsanto va, notamment, se désengager de la pétrochimie (plate-forme de Texas City) et arrêter la production de phosphore à Columbia (Tennessee). D'autres cessions interviendront, dont le groupe n'a pas relevé la teneur. Compte tenu des plus-values que Monsanto espère retirer de ces ventes, la perte pourrait être limitée à 225-250 millions de dollars. Cela ne permettra sans doute pas au groupe d'équilibrer ses comptes, qui seraient dans la rouge pour l'exercice entier.

### Buitoni contrôle un des principaux producteurs de riz italiens

Le groupe alimentaire italien Buitoni vient de prendre 75 % du capital de Risierio Virginio Curti, l'un des principaux producteurs italiens de riz. Cette société appartenait à la famille Curti, qui conserve les 25 % restants. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 90 milliards de francs (environ 405 millions de francs) et un bénéfice net de 333 millions de francs. Cette acquisition complète la gamme des produits distribués par Buitoni. Le numéro un de l'alimentation en Italie (5 milliards de francs de chiffre d'affaires) avait été racheté en février 1985 par le groupe d'information Olivetti et son président, M. Carlo de Benedetti, qui avait alors devancé le français BSN. Après une forte augmentation de capital en avril (de 185 à 750 millions de francs), Buitoni a tenté de reprendre les participations agro-alimentaires détenues par l'Etat italien au sein de la SME (Société meridionale finanziaria), mais le contrat de vente a été remis en cause par le gouvernement de M. Craxi. Buitoni reste candidat au rachat de la SME, qui devrait avoir lieu d'ici à février 1986. Quatre autres groupes sont sur les rangs.

Nous le trouvons où qu'il soit.

LE PÉTROLE est notre principale source d'énergie. C'est lui qui fait tourner le monde et il en sera ainsi pendant bien des siècles. Encore faut-il être prêt à arracher de la terre ce trésor aux profondeurs les plus secrètes de la terre, en recourant aux technologies les plus avancées, et pour l'avenir dans des lieux hostiles et inaccessibles.

Agip, la société pétrolière nationale de l'Italie, a relevé ce défi il y a 60 ans. Intense et constante elle soutient le cœur de la terre, explore de nouvelles techniques et mobilise pour ces activités des ressources humaines et économiques toujours à la mesure des difficultés à surmonter.

Pertout où la moindre possibilité de trouver du pétrole existe, Agip est sur les lieux, avec son esprit d'initiative et ses équipes d'expérimentation. Les succès qu'Agip a remportés dans 30 pays et 5 continents, seule ou en collaboration avec d'autres compagnies pétrolières de premier plan, font de cette société un interlocuteur fiable dans tous les domaines de l'activité pétrolière.

Y compris ceux où nul autre ne s'est jamais aventuré.

**Agip**  
Eni Group.  
Recherche en profondeur.  
Réussite au sommet.



## AFFAIRES

### SOCHAUX

**Les projets de développement de Peugeot impliquent le détournement du cours d'une rivière**

De notre correspondant

Besançon. — A Sochaux, les projets d'extension du centre de production des automobiles Peugeot passent par le détournement du cours d'une rivière. L'Allan, affluent du Doubs, traverse en effet les usines sochaliennes occupant environ 10 hectares de terrain. Peugeot a fait savoir que les projets de modernisation de l'usine (en particulier l'automatisation des ateliers de soudage, d'assemblage et de peinture), pour lesquels un programme d'investissement de 3 milliards de francs est prévu, passeront par la construction de bâtiments sur ce terrain.

Le coût des travaux que nécessiterait la déviation de l'Allan est estimé à 153 millions. Peugeot accepte de prendre 20 % à sa charge, mais pas davantage. L'Etat, pour sa part, participerait à hauteur de 30 %.

Il manquerait donc pour l'instant 50 % du financement. Le préfet de Franche-Comté, M. Jean Amet, mène des négociations en vue d'obtenir une participation de la

région, du département du Doubs, du district urbain de Montbéliard, des communes concernées, voire de la chambre de commerce du Doubs.

Dans la balance, Peugeot met les 658 millions de francs versés ces trois dernières années au titre de la taxe professionnelle et surtout quelque 7 000 emplois qui ne pourraient être maintenus (le centre de production de Sochaux occupe actuellement 27 000 salariés), si la firme devait chercher un autre site pour développer ses fabrications tant de gamme (on parle de Rennes, notamment).

Par ailleurs, la déviation de l'Allan était prévue dans les plans de mise à grand gabarit du canal du Rhône au Rhin. Il ne s'agit donc en fait que d'un début d'exécution pour un projet qui sera au cœur de l'assemblée générale de l'association Mer du Nord-Méditerranée qui se tiendra, le lundi 28 octobre, au palais du Luxembourg, sous la présidence de M. Edgar Faure.

CLAUDE FABERT.

## SOCIAL

### LES QUARANTE ANS DE L'UNAF

**M. Fabius promet une « remise à niveau » des prestations familiales au 1<sup>er</sup> janvier 1986**

A l'occasion du quarantième anniversaire de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), en présence de six anciens ministres de la famille, M. Laurent Fabius a promis, le samedi 26 octobre, une « remise à niveau » des prestations familiales au 1<sup>er</sup> janvier 1986, comme cela fut fait au 1<sup>er</sup> janvier 1985, après « la dernière baisse du pouvoir d'achat de 1,4 % en 1984 ».

Les hausses de 1985 s'élevaient à 5,9 % pour les allocations familiales et à 5 % environ pour les prix, un nouveau réajustement de 0,5 % serait nécessaire. Le premier ministre a proposé que les modalités en soient fixées après consultation de l'UNAF, d'ici à la prochaine conférence annuelle des familles (dans la première quinzaine de décembre). Il a rappelé la suggestion d'utiliser « l'enveloppe » pour les familles nombreuses et les jeunes familles, afin de poursuivre « l'effort prioritaire » en leur faveur défini par le IX<sup>e</sup> Plan, dans un but de « solidarité et par souci démocratique ».

M. Fabius a d'autre part promis un « congrès de représentation » aux représentants des associations familiales dans les différentes instances officielles. Il s'agit d'une ancienne demande de l'UNAF. Celle-ci, en effet, qui regroupe des unions dépar-

tementales et des mouvements associatifs divers (de la Confédération nationale des associations catholiques, conservatrice, à la Confédération syndicale des familles, à gauche), possède un statut semi public assez exceptionnel.

L'ordonnance du 3 mars 1945 qui l'a créée (1), lui a en effet donné le monopole de la représentation des familles dans toute une série d'organismes, du Conseil économique et social aux caisses de sécurité sociale, en passant par les offices d'HLM. Cette tâche de représentation (élargie par la loi du 11 juillet 1975) explique sans doute que l'UNAF « fait pratiquement pas cas de sa représentation » depuis dix ans, le nombre d'adhérents a augmenté de moitié, atteignant aujourd'hui 800 000 familles à travers 6 200 associations.

### Une politique « globale »

M. Roger Burel, président de l'UNAF, a rappelé les positions traditionnelles des associations familiales : défense d'une politique familiale dite « globale » (allant de la petite enfance à l'entrée au travail des jeunes, et couvrant l'ensemble des aspects de la vie, du logement à l'éducation des enfants) ; revendication d'un « statut parental complet donnant de réelles possibilités de choix aux parents » (notamment pour le nombre d'enfants et l'activité professionnelle de la mère).

Sur ces derniers points, M. Burel a jugé les mesures prises en faveur des mères de famille « timides, frileuses et incomplètes ». Dans ce registre traditionnel, il a aussi protesté contre les prestations accordées sous conditions de ressources — la compensation des charges familiales ne devant pas, selon l'UNAF, se confondre avec « la redistribution des ressources assurées par l'impôt » — et contre les avantages accordés dans certains cas par la législation fiscale aux couples non mariés par rapport aux couples mariés.

M. Burel a également profité du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Sécurité sociale « célébré récemment pour rejeter « toute protection sociale à deux vitesses ». D'autre part, après avoir réaffirmé que « la famille n'est ni de droite, ni du centre, ni de gauche », que « le gouvernement quel qu'il soit est l'interlocuteur » de l'UNAF et que celle-ci « ne sera pas une machine de guerre électorale », il a dénoncé « ceux qui veulent reconstruire le racisme », l'UNAF rassemblant « toute les familles vivant en France ».

GUY HERZLICH.

(1) En fait, la structure avait déjà été établie par la loi Goumet de 1942 dont l'ordonnance de 1945 a repris l'essentiel.

● Reprise du travail à la CFEC. — Le travail a repris vendredi 25 octobre à l'usine de Gennevilliers de la Compagnie française d'électrochimie (CFEC, 250 salariés), à la suite d'un accord entre les représentants du personnel et la direction. Celle-ci a abandonné la procédure de licenciement engagée contre vingt personnes, dont les huit délégués de la CFDT (syndicat majoritaire dans l'usine), à la suite de l'occupation des locaux du 5 au 15 octobre, puis du 18 au 24. Un accord est intervenu sur le paiement des journées de grève; les discussions doivent se poursuivre sur les conditions de travail.

### Espace

#### UN CONCURRENT CHINOIS POUR ARIANE

Un lanceur Ariane-4 mettra en orbite, fin 1988, le satellite des communications maritimes Inmarsat-2 F2. Le contrat en a été signé, vendredi 25 octobre, entre la société ArianeSpace et l'organisation Inmarsat. Cette commande porte à 35, dont 25 encore à lancer, le nombre de satellites confiés à la fusée européenne. Le satellite est construit par un consortium international, mené par British Aerospace, auquel participe la société française Matra. Six autres satellites ont été commandés par Inmarsat à ce consortium.

D'autre part, la China a annoncé qu'elle mettrait sur le marché ses lanceurs Longue Marche-2 et Longue Marche-3. Un nouveau concurrent pour Ariane.

LE MONDE diplomatique

### LA RENCONTRE « TURBULENCES 85 » DES JEUNES CFDT

**M. Maire plaide pour un renouveau de l'action syndicale**

Lors de la rencontre nationale « Turbulences 85 », organisée par la CFDT pour les jeunes, les 26 et 27 octobre à Angers, en présence de mille quatre cents militants cégétistes, M. Edmond Maire a prononcé un plaidoyer pour « l'action syndicale de demain », en soulignant qu'il fallait « faire autre chose que de se plaindre ». Dans une conférence de presse, le secrétaire général de la CFDT a commenté la journée d'action de la CGT en affirmant que « l'action syndicale ne doit plus se cantonner aux actions de type grève » mais prendre en charge des « rencontres, forums, temps de formation ou de loisirs ». « Il ne s'agit plus de se battre uniquement pour défendre des acquis, mais il nous faut des objectifs ambitieux, un travail plus intéressant, plus utile, plus novateur ».

De notre envoyée spéciale

Angers. — « On dit souvent qu'il n'y a pas de jeunes à la CFDT ». Cette constatation, M. Michel Sallay, secrétaire confédéral, responsable des jeunes cégétistes, l'explique par plusieurs raisons : les jeunes commencent mal les syndicats. Alors que la période de recherche d'un premier emploi s'allonge, les jeunes travaillent de plus en plus en intérim ou dans les PME.

Même lorsqu'ils sont intégrés dans les structures syndicales, ils manquent d'enthousiasme. Le « jargon » des syndicalistes leur est étranger, et surtout, alors que les organisations sont centrées sur la vie de l'entreprise, les jeunes négligent les sections, les unions locales ou départementales, pour militer dans les associations contre le racisme, organisant l'aide au tiers-monde, ou tout simplement les loisirs (voyages, musique, etc.). Ici des jeunes syndicalistes des PTT se sont réunis dans une association de solidarité, ils ont organisé un voyage au Brésil.

C'est en tenant compte de ces préoccupations des jeunes que le week-end a été organisé. Tandis que

dans une salle des groupes musicaux se succédaient, les stands du ministère du travail, des ANPE, des missions locales pour la coproduction sociale des jeunes en difficulté, du ministère des droits de la femme, cinq comités de chômeurs voisins avec des associations, la JOC, SOS Racisme, le MRJC (Mouvement rural des jeunes chrétiens) et un espace loisirs. Enfin c'est une troupe du théâtre « de l'opprimé » qui organisait l'un des débats.

Si la CFDT a des difficultés à rencontrer les jeunes, elle a également en du mal à intéresser les entreprises à son initiative. Les rangs de l'espace « Métiers » étaient plus clairsemés que prévu. Quant aux associations, elles acceptaient volontiers de jouer le rôle de relais qui leur était dévolu : « Les jeunes ont peur de se faire récupérer. Ils craignent d'avoir une étiquette », affirmait un exposant.

Ce week-end les aura-t-il convaincus ? « Les syndicats sont trop politisés », affirmait un jeune venu en curieux. Ils devraient être plus proches de nos préoccupations.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

### EN BOURSE

#### A raider, raider et demi...

Les choses sont en train de changer au Japon. Fin août, les milieux boursiers de Tokyo connaissent leur première OPA sauvage à la manière américaine (le Monde du 20 août et du 10 septembre). Mais les choses se passent entre Japonais : la proie convoitée était la société Sanryo, spécialisée dans les équipements de précision, et son attaquant le groupe Minebea, leader mondial des roulements à billes de précision. Depuis le 25 octobre, les boursiers japonais ont affaire à une autre grande première, une OPA étrangère sur une société japonaise. L'ironie de l'histoire veut que le chasseur soit devenu gibier : c'est en effet Minebea, qui fut l'objet d'une OPA lancée par les groupes financiers américains Trafalgar Holding Ltd et britannique Glen International Financial Service Co. Ltd.

Le vice-président de Minebea, M. Iwato Ishizuka, a déclaré que sa société résisterait jusqu'au bout à cette tentative de prise de contrôle, précisant que la proposition de Trafalgar et de Glen contenait « beaucoup de choses qui sont légalement impossibles ». En septembre dernier, le président de Minebea, M. Takami Takahashi, avait affirmé que sa société avait pris des dispositions pour empêcher le succès d'une OPA, en émettant des obligations convertibles, réservées à des banquiers ou des investis-

seurs amis, ce qui lui assurait, disait-il, le contrôle de 51 % du capital. M. Takahashi savait, en effet, ne s'être fait gruger par les émissions et emprunts lancés sur le marché international pour financer ses acquisitions à l'étranger, et notamment aux Etats-Unis. Trafalgar, allié à Glen, affirme avoir ainsi pu acheter des titres qui, une fois convertis, représenteraient 23 % du capital de Minebea.

Pour réussir leur OPA, Trafalgar et Glen doivent — outre l'effort financier que représente la conversion des titres détenus en actions ordinaires — surmonter un certain nombre d'obstacles dus à la législation japonaise (le Monde du 10 septembre). Le ministre japonais des finances peut en particulier s'opposer à cette OPA, en raison du caractère « stratégique » de Minebea, dont les roulements à billes sont utilisés dans des systèmes d'armes.

Cependant, il semble, chez Minebea comme dans les milieux financiers japonais, que l'on considère l'OPA de Trafalgar et Glen comme une opération purement spéculative, dans le style des raiders américains, destinée à contraindre le japonais à racheter ses titres convertibles à un prix très supérieur à celui du marché.

C. B.

(Publicité)

LA PRÉFECTURE DES ARDENNES COMMUNIQUE

RÉSEAU D'ALIMENTATION GÉNÉRALE EN ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Centre d'équipement du réseau de transport

Ligne à 2x400 kV AVELIN - LONNY (partie Ardennes) et modifications aux abords du poste de LONNY de la ligne à 400 kV MAZURES - VESLE


DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PUBLICITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Le projet d'ouvrage dit « Ligne à 2x400 kV AVELIN - LONNY (partie Ardennes) et modifications aux abords du poste de LONNY de la ligne à 400 kV MAZURES - VESLE », pour lequel la demande de déclaration d'utilité publique aux fins de la loi du 10 juillet 1977, a été déposée, conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, à une étude d'impact.

En conséquence, à dater du 28 octobre 1985, et pour une durée de deux mois, le public pourra prendre connaissance du dossier d'étude d'impact aux jours et heures habituels des bureaux :

- à la Préfecture des Ardennes ;
- aux maires des chefs-lieux de cantons de RUMIGNY, RENVEZ et ROCROI ;
- aux maires des communes de ROSSUS-LES-RUMIGNY, ANTHEMY, CHAMPLIN, ESTREBAY, PREZ, FLAIGNES-BAYES, CERNION, AUBIGNY-LES-POTHES, VAUX-VILLAINES, L'ÉCHELLE, ROUVROY-SUR-AUDRY, MURIN-ET-BOGNY, LE CHATELET-SUR-SORMONNE, SORMONNE, HARCQ, LONNY, traversées par le projet ;
- à la direction régionale de l'Industrie et de la recherche de Champagne-Ardenne - 2, rue Gromet-Tellier, 51038 CHALONS-SUR-MARNE CEDEX.

Les intéressés pourront faire part de leurs observations formelles sur un registre ouvert à cet effet.



# Avec mon Agent de Change, je suis plus tranchant dans ma gestion.

Mon portefeuille, je le gère moi-même. Tout seul, en m'informant, en étudiant, en comparant... J'étais sûr de moi.

Puis la Bourse a changé. Elle est devenue très mobile, complexe. Rapidement, j'ai eu de plus en plus de mal à prendre les bonnes décisions.

Alors, j'ai rencontré mon Agent de change. Maintenant, j'ai appris à être en alerte et à bien réagir face aux événements. Je sais où investir. A nouveau, je décide clairement, vite et au bon moment.

L'expérience et la rapidité d'analyse de mon Agent de Change m'ont rendu plus tranchant dans la gestion de mon portefeuille.

Bureau d'Accueil des Agents de Change : 4 place de la Bourse, Paris 2<sup>e</sup>. Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30.

Vous pouvez aussi écrire ou téléphonez : Paris 42.97.55.55 / Bordeaux 56.44.70.91 / Lille 20.55.68.20 / Lyon 78.42.54.71 / Marseille 91.90.70.32 / Nancy 83.36.56.97 / Nantes 40.48.41.96.



**Les Agents de Change.**  
Ils accroissent la marge de sécurité de vos placements.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



## LE BILAN DE L'EMPLOI 1984

### L'année où tout bascule

Avec le recul, 1984 apparaît comme une année charnière pour le chômage et l'emploi. Des cycles ont été modifiés, des habitudes rompues, et des comportements, même, ont évolué. En quelques mois, on est passé du traitement social du chômage, devenu inopérant, aux prémices d'une prise en charge active, qui, pour partie, expliquent les résultats obtenus en 1985. Le « Bilan de l'emploi 1984 », publié par le ministère du travail, témoigne de ce changement profond. (1)

Que d'événements au cours de l'année 1984 ! La progression du chômage, constatée depuis le premier trimestre 1983, somme le glas de la politique de traitement social. Incapable d'endiguer la montée des effectifs (306 000 demandeurs d'emploi de plus en un an, soit 13,4 % de chômeurs supplémentaires), celle-ci ne résistait pas à l'action conjuguée de deux facteurs essentiels : la baisse du nombre d'emplois disponibles et l'augmentation de la population active.

Côté emploi, la situation est catastrophique : 230 000 postes de travail ont disparu en douze mois (- 1,1 %), après 217 000 en 1983 (- 1 %) et un maigre gain de 67 000 en 1982 (+ 0,3 %). Les effectifs salariés, déjà amputés de 147 000 personnes en 1983, diminuent de 170 000 en 1984. Le bâtiment et les travaux publics s'effondrent (67 000 emplois de moins), et le secteur tertiaire, grand pourvoyeur d'emplois, ne parvient pas à compenser la chute (58 000 postes nouveaux en 1984, contre 99 000 en 1983). Il faudra attendre le premier trimestre 1985 pour voir la situation s'améliorer de ce point de vue, avec seulement 25 000 emplois de moins, et une baisse en pourcentage plus faible (- 0,2 %).

Sur le front de l'emploi, pourtant, d'autres indications montraient bien qu'un changement était possible à l'époque. Pour la deuxième année consécutive, la production industrielle progressait de 2,3 %, permettant l'augmentation de 2 % du PIB marchand. Surtout, les gains de productivité (+ 5,9 % en glissement pour l'industrie) retrouvaient des niveaux élevés, sans doute dus à la

disparition des entreprises les moins performantes et à l'ampleur de la restructuration.

Côté population active, 190 000 personnes de plus, estime-t-on, se présentaient sur le marché du travail. Loin d'être arrêté par la crise, le développement du travail féminin se poursuivait, et 100 000 femmes, âgées de vingt-cinq à trente-quatre ans venaient augmenter la population active en 1984. Au total, tous mouvements confondus, on évalue à 160 000 actifs supplémentaires (qu'ils aient un travail ou qu'ils en cherchent un) la progression de 1984, et on prévoit qu'elle sera de 150 000 en 1985. Préoccupante, cette évolution aurait cependant été plus grave si l'on avait constaté une augmentation des taux de scolarité, chez les jeunes, et une tendance à l'allongement des études.

#### Un second souffle

Compte tenu de ce double mouvement de l'emploi et de la population active, particulièrement accentué en 1984, le niveau du chômage ne pouvait que s'élever au cours de l'année écoulée. A moins d'avoir recours à de nouveaux dispositifs d'assistance, toujours plus dispendieux et hors de portée budgétaire, il devenait impossible, dans ces conditions, de se maintenir sur la corde des deux millions de chômeurs, un chiffre à peine défendu pendant dix-huit mois depuis 1982.

De fait, c'est ce qui se produisit, tandis que le fameux « traitement social du chômage », en bout de course, épuisait ses ultimes effets. Dans l'impasse, la politique sociale d'accompagnement de la modernisation économique jetait ses derniers feux. A l'évidence, il fallait trouver une autre voie, rechercher un second souffle.

De glissement en rupture, un certain nombre d'éléments se sont déplacés, bouleversant parfois fondamentalement un paysage trop connu. Ainsi, les mesures pour les cessations anticipées d'activité, provoquées en masse par les départs dans le cadre des contrats de solidarité jusqu'en 1983, les préretraites

ne se sont pas reproduites en 1984, le dispositif ayant été abandonné. D'une année sur l'autre, on observe même une diminution du nombre de bénéficiaires (148 200 contre 187 400). Longtemps efficaces, et elles aussi supprimées, les garanties d'emploi (408 300). Désormais, les interruptions prématurées d'activité prennent la forme des contrats FNE (Fonds national de l'emploi), en constante progression (55 600 contrats dans l'année, pour 119 600 bénéficiaires), qui accompagnent la réduction d'effectifs ou,

qui auraient un projet de réinsertion dans leur pays d'origine. A chaque fois, on tente de développer le sens de la responsabilité contre le sentiment d'assistance.

Un programme s'ébauche. Il comprend l'aide, renouvelée, aux chômeurs créateurs d'entreprise, qui seront seulement 35 000 en 1984 (plus de 50 000 à la mi-1985) et dont on sait que les trois quarts sont toujours en activité un an après ou qu'un quart a procédé à une embauche supplémentaire. Il devait être complété par le projet de contrat-formation-reclassement (CFR) qui

de la nécessaire adaptation, comme les fonds d'initiative jeunes, les entreprises intermédiaires, les associations main-d'œuvre-formation (AMOF) et la notion d'employeurs collectifs.

Tout cela s'étant produit en 1984, ou y ayant pris naissance, il serait commode d'y voir la conséquence d'un changement de gouvernement intervenu en juillet. Mais si le transfert du pouvoir de M. Pierre Mauroy à M. Laurent Fabius a facilité les choix, il n'explique pas tout. Un système se mourait, qu'il fallait remplacer sous peine de naufrage, et, déjà insensiblement, des modifications étaient intervenues, qui campaient un décor obligé.

ALAIN LEBEAUCHE.

**Au moment où le chômage atteint un niveau record, la politique sociale passe d'un système d'assistance à un régime de soutien aux initiatives.**

dans le meilleur des cas, proviennent de l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite, qui aura entraîné 76 400 retraits supplémentaires en 1984 (52 000 en 1983), sans que l'on puisse distinguer, dans cet afflux, le retard d'enregistrement dû aux dossiers en instance.

Parallèlement, les grandes actions annoncées alors en faveur de la sidérurgie, de la construction navale et des pôles de conversion n'ont pas encore eu d'impact, hormis pour les retraits d'activité des sidérurgistes déjà prononcés (21 400 bénéficiaires au total).

#### Lutter contre le sentiment d'assistance

Réalisme ? Toujours est-il qu'un système d'aide en vigueur ou subitue progressivement les dispositifs de soutien à la prise de décision - pour des évolutions rendues nécessaires. Peu à peu, chacun est appelé à se prendre en charge, et les mesures ne sont définies que pour faciliter les initiatives. Ainsi en est-il des formules arrêtées au cours de l'année 1984, qui vont des congés de conversion pour les secteurs industriels en mutation aux aides au renouveau pour les travailleurs immigrés

ne prendra naissance qu'en juillet 1985, dans une version édulcorée. On devait faire la part belle aux contrats de solidarité - réduction du temps de travail, votés à l'échec (2 000 emplois seulement) malgré des subventions très incitatives. Plus tard encore, il se devait de faciliter - jusqu'à 6 000 francs de prime - pour l'embauche de chômeurs de longue durée avec un contrat de travail à durée déterminée.

Cet agencement conduisait à arrêter, ou à avaliser, toute une série de mesures en faveur des jeunes, plus frappées que d'autres catégories par le chômage. 1984 fut également l'année de lancement des TUC (travaux d'utilité collective), dont le succès est tel que l'on comptait 235 000 stagiaires de ce type à la fin de septembre 1985, n'occupant que 65 % des postes proposés. Ce fut aussi le moment choisi pour donner l'élan à la campagne pour la formation en alternance réclamée par le CNPF et promise à un objectif ambitieux de 300 000 stages en année pleine (100 000 en cumul actuellement, selon le patronat ; 35 000 selon le ministère, qui ne comptabilise que les jeunes effectivement rétribués par ses soins). Quantité d'autres projets naquirent alors, en nom de la simplification ou

193,7 embauches dans l'année (212 en 1983), dont seulement 54,5 étaient firmes et définitives (73 en 1983) et 113,1 sous contrat de travail à durée déterminée (106 en 1983).

Décidément, 1984, année noire du chômage, annonce bien des comportements nouveaux et la rupture avec de vieilles habitudes. Pour le meilleur comme pour le pire, même si l'échec de la négociation sur la flexibilité, en décembre justement, paraît avoir freiné - pour combien de temps encore ? - un élan irrésistible.

(1) « Bilan de l'emploi 1984 », Documents statistiques du travail et de l'emploi, n° 12-13, septembre 1985. Prix : 90 F. Diffusé par la Documentation française.

(Publicité)  
**SOCIÉTÉ ITALIENNE PRODUCTRICE DE ROBOT DE CUISINE (FOOD PROCESSOR) RECHERCHE IMPORTATEUR DÉJÀ INTRODUIT DANS LE MARCHÉ AU DÉTAIL POUR LA DISTRIBUTION NATIONALE.**  
ÉCRIRE : CASELLA T-131  
SP1 20100 MILANO (ITALIE)

(Publicité)  
**CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS**  
Département Économie et Gestion  
Analyse des données et décisions dans l'entreprise  
● Enseignement annuel hors temps ouvrable de 3<sup>e</sup> cycle.  
● Par études de cas de marketing et gestion.  
● Destinée à des cadres ou chercheurs non scientifiques.  
● Durée : 50 heures (le vendredi de 18 h à 20 h).  
● Début des cours le 8 novembre 1985.  
Renseignements : CNAM Laboratoire d'Économétrie  
2, rue Conté - 75003 Paris.  
Téléphone : 42-71-24-14 poste 505



## UGINE S.A. UNE VOLONTE INOXYDABLE.

Le groupe UGINE. Un des deux premiers mondiaux de l'acier inoxydable. A l'origine de cette réussite, une détermination sans faille pour s'imposer comme leader d'un produit d'avenir, l'inox, alliance d'esthétique et de résistance aux conditions d'emploi les plus éprouvantes.

Pour mieux servir la demande, nous adaptons sans cesse nos produits aux nouvelles exigences du marché. Nos atouts : un réseau de vente international, disponible et attentif, un Centre de Recherches réputé mondialement, un appareil de production chaque jour plus performant.

Grâce à nos trois usines, UGINE pour les barres et le fil, L'Ardoise et Gueugnon pour les tôles et les feuillards, nous proposons une gamme étendue de produits. Nous sommes ainsi en mesure de satisfaire les clients les plus exigeants.

La principale caractéristique du groupe UGINE, de ses hommes ? La détermination. Une volonté à toute épreuve, à l'image de ses aciers, inoxydables.













# Le Monde

LA NOUVELLE NUMÉROTATION TÉLÉPHONIQUE

## Le message est bien passé

« Tout va bien ». Tel était le message qu'on pouvait recueillir, le dimanche 26 octobre, au centre de coordination MIRA, d'où est contrôlé le changement de numérotation téléphonique en France. Le taux d'appels incorrects liés à la nouvelle numérotation n'est que de 15 %. On est donc loin des taux supérieurs à 30 % qui avaient été envisagés par les responsables de la nouvelle numérotation, comme pouvant être acceptés sans encombre par le réseau. Dans les trois quarts des cas, les abonnés rectifient d'eux-mêmes, sans faire appel aux 36-11 et 36-12 où ils peuvent trouver des renseignements. Du coup, le directeur général des télécommunications, M. Jacques Dondoux, a décidé, samedi, de supprimer le message « nouvelle numérotation » que certains centraux envoyaient aux abonnés en lien et lace de la tonalité habituelle. Les réactions du public ont montré que ce message était dérangeant, et finalement plus gênant qu'utile.

Seul problème, plus ennuyeux pour la police ou les pompiers que

pour les FFI : de nombreux Parisiens n'ont pas saisi que c'est le 4 qui doit maintenant précéder leur ancien numéro. Ils le font précéder du 1, conformément à la règle générale qui veut qu'on complète l'ancien numéro par l'ancien indicatif de zone. Or le chiffre 1 en début d'appel oriente sur les services spéciaux à deux chiffres. La police (17) et les pompiers (18) ont donc reçu beaucoup d'appels qui ne leur étaient pas destinés.

Malgré le week-end est une période de faible trafic. C'est ce lundi matin qu'on devait pouvoir mieux juger les réactions des abonnés. Les vérifications faites au long du week-end ont montré que 98,5 % des installations téléphoniques privées - qui ne fonctionnent guère qu'aux heures ouvrables - étaient bien adaptées à la nouvelle numérotation. Il n'est donc pas attendu de problème sérieux de ce côté-là.

Ce lundi 29 octobre à l'heure de pointe (11 h 30) l'économie du trafic était normale.

M. A.

■ **M. Zhao Ziyang en Amérique latine.** - Le président du conseil chinois a entamé, ce lundi 28 octobre, un voyage de deux semaines en Amérique du Sud, qui le conduira successivement en Colombie, au Brésil, en Argentine et au Venezuela. Cette série de visites devrait lui permettre d'affirmer la présence de Pékin au détriment de celle de Taiwan. Il s'agit du premier voyage d'un chef de gouvernement chinois en Amérique latine. (Reuter.)

■ **Accident de voiture à Paris : deux morts et deux blessés graves.** - M. Joseph Manget, dix-neuf ans, et M. Denis Babusiaux, vingt-cinq ans, domiciliés à Paris, ont été tués lors d'une collision de cinq voitures dimanche vers 16 h 50, à la hauteur du 54, avenue de New-York à Paris (16<sup>e</sup>).

Quatre autres personnes ont été blessées, dont deux grièvement.

■ **« Le Peuple » échappe à Robert Hersant.** - Le Peuple, quotidien socialiste édité à Charleroi (Belgique), deviendra la semaine prochaine la propriété du groupe Roesel, qui possède le quotidien bruxellois *le Soir*. M. Robert Hersant s'est porté candidat au rachat du quotidien socialiste, mais le conseil d'administration lui a préféré le groupe belge. M. Hersant contrôle

Le numéro de « Monde » daté 28 octobre 1985 a été tiré à 416156 exemplaires.

A B C D E F G

**DES JANVIER ETUDIEZ AUX USA**  
Dans une grande université de Californie ou Florida, soit pour améliorer votre anglais, soit pour commencer des études (BA, MA, Master, Ph.D., Cours, séminaires, stages, un semestre à partir de 40.000 F. Des cours 5 heures. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc., U.S.A.-France-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 722-94-94.

En Argentine

## Un état de siège ambigu

Buenos-Aires (AFP, Reuter).

La bataille juridique a repris, samedi 26 octobre, en Argentine entre les pouvoirs exécutif et judiciaire, après qu'un juge ait ordonné la mise en liberté de trois des douze personnes soupçonnées d'être atteintes à la sécurité de l'Etat, dont le gouvernement avait ordonné la détention.

Moins de vingt-quatre heures après la proclamation de l'état de siège, le juge d'instruction Luis Enrique Velasco a ordonné la « libération immédiate » du colonel Pascual Guerrieri, du journaliste Daniel Horacio Rodríguez et du capitaine Leopoldo Cao, estimant qu'il n'existe « aucune preuve, moitie de preuve ou indice » pouvant étayer les accusations formulées à leur encontre.

Cette décision a provoqué une réaction immédiate du gouvernement. Le ministre de la Justice et de l'Éducation, M. Carlos Alconada Armbruru, a déclaré que le juge s'était « arrogé les pouvoirs de l'exécutif » et annoncé que le gouvernement ferait appel de cette décision et trait, si nécessaire, devant la Cour suprême. En réponse, le juge Velasco a reconnu au gouvernement le droit de déclarer l'état de siège, alors que la loi défend le droit de la justice de se prononcer sur les mesures adoptées par le pou-

voir exécutif en vertu de l'état de siège.

Les douze personnes (six militaires et six civils) dont le gouvernement avait ordonné l'arrestation lundi 21 octobre par décret figurent sur un décret complémentaire à la déclaration de l'état de siège. Les avocats des accusés, dont sept sont effectivement détenus, avaient immédiatement présenté des demandes d'habeas corpus.

Ces déclarations interviennent alors que l'état de siège est passé quasiment inaperçu par la population argentine, les libertés publiques, notamment celle de réunion et de presse, étant maintenues. Ce qui renforce l'opinion des observateurs, pour qui cette décision a été prise pour permettre l'arrestation sans décision juridique de personnes soupçonnées d'être atteintes à la sécurité.

L'état de siège devient d'ailleurs un thème de campagne électorale, à quelques jours des élections législatives du 3 novembre, l'opposition accusant le gouvernement de l'avoir imposé pour tenter de réhausser son image. La confédération syndicale CGT et les dirigeants de l'opposition péroniste ont réclamé une session extraordinaire du Parlement pour l'examen et l'éventuelle abrogation de la mesure prise par le chef de l'Etat.

El Salvador

## ENLÈVEMENT DU DIRECTEUR DE L'AVIATION CIVILE

San-Salvador (AFP, AP, Reuter, UPI).

Le colonel Omar Napoleón Avalos, directeur de l'aviation civile salvadorienne, a été enlevé, le samedi 26 octobre, par un groupe de dix hommes armés près de San-Salvador. Ce nouveau rapt d'une personnalité - le colonel Avalos a été le chef des services de sécurité du palais présidentiel - survient deux jours après la libération de la fille de M. Duarte. Aucune revendication n'a encore été formulée mais le président, à pour sa part, affirmé que ce deuxième enlèvement témoignait de la volonté de la guérilla d'avoir recours au « terrorisme » pour combattre son gouvernement.

La libération d'Ines Duarte, obtenue après des négociations avec la guérilla et entraînant des échanges de prisonniers, continue par ailleurs de susciter des réprobations dans l'opposition. Ainsi, la droite a estimé que de tels échanges « portent des coups au moral des forces armées et mettent en danger la sécurité nationale ». Le parti d'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) a annoncé qu'il allait présenter un projet de loi interdisant à l'avenir au gouvernement d'engager des négociations similaires. Dans l'armée, certains officiers ont exprimé en privé leurs réserves sur des négociations, qui ont conduit à la libération de vingt et un guérilleros et l'autorisation de sortie du territoire d'une centaine d'autres.

## LE PRÉSIDENT NICARAGUAYEN SE DIT CONVAINCU DU SOUTIEN DE M. GORBATCHEV

Managua (AFP, Reuter).

Le Nicaragua achètera de nouvelles armes, après « l'échec de sa mission de paix la semaine dernière aux Nations unies », a déclaré le président Ortega, cité dimanche 27 octobre par le journal *Barricada*. Il ne précise pas le type d'armes dont l'achat est envisagé ni le pays qui livrera ce matériel. Les principaux fournisseurs du Nicaragua ont été jusqu'à présent l'Union soviétique et ses alliés.

D'autre part, plusieurs accords de coopération, dont le montant n'a pas été communiqué, ont été signés entre le Nicaragua et le COMECON, ce qui représente selon des sources officielles un important accroissement de l'aide accordée par cet organisme au régime sandiniste. M. Ortega s'est d'ailleurs déclaré certain que M. Mikhaïl Gorbatchev apportera son soutien au droit à l'autodétermination et à l'indépendance du Nicaragua lors de sa rencontre avec M. Reagan en novembre à Genève.

Ces déclarations interviennent alors que les principaux partis nicaraguayens d'opposition s'approprient à demander au gouvernement de lever les mesures d'exception décrétées le 16 octobre. Cette demande doit être formulée le mardi 29 octobre par les conservateurs-démocrates, les socialistes, le Parti social-chrétien, les communistes et les libéraux indépendants.

## LES ESPACES SONT PLUS GRANDS A NOUVELLES FRONTIÈRES

**PARIS MONTREAL**  
aller-retour  
à partir de **2390 F**

**nouvelles frontières**  
66, boulevard Saint-Michel 75006 Paris 46 34 55 30

Sur le vif

## Les bonnes manières

Qu'est-ce que c'est que cette façon de répondre aux gens ? C'est ça qu'on vous a appris quand vous étiez petit. Laurent ? Ça m'étonnerait. En voilà des manières ! Si, si, je regrette. C'est très important les manières quand on discute, comme ça, devant le monde. La Bruyère le disait : « C'est ce qui fait que les hommes décident de vous en bien ou en mal. » Moi, j'étais stupéfait. Et consterné. Enfin, qui ! Vous, le crack des médias, normalement. Chirac, vous deviez en faire qu'une bouchée. On en était tous convaincus. Vous le premier.

C'est ça qui vous a perdu. A force de vous faire encaisser par des journalistes complaisants, vous avez gravement sous-estimé le force et le mordant de votre challenger. Pourquoi avoir pris d'entrée de jeu ce petit ton supérieur et suffisant ? Pourquoi avoir multiplié ces remarques, ces attaques personnelles : vous dites n'importe quoi, vous faites une fixation anti-communiste ? Pourquoi ces rappels à l'ordre : allons, allons, restons calmes ? Pour une fois, l'autre était tout sauf désemparé. Pourquoi ces remarques de politesse : vous êtes obligé de consulter vos notes, ou encore : vous feriez mieux de les réviser, vos notes ?

C'est vrai qu'il peut être exaspérant, Chirac. Ce sours sourcil, cet arrogant, piqué aux débats

toris communistes - c'est une de leurs spécialités, - qu'il oppose systématiquement aux arguments de l'adversaire, moi ça me met les nerfs en boule. C'est d'ailleurs l'effet recherché. Ce n'est pas une raison pour tomber dans le panneau, en arborant des airs condescendants et en le priant d'effacer ce rictus.

C'est vrai, aussi, que sur le chômage et la Nouvelle-Calédonie, le maître de Paris a cité des chiffres truqués, tronqués. Dans ces cas-là, on ne traite pas les gens de menteur. C'est un peu court. Et c'est choquant. Faut pas oublier que, dans le temps, cette injure-là, on ne la levait dans le sang.

Et puis, pour tout arranger, quand après avoir interrompu Chirac sans arrêt - les arbitres vous ont rappelés à l'ordre cinq fois, lui une seule, - il vous traite de roquet, vous avez le culot de vous draper dans votre dignité : comment ose-t-on parler sur ce ton au premier ministre de la France ? Et l'autre, il était quoi de 1974 à 1976, à Maignon ? Major domus ? Huissier ?

Je suis très démenté d'écouter. J'avais parlé sur vous. Trois bouteilles de whisky. Je les ai paumées. Vous me les devez. Sous forme d'une revanche. Contre Barre.

CLAUDE SARRAUTÉ.

## Polémique entre « le Figaro-Magazine » et M<sup>me</sup> Dufoux sur l'immigration

« Serons-nous encore français dans trente ans ? » Le Figaro-Magazine pose cette question dans son numéro du 26 octobre et y répond dès sa page de couverture, qui présente un buste de Marianne voilé à la musulmane. Le journal publie surtout une série de tableaux chiffrés qui laissent à accablante l'idée d'une prolifération spectaculaire des « étrangers non européens » dans notre pays, allant jusqu'à annoncer la création prochaine « d'enclaves étrangères dans l'Hexagone ».

Selon cette étude réalisée par M. Gérard-François Dumont, président de l'Association pour la recherche et l'information démographique, la population de nationalité française aura perdu 5 200 000 individus en 2015, tandis que les « étrangers non européens » en auront gagné autant. Résultat : « Nous nous achèverons vers l'irréversible », commente l'écrivain Jean Raspail, qui annonce une armée française « terriblement basarée », un pays désertifié, basculant « vers 1995 » dans des « troubles graves ».

Le ministère des affaires sociales a répondu dès samedi à la publication de ce dossier. Selon lui, le Figaro-Magazine « adopte la méthode de Le Pen » et son article « rappelle les théories les plus folles du

nazisme ». Le ministère de M<sup>me</sup> Dufoux qualifie de « mensonges » les chiffres utilisés par le Figaro-Magazine et annonce la publication prochaine d'un dossier « pour montrer que les statistiques fiables existent ».

[L'enquête du Figaro-Magazine s'appuie sur le décalage existant entre le taux de fécondité des femmes françaises et des « non européennes » (1,7 pour les premières et 4,69 pour les secondes). Elle table d'une part sur un effondrement de la fécondité des Françaises (1,25 de 1992 à 2015), hypothèse extrême puisque ce chiffre est stable depuis dix ans, et d'autre part sur une augmentation du taux de fécondité élevé des femmes non européennes. Or cette éventualité est peu probable, puisque ces femmes, dont la fécondité baisse déjà à leur arrivée en France, tendent à se rapprocher du niveau des Françaises (entre 1965 et 1982, le taux de fécondité des femmes étrangères est passé de 7,37 à 4,25 %). De plus, le regroupement familial, qui conduit en France des femmes et des enfants, ne diminuera probablement pas longtemps à son niveau actuel.]

Enfin, l'article du Figaro s'appuie sur une population « non européenne » de 2,6 millions de personnes alors que le recensement de 1982 n'en dénombre que 1,9 million.]

Ph. Bo.

## STAGE LECTURE RAPIDE

19-20-21 novembre 1985

GEICA-FORMATION / 42-86-41-12

56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Un cadeau signé  
**Aldebert**  
à encore plus de valeur  
**Bijoux dès F. 2000.-**  
Le plaisir d'acheter...  
La où il y a l'accueil.

**Aldebert**  
Joailier

PARIS: 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine  
79, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot  
CANNES: 19, La Croisette

مكتبة الأمل